

LES PRODUITS ANIMAUX
EMPLOYÉS
DANS L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

(Nomenclature, Collecte, Conservation et Transport, Législation)

THÈSE

Présentée et publiquement soutenue
devant la
Faculté de Pharmacie de Montpellier
le 29 Février 1944

PAR

GAUTIER JULES CLÉMENT

Pharmacien de 1^{re} classe de l'Ecole Supérieure de Pharmacie de Paris
Chevalier de la Légion d'Honneur - Croix de guerre 1914-1918

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ
(Mention Pharmacie)

JURY { MM. ASTRUC, Doyen, *Président*.
DOLIQUE, Professeur. } *Assesseurs*.
GIROUX, Maître de Conférences. }

S. A. D. I. A. C.
30, Rue Dhuoda
NIMES

1944

FACULTE DE PHARMACIE DE MONTPELLIER

Nom du candidat :

GAUTIER

Prénoms :

Jules Clément

Date de la soutenance :

Numéro d'ordre :

1

GAUTIER (Jules Clément). —

Les produits animaux employés dans l'industrie pharmaceutique. (Nomenclature. Collecte. Conservation et transport. Législation). — *Nîmes, Impr. Azémard Cousins, 1944, 324 pages, in-8. planches.*

(Th. Pharmacie, Montpellier, 1944, N° 305).

2

GAUTIER (Jules Clément). —

Les produits animaux employés dans l'industrie pharmaceutique. (Nomenclature. Collecte. Conservation et transport. Législation). — *Nîmes, Impr. Azémard Cousins, 1944, 324 pages, in-8. planches.*

(Th. Pharmacie, Montpellier, 1944, N° 305).

3

GAUTIER (Jules Clément). —

Les produits animaux employés dans l'industrie pharmaceutique. (Nomenclature. Collecte. Conservation et transport. Législation). — *Nîmes, Impr. Azémard Cousins, 1944, 324 pages, in-8. planches.*

(Th. Pharmacie, Montpellier, 1944, N° 305).

4

GAUTIER (Jules Clément). —

Les produits animaux employés dans l'industrie pharmaceutique. (Nomenclature. Collecte. Conservation et transport. Législation). — *Nîmes, Impr. Azémard Cousins, 1944, 324 pages, in-8. planches.*

(Th. Pharmacie, Montpellier, 1944, N° 305).

Les Produits animaux employés dans l'Industrie Pharmaceutique

INDEX DES ABRÉVIATIONS

B. N. V.	Bureau National de la Viande
B. O. S. P.	Bulletin Officiel des Services des Prix
C. N. I. V.	Comité National Interprofessionnel des Viandes
C. O. P. P.	Comité d'Organisation des Industries et du Commerce des Produits Pharmaceutiques
G. A. R. V.	Groupement d'Achat et de Répartition des Viandes
J. O.	Journal Officiel
O. C. R. P. I.	Office Central de Répartition des Produits Industriels
P. I.	Production Industrielle
P. M.	Presse Médicale
SO. R. G. A.	Société de Ramassage des Glandes et Abats
U. I.	Unité Internationale
U. S.	Unité Souris

LES PRODUITS ANIMAUX
EMPLOYÉS
DANS L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

(Nomenclature, Collecte, Conservation et Transport, Législation)

THÈSE

Présentée et publiquement soutenue
devant la
Faculté de Pharmacie de Montpellier
le 29 Février 1944

PAR

GAUTIER JULES CLÉMENT

Pharmacien de 1^{re} classe de l'Ecole Supérieure de Pharmacie de Paris
Chevalier de la Légion d'Honneur - Croix de guerre 1914-1918

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ
(Mention Pharmacie)

JURY { MM. ASTRUC, Doyen, *Président*.
DOLIQUE, Professeur.
GIROUX, Maître de Conférences. } *Assesseurs.*

S. A. D. I. A. C.
30, Rue Dhuoda
NIMES
—
1944

Faculté de Pharmacie de Montpellier

ADMINISTRATION

MM.	
A. ASTRUC (O. ✱, I. P. ☉)	<i>Doyen.</i>
N.	<i>Assesseur.</i>
TOURRETTE (I. P. ☉)	<i>Secrétaire.</i>

PROFESSEURS

MM.	
A. ASTRUC (O. ✱, I. P. ☉)	<i>Pharm. galénique et Pharmacodynamie.</i>
C. HOLLANDE (I. P. ☉)	<i>Zoologie et microbiologie.</i>
A. JUILLET (I. P. ☉)	<i>Botanique et matière médicale.</i>
E. CANALS (I. P. ☉)	<i>Physique.</i>
P. JAULMES (A. ☉)	<i>Analyse et Toxicologie.</i>
R. DOLIQUE (A. ☉)	<i>Chimie minérale et Pharmacie Industr.</i>
R. GRANGER, chargé du cours.....	<i>Chimie biologique.</i>
P. CASTEL (A. ☉), chargé du cours.	<i>Pharmacie chimique.</i>

DOYEN HONORAIRE

M. G. MASSOL (✱, I. P. ☉, ☿)

PROFESSEURS HONORAIRES

MM.	
F. JADIN (O. ✱, I. P. ☉), Doyen honoraire de la Faculté de Pharmacie de Strasbourg.	
M. MOUSSERON (A. ☉), professeur à la Faculté des Sciences.	
A. FAUCON (O. ✱, I. P., C. ✱).	

MAITRE DE CONFERENCES

M.	
J. GIROUX	<i>Pharmacodynamie.</i>

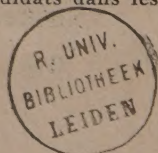
CHARGES DE COURS COMPLEMENTAIRES

MM.	
A. JUILLET (I. P. ☉)	<i>Botanique.</i>
E. CANALS (I. P. ☉)	<i>Hydrologie.</i>
P. JAULMES (A. ☉)	<i>Toxicologie.</i>
R. DOLIQUE (A. ☉)	<i>Pharmacie industrielle</i>
J. GIROUX	<i>Zoologie.</i>
R. GRANGER	<i>Chimie organique.</i>
J. SUSPLUGAS	<i>Cryptogamie.</i>
L. ASTRUC	<i>Législation pharmaceutique.</i>

CHEFS DE TRAVAUX PRATIQUES

MM.	
L. FARRE (I. P. ☉)	<i>Chimie et Pharmacie.</i>
J. SUSPLUGAS	<i>Histoire naturelle.</i>
P. PEYROT	<i>Chimie.</i>

NOTA. — La Faculté de Pharmacie n'accepte la responsabilité d'aucune des opinions émises par les candidats dans les Thèses ou Synthèses qui sont présentées.



A LA MÉMOIRE
DE MES PROCHES PARENTS

A LA MÉMOIRE DE MES CAMARADES
OFFICIERS ET SOLDATS

*morts pour la France, que j'ai eu l'honneur
de commander pendant la guerre 1914-1918,
comme Capitaine de réserve d'artillerie.*

*Aux uns et aux autres, je dédicace ce tra-
vail en souvenir du sentiment d'union et de
l'esprit de sacrifice qui nous animaient tous
pour la défense de notre chère France.*

AUX MIENS

A MES COLLABORATEURS

A MES AMIS

*A tous ceux qui m'ont soutenu dans la vie,
dans ma carrière professionnelle et qui
m'ont permis d'entreprendre ce travail et de
le mener à bien.*

A MON PRÉSIDENT DE THÈSE
MONSIEUR LE PROFESSEUR A. ASTRUC,
DOYEN DE LA FACULTÉ DE PHARMACIE
DE MONTPELLIER,

*Correspondant National de l'Académie de
Médecine, Officier de la Légion d'Honneur.*

*Nous le remercions de tout notre cœur de
l'honneur qu'il nous a fait en acceptant la
présidence de notre thèse et de l'intérêt
qu'il nous a porté en nous prodiguant ses
conseils éclairés au cours de notre travail.
Nous lui en sommes profondément recon-
naissant.*

A MONSIEUR LE PROFESSEUR DOLIQUE

Professeur de Chimie Minérale et Pharmacie Industrielle à la Faculté de Pharmacie de Montpellier.

Nous lui exprimons notre gratitude pour la bienveillance toute particulière qu'il a bien voulu nous témoigner en acceptant de faire partie de notre jury de thèse.

A MONSIEUR JEAN GIROUX

Maître de Conférences de la Faculté de Pharmacie de Montpellier, Chargé du cours de Pharmacodynamie.

Nous lui adressons l'assurance de nos sentiments de reconnaissance pour l'intérêt qu'il a pris à suivre notre travail susceptible de servir à l'enseignement dans les Facultés de Pharmacie.

A MONSIEUR LE PROFESSEUR

HONORAIRE LUTZ

*de la Faculté de Pharmacie de Paris, Che-
valier de la Légion d'Honneur.*

*En souvenir des années vécues comme
étudiants de la Faculté de Pharmacie de
Paris et en remerciement des directives
qu'il n'a cessé de nous donner au cours de
l'élaboration de ce travail.*

*Et, en sa personne, A TOUS NOS MAITRES DE
LA FACULTÉ DE PHARMACIE DE PARIS qui, au
cours de notre scolarité 1892-95, nous ont
enseigné les sciences pharmacologiques.*

*A tous, nous adressons l'assurance de
notre gratitude et l'expression de nos sen-
timents de reconnaissance pour les leçons
qui nous ont permis de présenter cette
thèse à la Faculté de Pharmacie de Mont-
pellier.*

A MONSIEUR LE DOCTEUR VÉTÉRINAIRE

A. PLEINDOUX

Membre de l'Académie Vétérinaire de France, Inspecteur Général honoraire du Service Vétérinaire du Ministère de l'Agriculture, Lauréat de l'Académie vétérinaire de France, Commandeur de la Légion d'Honneur, Prix Mathieu 1934.

Nous avons été très honoré des conseils qu'il a bien voulu nous donner. Nous lui adressons nos chaleureux remerciements et l'expression de notre respectueuse gratitude.

A tous les Docteurs Vétérinaires et Médecins Vétérinaires Directeurs Départementaux des services vétérinaires, Directeurs et Inspecteurs des Abattoirs industriels et communaux, privés et collectifs, qui nous ont permis de ramasser et de collecter les produits animaux pour l'industrie des médicaments organothérapiques.

A tous, nous sommes reconnaissants des concours qu'ils nous ont apportés pour remplir la mission que nous nous sommes imposée pour mener à bien notre travail.

AVANT-PROPOS

En décembre 1889, nous prenions notre première inscription comme stagiaire en pharmacie après avoir fait notre service militaire sous le régime de la loi 1877.

En novembre 1892, nous franchissions le seuil de l'Ecole Supérieure de Pharmacie de Paris.

Le 26 décembre 1895, nous étions sacré Pharmacien de Première Classe.

Il y a plus de cinquante ans que nous débutions dans la carrière pharmaceutique, et bientôt dix lustres que nous exerçons notre profession tant dans la pharmacie d'officine, que dans une situation para-pharmaceutique, puis dans l'industrie pharmaceutique.

Au cours de ce demi-siècle, nous avons pratiqué pendant sept ans la pharmacie d'officine au contact du public et pendant le reste du temps, nous nous sommes intéressé à l'exploitation des spécialités pharmaceutiques dans les domaines de la publicité médicale et des fabrications industrielles.

Pendant cinquante-deux ans, nous avons vécu sous le régime de la loi de Germinal et pendant deux ans sous le régime de la loi de septembre 1941 sur l'exercice de la pharmacie. [16] Aujourd'hui, nous nous présentons devant la Faculté de Pharmacie de Montpellier pour obtenir le diplôme de Docteur de l'Université — Mention Pharmacie — désirant ainsi consacrer l'affection que nous avons toujours eue pour notre profession dans toutes les situations que nous avons occupées.

Les études de Pharmacie comportent deux phases: le stage — un an — et la scolarité — quatre ans. Le stage en pharmacie dirigé par des praticiens agréés a principalement pour but de familiariser les élèves avec la pratique des produits de la pharmacie galénique

et la préparation des formules magistrales. La scolarité a pour objet l'étude des sciences pharmacologiques: physique, chimie minérale, organique, biologique et analytique, toxicologie, botanique, minéralogie, zoologie, cryptogamie, microbiologie, micrographie, pharmacie chimique, pharmacie galénique, matière médicale. L'un et l'autre préparent les candidats à l'exercice de la pharmacie d'officine en laissant presque totalement de côté l'industrie pharmaceutique. Pourtant, quel vaste domaine cette industrie n'a-t-elle pas embrassé dans le passé? quelles promesses ne nous offre-t-elle pas dans l'avenir, si nous considérons le développement qu'est appelée à prendre l'industrie organothérapique? Milne-Edwards, chaque année, à l'occasion de sa première leçon à l'Ecole Supérieure de Pharmacie de Paris, énumérait toujours les métiers que le pharmacien devait connaître: maçon pour construire ses fourneaux, couturier pour coudre ses chaussures, verrier pour monter ses appareils de laboratoire, menuisier, charpentier, etc... Longue était son énumération. Actuellement, dans l'Industrie pharmaceutique, c'est la chaleur fournie par un combustible solide ou liquide qui est en jeu; c'est la production de cette chaleur qu'il faut assurer; c'est cette même chaleur d'origine électrique qui est nécessaire; ce sont les moteurs actionnés par courant continu ou alternatif sur N volts tournant à tel régime qui produisent la force pour faire le vide et activer les filtrations; ce sont les appareils à vide et à basse température, qui permettent la récupération des solvants et la concentration des jus obtenus par macération ou lixiviation, etc., etc... Pour surveiller le fonctionnement de tout ce matériel, ne faut-il pas être instruit quelque peu de mécanique, d'électricité, voire d'architecture? Or, qu'apprend-on de tout cela à la Faculté? Que sait-on, d'autre part, du choix des animaux, du prélèvement de leurs glandes et abats, de leur meilleure conservation, etc., etc..., dans le domaine de l'organothérapie?

N'y aurait-il pas intérêt à compléter l'enseignement donné dans les Facultés et Ecoles de Pharmacie, en organisant à côté du cours de biologie et d'organothérapie, des cours de mécanique, de froid artificiel, pour parfaire l'instruction des étudiants et leur permettre d'occuper tous les postes que peuvent leur offrir les industries pharmaceutiques: galénique, chimique, organothérapique, en conformité avec la loi de 1941 sur l'exercice de la pharmacie? [16]

Tel est l'un des buts que nous avons cherché à atteindre dans notre étude élaborée en plein accord avec Monsieur le Doyen A. ASTRUC de la Faculté de Pharmacie de Montpellier qui a bien voulu

nous honorer en acceptant la présidence de notre jury et en nous prodiguant ses conseils éclairés. Nous lui adressons très respectueusement l'hommage de notre sincère gratitude. Et, aux nombreux concours qui nous ont aidé dans notre tâche, nous adressons nos chaleureux et cordiaux remerciements, nous excusant de ne pas les faire connaître nominalemt, dans la crainte d'en oublier.

Cependant, nous nous faisons un devoir d'adresser publiquement nos sincères félicitations à M. Pierre CONTIER qui a dessiné d'après nature un certain nombre d'organes animaux, ce qui nous a permis d'illustrer notre travail en reproduisant les dessins en couleurs de Contier sur dix planches et de montrer les divers aspects d'un même organe chez des animaux différents.

Ainsi, la Planche IV nous présente les reins de bœuf multilobés et ceux de mouton, lisses; les Planches VII et VIII reproduisent les matrices de truie et de vache: la première avec des ovaires en grappe, la seconde, des ovaires lisses; les rates — Planche III — ont des formes variables avec les animaux sur lesquels on les prélève, etc...

Nous avons réparti nos dix planches dans la première partie de notre travail. Pour permettre au lecteur de les retrouver, nous en donnons ci-dessous une table avec indication de la page qui leur fait face:

	<i>Pages</i>
Planche I — Les petites glandes	22
Planche II — Caillette, Pylore et Duodénum.....	30
Planche III — Rates	38
Planche IV — Reins	46
Planche V — Estomac de porc	54
Planche VI — Pancréas	62
Planche VII — Matrice de truie	70
Planche VIII — Matrice de vache	78
Planche IX — Foie de bœuf et Vésicule biliaire	86
Planche X — Foie de porc	92

J. G.

INTRODUCTION

C'est dans l'industrie pharmaceutique que nous avons passé la majeure partie de notre existence professionnelle, au cours de laquelle nous nous sommes intéressé aux spécialités pharmaceutiques chimiothérapiques et organothérapiques, ainsi qu'aux poudres, extraits liquides buvables et injectables organothérapiques.

Les spécialités chimiothérapiques ont existé de tout temps; certaines sont d'origine très éloignée; quelques-unes ont dû demander une autorisation royale pour être exploitées.

Les spécialités organothérapiques sont, en majeure partie, de date plus récente.

A part les spécialités pharmaceutiques autorisées par décret royal, les spécialités chimiothérapiques et les spécialités organothérapiques ont été librement créées et exploitées par les pharmaciens diplômés. Par contre, les spécialités considérées comme remèdes secrets ont toujours été prohibées tant pour la protection de la santé publique que pour la protection de l'exercice de la pharmacie qui était régie par la loi de Germinal, an XI, jusqu'au 11 septembre 1941, date à laquelle la nouvelle loi sur l'exercice de la pharmacie est entrée en vigueur. La spécialité pharmaceutique y est traitée dans le Titre V du Chapitre II; elle est définie dans l'article 44 de ce même chapitre : « tout médicament préparé à l'avance « et dosé au poids médicinal, présenté sous un conditionnement « particulier, portant sa composition, le nom et l'adresse du fabricant et vendu dans plusieurs officines ». [16]

Toutes les spécialités pour être exploitables doivent être revêtues, ainsi que les textes publicitaires qui les accompagnent, du visa du Secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé.

Telles sont les obligations qui s'imposent à la spécialité pharmaceutique organothérapique, y compris les préparations organothérapiques injectables qui sont soustraites à la loi du 14 juin 1934. Nous aurons l'occasion d'en reparler plus loin.

L'historique de l'organothérapie, dont le caractère scientifique a été mis en relief, surtout dans ces dernières années et sous de larges horizons, a été fait par de nombreux auteurs et non des moindres. Nous n'avons pas l'intention d'en parler longuement. Néanmoins, pour ne pas rompre avec la tradition, nous ferons ici d'assez larges emprunts à l'ouvrage de A. ASTRUC et J. GIROUX [1] de la Faculté de Pharmacie de Montpellier, « **Les Médicaments d'origine biologique** » (1), et mieux encore à une conférence donnée par le doyen A. ASTRUC [2] sur « **La Médication organothérapique à travers les âges** » (2).

L'organothérapie est la partie de la médecine qui utilise les organes d'animaux, en nature, sous forme pharmaceutique spéciale, ou seulement les principes actifs retirés de ces organes. « Elle est basée sur ce que l'on appelait autrefois, le trépied de la médecine, c'est-à-dire l'observation, l'expérience et la substitution », cette dernière surtout.

Celui que l'on considère, à tort ou à raison, comme le père de la médecine, « HIPPOCRATE (vivant quatre siècles avant notre ère), « n'emploie que fort peu la médication opothérapique proprement dite; ses successeurs, DIOSCORIDE, PLINE, GALIEN, durant cette « période gréco-latine », utilisent quelques organes animaux: les « vipères contre les morsures des serpents, le foie dans l'hépatite, « les organes mâles d'animaux pour rester fort, le poumon pour « conserver son souffle et courir sans effort, le cœur pour être « brave; les patriciens affaiblis boivent le sang chaud des gladiateurs blessés, évacués de l'arène, pour ranimer leurs forces, etc...

« Six cents ans après HIPPOCRATE, GALIEN, médecin des gladiateurs de Pergame, considéré comme le père de la pharmacie galénique, veut bien conserver la tradition humorale de son illustre prédécesseur; mais il réalise sur celui-ci l'immense progrès de définir la plupart des glandes et d'observer leurs véritables fonctions: il envisage parfaitement la fonction endocrinienne et même l'influence des humeurs sur l'état du psychisme; l'induction et l'hypothèse complètent ses expériences dans ce qu'elles ont encore de rudimentaire et, dans une vaste synthèse, font de lui le génial précurseur scientifique de l'opothérapie.

(1) Editeurs: Librairie Maloine S. A.: à Paris, 27, rue de l'Ecole de Médecine; à Montpellier, 21-23, Bd Berthelot.

(2) Conférence faite le 6 mai 1943, à la Salle des Fêtes de l'Association Générale des Etudiants de Montpellier.

« A l'époque arabe, au VIII^e siècle, MESUE, dont les écrits lui ont valu le surnom d' « *évangéliste des pharmaciens* », traite aussi des médicaments animaux et des médications orchitique et pulmonaire; il dresse une liste des drogues animales que l'apothicaire doit avoir dans sa boutique et qui sont au nombre de cinquante-six; AVICENNE, dont le livre « *Canon* » fut le code médical de l'Asie et de l'Europe pendant cinq ou six siècles, décrit aussi l'emploi de certains médicaments animaux: le sang de bouc contre les calculs des reins, le fiel de perdrix contre la cataracte, etc. ».

« L'école de Salerne donne des indications assez précises sur l'organothérapie, et la ville de Montpellier, particulièrement influencée par la science des Arabes, participe de ce mouvement scientifique qui touche la médecine et la pharmacie, deux arts dont la séparation avait été déjà entrevue par l'Ecole d'Alexandrie.

« L'humorisme créé par HIPPOCRATE imprègne donc ses successeurs immédiats et lointains. Mais voici qu'au XIII^e siècle, ALBERT LE GRAND développe et précise l'idée ancienne; il professe que tout organe communique ses propriétés naturelles à l'être auquel on l'unit; et c'est pourquoi il recommande les testicules de porc aux hommes impuissants, la matrice de la hase aux femmes qui ne peuvent concevoir, la cervelle de lion contre l'épilepsie et la folie, etc.; et, durant tout le moyen âge, les formules longévités sont particulièrement en honneur: c'est ainsi que l'usage de la chair des serpents, des cerfs et des aigles est conseillé aux vieillards parce que, chaque année, les animaux en question changent de peau, de corne ou de bec et se dépouillent ainsi « *des tristes apanages de la caducité pour revêtir les apparences d'une brillante jeunesse* »; c'était bien, encore et toujours, le principe de similitude et de substitution.

« Les produits organiques restent en faveur pendant la Renaissance: SYMPHORIEN CHAMPIER en parle dans son « *Myrouel des Apothicaires et Pharmacopoles* »; PARACELSE lui-même, l'alchimiste fougueux, emploie surtout le sang; JACQUES SYLVIVS préconise la graisse, la peau, les os de divers animaux.

« Et c'est ainsi que la doctrine humorale hippocratique règne à travers l'histoire de la médecine et de la pharmacie avec des éclipses partielles et de brillants renouveaux, avec des tendances plus ou moins marquées dans le sens favorable ou hostile ».

« ASTRUC souligne en passant combien il est curieux que, jusqu'à la fin du XV^e siècle, la plupart des recherches et découvertes

« pathologiques aient été réalisées par les méditerranéens, assez enclins aux grandes conceptions imaginatives..., tandis qu'avec PARACELSE, au XVI^e siècle, semble débiter une seconde période qui intéresse plus particulièrement les nordiques qui utilisent surtout les méthodes empruntées à la physique, à la chimie, à l'histoire naturelle en des observations patientes et des perfectionnements continus de technique ».

« Mais c'est au XVII^e et au XVIII^e siècles que l'opothérapie prend une vogue extraordinaire et atteint, si l'on peut dire, son apogée; les pharmacopées de l'époque nous renseignent fort bien sur ces incroyables préparations, sur cette étrange thérapeutique, fatras de recettes transmises, la plupart, par la tradition et qui réunissent les substances les plus disparates, douées, prétendait-on, des plus merveilleuses vertus curatives.

« Ce sont les œuvres de deux grands pharmacologues: CHARRAS et LÉMERY qui nous édifient à cet égard ».

« CHARRAS écrivit, et fit imprimer pour la première fois, à Paris, en 1672, sa « *Pharmacopée royale galénique et chilique* », ouvrage pharmaceutique le plus important du XVII^e siècle, dans lequel il décrit la manière de *distiller* bon nombre d'animaux ou d'organes animaux, par exemple les crapauds, la grenouille, l'écrevisse, la cigogne, l'abeille, la fourmi, le paon, le castor, la corne de cerf, la vipère.

« Celle-ci tient une place considérable dans la médecine et la pharmacie de ce temps et entre dans la formule de la thériaque, panacée populaire d'illustre mémoire.

« Nicolas LÉMERY, pharmacien fort instruit, eut un succès immense dans l'enseignement scientifique qu'il donnait à côté des professeurs officiels; et l'on aurait pu s'attendre à ce que ce savant docteur en médecine et pharmacien débarrasse la thérapeutique et la pharmacie de tous les remèdes inutiles vantés par ses prédécesseurs, même de ceux que Moyse CHARRAS préconisait encore; il n'en est rien. Sa pharmacopée universelle est aussi un entassement de formules parmi lesquelles les animaux ou quelques-uns de leurs organes jouent un rôle capital.

« Ainsi, l'organothérapie tint une place cruciale jusque dans les formules médicales des XVII^e et XVIII^e siècles; mais les théories de similitude se spécialisent semble-t-il, dans une doctrine nouvelle des actions glandulaires qu'un médecin de ville d'eau pyrénéenne mit, peut-être le premier, en évidence. Théophile de BORDEU (1722-1776), élève de l'école de Médecine de Montpellier,

« installé à Luchon, fut un des plus grands médecins du XVIII^e siècle; ...en même temps, un grand penseur et son œuvre amorça les recherches du XIX^e siècle : *Ce que je crois, écrivait-il, en véritable précurseur, c'est que chaque organe ne manque pas de répandre autour de lui, dans son atmosphère, dans son département, des exhalaisons, une odeur, des émanations qui ont pris son tour et ses allures, qui sont enfin de vraies parties de lui-même...*

« N'y a-t-il pas dans ces lignes, continue A. ASTRUC, comme le prélude des observations qui prirent corps cent ans plus tard ?

« Avec le XIX^e siècle, en effet, surgit une critique plus serrée des formules et des expériences auxquelles elles donnent lieu.

« Les travaux de LAVOISIER avaient ébloui le monde savant; on croyait que le produit chimique allait remplacer la base médicale; l'analyse des êtres organisés permettait l'isolement des alcaloïdes, des glucosides et autres substances actives; aussi l'organothérapie décline-t-elle rapidement; les Codex successifs ne retiennent plus les étranges formules d'autrefois et, avec l'édition de 1884 l'organothérapie disparaît presque complètement de la pratique médicale galénique.

« Cette défaveur s'accroît jusqu'au moment où naquirent, en physiologie, des idées plus concrètes, à propos des fonctions glandulaires et c'est à deux physiologistes français, à CLAUDE BERNARD et à BROWN-SÉQUARD, que l'on doit l'introduction dans la science de la notion créée par l'expression de « *sécrétion interne* », doctrine qui, depuis lors, a pris une prodigieuse extension.

« Nous ne développerons pas cette notion de sécrétion interne, que CLAUDE BERNARD a lumineusement exposée; rappelons simplement cette phrase de ses leçons de physiologie expérimentale: *Il y a dans le foie, deux fonctions de la nature des sécrétions. L'une sécrétion interne, forme le sucre qui entre immédiatement dans le sang de la circulation générale.*

« De plus, CLAUDE BERNARD professait que c'est l'union de toutes ces sécrétions internes qui constitue le sang qu'on devrait considérer, selon lui, comme un véritable produit de sécrétion interne..., c'est-à-dire un milieu organique intérieur créé par l'organisme lui-même. C'est bien l'idée exprimée au siècle précédent, par le béarnais Théophile de BORDEU ».

« Ces notions sont à la base de l'organothérapie moderne: CLAUDE BERNARD conserve le bénéfice immense d'avoir démontré vraiment l'existence des sécrétions internes, des glandes et des organes produisant des hormones, d'après le vocabulaire établi ultérieurement.

« ment...; ses immortelles expériences ont définitivement établi le
« caractère scientifique de la médication organothérapique.

« Son élève et successeur BROWN-SÉQUARD, quelque trente ans
« après, (1889) compléta la découverte de CLAUDE BERNARD, à la
« suite d'expériences mémorables, qui démontraient sur lui-même,
« l'action thérapeutique de l'extrait testiculaire; elles ressuscitèrent
« l'emploi médical et galénique d'organes animaux en des applica-
« tions sorties définitivement de l'empirisme et rajeunies, expliquées,
« modernisées. Avec BROWN-SÉQUARD et d'ARSONVAL, la théorie hor-
« monale prend corps.

« Ce fut STARLING qui créa le terme d'*hormone* en 1905 et depuis
« lors, la fécondité des recherches sur ce groupe de substances est
« immense. Au point de vue de la pratique médicale, on enseigna
« dans tous les cours de thérapeutique et de pharmacie, que les
« nombreuses sécrétions internes de l'organisme, dont le rôle est
« varié, assurent l'équilibre et le fonctionnement normal de la vie;
« que si quelque organe endocrine produisant ces sécrétions est
« enlevé, altéré ou fonctionne mal, des troubles pathologiques plus
« ou moins intenses surviennent; mais que l'expérience montre la
« possibilité de remédier à ce déséquilibre fonctionnel par l'admi-
« nistration d'organes identiques, ou en parenté physiologique, qui
« restituent au malade les principes quelque peu mystérieux qui lui
« manquaient.

« Et voilà l'explication et l'application de la médication organo-
« thérapeutique contemporaine débarrassée de son antique nébulosité.

« Nous n'essaierons pas de développer ici l'importance biologique
« de la question des hormones; pas plus que les théories admises
« pour expliquer leur action; nous sortirions de notre sujet qui
« porte sur des données plus concrètes. Nous nous contenterons de
« définir les hormones qui constituent les principes actifs des médi-
« caments organothérapiques que nous étudions sans aborder les
« questions de leur « *pluralité* », ni celle des « *relations hormona-*
« *les* », ou encore celle des rapprochements évidents entre les hor-
« mones, les vitamines et les ferments, qui font de ce groupe des
« *biocatalyseurs*, en raison des *analogies constatées dans le méca-*
« *nisme de leur action*; autant de sujets envisagés et rappelés par
« ASTRUC et GIROUX.

« Une hormone est donc une *substance chimique élaborée par un*
« *tissu glandulaire, déversée dans le sang et amenée par lui au*
« *contact de certains éléments ou organes réactionnels sur lesquels*
« *elle exerce une action spécifique*. Pour employer les propres

« termes de STARLING, *une hormone est un messenger chimique, un excitant fonctionnel spécifique qui agit à très faibles doses, à la manière des catalyseurs*; c'est, en effet, à des concentrations de l'ordre de fractions de milligramme, et même de millième de milligramme que les hormones manifestent leur action.

« Avant même que le terme fût créé, c'est en 1901 que TAKAMINE et ALDRICH ont isolé, des capsules surrénales, l'adrénaline, c'est-à-dire la première hormone, à l'état pur et cristallisé...

« C'est ensuite la thyroxine extraite du corps thyroïde par KENDALL, vers 1915-1919, à l'institut Mayo de Rochester (U. S. A.) après plusieurs années d'efforts, dans un pays où les abattoirs gigantesques, le nombre des chercheurs et les crédits dont ils disposent permettent des moyens d'action incomparablement plus importants que dans nos modestes laboratoires des Universités françaises.

« Puis, en 1920-23, ce fut le tour de l'insuline, la bienfaisance des diabétiques, grâce aux travaux de BANTING de l'Université de Toronto, de MAC LEOD et COLLIN.

« Enfin de 1932 à 1937, ce sont les hormones sexuelles, femelles, folliculine ou œstrone, et mâles, androstérone, progestérone, testostérone avec toute une floraison de résultats analytiques et synthétiques, avec des idées nouvelles appliquées aux recherches sur la parenté chimique et biologique de ces différents corps.

« De telle sorte que dans ces trente dernières années, en particulier, l'étude des sécrétions par les glandes endocrines a été extraordinairement fouillée; l'organothérapie a fait l'objet de multiples préparations dont la liste s'allonge tous les jours; toute une science nouvelle, l'hormonothérapie, s'est fondée et son intérêt est crucial ».

« Pratiquement, certaines préparations simples ont une valeur thérapeutique de premier plan (hypophyse, foie, capsules surrénales, thyroïde, etc.); de même que l'association conjuguée de diverses hormones, c'est-à-dire de divers médicaments organothérapiques que l'on accouple avec succès: rate et foie, estomac et foie, thyroïde, hypophyse et ovaire, etc...

« Ce n'est pas tout, observe encore ASTRUC: l'opothérapie, devenue à notre époque, essentiellement raisonnée, scientifique, participant aux admirables progrès réalisés en chimie et biologie, a permis d'autres rapprochements encore. Les hormones n'ont pas seulement des relations entre elles de plus en plus étudiées; il en est bien d'autres. Car en vérité, les conceptions actuelles

« n'attribuent pas seulement des actions spécifiques aux très nombreuses hormones qui dérivent de sécrétions internes jusqu'alors insoupçonnées; en dehors de ce travail analytique, on assiste actuellement à la découverte de multiples liaisons interorganiques: des rapports intimes entre l'activité glandulaire endocrine et le système nerveux; à l'observation encore plus poussée des relations très étroites existant entre certaines glandes endocrines qui conjuguent ou équilibrent leurs effets, etc... Bref, à l'heure actuelle, d'étonnantes questions se posent et la nature ne semble pas encore avoir livré à la chimie l'explication de tous ses mystères, malgré les milliers d'articles et de mémoires publiés en ces dernières années ».

« Le fait qui caractérise le mieux la biochimie contemporaine, écrivait récemment A. SZENT-GYORGI, c'est la coexistence du succès le plus merveilleux et de l'ignorance la plus profonde... Sauf en quelques rares exceptions, nous sommes dans l'impossibilité de fournir la moindre explication du mécanisme d'une activité biologique ou pharmacologique quelconque; ...la raison d'un pareil état de choses, c'est que nous ignorons absolument tout de la structure chimique de la cellule et aussi de son protoplasma sur lequel les dites substances agissent.

« Au surplus, l'engouement de beaucoup de médecins pour l'hormonothérapie est-il complètement justifié? Je n'oserais l'affirmer, dit ASTRUC; et il ajoute en appliquant à l'organothérapie l'opinion qu'il soutient depuis bien des années, que justifient les travaux galéniques de son laboratoire.

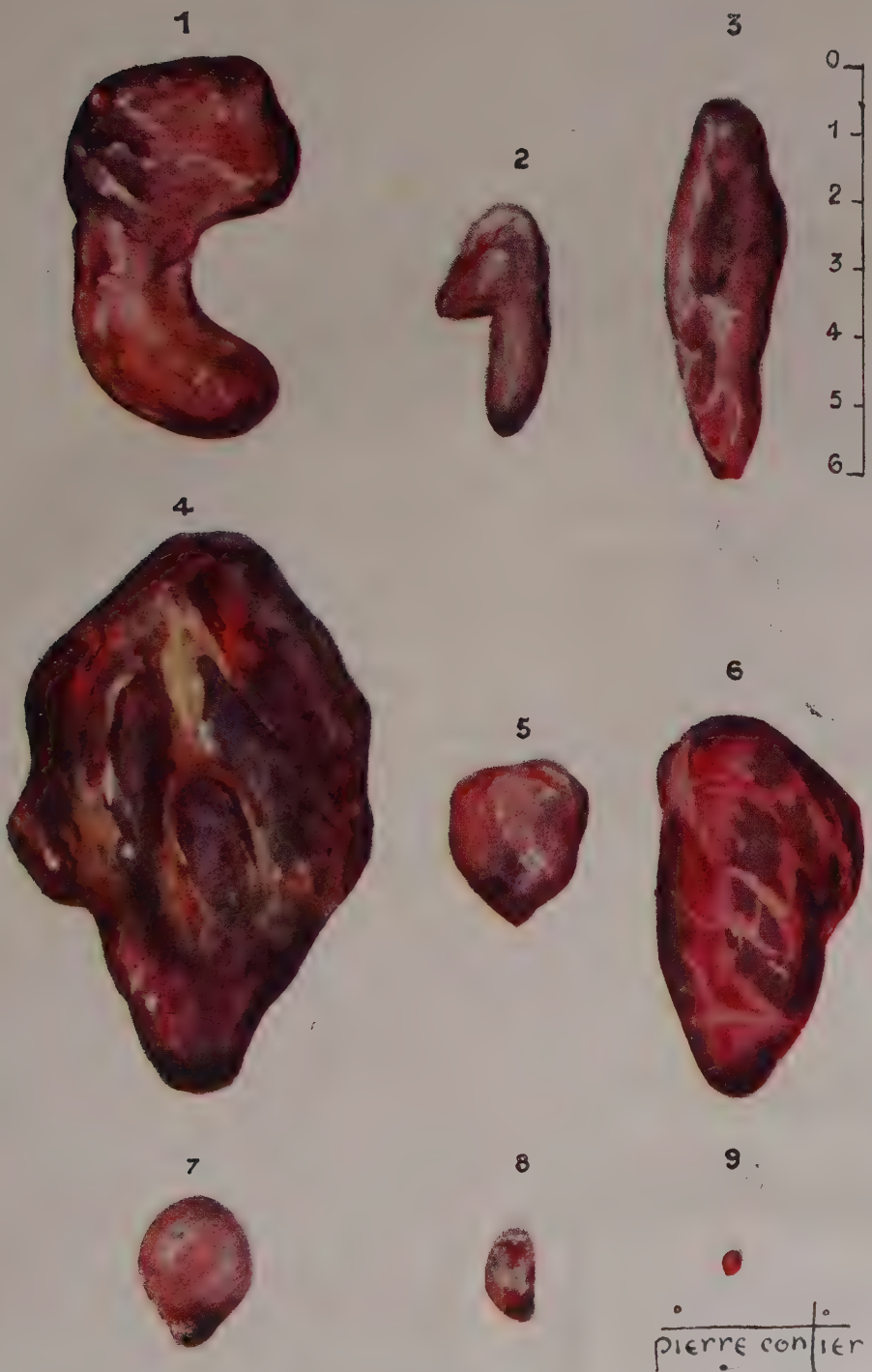
« L'exemple des alcaloïdes et des glucosides que l'on a cru pouvoir substituer aux végétaux desquels on les avait retirés et qui, en vérité, ne donnent pas la même action physiologique — c'est un fait constaté — ne pourra-t-il se renouveler à propos des hormones et des organes qui les produisent? Pas plus que la quinine n'est que le quinquina, ou la morphine l'opium, l'adrénaline représente-t-elle exactement l'extrait surrénal, ou la thyroxine l'extrait thyroïdien? Je ne le crois pas; aussi bien, c'est à la clinique de répondre.

« Enfin, si nous poussons encore plus loin l'analyse de la question des hormones: est-on bien sûr que les cellules des glandes endocrines fabriquent les hormones telles que les laboratoires nous les fournissent à l'état cristallin?

« Est-ce que ce ne serait point des produits hormogènes qui seraient élaborés tout d'abord dans la glande, produits qui, après

LES PRODUITS ANIMAUX EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

PLANCHE I
Les petites glandes



LÉGENDE

- | | | |
|-----------------------|----------------------|-----------------------|
| 1. Surrénales de Bœuf | 4. Thyroïdes de Bœuf | 7. Hypophyses de Bœuf |
| 2. — de Veau | 5. — de Veau | 8. — de Veau |
| 3. — de Porc | 6. — de Porc | 9. — de Porc |

« fractionnement ou combinaison, achèveront dans le sang de
« donner l'hormone elle-même, au contact des substances contenues
« dans ce liquide ? A moins que certaines hormones ne soient que
« la résultante des techniques de préparation, de l'action des réac-
« tifs employés ? plutôt l'œuvre des manipulations, en un mot, que
« celle de la glande elle-même ?

« Aussi bien, le mode d'action des hormones sur les organes
« qu'elles activent nous est-il, également, en grande partie, inconnu.
« L'action est-elle due à la catalyse ? ou à la modification du pH
« cellulaire ? ou au déplacement des ions ? ou aux modifications du
« champ électro-magnétique des cellules ? ou au transport d'oxy-
« gène ou d'hydrogène ?

« Autant de points d'interrogation, parmi beaucoup d'autres, qui
« restent encore en suspens ; l'endocrinologie est loin d'avoir épuisé
« son rayon de recherches ; et les nouveaux problèmes posés ne sont
« pas de solution facile ; à plus forte raison si nous touchions aux
« domaines de la génétique, du psychisme humain, de la pathologie,
« de la criminologie, etc... »

Notre rôle est beaucoup plus modeste ; nous n'aborderons point ces difficiles problèmes que pose l'endocrinologie moderne. Et nous continuerons à admettre, quelle que soit l'action des glandes, que celles-ci, tout simplement traitées convenablement, constituent des médicaments susceptibles de remédier à l'insuffisance des sécrétions ou de rétablir une fonction nutritive, excitatrice, antitoxique ou toute autre que l'altération ou l'ablation de la dite glande avait supprimée.

Que les préparations à base de matières premières animales soient désignées sous le nom de produits *organothérapiques*, *séquardiens* (Brown-Séquad) ou *opothérapiques* (Landouzy), peu importe. Ce sont des produits pharmaceutiques ; des médicaments dont un grand nombre sont inscrits dans la Pharmacopée Française, et qui sont et doivent être fabriqués, soit à l'officine quand la chose est possible, soit à l'usine, ce qui est le cas le plus général, en raison des moyens puissants à mettre nécessairement en jeu.

Doit-on ou peut-on employer indifféremment les termes organothérapie ou opothérapie : le premier est de Brown-Séquad, le second de Landouzy. L'E. M. C. (1) préfère le terme d'organothérapie parce que opothérapie représente étymologiquement un suc qui coule d'incisions faites à un arbre. Actuellement, ce sont deux synonymes employés toujours l'un pour l'autre.

(1) Encyclopédie Médico-Chirurgicale.

Notre travail a pour but de faire connaître au lecteur ce qu'est l'industrie pharmaceutique organothérapique en donnant la nomenclature des divers produits animaux utilisés, en indiquant les conditions techniques dans lesquelles doivent être effectués le ramassage et la collecte des organes, — compte tenu de la conservation et du transport, — pour maintenir intacte toute leur valeur thérapeutique.

Nous examinerons les qualités requises chez les animaux devant fournir les organes et nous préciserons quels sont de préférence ceux sur lesquels chaque organe devra être prélevé. Nous verrons, tant au point de vue administratif qu'au point de vue technique, le rôle des services vétérinaires (Thèse Fixez). [18] Nous étudierons, enfin, les conditions de conservation des organes après leur prélèvement, ainsi que les différents modes de transport employés.

Etant donné d'autre part que les textes législatifs réglementant, depuis avril 1937, le prélèvement des organes ne figurent pas au Codex, — dont la dernière édition remonte à cette époque, — nous avons tenu, nourri par notre expérience, à combler cette lacune.

C'est dans ce but que notre travail a été étayé des documents législatifs régissant non seulement le prélèvement des organes, mais encore les différentes activités industrielles ou commerciales gravitant autour de la question.

Il a fallu consulter plus de six années du Journal Officiel. Travail difficile, car tous ces articles législatifs qui concernent les produits organothérapiques, ressortissent à la fois du Ministère de la Production Industrielle (P. I.) (Comité des Industries et du Commerce des Produits Pharmaceutiques (C. O. P. P.)), du Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement (Comité National Interprofessionnel des Viandes (C. N. I. V.)) et Groupement d'Achat et de Répartition des Viandes (G. A. R. V.), du Ministère de la Famille et de la Santé.

Par ailleurs et afin que le lecteur ait sous la main ces textes éparpillés, nous les avons reproduits *in extenso* dans le chapitre « La Législation des Produits Organothérapiques », avec une classification qui facilitera les recherches.

Enfin, nous nous sommes permis de formuler plusieurs conclusions, dans l'espoir de contribuer, pour une modeste part, au progrès de l'industrie pharmaceutique organothérapique.

CHAPITRE PREMIER

LA MATIÈRE PREMIÈRE DES MÉDICAMENTS ORGANOThÉRAPIQUES

GÉNÉRALITÉS

La matière première des médicaments organothérapiques est constituée par les organes ou les humeurs d'animaux qui sont administrés à l'état frais et cru ou transformés par des techniques spéciales. Ils peuvent être prélevés sur des animaux abattus ou sur des animaux vivants.

Les organes animaux transformés peuvent être utilisés sous forme de poudre ou d'extrait total. On peut aussi en retirer seulement le ou les principes actifs qu'ils contiennent, que ces principes actifs aient été isolés ou qu'ils soient seulement connus par leur valeur clinique.

La transformation des organes animaux en médicaments est le but de l'industrie organothérapique.

Par organes, il faut entendre toutes les portions d'animal, solides ou liquides, glandes, abats et tissus. Ces organes, *desséchés dans le vide à basse température*, ou par tout autre procédé, pulvérisés et

tamisés, constituent une poudre qui, mise en cachets, pilules ou dragées, est utilisée comme médicament, dans le traitement des insuffisances organiques. Ces mêmes organes peuvent aussi être digérés par des ferments qui laissent intacts les principes actifs qu'on solubilise.

Il est des organes de composition complexe desquels on peut extraire des médicaments d'une grande activité thérapeutique, en administrant des doses extrêmement faibles. Ainsi, des glandes surrénales, on retire l'adrénaline de la partie médullaire et, la cortine et ses dérivés, de la partie corticale. Du pancréas, on extrait l'insuline, la vagotonine, la pancréatine, complexe renfermant lui-même plusieurs ferments digestifs tels que la trypsine, l'amylase, la lipase. Quelques-uns de ces principes actifs, qu'on a isolés, ont pu être préparés par synthèse. D'autres ne sont pas préformés dans l'organe. On peut les obtenir, soit par interaction de deux organes l'un sur l'autre, soit par oxydation ou réduction d'un produit chimique retiré de la glande.

Les organes animaux peuvent être employés à l'état cru; l'administration par voie buccale en est difficilement acceptée, quels que soient les artifices imaginés pour en masquer le goût et souvent aussi, l'odeur. Dans ces cas, l'organe administré doit toujours être frais, consommé au plus tôt après l'abatage. C'est l'exception majeure d'absorber *per os* des organes crus. Il y a donc nécessité d'envisager de conserver les organes sans altérer en quoi que ce soit leurs principes actifs. Ni produit chimique; ni liquide antiseptique. Nous étudierons par la suite la solution qui a été adoptée: celle du froid artificiel qui a permis de transporter sans altération les organes de l'abattoir au laboratoire, souvent très éloignés l'un de l'autre.

Toutes précautions étant prises, il est intéressant, important même, pour le fabricant de médicaments organothérapeutiques, d'avoir la certitude que l'organe congelé qu'il va employer a conservé son ou ses principes actifs. C'est au laboratoire de contrôle de l'en assurer quand il peut disposer de moyens et de tests. C'est au service vétérinaire de dépister les tares de l'animal sur pied, de l'animal abattu, des organes prélevés, tant à la sortie de l'abattoir qu'à l'arrivée au laboratoire des fabrications. Et de même que pour différencier deux glandes — salivaire et thyroïde par exemple — ou identifier une parathyroïde, il faut quelquefois avoir recours au microscope, de même pour faire la preuve qu'un organe est en bon état, il peut se faire qu'on soit obligé d'en étudier l'histologie par

une coupe colorée qu'on examinera au microscope. Ce sont là des questions fort intéressantes qui ne peuvent rentrer dans le cadre de notre travail. La compétence du service vétérinaire spécialisé dans la surveillance et le contrôle des viandes est, pour l'organothérapeute, une garantie pratiquement suffisante.

CHOIX DES ANIMAUX

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, on ne peut pas prélever n'importe quel organe sur n'importe quel animal; on ne peut pas indifféremment collecter tel organe sur un animal jeune ou adulte, à coup sûr, jamais sur un animal âgé. Certains auteurs, dont Gilbert et Carnot, préconisent même une préparation physiologique des animaux destinés à fournir certaines glandes.

Quoi qu'il en soit, tout animal devant fournir une matière première, glandes, tissus ou abats, pour la préparation des médicaments organothérapeutiques, doit, avant d'être abattu, être examiné par un vétérinaire spécialisé.

L'animal doit être sain, avoir des organes normaux, sans atrophie, ni hypertrophie. Tout animal devra être examiné après abattage par le service vétérinaire en même temps que les organes prélevés.

Quelques précautions sont à prendre dans le choix des animaux; par exemple, ne pas prélever d'hypophyses ni de thyroïdes sur des animaux châtrés. Pour les organes génitaux, mâles et femelles, c'est au moment du rut qu'ils présentent leur activité maxima. En résumé, choisir des animaux en pleine forme et dans les conditions physiologiques les meilleures pour que leurs organes aient le maximum d'activité et conséquemment, produisent les résultats les plus nets et les plus rapides.

L'examen de l'animal sur pied et celui des organes collectés ayant donné tous deux satisfaction, le vétérinaire inspecteur établit un laissez-passer, du modèle ci-après (voir page 29), en trois exemplaires, qu'il revêt de sa signature. Deux exemplaires du laissez-passer accompagnent les glandes, organes ou abats; ils sont remis tous les deux au vétérinaire de la firme réceptrice; celui-ci contrôle la marchandise à l'arrivée tant en quantité qu'en qualité et s'il n'a

aucune observation à faire, il signe les deux exemplaires du laissez-passer, en conserve un et retourne l'autre au vétérinaire⁶ de l'abattoir expéditeur.

DIVERS MODES D'ABATAGE

L'abatage des animaux a suscité de nombreuses polémiques sous prétexte que les méthodes employées étaient cruelles. Nous ne prendrons pas position dans ce débat. Nous allons décrire purement et simplement les divers procédés utilisés :

1°) *La Masse*. — C'est un gros marteau de fer carré aux deux bouts, avec lequel on frappe le milieu du front ou en arrière du chignon.

Cette dernière région comprend la corde du ligament épineux cervical et divers muscles qui, en amortissant le choc, empêchent l'étourdissement du sujet.

En outre, l'air contenu dans les tissus s'oppose par sa grande élasticité à la fracture des os.

Les graves inconvénients de ce mode d'abatage doivent le faire rejeter. Il est considéré comme barbare et écrase la cervelle qui n'est plus utilisable.

2°) *Le Merlin anglais*. — C'est une petite pioche, formant crochet à une extrémité, et creusée à l'autre bout en emporte-pièce.

Un seul coup au milieu du front fait tomber la bête à terre ; par le trou qui laisse sourdre un filet de sang mêlé de débris de cervelle, on enfonce un jonc long et flexible, la *baguette*. Le bulbe étant ainsi touché, la mort s'en suit immédiatement sans douleur.

3°) *Le Masque Bruneau*. — Un maître-boucher de l'abattoir de la Villette a inventé un masque qui porte son nom et dont l'ingénieux mécanisme permet d'abattre le bétail avec la plus grande commodité.

L'appareil se compose d'une plaque de fer s'appliquant sur le milieu du front. Elle est percée d'une ouverture cylindrique dans laquelle pénètre un boulon terminé en pointe ou en forme d'emporte-pièce.

Il suffit d'un coup de maillet pour enfoncer le boulon dans la boîte crânienne à une profondeur de cinq à six centimètres. Instantanément, l'animal tombe comme une masse inerte.

LAISSEZ-PASSER DE GLANDES ET ABATS

Expédiés ce jour à la Sté

par les abattoirs de

	Nombre	Kilos		Nombre	Kilos
Foie de bœuf.....			Reins.....	.....	.....
Foie de porc.....			Thymus.....	.....	.....
Foie de veau.....			Mamelles.....	.....	.....
Foie de mouton.....			Hypophyses.....	.....	.....
Rate de bœuf.....			Surrénales.....	.....	.....
Rate de veau.....			Thyroïdes.....	.....	.....
Muqueuses blanches } d'estomac			Testicules.....	.....	.....
Muqueuses rouges } de porc			Ovaires.....	.....	.....
Pancréas.....			Divers.....	.....	.....
Pylores.....					
Embryons.....					
Cœurs.....					

Ces marchandises sont exclusivement destinées à la fabrication de produits opothérapiques buvables.

Je soussigné Vétérinaire-Inspecteur

de l'abattoir de.....
certifie que les glandes et abats ci-dessus
proviennent d'animaux reconnus sains au
moment de l'abatage et sacrifiés dans mon
abattoir qui est doté d'une inspection véte-
rinaire permanente.

Visé du Vétérinaire-Inspecteur
à la Société.....

Date..... Heure.....

Reçu le.....

Signature de l'expéditeur..... Sté.....

R. G.

A remplir par l'expéditeur à l'arrivée

Mode d'expédition.....
Etat congélation (degré).....
Date remise en gare.....
Heure remise en gare....

.....	
.....	
.....	
.....	

C'est le procédé le plus rapide et le plus sûr pour amener la mort.

Siegmung de Bâle a remplacé le boulon du masque Bruneau par un canon de pistolet.

La balle traverse la voûte crânienne, atteint le cerveau et souvent la moelle.

Même principe dans le fusil de Stoff avec ou sans masque et dans le pistolet de Renger et celui de Greener dit « Le Tueur humanitaire ».

Tous ces instruments, surtout ceux à balle, ont l'inconvénient propre aux appareils automatiques de ne pouvoir être mis dans toutes les mains.

4°) *Enervation*. — Consiste à sectionner la moelle allongée avec un poignard que l'ouvrier plonge dans l'articulation occipito-atloïdienne. La bête tombe sur le coup.

Ce procédé exige beaucoup d'habileté, de hardiesse et de célérité. Il faut des ouvriers entraînés.

5°) *Abatage Israélite*. — Il est basé sur les traditions juives qui veulent que le sang étant le siège de l'âme, il soit interdit comme aliment. « Vous ne mangerez d'aucun sang » dit le Lévitique. C'est pourquoi le sacrificateur, encore appelé *schohet*, fait mourir le bœuf par immolation en égorgeant l'animal pour bien débarrasser les viandes de toute trace de sang.

Voici comment il procède; la bête une fois par terre, les membres antérieurs liés et tirés en arrière, le boucher saisit les cornes, imprime à la tête une torsion vigoureuse de manière que la gorge vivement tendue soit renversée en l'air.

A ce moment, le sacrificateur tranche la gorge avec un damas très effilé.

Le sang jaillit et l'animal se vide, aidé par les efforts qu'il fait avant de mourir.

Le Talmud précise les règles de l'immolation.

6°) *L'Abatage Musulman* se fait dans les mêmes conditions avec cette particularité que la tête de la bête est tournée vers l'orient (orientation de tous les abattoirs musulmans) et que le tueur récite des paroles rituelles pendant l'exécution de la bête dont les membres ne sont pas entravés.

Ces dernières années, les divers appareils qui servent à l'abatage des animaux ont été perfectionnés afin de réduire au minimum les souffrances devant la mort.

L'animal étant abattu, saigné, est suspendu par le train arrière et dépouillé avec un couteau électrique. Après avoir ouvert la cage thoracique et l'abdomen, nous allons procéder à la cueillette des organes. Examinons comment sont classés ces organes quel que soit l'animal qui les fournisse.

ESSAIS DE CLASSIFICATION DES ORGANES

Plusieurs essais de classification des organes animaux destinés à la préparation des médicaments opothérapiques ont été faits.

TIXIER [37] a basé la sienne selon l'origine embryologique des organes et tissus englobant à la fois les produits endocriniens et les tissus employés en industrie biologique. Il distingue les organes d'origine endodermique, mésodermique, ectodermique et mixte.

A titre documentaire, nous reproduisons ci-dessous cette classification, adoptée par G. TIXIER, des organes animaux servant dans l'industrie biologique:

A) *Organes dérivés de l'endoderme:*

Glandes sous-maxillaires	Poumon
Glandes sublinguales	Estomac
Glandes parotides	Intestin grêle
Amygdales	(duodénum jéjuno-iléon)
Thyroïdes *	Foie
Parathyroïdes *	Pancréas
Thymus *	

B) *Organes dérivés du mésoderme:*

Reins
 Testicules * — glandes interstitielles — prostate
 Ovaires * — corps jaune — placenta
 Cœur et ses vaisseaux (veines, artères)

Liquide sanguin	Rate *
Os	Ganglions lymphatiques
Moelle osseuse	Muscles

C) Organes dérivés de l'ectoderme:

Encéphale	Epiphyse * (glande pinéale)
Plexus choroïde	Corps ciliaire
Moelle épinière	Mamelles

D) Organes chromafines (dérivés en deux feuillets)

Hypophyse *	{ Lobe antérieur (origine endodermique) Lobe postérieur (origine ectodermique)
Surrénales *	{ Partie corticale (origine mésodermique) Partie médullaire (origine ectodermique)
Peau	{ Epiderme (origine ectodermique) Derme (origine mésodermique)

Les glandes marquées d'une astérisque sont les endocriniennes classées comme telles dans l'*Encyclopédie Médico-Chirurgicale*.

Pour l'étude des médicaments opothérapiques, A. ASTRUC et J. GIROUX considèrent l'organe d'où ils dérivent et la nature de la sécrétion. Leur classification comprend:

« 1° — Un groupe de glandes closes: corps thyroïde, rate, capsules surrénales, etc... toutes glandes nettement et uniquement endocrines;

« 2° — Un groupe de glandes pourvues d'un canal excréteur: pancréas, placenta, etc... à la fois exocrines et endocrines;

« 3° — Un groupe qui ne constitue pas à proprement parler des glandes: poumon, moelle osseuse, etc... »

Dans notre exposé détaillé des organes, nous adopterons la classification alphabétique qui facilite les recherches du lecteur.

LES PRODUITS ANIMAUX EMPLOYÉS EN ORGANOTHÉRAPIE

Amygdales. — Ce sont de petites glandes ovoïdes situées de chaque côté de l'isthme du gosier.

Elles sont très rarement employées du fait de leur involution. Les

animaux adultes n'ont plus que des amygdales à tissu conjonctif infiltré de graisse sans leucocytes.

Dans la pratique, c'est sur les bovins et les équins qu'on prélève ces glandes. Chez le bœuf, elles ont un diamètre d'environ 2 cm. 5 et pèsent 18 gr. en moyenne.

Artères. — Elles sont peu employées. Quand on en a besoin on ne fait appel qu'aux gros vaisseaux pour préparer des poudres ou des extraits aqueux, alcooliques ou glycélinés.

Bile. — Elle se déverse dans l'intestin. On emploie la bile de porc ou celle de bœuf pour préparer un extrait de bile purifié ou un extrait de bile purifié et desséché.

Cœur. — Prélevé sur les bovins, les porcins et les ovins, il est employé en poudre ou en extrait sous le nom de cardine. Avec cet organe, on fait aussi une peptone de cœur.

Dans l'épluchage des cœurs, il y a intérêt à les débarrasser de tous les gros vaisseaux et de tous les tissus qui peuvent y adhérer, tissu adipeux en particulier.

Dimensions et poids moyens

Animaux	Poids	DIMENSIONS		
		Longueur	Largeur	Epaisseur
Bœuf.....	5 à 7 kgs	25 ctm	20 ctm	15 ctm
Mouton.....	150 grs	10 ctm	5 ctm	4 ctm
Porc.....	300 à 400 grs	10 ctm	8 ctm	8 ctm
Veau.....	800 grs	16 ctm	12 ctm	8 ctm

Corps ciliaire et Œil. — Son emploi en organothérapie est à peu près nul tant en poudre qu'autrement.

Corps jaune. — Donner une définition ou même une description du corps jaune n'est pas chose facile; il faudrait faire l'histologie de l'ovaire (*Encyclopédie Médico-chirurgicale*, page 3, 10.027 A).

Après la rupture folliculaire, les cellules granuleuses s'hypertrophient; un corps plus ou moins ovale entouré d'une thèque conjonctive se forme; il constitue le corps jaune; celui-ci est le réceptacle de la folliculine et de la lutéine. Suivant son évolution, il reste corps jaune périodique, s'atrophie et disparaît ou devient corps jaune de grossesse.

Quoiqu'il en soit le corps jaune est obtenu par une dissection des ovaires. Il est employé à l'état de poudre sous forme de cachets ou de dragées.

Encéphale. — Il comprend tous les organes et glandes qui sont inclus dans la boîte crânienne: les épiphyses et hypophyses sont des glandes; le cerveau, le cervelet, le bulbe et le corps ciliaire sont des organes. Les uns et les autres sont étudiés à leur place alphabétique.

Le cerveau et ses annexes constituent une masse volumineuse formée en presque totalité par les deux hémisphères; au-dessous on trouve le cervelet et le bulbe. Le tout est enveloppé de trois membranes ou méninges: la dure-mère, l'arachnoïde et la pie-mère.

Cerveau, cervelet et bulbe réunis ont les caractéristiques physiques suivantes:

Animaux	Poids	DIMENSIONS		
		Longueur	Largeur	Epaisseur
Bœuf.....	450 grs	12 ctm	12 ctm	7 ctm
Mouton	100 grs	10 ctm	6 ctm	3 ctm

On peut en faire des poudres, des extraits liquides, aqueux, alcooliques, glycinés, étherés ou huileux sous toutes formes pharmaceutiques.

Epiphyse. — Il est admis aujourd'hui, sans que l'on en connaisse le rôle physiologique, que l'épiphyse est une glande à sécrétion interne.

Elle est logée dans un repli du cerveau, près du cervelet. Elle est peu employée en thérapeutique, soit en poudre, soit en extrait. C'est

une petite glande : 10 à 12 mm. de longueur pesant 0 gr. 15 à 0 gr. 20, chez le bœuf.

Estomac. — L'estomac est une poche unique, sauf chez les ruminants où elle est quadruple. Les poids et les dimensions des estomacs sont très variables. Il n'y a que peu d'intérêt à les connaître. C'est l'organe principal de la digestion. Sa muqueuse possède :

- des fonctions sécrétoires externes,
- des fonctions sécrétoires internes.

Ces dernières sont encore mal définies.

Le choix de l'animal sur lequel on prélèvera l'estomac est fonction du but que l'on veut atteindre. Si l'on désire obtenir un produit antianémique, on prendra le porc qui a une muqueuse blanche gastro-pylorique riche en cellules de Brünner, apportant un facteur intrinsèque de toute première importance. Le porc n'est pas seul à rendre un tel service; le cheval s'y prête aussi; les ruminants bovins et ovins peuvent fournir leurs caillottes dans lesquelles les cellules de Brünner sont en assez grand nombre.

La technique de fabrication à employer est différente si on prépare un médicament antianémique ou si on a besoin d'un médicament pour traiter une insuffisance organique; dans ce dernier cas, c'est l'organe entier desséché et pulvérisé qu'on préparera.

La muqueuse rouge est employée pour fabriquer la pepsine.

Foie. — Le foie est la plus grosse glande de l'organisme située dans l'hypocondre droit. Il est de couleur rouge brunâtre et se compose de trois lobes: le droit, le gauche et l'intermédiaire. Les principes actifs du foie sont extrêmement variés et si quelques-uns ont été isolés, nombreux sont encore ceux qui sont méconnus.

Au point de vue pharmacologique, le foie desséché est utilisé en poudre, en extraits mou ou liquide contre les cirrhoses atrophiques, les insuffisances hépatiques, les ictères, contre les anémies graves, et notamment l'anémie pernicieuse. Associé à la muqueuse blanche gastro-pylorique par interaction du facteur intrinsèque sur le facteur extrinsèque, il combat les anémies pernicieuses. Combinant foie, muqueuse gastro-pylorique et levure de bière on a pu ainsi réaliser, selon les méthodes de Whipple, de Castle et de Wills un médicament organothérapique antianémique d'une grande valeur thérapeutique confirmée et contrôlée par la clinique.

En purifiant les extraits mous et liquides de foies et en utilisant de nouvelles techniques de préparation, on a pu obtenir des

solutés simples ou composés pour injections hypodermiques, intramusculaires et même intraveineuses qui ont déjà donné des résultats intéressants.

Le Conseil de Pharmacie et de Chimie des Etats-Unis et la Commission du Codex des Etats-Unis ont établi les caractéristiques d'une unité clinique antianémique basée sur le rapport entre le nombre de globules rouges et le taux de la crise réticulocytaire. [15]

Il est une thérapeutique hépatique qui a beaucoup évolué ces années dernières, c'est la thérapie des foies de poissons, dont le ramassage et la conservation sont réglementés par la Loi du 17 Septembre 1940 (*J. O. LXXII - 237 - 19 Septembre 1940*). [25] D'ailleurs de nombreux ouvrages autorisés en ont fait mention détaillée; les personnes intéressées pourront s'y reporter.

On fabrique également, à partir du foie, l'héparine, qui est un anti-coagulant puissant. (Voir la P. M. n° 2 du 22 janvier 1944).

Les foies les plus employés en thérapie organique sont ceux de veau, de bœuf, de porc et de poisson.

Le tableau ci-dessous donne les renseignements relatifs aux poids et dimensions des foies prélevés sur divers animaux.

Foies de	Poids	DIMENSIONS			Observations
		Longueur	Largeur	Epaisseur	
Bœuf..	6 à 7 kgs	50 ctm	30 ctm	10 ctm	
Veau..	1,5 à 2 kgs	25 ctm	20 ctm	6 ctm	
Porc...	1 kgr. 500	35 ctm	30 ctm	6 ctm	

Ganglions. — Les ganglions, de même que les glandes salivaires, sous-maxillaires, sub-linguales et parotides, sont d'un emploi très restreint. Cependant, ils jouent un rôle efficace dans les phénomènes d'hydratation et de digestion. Malgré cela nous n'en ferons mention que pour mémoire.

Glandes surrénales. — Comme il est dit antérieurement, les surrénales dénommées indifféremment glandes ou capsules sont d'ori-

gine ectodermique pour la substance médullaire, et d'origine mésodermique pour la substance corticale. Elles ont été découvertes en 1543; mais ce n'est que trois siècles plus tard (en 1855) qu'ADDISON constate que la maladie qui porte son nom était due à la destruction des surrénales, entraînant une mort rapide.

BROWN-SÉQUARD (1856), ABELOUS et LANGLOIS (1892), OLIVER et SCHAEFFER (1895), SERGENT et LÉON BERNARD (1899), poursuivirent d'importants travaux sur la question. En 1901, TAKAMINE et ALDRICH isolent l'adrénaline. Récemment on a isolé l'hormone cortico-surrénale.

Les surrénales sont de petits organes qui sont situés dans la région lombaire sur le côté supéro-interne du rein. Chez l'homme, elles mesurent 30 millimètres de haut, 25 millimètres de large, 7 à 8 millimètres d'épaisseur et pèsent environ 5 grammes.

La partie médullaire renferme l'adrénaline que l'on prépare aussi synthétiquement; la partie corticale fournit la cortine. Les substances extraites du cortex surrénal sont nombreuses telles que la corticostérone, la désoxicorticostérone, la déshydrocorticostérone, etc..., et la liste, quoique longue déjà, n'est pas encore close.

Il est tout de même possible de tirer une première conclusion: c'est que le rôle physiologique de la partie corticale des surrénales est beaucoup plus important que celui de la partie médullaire.

On connaît depuis longtemps l'action sympathicomimétique de l'adrénaline. Nos connaissances sur la fonction du cortex surrénal sont de date plus récente. On sait qu'elle joue un rôle important dans le tonus musculaire, le métabolisme des substances minérales et que l'ablation de cette glande est incompatible avec la survie de l'animal, enfin que sa déficience provoque chez l'homme la maladie d'Addison.

Au point de vue pharmacologique, on a préparé des poudres de l'organe total, des extraits totaux buvables, des solutions injectables et également certaines corticostérone isolées de la surrénale ou même préparées actuellement par synthèse.

Les glandes surrénales sont fournies par un grand nombre d'animaux, surtout par les bovins, les équins et les porcins. Leur ramassage demande le maximum de précautions, car elles sont facilement altérables.

Leurs dimensions et poids sont les suivants:

Surrénales de	Poids Moyens	DIMENSIONS			Observations
		Longueur	Largeur	Epaisseur	
Bœuf..	10 gr.	6 ctm	3 ctm	1,5 ctm	
Cheval.	10 gr.	10 ctm	3 ctm	1 ctm	
Porc...	2 gr. 5	4 ctm	1 ctm	0,7 ctm	

Hypophyse. — L'hypophyse est une petite glande endocrinienne logée dans une cavité médiane osseuse de la boîte crânienne, sous l'encéphale.

Elle est formée de trois lobes: le lobe antérieur, jaunâtre, le lobe postérieur blanchâtre et le lobe intermédiaire. Le lobe antérieur est plus gros que le postérieur. Il est d'origine endodermique; le lobe postérieur d'origine ectodermique.

De nombreux travaux ont été faits pour isoler les hormones de l'hypophyse. Elles sont fort nombreuses et nous allons en donner un bref aperçu:

Lobe antérieur.

hormone somatotrope (croissance)

hormones sexuelles — gonadostimulines

hormone galactogène (prolactine)

hormones régulatrices endocriniennes

hormone thyrotrope

pancréatostimuline

hormone corticotrope

hormones de métabolisme — hormone glycogénolytique

hormone diabétogène

hormone acétonémiant

Lobe intermédiaire. — Intermédine.

Lobe postérieur. — Hormones agissant sur pression artérielle, diurèse, contractions utérines.

C'est surtout le bœuf qui donne à l'industrie pharmaceutique organothérapique, les hypophyses dont l'épluchage est très minutieux et demande beaucoup d'attention et de surveillance. On utilise aussi les hypophyses du cheval et du mouton.

PLANCHE III

Rates



LÉGENDE

1. Bœuf
2. Cheval

3. Mouton
4. Porc

Les hypophyses sont très recherchées, le prix en est très élevé (1), leurs utilisations thérapeutiques multiples, surtout en raison de l'interdépendance des glandes.

Les formes pharmaceutiques que peuvent revêtir les préparations hypophysaires sont celles de tous les médicaments organothérapiques: poudres, extraits liquides, aqueux, alcooliques, glycinés ou éthers, soit de la glande totale, soit des portions de glande (lobes).

Intestin. — C'est sur le porc qu'on prélève l'intestin utilisé en organothérapie. Il est constitué par la partie du tube digestif qui fait immédiatement suite au pylore et qui comprend le duodénum et le jéjunum.

Toutefois il est difficile d'indiquer la démarcation entre ces deux zones intestinales.

La structure du duodénum étant la même que celle de l'estomac, cette partie de l'intestin grêle a des fonctions identiques: fonctions internes et externes, fonctions mixtes et d'absorption. On y trouve aussi des glandes de BRUNNER qu'on a rencontrées dans la partie gastro-pylorique de l'estomac. La longueur totale du duodénum est de 30 centimètres.

Le jéjunum et l'iléon qui font suite au duodénum s'en différencient par l'absence de cellules de BRUNNER. Leur longueur est de 15 à 20 mètres chez le porc.

Quant au colon et au cœcum qui constituent la partie terminale de l'intestin, ils sont inemployés en organothérapie, soit 4 à 5 mètres de colon et 50 centimètres de cœcum.

Les préparations pharmaceutiques qu'on peut faire avec l'intestin sont assez variées:

- a) — *Poudres* — d'intestin grêle totale
de duodénum desséché (duodénase)
de jéjunum-iléon desséché (jéjuni-iléase)
- b) — *Extraits* — aqueux, alcooliques ou glycinés d'intestin.
- c) — *Ferments* — Sécrétine, kinase, érepsine.

Liquide sanguin. — Son emploi en médecine est très ancien. C'est le sang de veau, de bœuf et surtout de cheval qui est utilisé en nature en hémato-thérapie. Le sang humain administré par transfusion est employé dans les anémies graves. A cet effet, on classe

(1) Le prix de la taxe publié au B. O. S. P. N° 42 du 16 octobre 1942, page 712, est de 3.601 frs le kilo par 10 kilos.

les donneurs de sang en groupes sanguins basés sur leurs propriétés agglutinantes. Ces transfusions peuvent se faire avec du sang pris directement chez les donneurs ou avec du sang conservé.

En auto-hémothérapie, on prélève du sang du malade traité et on le lui réinjecte selon une technique qui empêche la coagulation.

Avec le sang des animaux, on prépare deux formes galéniques inscrites au Codex 1937: le soluté glycérimé d'oxyhémoglobine et le sirop d'oxyhémoglobine.

De nombreux vaccins et sérums thérapeutiques se préparent par injections successives à des chevaux et autres animaux et à doses croissantes, soit de cultures microbiennes atténuées, soit de toxines microbiennes ou d'anatoxines.

Le sérum sanguin sans préparation physiologique antérieure de l'animal est également utilisé.

Mamelles. Elles sont constituées par un corps glandulaire possédant deux fonctions: 1°) sécrétion externe (lait); 2°) sécrétion interne (hormones).

Le nombre des mamelles est variable avec les sortes d'animaux. Tandis que la brebis n'a que deux mamelles, la vache en a quatre et la truie dix à douze réparties sur deux rangées, de même que la chienne. Pour l'organothérapie, on n'emploie que celles de la brebis, de la vache et de la truie, en poudre contre les métrorragies de la puberté et de la ménopause, contre les fibromes utérins et comme galactogène; cependant, dans ce dernier cas, les résultats ne sont pas probants.

Le ramassage des mamelles doit être fait très minutieusement. Théoriquement on ne devrait recueillir que la masse glandulaire, à l'exclusion de tous tissus voisins. Comme dans la pratique, il en est rarement ainsi, les glandes sont séparées par épluchage.

Moelle épinière. — Elle fait suite à l'encéphale et est logée dans le canal rachidien. C'est le bœuf, le porc et le mouton qui la fournissent à l'organothérapie: 1 m. 50 pour le bœuf et 1 m. pour le porc et le mouton, mais avec des diamètres respectifs de 15, 10 et 7 à 8 millimètres. Elle est l'un des produits qui sert à la préparation de la cholestérine.

Moelle osseuse. — Substance de consistance molle que l'on trouve dans le canal médullaire des os longs et dans le sternum.

La moelle osseuse a l'aspect d'un produit souple de couleur jaunâtre. On l'extrait des os longs et du sternum d'animaux jeunes: bœuf, lapin, mouton, veau et porc.

L'examen de la moelle, prélevée par ponction sternale, permet d'établir un myélogramme, dont les caractéristiques normales (celles du sang d'un sujet sain) ont été définies par MALLARMÉ.

Dans les cas pathologiques, ce myélogramme présente une facture nettement différente.

C'est surtout sur le veau fœtal ou sur les veaux en bas âge, voire même les mort-nés, qu'on prélève la moelle osseuse en prenant toutes les précautions désirables.

Comme médicament, elle se présente sous la forme de poudre, d'extrait glycéринé ou huileux.

Muscles. — Les muscles de l'animal comprennent les muscles lisses, les muscles cardiaques et les muscles striés. La chair musculaire est constituée par les muscles striés: c'est la viande. Acide immédiatement après l'abatage, elle devient de plus en plus acide du fait de la fermentation lactique qui se produit.

La viande, comme médicament, s'administre sous forme de poudre, de pulpe ou de suc. La viande est fournie surtout par le bœuf et le cheval.

Os. — Les os ont été employés de tous temps à cause de leur richesse en phosphore et calcium. Leur couleur est d'un blanc jaunâtre qui s'accroît avec l'âge.

La poudre d'os est presque exclusivement faite avec les os des membres, que l'on débarrasse soigneusement des muscles et des morceaux de viande qui pourraient y rester adhérents.

Ovaires. — Les ovaires, organes sexuels féminins, sont constitués par deux glandes placées symétriquement dans le petit bassin. Ils ont également une fonction endocrinienne et élaborent la folliculine et la progestérone.

C'est au cours de l'évolution de la glande génitale que se forme le corps jaune qui régressera et se résorbera, soit en laissant une cicatrice apparente dans le cas de la fécondation de l'ovule: c'est le corps jaune de grossesse; soit sans laisser de cicatrice: c'est le corps jaune périodique.

Les ovaires sont fournis par la truie, la jument, la brebis, la vache et la génisse. Par énucléation, on retire les corps jaunes. Les dimensions et le poids de ces organes sont variables. Dans le tableau ci-dessous, nous donnons des moyennes.

Animaux	Poids	DIMENSIONS			Couleur
		Longueur	Largeur	Epaisseur	
Truie....	8 gr.	30 ctm	30 ctm	ctm	rosée
Jument...	150 gr.	90 ctm	50 ctm	40 ctm	jaunâtre
Brebis....	0 gr. 90	15 ctm	12 ctm	5 ctm	jaunâtre
Vache....	12 gr.	50 ctm	30 ctm	25 ctm	violacée
Génisse...	6 gr.	35 ctm	20 ctm	15 ctm	rose f.

La collecte des ovaires ne présente rien de particulier. Comme tous les ramassages ceux-ci demandent à être faits soigneusement en évitant de prélever des tissus voisins.

Comme médicaments organothérapiques, on prépare une poudre soit d'ovaires totaux, soit de corps jaunes seulement et un extrait aqueux d'ovaires totaux. On retire aussi la folliculine titrée en U. I. (unités internationales) ou en unités souris (U. S.).

Pancréas. — Cette glande en forme de grappe est entourée d'un tissu conjonctif; elle est placée dans l'abdomen, dans la courbure, et derrière l'estomac.

Le pancréas sécrète comme hormone l'insuline et la vagotonine. Les pancréas de porc servent aussi à faire de la pancréatine, titrée au Codex 1908-1920, en poudre dégraissée ou en solution à différents titres. Dans ce cas, c'est le pancréas de porc qui est seul employé. Les pancréas des autres animaux sont utilisés pour faire une poudre de pancréas desséchés désignée sous le nom de pancréine. De la pancréatine, on extrait la trypsine, l'amylase ou diastase et la lipase. Depuis la guerre 1939-1940, l'insuline manque en France et la vente en est actuellement limitée aux seuls diabétiques graves. Par voie de conséquence, les pancréas ont été réservés à la préparation exclusive de l'insuline et leur collecte est sévèrement réglementée comme on peut en juger par les textes législatifs que nous publions dans le chapitre *Législation des produits organothérapiques*.

Malgré cette stricte réglementation, il y a toujours, depuis la publication de l'Arrêté du 19 mars 1941, grave pénurie de pancréas pour la fabrication de l'insuline.

Afin d'y remédier, M. VIGNARDOU, Inspecteur général des Services Vétérinaires au Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement, chargé de mission par le Chef du Gouvernement, a fait appel, dans sa circulaire du 31 août 1943, aux Directeurs des Services Vétérinaires pour que soit intensifiée au maximum la récolte des dites glandes. Il a, à cette époque, entrepris la réorganisation des ramassages des pancréas et nous avons le ferme espoir que cette action sera menée à bien et que sera ainsi résolu un des plus angoissants problèmes concernant la santé publique.

Une Société de Ramassage de Glandes et Abats a édité un règlement intérieur donnant des instructions générales au sujet de la collecte des pancréas insuline conformément à la circulaire VIGNARDOU. Nous la publions in-extenso dans les pages qui suivent.

Parathyroïdes. — Ce sont de toutes petites glandes à sécrétion interne logées dans le voisinage de la glande thyroïde, elles sont très difficiles à identifier. Au nombre de 4: 2 supérieures, 2 inférieures: les premières ne sont généralement pas collectées en raison des difficultés de dissection. On ne ramasse que les inférieures pour les besoins de l'organothérapie. Fréquemment, on est obligé de faire des coupes pour les identifier. Elles sont prélevées sur le cheval et le bœuf.

Animaux	Poids	DIMENSIONS		
		Longueur	Largeur	Epaisseur
Cheval	0 gr. 20	6 ctm	5 ctm	5 ctm
Bœuf.....	0 gr. 45	15 ctm	6 ctm	6 ctm

Placenta. — C'est un organe temporaire qui n'existe que pendant la grossesse. Sa fonction principale est d'accumuler des substances nutritives devant servir au développement du fœtus. Une autre fonction du placenta est de déverser dans le sang du fœtus et de la mère un certain nombre d'hormones, dont la folliculine et les pro-lans A et B.

La morphologie et l'histologie du placenta sont variables avec l'animal qui le produit. Celui de la vache est le plus employé parce que le nombre des veaux nés au cours d'une année est très grand.

Le placenta de femme ne peut être ramassé sans une autorisation difficile à obtenir. D'un autre côté si les animaux femelles dont on collecte les placentas doivent être en parfaite santé, sans tare, à fortiori les femmes dont on ramasse le placenta doivent-elles être parfaitement saines. Si un placenta normal ne doit pas excéder le sixième du poids du fœtus, il y a lieu de noter qu'un placenta de femme syphilitique atteint souvent le double et le triple du poids normal.

Comme médicament, on prépare: de la poudre, du suc, des extraits et de la folliculine.

Poumon. — Le ramassage des poumons doit être surveillé de très près car ils sont le siège d'importantes affections occasionnées par des bactéries et des parasites. L'inspection vétérinaire doit donc être très minutieuse.

Pour mémoire, nous indiquons que le poumon est fréquemment le principal siège de la tuberculose et de foyers de suppuration, de bronchite et de pneumonie, qu'il est souvent parasité par des nématodes, etc.

La pulmine est constituée par la poudre de poumons desséchés.

On prépare aussi des lipoïdes et des extraits, notamment de l'héparine, pour laquelle il représente une matière première moins coûteuse que le foie.

Prostate. — La prostate est une glande, placée au-dessous de la vessie, qui fait partie de l'appareil génital mâle; elle a une fonction sécrétoire externe et une fonction sécrétoire interne; mais cette dernière est encore problématique et laisse le champ libre à de nombreuses hypothèses. C'est la raison pour laquelle les auteurs qui se sont occupés de la question lui octroyent des propriétés variées.

En organothérapie, ce sont les prostates du taureau et du verrat qui sont utilisées.

Comme médicament organothérapique, on la prépare sous forme de poudre et d'extraits.

Les dimensions moyennes sont les suivantes:

Animaux	Poids	DIMENSIONS			Observations
		Longueur	Largeur	Epaisseur	
Taureau	240 gr.	8 ctm	5 ctm	3 ctm	
Verat...	400 gr.	19 ctm	9 ctm	3 ctm	

Rate. — La rate a la forme d'une languette plus ou moins aplatie, placée dans l'hypocondre gauche devant le rein gauche et contre l'estomac. Elle est enveloppée de deux membranes: l'une péritonéale, l'autre, propre à l'organe, dénommée capsule.

Elle est interposée sur le parcours des vaisseaux sanguins, est dépourvue de canal excréteur et a la propriété d'augmenter ou de diminuer de volume suivant les cas.

WALBACH prétend qu'elle se colore en noir par une injection intraveineuse d'encre de Chine colloïdale en même temps que le foie. Mais, sous l'action de produits organiques anti-anémiques, elle se décolore tandis que le foie reste coloré.

En outre, elle aurait la propriété de suractiver de nombreux médicaments, tant chimiothérapiques qu'organothérapiques. C'est la raison pour laquelle elle entre dans la composition d'un grand nombre de médicaments spécialisés.

Les dimensions et les poids des rates varient avec les animaux qui les produisent.

Animaux	Poids	DIMENSIONS			Observations
		Longueur	Largeur	Epaissenr	
Bœuf...	500 gr.	50 ctm	15 ctm	4 ctm	Ces renseignements ne sont qu'approximatifs. Ils dépendent de la taille des animaux sur lesquels se font les prélèvements.
Mouton.	100 gr.	10 ctm	7 ctm	1 ctm 5	
Porc...	700 gr.	40 ctm	5 ctm	2 ctm 5	
Veau...	500 gr.	35 ctm	10 ctm	1 ctm 6	

Avec la rate, on prépare une poudre dénommée splénine, des extraits liquides aqueux, alcooliques ou glycinés, des lipoides et des extraits hémopoïétiques.

Reins. — Ils sont constitués par deux glandes ayant la forme de haricots situés de chaque côté de la colonne vertébrale sur la paroi abdominale postérieure. Chez le bœuf, l'aspect en est différent (voir planche n° IV). Physiologiquement, ils remplissent le rôle d'un filtre destiné à éliminer les déchets.

En dehors de cette fonction sécrétrice externe, on leur suppose une fonction interne qui n'est pas encore bien définie.

Les animaux sur lesquels on prélève les reins sont habituellement le veau, le porc et le mouton.

Les dimensions moyennes des reins de ces animaux sont les suivantes :

Animaux	Poids	DIMENSIONS			Observations
		Longueur	Largeur	Epaisseur	
Bœuf...	300 gr.	17 ctm	8 ctm	5 ctm	Les reins sont généralement enveloppés d'une couche graisseuse dont il y a lieu de se débarrasser avant leur emploi en organothérapie.
Mouton.	120 gr.	6 ctm 5	4 ctm 5	5 ctm 5	
Veau...	220 gr.	12 ctm	7 ctm	5 ctm	
Porc...	75 gr.	12 ctm	5 ctm	2 ctm 5	

En ramassant les reins, il faut éviter de léser les surrénales.

Les reins sont utilisés pour préparer une poudre désignée sous le nom de rénine, des extraits aqueux, alcooliques et glycinés. Avec la substance corticale des reins on fait aussi une poudre (cortico-rénine).

Testicules. — Ce sont les glandes sexuelles mâles au nombre de deux logées dans une poche cutanée commune appelée le scrotum. Elles ont une double fonction de sécrétion externe et de sécrétion interne.

La sécrétion externe est le sperme. Dans la sécrétion interne, on admet l'existence de trois hormones : l'androstérone, la déhydroandrostérone et le testostérone.

PLANCHE IV

Reins



LÉGENDE

1. Bœuf
2. Porc

3. Veau
4. Cheval

Seule jusqu'ici l'androstérone a été retirée des glandes testiculaires; les deux autres n'ont été retirées que de l'urine de taureau ou d'étalon.

Le rôle physiologique des hormones testiculaires est complexe; mais l'activité de chacune d'elles n'est pas de même valeur.

C'est la testostérone la plus active: 60 fois plus que l'androstérone et 1.000 fois plus que le déhydroandrostérone.

Enfin, il est à noter l'interdépendance des testicules et de l'hypophyse.

Le ramassage des testicules ne présente aucune difficulté. Toutefois il vaut mieux rejeter les testicules dénommés « marrons » par les bouchers et dont l'aspect et la consistance sont anormaux.

La poudre de testicules desséchés est appelée orchitine. Avec les testicules on prépare l'androstérone, des extraits liquides aqueux, alcooliques, glycerinés ou huileux.

Ce sont les béliers, les taureaux et les porcs qui fournissent les testicules à l'industrie organothérapique. Leurs dimensions et poids moyens sont indiqués dans le tableau ci-dessous:

Animaux	Poids	DIMENSIONS			Observations
		Longueur	Largeur	Epaisseur	
Bélier ..	150 gr.	8 ctm	5 ctm	5 ctm	Les testicules du porc sont beaucoup plus développés que ceux des autres animaux par rapport à son poids.
Porc....	450 gr.	20 ctm	9 ctm	6 ctm	
Taureau	400 gr.	16 ctm	8 ctm 5	8 ctm 5	

Thymus — (*Alias: ris de veau*). Formé d'une multitude de petits lobules groupés en deux lobes séparés, il est de forte taille chez les sujets jeunes, s'atrophie lentement après la puberté pour disparaître complètement. Malgré cela, il continue, pendant toute la vie, ses fonctions de glandes à sécrétion interne sans canal excréteur. On le rencontre chez le veau et l'agneau. Son action maxima se manifeste avant l'âge de la puberté; c'est à ce moment qu'il doit être prélevé.

Placé entre les deux poumons, il s'étend de la thyroïde à la partie supérieure du diaphragme. Les dimensions du thymus de veau sont:

Longueur: 35 cm.; largeur: 10 cm.; épaisseur: 3 cm.; poids brut: 850 grs; poids épluché: 550 grs.

Le thymus du bœuf se différencie assez facilement de celui du veau. Plongé dans l'eau bouillante celui-ci reste blanc, tandis que le premier passe du rouge foncé au brun gris sale.

En organothérapie, il revêt les formes pharmaceutiques de poudre, extraits totaux ou délipoidés.

Thyroïde. — Glande à sécrétion interne formée de deux lobes placés de chaque côté de la trachée, sans canaux excréteurs. On l'appelle aussi « Corps Thyroïde ». Son poids varie suivant l'animal; il n'est pas proportionnel à la taille de l'animal. Ainsi la thyroïde pèse en moyenne 10 gr. chez le cheval et le porc; environ 7 gr. chez le bœuf contre 4 à 5 gr. chez le veau et 1 gr. 10 chez le lapin.

De nombreux essais ont été tentés pour isoler le principe actif de la thyroïde. Les auteurs qui se sont occupés de la question ont tous trouvé un produit qu'ils ont dénommé chacun d'un nom différent sans apporter la preuve qu'ils avaient bien le principe actif.

C'est le produit isolé par Kendall de l'Institut Mayo de Rochester (U. S. A.), la thyroxine, qui a été retenu par la Pharmacopée Française de 1937. La synthèse en a été faite. La thyroxine est considérée comme l'hormone du corps thyroïde. Son identité est établie par sa teneur en iode, variable avec la nourriture du bétail et avec les saisons. C'est ce qui explique les différences d'activité dans les formes pharmaceutiques, et la décision du Codex 1937 qui n'exige qu'un titre peu élevé en iode des préparations officinales qu'on en tire.

Les nombreuses glandes de l'organisme sont en relations avec la thyroïde par ses sécrétions internes.

Les formes pharmaceutiques officinales de la thyroïde inscrites au Codex 1937 sont:

poudre de glande thyroïde,
soluté injectable de glande thyroïde.

La thyroxine y figure également.

La thyroïde est prélevée sur le cheval, le bœuf, le porc ou le mouton.

**

Notre chapitre porte le même titre que l'article publié dans la Presse Médicale n° 17 du 1^{er} mai 1943 (1). Nous n'avons pas

(1) La Matière première des médicaments opothérapiques.

voulu plagier nos confrères André et Maurice CHOAY; notre chapitre était déjà écrit quand leur article a paru dans la Presse Médicale. [6] Nous sommes heureux de leur emprunter le paragraphe « Contrôle » qui complète les renseignements de notre chapitre.

« II. — *Contrôle*. — Pratiqué personnellement par l'un de nous pendant une dizaine d'années, le contrôle porte sur les points suivants:

« 1°) *Identité*. — Les erreurs d'identité sont maintenant très rares, sauf en ce qui concerne les parathyroïdes, qu'il convient de vérifier fréquemment par un examen histologique, surtout chez le bœuf.

« 2°) *Nombre et poids*. — Leur contrôle n'est pas seulement une opération marchande, car les organes vendus à la pièce ont une tendance à se multiplier... par scissiparité, et les organes vendus au poids à entraîner avec eux jusqu'à 50 et 70 pour 100 de déchets: tissu cellulo-graisseux suivant la thyroïde, méso ou même trompe accompagnant l'ovaire, vastes lambeaux dure-mériers ou fragments osseux alourdissant l'hypophyse.

« 3°) *Etat sanitaire*. — Le contrôle sanitaire est effectué par l'inspection vétérinaire avec une conscience donnant toute sécurité. Tout au plus avons-nous écarté quelques adénomes de la thyroïde, quelques hypophyses kystiques et, plus souvent, d'énormes kystes ovariens, volontiers proposés quand l'ovaire est vendu au poids.

« 4°) *Asepsie*. — Elle est irréalisable dans les conditions actuelles de l'abatage et de la récolte. Pour nous en rapprocher autant que possible, nous nous efforçons de prélever l'organe avec le tissu conjonctif qui l'entoure, sans toucher au tissu glandulaire, puis de le transporter, ainsi protégé des contacts suspects, jusqu'au local où une dissection correcte peut l'extraire de sa guangue dans des conditions voisines de l'asepsie.

« 5°) *Fraîcheur*. — Cette qualité, la principale, ne semble pas susciter l'intérêt qu'elle mérite. Si l'on réprouve la putréfaction, heureusement fort rare, il semble que soit mésestimée l'importance de l'autolyse que subissent trop souvent les organes fournis à l'industrie. Et les « glandes » livrées par le commerce sont souvent de belles pièces de boucherie, mais parfaitement dépourvues

« d'activité thérapeutique: pancréas lamentablement pauvres en
« insuline, hypophyses vidées de leurs hormones. Le recours tardif
« à la congélation ne fait qu'aggraver la chose: malgré le préjugé
« populaire suivant lequel le froid « rafraîchit » la viande, la con-
« gélation ne rend pas aux organes les hormones détruites.

« La vérification organoleptique de la fraîcheur réclame une
« grande habitude, chaque tissu ayant sa façon particulière de
« changer d'aspect en vieillissant. Le contrôle est plus facile et plus
« exact quand il existe un titrage chimique ou biologique des prin-
« cipes actifs ».

CHAPITRE II

LA COLLECTE DES ORGANES ANIMAUX

OBLIGATIONS DES RAMASSEURS

Avant la guerre 1939-1940, la récolte des organes animaux n'était soumise à des obligations effectives que pour ceux devant servir à la fabrication des substances injectables non définies chimiquement.

C'est la Loi du 14 juin 1934 [34] qui régissait la matière en même temps que les sérums et les vaccins, loi complétée par l'Arrêté du 4 février 1937 [35] qui, dans son article 24, détermine les substances injectables d'origine organique non définies chimiquement. Ceci n'a plus qu'un intérêt rétrospectif, puisque le Secrétaire Général à la Santé a adressé aux intéressés une lettre en date du 3 mars 1943 [31] déclarant que les produits injectables d'origine organique non définis chimiquement n'étaient plus soumis à la Loi du 14 juin 1934. Toutefois, ils ne peuvent être exploités qu'après avoir été revêtus, ainsi que les textes publicitaires y relatifs, du visa du Secrétaire d'Etat à la Santé, conformément à l'article 44 de la Loi du 11 septembre 1941 [16] sur l'exercice de la pharmacie.

Dans le Chapitre Premier « *La Matière Première des Médicaments Organothérapiques* » qui précède, nous avons passé en revue toutes les portions de divers animaux, — glandes, liquides, tissus, abats —, susceptibles d'être transformés en médicaments par des techniques appropriées.

A l'abattoir, nous avons laissé les animaux abattus, thorax et abdomen ouverts, la bête suspendue par les pattes de derrière. Il reste à prélever sur les animaux ainsi préparés les portions dont nous avons besoin pour fabriquer les médicaments organothérapiques. Mais nous ne pourrons entreprendre ce travail que si nous y avons été autorisés par le Préfet du Département sur le terri-

toire duquel les bêtes ont été abattues, conformément à l'Arrêté du 25 octobre 1941, [29] publié au *J. O. N° 322 du 29 novembre 1941. Article 3.*

Cette autorisation permettant de ramasser les organes animaux dans tout ou partie des abattoirs existant dans le département, n'est accordée au demandeur qu'après enquête faite par le Service Vétérinaire Départemental qui établit un rapport transmis au Préfet.

Dans chaque département, sont seuls autorisés à prélever les organes énumérés à l'Article Premier de l'Arrêté du 25 octobre 1941, [29] les organismes récolteurs agréés par le Préfet sur la proposition du Directeur Départemental des Services Vétérinaires.

Les bouchers, charcutiers, chevillards et, d'une manière générale, toute personne sacrifiant des animaux dans les abattoirs municipaux, centres d'abatage et abattoirs industriels, ne peuvent s'opposer au prélèvement intégral, dans ces établissements, des organes ci-après désignés :

- Placenta, fœtus et embryon;
- Tissus lymphatiques (ganglions, amygdales, etc);
- Epiphyse (glande pinéale);
- Hypophyse, parathyroïdes, surrénales, thyroïde;
- Glandes génitales (ovaires, testicules);
- Pancréas, glandes salivaires, mammaire, prostatique, et dans la mesure des possibilités de prélèvement au stade de gros;
- la moelle épinière et la moelle osseuse, (Article Premier de l'Arrêté du 25 octobre 1941).

Pour les organes suivants :

— Cœur, Cerveau, Poumon, Rate, Thymus, Foie, Reins, Intestin, Estomac, Sang, Vésicule biliaire, Bile, un contingent de priorité pour la préparation des produits thérapeutiques organothérapiques sera fixé par le Comité National Interprofessionnel des Viandes (C. N. I. V.), à la demande de la Production Industrielle (Office Central de Répartition des Produits Industriels, section de la Chimie, et du Comité d'Organisation des Industries et du Commerce des Produits Pharmaceutiques (C. O. P. P.). Ce contingent (1) est également réservé aux produits hygiéniques et chirurgicaux (Article Premier de l'Arrêté du 25 octobre 1941).

Le Pancréas est bien compris dans la liste des organes pouvant être prélevés par les ramasseurs habilités. Et cependant, à la date de l'Arrêté précité, il y avait plus d'un an que son statut était fixé

(1) Ce contingent d'abats a été fixé par circulaire n° 140/2 en date du 4 mai 1942 du Directeur général du C. N. I. V.

par la Loi du 8 octobre 1940, [27] publiée au *J. O.* — *LXXII* — n° 281 du 2 novembre 1940 et l'Arrêté du 5 avril 1941, [28] paru au *J. O.* — *LXXIII* — n° 98 du 8 avril 1941.

Ce statut fixe:

1°) Les formalités à remplir par les ramasseurs, tant au point de vue collecte qu'au point de vue conservation par le froid artificiel.

2°) Les obligations des ramasseurs vis-à-vis du Comité d'Organisation des Industries et du Commerce des Produits Pharmaceutiques (C. O. P. P.) délégué par la Direction des Industries Chimiques de la Production Industrielle.

3°) La liste des abattoirs dans lesquels doit se faire la collecte des pancréas pour la préparation exclusive de l'Insuline.

Les organes à collecter peuvent donc être classés en trois catégories:

a) Ceux pouvant être prélevés en totalité sur tous les animaux abattus.

b) Ceux soumis à une réglementation et à un contingentement à fixer par le Comité National Interprofessionnel des Viandes (C. N. I. V.) en accord avec la Section Chimie de l'Office Central de Répartition des Produits Industriels (O. C. R. P. I.).

c) Les pancréas, réservés exclusivement pour la fabrication de l'Insuline.

ORGANISMES DE RÉGLEMENTATION ET DE RÉPARTITION

Comme on peut en juger depuis le début de ce chapitre, la collecte des organes ne consiste pas seulement à prélever les organes sur des animaux adéquats pour la préparation des produits pharmaceutiques organothérapeutiques; elle doit en outre respecter les règlements et instructions émanant de divers organismes que nous n'avons fait que citer:

Ministère de la Production Industrielle.

Direction des Industries Chimiques et Office Central de Répartition des Produits Industriels, Section de la Chimie.

Comité d'Organisation des Industries et du Commerce des Produits Pharmaceutiques (C. O. P. P.).

Bureau National de la Viande (B. N. V.) et

Comité National Interprofessionnel des Viandes (C. N. I. V.) dépendant du Ministère du Ravitaillement.

Nous allons étudier ce que sont ces organismes et quel est leur rôle à l'égard des organes animaux pour les préparations organothérapeutiques.

Ministère de la Production Industrielle. — Au lendemain de l'Armistice, le 16 août 1940, les membres du Gouvernement adressent au Chef de l'Etat Français un rapport [23] sur la situation de l'Industrie et du Commerce Français (*J. O. — LXXIII — n° 205 du 18 août 1940*). La cessation des hostilités, la division de la France en deux zones, l'impossibilité d'importer et d'exporter, sont autant de facteurs qui ont apporté de graves perturbations dans l'économie du Pays, qu'il faut à tout prix réorganiser rapidement. A cet effet, le Gouvernement a proposé au Maréchal qui l'a signée, la Loi du 16 août 1940, concernant l'organisation provisoire de la Production Industrielle. [23] Rapport et Loi ont été publiés au *J. O. — LXXII — N° 205 du 18 août 1940*. Un rectificatif sans importance a paru au *J. O. — LXXII — N° 232 du 14 septembre 1940*.

Au chapitre IV, « *La Législation des Produits Organothérapeutiques* », nous reproduisons intégralement le texte de ces documents, estimant qu'il est important d'en prendre connaissance, pour comprendre la fonction des autres organismes se rapportant à l'organothérapie.

Le législateur n'exige pas la création d'un Comité d'Organisation dans toutes les branches d'activité industrielle et commerciale. Non. C'est seulement quand la situation rendra cette création nécessaire. Il est même plus libéral. Il accepte de laisser subsister les groupements professionnels existants, dès l'instant qu'ils ne se révèlent pas nuisibles au bon fonctionnement d'une branche d'activité. Dans le cas où ces groupements gêneraient le bon fonctionnement d'une branche d'activité, ils ne seraient pas fatalement dissous; *ils pourraient*, dit le texte, être dissous.

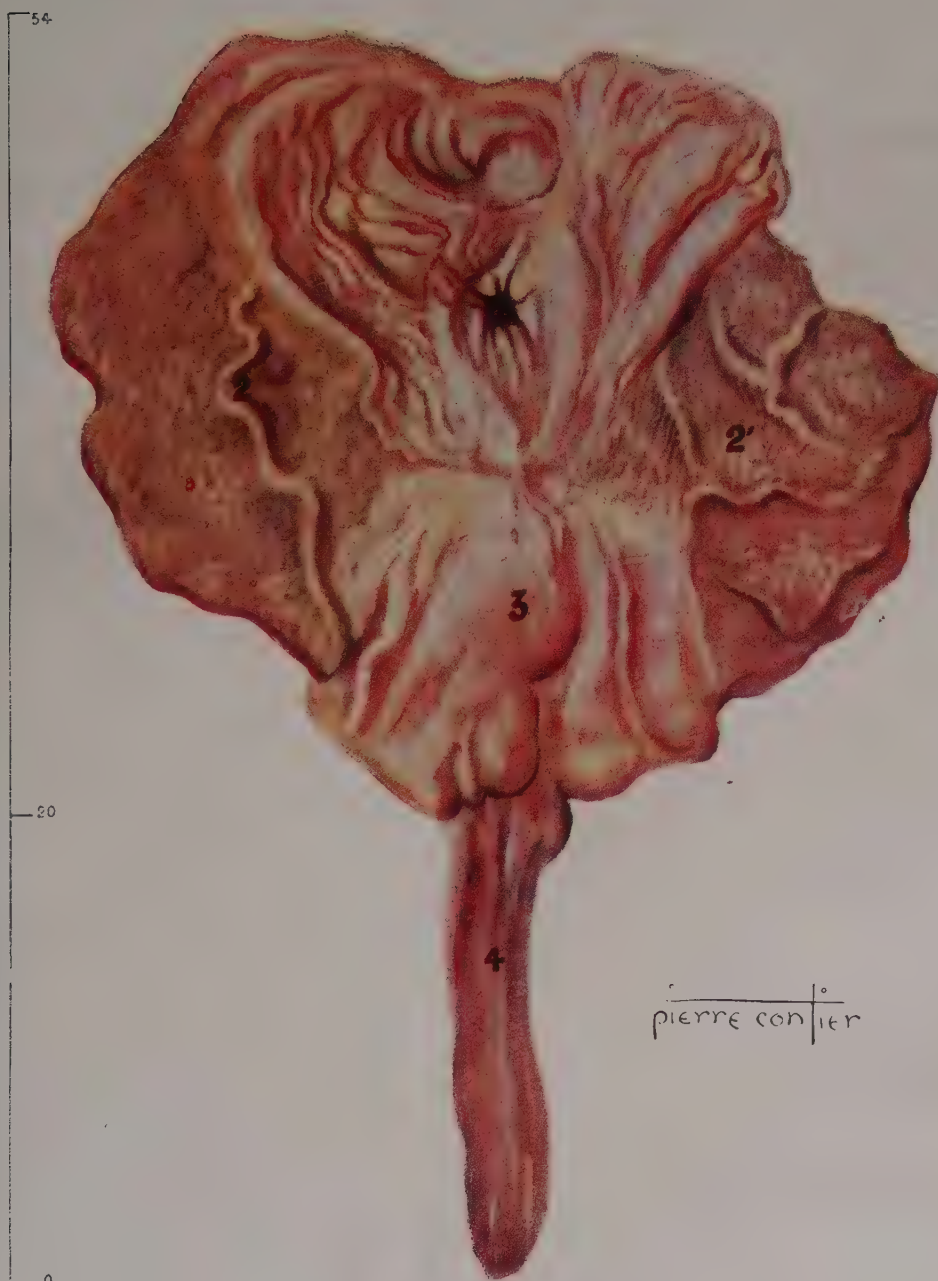
Les dépenses administratives de ces Comités d'Organisation ne sont pas couvertes par de nouveaux impôts; elles le sont par une cotisation imposée aux entreprises ressortissant aux dits Comités.

Au fur et à mesure de l'organisation de la Production Industrielle, celle-ci a créé des sections dont les attributions ont été précisées au moment de leur création.

Office Central de Répartition des Produits Industriels (O. C. R. P. I.) Section de la Chimie. — C'est ainsi que la section de la Chimie de l'Office Central de Répartition des Produits Industriels [14] a été créée par l'Arrêté du 4 décembre 1940, (*J. O. —*

PLANCHE V

Estomac de porc



LÉGENDE

- | | |
|-------------------------|-------------------|
| 1. Ouverture pylorique | 3. Partie blanche |
| 2 2'. Parties fundiques | 4. Duodénum |

LXXII — 316 — 7 décembre 1940 — page 6009), conformément à la Loi du 27 septembre 1940 [24] (J. O. — LXXII — N° 271 du 23 octobre 1940) qui fixe les règles des Bureaux Nationaux de répartition institués auprès des Ministères.

Le Décret du 9 janvier 1941 [13] précise dans son article 2 que les questions de répartition sont de la compétence exclusive de cette section de la Chimie.

A la suite de l'Arrêté précité du 4 décembre 1940, le J. O. publie sur 13 colonnes le tableau des substances à la charge de la Section de la Chimie de l'Office Central de Répartition des Produits Industriels. Sur ce tableau figurent de nombreux produits chimiques qui sont indispensables à l'industrie organothérapique et, page 6013, on y voit au bas de la première colonne de gauche: ③

.....
.....
0380 bis — Produits Opothérapiques ou extraits d'organes;
.....
.....

Par Décision F. 31 du 10 juin 1942 (J. O. — LXXIV — N° 146 du 19 juin 1942, page 2137), le Répartiteur-Chef de la Section de la Chimie de l'O. C. R. P. I. fait connaître la réglementation et la codification nouvelles des produits dont il a charge et qu'il classe en trois catégories: [21]

- 1°) Produits dits « contrôlés »;
- 2°) Produits dits « surveillés »;
- 3°) Produits dits « libres ».

C'est sur douze pages pleines du J. O. que sont publiées les informations de la Section Chimie. Les glandes, tissus et abats d'animaux (organes et extraits d'organes) pour la préparation des produits opothérapiques y figurent dans la catégorie des produits surveillés, c'est-à-dire touchés par la réglementation de la section à un titre quelconque autre que le blocage général qui frappe les produits de la première catégorie.

Par décision F. 39 du 4 janvier 1943 (J. O. — LXXV — 14-16 janvier 1943 — page 144), le Répartiteur-Chef de la Section de la Chimie de l'O. C. R. P. I., [22] modifie le titre III de la Décision F. 31 en créant un chapitre 19 bis qui comprend les articles 56 bis, 56 ter, 56 quater, et 56 quinquies.

Les ramasseurs d'organes ne peuvent être utilisateurs; ils doivent

vendre obligatoirement et uniquement les organes de toutes catégories collectés aux seuls négociants agréés qui sont nommés et révoqués par le Répartiteur-Chef de la Section de la Chimie de l'O. C. R. P. I.

Ces négociants agréés, un par région, en principe, sont rattachés professionnellement au Comité d'Organisation des Industries et du Commerce des Produits Pharmaceutiques, au sein duquel ils forment un groupement spécial [22] créé le 15 avril 1943 par Décision n° 10 [19] du C. O. P. P., contre-signée par le Commissaire du Gouvernement. Voir pages 39 et 40 du *Bulletin de la Pharmacie Française* n° 2 de 1943.

Tous les négociants agréés ne peuvent commercer individuellement. Pour ce faire, ils doivent obligatoirement constituer entre eux une Société à forme commerciale dont les statuts devront être approuvés par le C. O. P. P. et le Répartiteur-Chef de la Section de la Chimie, de l'O. C. R. P. I.

Cette Société a pour objet d'effectuer pour le compte de ses membres la vente aux Laboratoires utilisateurs désignés par le C. O. P. P., agissant au nom et sous le contrôle et la responsabilité du Répartiteur-Chef.

Les négociants agréés ne peuvent vendre eux-mêmes aux Laboratoires utilisateurs. Ces derniers ne peuvent acheter directement aux négociants agréés.

Comité d'Organisation des Industries et du Commerce des Produits Pharmaceutiques. — Sa création, comme celle de tous les autres Comités d'Organisation, est prévue dans la Loi du 16 août 1940 pour la réorganisation rapide de l'économie du pays.

En conformité de cette loi et de celle du 27 septembre 1940, le Comité d'Organisation des Industries et du Commerce des Produits Pharmaceutiques a été créé par Décret du 9 janvier 1941 (*J. O. — LXXIII — N° 14 du 14 janvier 1941* [13] — page 201).

De par la Loi du 16 août 1940, [25] les prérogatives de ce Comité exposées dans le *Bulletin de la Pharmacie Française* N° 1 de mars 1942 [9] — pages 14 et 15 sont les suivantes :

1°) Effectuer le recensement des entreprises, de leurs moyens de production, des stocks et de la main-d'œuvre ;

2°) Arrêter les programmes de production et fabrication ;

3°) Organiser l'acquisition et la répartition des matières premières et produits nécessaires aux fabrications de la branche d'industrie considérée ;

4°) Fixer les règles s'imposant aux entreprises en ce qui concerne les conditions générales de leur activité, le souci de la qualité, l'emploi de la main-d'œuvre, les modalités des échanges des produits et des services, la régularisation de la concurrence;

5°) Proposer aux autorités publiques compétentes les prix des produits et services;

6°) Prendre ou provoquer les mesures, de constituer ou de faire constituer les organismes susceptibles d'assurer un meilleur fonctionnement de la branche d'activité, dans l'intérêt commun des entreprises et des salariés.

Par ailleurs, l'O. C. R. P. I., Section de la Chimie, a délégué ses pouvoirs de répartition au C. O. P. P. pour les produits indispensables à l'industrie organothérapique compris dans la liste des produits dits « surveillés ».

Le C. O. P. P. procède à la répartition de ces produits sous les directives, le contrôle et la responsabilité de l'O. C. R. P. I. qui peut à tout moment leur retirer ses pouvoirs.

D'autre part, les entreprises industrielles et commerciales rattachées au C. O. P. P. sont définies par référence aux attributions des sections de travail [13] ci-dessous:

Section I. — Industrie des produits de droguerie pharmaceutique et des produits biologiques.

Section II. — Industrie de la préparation des médicaments composés présentés au public sous forme conditionnée et sous marque ou sous cachet.

Section III. — Commerce de la droguerie pharmaceutique, des produits d'officine et des médicaments composés conditionnés pour la vente au public.

Section IV. — Industrie artisanale et commerce des produits pharmaceutiques et médicaments composés par les pharmaciens d'officine.

C'est donc à la première section qu'est rattachée l'organothérapie.

Bureau National de la Viande. — La Loi du 27 septembre 1940 (*J. O. — LXXII — N° 271 — du 23 octobre 1940 — page 5387*) complète la Loi du 16 août. 1940; elle organise la répartition des produits agricoles et des denrées alimentaires. [24] Elle prévoit l'institution, auprès du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture, et Secrétaire d'Etat au Ravitaillement, de Bureaux de Répartition des

denrées agricoles, des produits nécessaires au ravitaillement de la nation et à l'alimentation des animaux.

Ces bureaux peuvent, en ce qui concerne ces produits:

a) Obliger le producteur à les vendre à des acheteurs déterminés et également obliger les commerçants en gros à vendre à des acheteurs déterminés;

b) En interdire ou, au contraire, en prescrire l'emploi pour certaines transformations ou certains usages;

c) Ordonner la mise en vente, sous son contrôle, des stocks qui auraient été préalablement constitués par toutes les personnes ou groupements ou entreprises;

d) Imposer, concernant la récolte, la circulation et le transfert de ces produits, telles règles d'enregistrement ou de contrôle qu'il jugera utiles;

e) Prescrire, après avis de la Commission Interministérielle des prix, le prélèvement des taxes destinées à établir les péréquations des prix;

f) Prescrire toutes les déclarations concernant les quantités produites ou existantes et, d'une façon générale, la remise de tous renseignements d'ordre économique, qu'il jugera utiles;

g) Décider l'établissement de cartes professionnelles;

h) Proposer, après avis de la Commission Interministérielle des prix, les marges bénéficiaires accordées aux divers intermédiaires.

Par Arrêté du 29 octobre 1940 (*J. O. — LXXII — N° 279 du 31 octobre 1940 — page 5500*) le Bureau National de la Viande est créé avec les prérogatives ci-dessus exposées, sous la dénomination de Bureau National de Répartition du Bétail, de la Viande et des produits dérivés. [8]

En plus des pouvoirs qui lui sont dévolus, le B. N. V. institue la carte professionnelle [4] qui est obligatoire pour toute personne faisant le commerce du bétail, de la viande et des produits dérivés ou se livrant à leur transformation. Tel est le cas des ramasseurs d'organes animaux, des collecteurs, des négociants agréés, des utilisateurs. Les producteurs vendant eux-mêmes leur bétail sur les marchés doivent être munis de cette carte professionnelle qui est délivrée par un Commissaire du Gouvernement représentant le Secrétariat d'Etat au Ravitaillement près le B. N. V. Elle peut être retirée pour une période d'un mois et plus. (Article 3 de l'Arrêté du 12 novembre 1940) à titre d'infraction aux règlements en vigueur.

Le B. N. V. fixe les règles concernant l'acquisition, la répartition, le commerce, le stockage et la vente des produits dont il a la charge et décide de l'établissement des cartes professionnelles [24] (Article 2 de la Loi du 27 septembre 1940).

Par la *Loi N° 193 du 12 juillet 1941*, le B. N. V. a été dissous et remplacé par le Comité National Interprofessionnel des Viandes [10] (C. N. I. V.) auquel s'est substitué un autre C. N. I. V. par la mise en vigueur de la Loi du 27 septembre 1941.

Comité National Interprofessionnel des Viandes. — Ce Comité remplace le Bureau National de la Viande qui a été dissous au moment de la création du Comité, c'est-à-dire par la Loi N° 2910 [10] du 12 juillet 1941 (*J. O. — LXXIII — N° 193 du 13 juillet 1941 — page 2928*).

Cette Loi du 12 juillet 1941 a été annulée (article 26 de la Loi du 27 septembre 1941) et remplacée par la Loi n° 4180 [11] du 27 septembre 1941 (*J. O. — LXXIII — N° 270 des 29 et 30 septembre 1941 — page 4186*), laquelle a été modifiée dans ses articles 9 et 24 par la Loi n° 104 du 15 février 1943 (*J. O. — LXXV — N° 71 du 24 mars 1943 — page 842*). [12]

Le C. N. I. V. est créé sous l'autorité conjointe du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture et du Secrétaire d'Etat au Ravitaillement. Ses pouvoirs sont exercés, ainsi que ceux du B. N. V. par un directeur général, assisté d'un conseil de gestion composé de dix-neuf membres dont le fonctionnement est exposé dans l'article 3 de la Loi du 27 septembre 1941. [11]

En ce qui concerne l'organothérapie, le C. N. I. V. est chargé:

1°) d'élaborer et d'appliquer tous les règlements propres à améliorer les conditions de vente et d'utilisation des viandes et de leurs dérivés, et de régler le statut et le fonctionnement de tous les établissements dans lesquels sont traités, transformés ou distribués les produits soumis à son contrôle;

2°) de fixer les règles relatives au contrôle et à la circulation des viandes et des produits dérivés;

3°) de faire appliquer les prescriptions concernant le statut des abattoirs et des centres d'abatage ainsi que des établissements du 1°) ci-dessus;

4°) de contrôler l'activité des divers comités d'organisation des industries et du commerce de la viande;

5°) de délivrer les cartes professionnelles.

Les sanctions édictées contre la violation de cette Loi du 27 septembre 1941 sont également applicables aux dérivés et sous-produits. Elles peuvent en entraîner la confiscation et le paiement d'une amende qui ne sera pas inférieure à trois fois la valeur des produits et qui pourra atteindre vingt fois leur montant (article 2 de la Loi du 15 février 1943) [12].

PRATIQUE DU PRÉLÈVEMENT

Ces renseignements exposés, nous allons voir maintenant comment on prélève les organes et quelles sont les conditions normales et légales imposées aux ramasseurs.

Munis de l'autorisation préfectorale, ceux-ci sont obligés de disposer, à l'intérieur de l'abattoir, d'un local spécial organisé conformément aux prescriptions du Service Vétérinaire et soumis au contrôle de ce dernier (article 26 de l'Arrêté du 4 février 1937) [35].

Dans ce local, il ne peut être introduit ni graisses, ni os, à l'exception des os d'animaux jeunes et de fœtus, ni d'autres issues ou sous-produits d'abatage. Ce local, tenu en parfait état de propreté et d'entretien, doit être suffisamment vaste, et largement éclairé, aéré et ventilé; il doit être alimenté en quantité suffisante d'eau potable et ne renfermer aucun poste d'eau non potable. Le sol sera imperméable et disposé en pente, de manière à conduire les eaux de lavage vers un orifice d'évacuation à l'égout. Les murs seront en maçonnerie pleine et revêtus sur toute leur hauteur de matériaux imperméables, imputrescibles et à surface lisse. Les angles seront arrondis; les tables seront établies avec des matériaux durs, lisses, imperméables et faciles à nettoyer. Des W.-C. et des lavabos seront mis à la disposition du personnel. Aucune communication directe ne pourra exister entre le local et les W.-C. (Article premier de l'Arrêté du 2 décembre 1937 modifiant l'Arrêté du 4 février 1937).

Les organes destinés à la préparation des produits organothérapeutiques ne peuvent être détachés des viandes et abats qu'après la visite du vétérinaire de service. Ils doivent être recueillis et transportés dans des récipients métalliques étamés, aux angles intérieurs arrondis, étanches, couverts et en parfait état de propreté, ayant au moins 20 centimètres de longueur ou de diamètre et au plus 20 centimètres de profondeur, à moins que les conditions fixées par le Décret d'autorisation de ramassage soit différentes.

Les récipients doivent porter, gravés sur une plaque de métal, le nom et l'adresse du titulaire de l'autorisation. Pendant la saison chaude, d'avril à octobre, ils doivent être réfrigérés artificiellement [36] (article 2 de l'Arrêté du 2 décembre 1937 modifiant l'Arrêté du 4 février 1937).

Les ramasseurs autorisés doivent indiquer journallement, sur un registre coté et paraphé par le fonctionnaire désigné par le Préfet, toutes indications utiles concernant la provenance et la destination des organes et fœtus prélevés. Ce registre doit être présenté à toutes réquisitions des fonctionnaires désignés par le Directeur des Services vétérinaires sanitaires ou par son délégué (article 28 de l'Arrêté du 4 février 1937 et article 3 de l'Arrêté du 2 décembre 1937).

Les ramasseurs doivent également assurer la conservation des organes (article 3 — Arrêté du 25 octobre 1941) dont ils sont comptables, [29] en tant que quantité, vis-à-vis de la section Chimie de la P. I. Les organes collectés sont bloqués au bénéfice du C. O. P. P. qui en assure la répartition selon les instructions du Répartiteur-Chef de la Section de la Chimie (Décision particulière n° 75, voir p. 218 du 7 février 1942 du Répartiteur-Chef de la Section de la Chimie).

Aucun organe ne peut être délivré par les ramasseurs à d'autres qu'aux négociants agréés comme nous l'avons indiqué précédemment.

Les prélèvements d'organes sur les viandes foraines et les abats forains, ainsi que dans les abattoirs non soumis à l'inspection vétérinaire permanente, sont interdits.

En ce qui concerne le sang, il ne peut être recueilli que sur des animaux reconnus parfaitement sains et suspendus après l'assommement, [35] jamais sur des animaux abattus laissés sur le sol (article 25 de l'Arrêté du 4 février 1937 — *J. O. du 6 février 1937*).

D'ailleurs, l'Arrêté du 18 janvier 1943 (*J. O. — LXXV — N° 32 du 6 février 1943, page 356*) homologue le règlement du C. N. I. V. [20] sur la récupération, la collecte et la répartition du sang qui, pour la préparation des produits organothérapeutiques, sont soumises aux dispositions de l'Arrêté Interministériel du 25 octobre 1941. Le contingent de sang pour usage thérapeutique sera fixé par le C. N. I. V. et mis par les soins du Groupement d'Achat et de Répartition des Viandes (G. A. R. V.) par priorité, à la disposition des utilisateurs, conformément aux instructions de l'Office Central de Répartition des Produits Industriels, Section de la Chimie. Les per-

sonnes ou organismes agréés pour la récolte du sang devront être porteurs de la carte professionnelle P. délivrée par le C. N. I. V.

Enfin, les organes prélevés ne peuvent être enlevés de l'abattoir qu'après avoir été soigneusement épluchés et débarrassés des graisses dans le local spécial installé à cet effet; ils doivent être présentés de jour à la visite du vétérinaire sanitaire qui délivre un laissez-passer daté du jour et de l'heure de la visite (Arrêté du 2 décembre 1937). [35]

Quoique la question du prix des organes consentis aux ramasseurs ne rentre pas dans le cadre de notre travail, ces prix de vente sont homologués par la Commission de Surveillance des prix sur les propositions du C. N. I. V., par arrêté du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture et au Ravitaillement et du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances; ils figurent au *B. O. S. P. — II — 4 — 23 janvier 1942*, au *B. O. S. P. — II — 34 — 21 août 1942*, au *B. O. S. P. — II — 42 — 16 octobre 1942*. Quant aux produits biologiques préparés avec des organes animaux, leurs prix de vente ont été fixés au *B. O. S. P. — II — 42 — 16 octobre 1943*; *III — 24. — 25 — 11 et 18 juin 1943*.

COLLECTE DU PANCRÉAS

Avant même que fussent réglementées la récolte, la collecte et la répartition des organes destinés à la préparation d'extraits opothérapiques et de produits thérapeutiques, hygiéniques ou chirurgicaux, le ramassage des pancréas de bovins et porcins était régi par la Loi du 8 octobre 1940 [27] (*J. O. — LXXII — N° 281 du 2 novembre 1940, page 5531*).

En premier lieu, il est décrété qu'une liste des abattoirs dans lesquels les pancréas des bovins et des porcins devront être laissés en place et intacts par l'abatteur sera publiée par Arrêté ministériel.

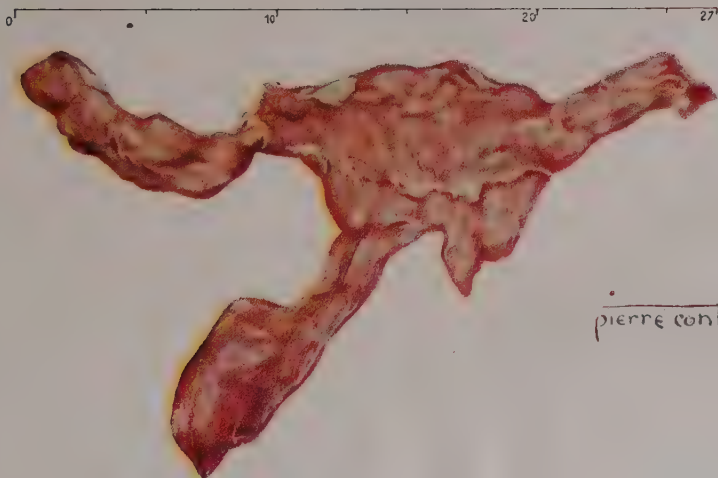
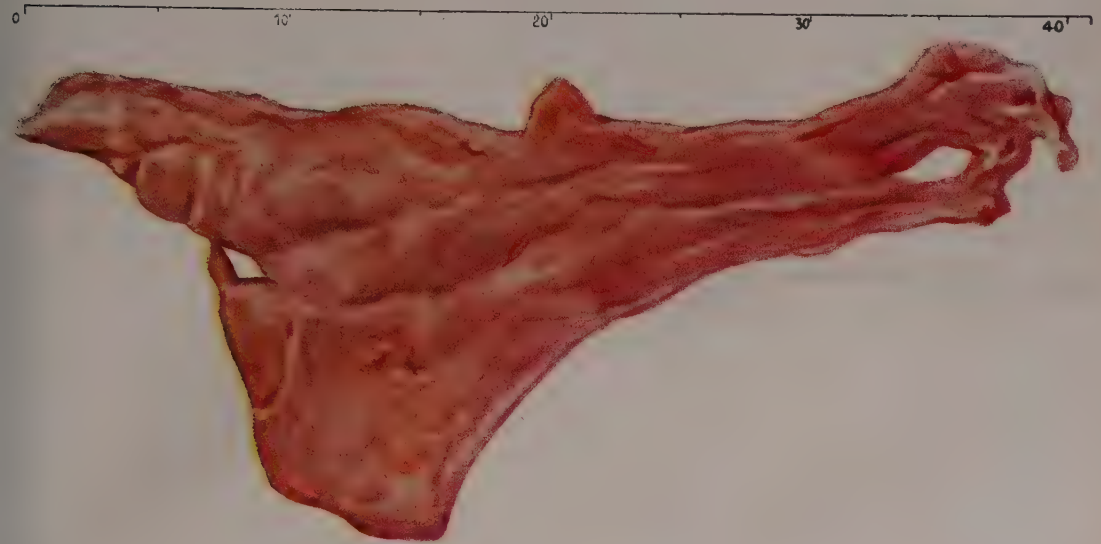
Ces abattoirs comprendront tous les établissements où la moyenne quotidienne des bovins et des porcins abattus dépassait 120 entre le 1^{er} septembre 1938 et le 31 août 1939; la dite moyenne étant calculée sur le mois pendant lequel a eu lieu le plus grand nombre d'abatages. Cette liste a été publiée par Arrêté du 19 mars 1941 (*J. O. — LXXIII — 98 — 8 avril 1941 — page 1516*). [28]

Pour ramasser les pancréas, il faut y être autorisé et agréé par les Services Vétérinaires départementaux. L'agrément ne peut être

LES PRODUITS ANIMAUX EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

PLANCHE VI

Pancréas



pierre con|ier

LÉGENDE

1. Bœuf
2. Porc

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

La collecte des pancréas destinés à la fabrication de l'insuline s'est montrée nettement insuffisante par rapport aux besoins de notre Pays.

Cette question est d'intérêt national. L'insuline permettant de sauver nombre de vies humaines, il importe que chacun dans sa sphère, fasse au maximum tous ses efforts pour la résoudre.

Ainsi, il est de notre devoir de pousser très activement le ramassage des pancréas fagouts en terme de métier) sur toutes les bêtes sacrifiées (bovins, veaux, porcs et solipèdes) et vous prions pour ce faire, de respecter les prescriptions suivantes :

1°) RAMASSAGE PROPREMENT DIT.

a) Il doit être effectué dès l'abatage de la bête. Le plus grand soin devra être apporté à cette opération de façon à obtenir les pancréas entiers et qu'il n'y ait aucune perte de poids. En effet, il a été remarqué que très fréquemment, au cours des manœuvres d'habillage, le pancréas était plus ou moins déchiré. Pour éviter pareil fait, le pancréas doit, lors de l'éviscération, être libéré de ses attaches gastro-intestinales afin d'éviter qu'il soit entraîné et déchiré lors de la chute de la masse intestinale.

b) Les pancréas collectés doivent être placés, en attendant les opérations d'épluchage, dans un récipient spécial qui, en aucun cas, ne doit contenir d'autres organes que des pancréas.

c) Le nombre de pancréas collectés doit correspondre exactement au nombre de bêtes sacrifiées, déduction faite des saisis. Ce contrôle doit être journalier et tout déficit doit être signalé au jour le jour à M. le Vétérinaire Directeur de l'Abattoir.

2°) NETTOYAGE, EPLUCHAGE ET DEGRAISSAGE.

Aussitôt le prélèvement effectué, les pancréas doivent être immédiatement et soigneusement nettoyés, épluchés et dégraissés, suivant les démonstrations qui vous ont été faites sur place. Le poids des déchets doit être soigneusement relevé et porté sur le cahier de ramassage dont il est question ci-dessous.

3°) PESÉE.

Les pancréas seront soigneusement pesés avant et après l'épluchage, les poids constatés seront portés sur le registre dont il est parlé ci-dessous. (Voir paragraphe n° 7).

La bonbonne contenant le mélange pulpe-alcool devra être fortement agitée pendant quelques minutes tous les jours. Les bonbonnes ne devront jamais être remplies à plus des 9/10^e.

Il est formellement interdit de verser la pulpe de pancréas dans la bonbonne préalablement garnie d'alcool. En effet, la proportion des mélanges : une partie de pancréas pour une partie et demie d'alcool acide doit être scrupuleusement observée, toute autre manière d'agir risquerait de détruire l'insuline en totalité.

Votre attention est attirée sur le fait que les opérations ci-dessus devront toujours être réalisées dans l'heure qui suit l'abatage de la bête et que les bonbonnes devront être soigneusement bouchées de façon à éviter toute dégradation de la pulpe ainsi que l'évaporation de l'alcool.

Si dans un délai maximum de 13 jours, la bonbonne n'est pas remplie, vous devez néanmoins l'expédier. Passé ce délai, la qualité des pancréas baisserait énormément.

ALCOOL :

Dès réception de la bonbonne d'alcool, vous devrez en faire la déclaration au bureau des Contributions Indirectes, Service Alcool. Vous lui remettrez à cet effet l'imprimé que nous vous adressons.

A chaque expédition vous devrez également faire à ce service les déclarations nécessaires.

5°) ETIQUETAGE.

Chaque bonbonne portera une étiquette indiquant :

- Numéro de la bonbonne ;
- nom du centre de ramassage ;
- tare de la bonbonne ;
- poids brut bonbonne pleine ;
- poids d'alcool ;
- poids pulpe de pancréas.

6°) EXPEDITION.

Les pancréas congelés et ceux conservés sous alcool acide seront expédiés aux J.

Suivant les moyens dont nous disposons, les pancréas seront conservés soit sous alcool acidifié, soit par le froid.

Pour l'un comme pour l'autre mode de conservation il est indispensable qu'il soit appliqué au plus tard dans l'heure qui suit le prélèvement sur la bête, quelle que soit l'heure à laquelle a eu lieu l'abattage. C'est de la rapidité de cette opération que dépendent la bonne conservation et la quantité d'insuline extraite des pancréas. Tout retard apporté à cette opération, entraînerait la dégradation des pancréas et la diminution de leur teneur en insuline.

a) FROID.

Les pancréas épluchés seront moulés en plaques de 5 cm. d'épaisseur au maximum et placés en frigorifique, à une température de -15° pendant 48 heures. **Il est rappelé qu'en aucun cas, il ne doit s'écouler plus d'une heure entre le prélèvement sur la bête et la mise en frigo.**

A l'expiration de ce laps de temps on procédera au démoulage des pancréas. Les pains obtenus seront ensuite stockés dans une salle dont la température devra atteindre au moins -12° en attendant leur expédition. Il faut éviter soigneusement toute décongélation (même partielle) et recongélation; ce traitement diminuant la teneur en insuline des pancréas dans de très fortes proportions.

Le transport des pancréas entre le lieu d'abattage et le frigorifique sera effectué dans des caisses isothermes spécialement aménagées, qui comprendront des petits bacs renfermant un mélange glace pilée et sel dans la proportion de 5 kilos glace pour 1 kilo sel, permettant de conserver les pancréas à une température de -4° — -7° jusqu'au moment de leur mise en congélation.

b) SOUS ALCOOL ACIDIFIÉ :

Lorsque le centre ne disposera pas d'installation frigorifique permettant la congélation des pancréas, il sera approvisionné par nos soins de :

- 1^o) Une bonbonne contenant un mélange d'alcool-acide ;
- 2^o) une bonbonne vide ;
- 3^o) un hachoir ;
- 4^o) une bassine émaillée ;
- 5^o) un entonnoir.

Les pancréas collectés seront épluchés et dégraissés puis passés au hachoir.

La pulpe ainsi obtenue sera placée dans la bassine émaillée dans laquelle on versera immédiatement une fois et demie son poids d'alcool — (1 kg de pancréas pour 1 l. 5 d'alcool). Le mélange sera vivement agité de façon à assurer un parfait contact de toutes les particules de pancréas avec l'alcool. Ensuite le mélange obtenu sera versé dans la bonbonne à l'aide de l'entonnoir. La même opération sera à recommencer après chaque récolte de pancréas.

tinataires dont nous vous communiquerons les noms.

Les pancréas concelés seront envoyés soit par wagon frigorifique lorsque le tonnage le permettra, soit par caisses isothermes ou réfrigérées, dans le cas contraire ; les pancréas conservés sous alcool acide seront envoyés aux destinataires dans les bonnes qui auront servi à leur collecte en colis express.

Chaque expédition devra être comme pour les autres catégories de glandes et abats, accompagnée d'un laissez-passer d'abats en triple exemplaire.

Ne pas oublier de mettre sur les emballages l'étiquette « Médicaments urgents ».

7^o) CONTROLE.

Pour satisfaire aux exigences des règlements en vigueur et pour nous permettre de nous assurer si la collecte est faite en totalité, vous tiendrez un manifeste triplicata qui sera coté et paraphé par le Vétérinaire Directeur départemental des Services Vétérinaires et sur lequel vous porterez au jour le jour :

- a) la date de ramassage ;
- b) le nombre de pancréas collectés ;
- c) poids brut ;
- d) poids après épluchage ;
- e) date de sortie pour expédition ;
- f) poids d'organes expédiés ;
- g) nom du destinataire ;
- h) nombre d'animaux abattus par catégorie ;
- i) visa et observations des Services Vétérinaires.

Deux copies de cet état nous seront adressées par le 5 de chaque mois au plus tard au siège à Avignon, visées par le Vétérinaire Directeur de l'abattoir.

Nous vous rappelons que toutes les précautions d'hygiène et de propreté doivent être prises, suivant nos notes générales antérieures de service, et que vous devez de nous signaler tous obstacles que vous pourriez rencontrer dans l'accomplissement de votre mission qui est, nous vous le rappelons encore, d'intérêt national.

En votre qualité de Chef de centre, vous êtes responsable de l'exécution des instructions ci-dessus et vous signalons qu'étant donné l'importance de la question, aucune défaillance ne sera tolérée.

Au cas où quelqu'imprévu se présenterait, n'hésitez pas à nous écrire ou nous téléphoner à : Société de Ramassage des Glandes et Abats, N° 19-32 ou 24-10 à Avignon.

Nous attirons particulièrement votre attention sur le fait qu'aucun pancréas ne doit être distrait de la collecte sous peine d'application des sanctions prévues à l'article 8 de l'arrêté interministériel du 25 Octobre 1941 « Retrait provisoire ou définitif de la carte professionnelle ».

AVIGNON, le 18 Septembre 1943.

donné qu'aux organismes qui possèdent une installation nécessaire à la conservation et au traitement des pancréas et notamment qui permette leur congélation à -15° C.

Si la quantité d'insuline préparée avec les pancréas ainsi récoltés ne suffit pas aux besoins des malades justiciables de cette médication, le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Intérieur, le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture, le Ministre Secrétaire d'Etat au Ravitaillement se réservent la possibilité d'étendre le champ de ramassage des pancréas par voie d'Arrêtés.

C'est ainsi qu'en raison de l'insuffisance des pancréas récoltés et des quantités d'insuline fabriquée pour satisfaire aux besoins impérieux des malades, le Docteur Vétérinaire VIGNARDOU, [40] Inspecteur Général des Services Vétérinaires au Ministère de l'Agriculture a, dans sa circulaire du 31 août 1943, prescrit, pour augmenter la récolte des pancréas, de les recueillir dans un mélange d'alcool éthylique et d'acide sulfurique. Cette opération a un double but: conserver aux pancréas leur valeur thérapeutique et réaliser le premier stade de la préparation de l'insuline. La conservation des pancréas par le froid à -15° C. est remplacée par leur immersion dans ce liquide alcool-sulfurique. On remédie ainsi à la carence de notre équipement frigorifique national. (1)

Contrairement au statut des autres organes qui ne peuvent être vendus directement aux utilisateurs par les ramasseurs, ceux-ci ne doivent livrer les pancréas qu'ils ont récoltés qu'aux seuls fabricants d'insuline autorisés par la Loi du 14 juin 1934 (*J. O. — LXXI — 22 juin 1934*) et sur l'ordre du C. O. P. P.

La collecte des pancréas est soumise aux mêmes mesures que celles qui ont été décrites antérieurement dans ce chapitre.

En résumé, si, avant la guerre actuelle, le ramassage et la collecte des organes animaux pour la préparation des médicaments organothérapeutiques était libre tant sur le territoire métropolitain que sur le marché d'importation, depuis les armistices de 1940, il a fallu régler sévèrement l'utilisation des glandes et abats recueillis en France pour parer au déficit de cette matière première occasionné d'une part par la diminution des abatages et d'autre part par la suppression des importations.

(1) Après la parution de la circulaire Vignardou, nous avons eu connaissance qu'une firme de ramassage avait élaboré des instructions particulières sur la collecte des pancréas insuline. Elles font l'objet d'une affiche que nous reproduisons hors texte à la suite de cette page.

SITUATION COMPARATIVE EN FRANCE ET EN ALLEMAGNE

Dans une conférence qu'il a faite le 6 novembre 1941, rue Saint-Dominique à Paris, au Centre de Documentation Chimique, Maurice CHOAY [7] donne les chiffres ci-dessous comme pourcentages des importations de matières premières nécessaires en 1938 pour satisfaire aux besoins organothérapiques de l'industrie pharmaceutique :

Hypophyses	43 %	Foies	70 %
Surrénales	40 %	Pancréas	37 %
Ovaires	40 %	Rates	68 %

ce qui représente une moyenne de 50 % (cinquante pour cent) des besoins effectifs. On peut donc conclure que la Métropole ne pouvait fournir que la moitié des organes nécessaires aux fabrications organothérapiques, qu'il s'agisse de poudre, d'extraits liquides buvables ou ingérables, d'hormones ou de tout autre principe actif, définis ou non, chimiquement. Mais faut-il se demander si toutes les ressources de la Métropole étaient méthodiquement exploitées ? On peut répondre NON catégoriquement, car depuis 1940, il est des organismes qui ont fait de sérieux efforts pour remédier à cette situation et d'énormes sacrifices pour recueillir glandes et organes là où ils étaient abandonnés ; mais efforts et sacrifices se sont trouvés en présence de difficultés diverses : luttes stériles entre récolteurs, appétits de l'alimentation qui voulait disputer à l'organothérapie, même les glandes non comestibles, etc...

En Allemagne, la situation vers 1939-40 semble être plus précaire encore. Peter BRUNNEN, dans son opuscule intitulé « Les animaux d'abattoirs considérés comme sources de biocatalyseurs importants pour la thérapeutique et l'industrie », chiffrait les besoins annuels du Reich.

Le tableau N° 1 page 65 indique les besoins allemands annuels en organes animaux et, d'autre part, les satisfactions données à ces besoins par les ressources indigènes.

Si on compare les besoins et la satisfaction, on constate que tous les organes sont déficitaires sauf les ovaires. Les manquants n'ont pu être fournis que par les importations. Mais la situation monétaire de l'Allemagne vis-à-vis des pays américains grands approvisionneurs d'organes animaux, ne lui permettait pas la concurrence.

TABLEAU N° 1

Organes Animaux	Besoins 1939/40	Ressources Indigènes	Rapport en pourcentage entre besoins et satisfaction
Pancréas.....	1.153.570 kgs	705.633 kgs	39 %
Ovaires.....	30.605 »	43.985 »	143 %
Testicules....	128.060 »	93.653 »	73 %
Thyroïdes....	20.700 »	5.729 »	27 %
Surrénales....	36.020 »	3.185 »	8 %
Hypophyses..	5.070 »	2.036 »	40 %
Foie.....	504.350 »	»	»
Bile.....	236.490 »	»	»

TABLEAU N° 2

Pourcentage des Organes

Noms des Organes	Indigènes	Importés	Observations
Pancréas.....	61 %	39 %	
Ovaires.....	98 %	2 %	
Testicules....	79 %	21 %	
Tyroides.....	40 %	60 %	
Parathyroïdes.	»	100 %	
Surrénales....	39 %	61 %	
Hypophyses...	67 %	33 %	
Foie.....	8 %	92 %	
Bile.....	87 %	13 %	

Par ailleurs, si nous rapprochons les besoins allemands de 1939-40 des moyennes d'importations des années d'avant guerre, le tableau n° 2 page 65 donne les pourcentages fournis par les abatages et ceux fournis par les importations, l'ensemble couvrant les besoins du Reich allemand.

En Allemagne, il fut, comme en France, un moment où les difficultés de ramassage venaient du côté des bouchers; mais ceux-ci s'aperçurent rapidement de l'intérêt qu'il y avait à ramasser et à collecter glandes et abats pour en faire des médicaments organothérapiques; voire en Allemagne, l'Association principale des éleveurs allemands a donné aux intéressés les instructions pour faire recueillir toutes les glandes et les expédier aux usines.

En France, la situation en ce qui concerne le ramassage et la collecte des organes animaux est la suivante: des autorisations préfectorales de ramassage ont été accordées à des particuliers et à des organismes commerciaux. Particuliers et organismes nantis de la dite autorisation peuvent ramasser et collecter les organes animaux dans les mêmes abattoirs et centres d'abatages quel que soit le nombre de bêtes abattues. Si le nombre est gros, il y a discussion pour l'attribution des organes à chaque ramasseur; s'il n'y a qu'un nombre restreint, c'est à qui ne ramassera pas car les frais sont énormes pour les petits ramassages. En haut lieu, on cherche bien à satisfaire tout le monde en établissant une équitable répartition des abattoirs et centres d'abatages; mais là encore se heurtent des intérêts souvent légitimés, et par le droit du premier occupant et par les frais mis en jeu pour l'organisation du ramassage dans toute une région, organisation qui ne profiterait pas à celui qui l'a faite mais à celui qui a attendu bénévolement et sans effort, la manne bienfaisante que la référence 1938 pourrait lui apporter. Il est vrai que cette référence 1938 a vécu puisque le Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle a, à la date du 26 septembre 1942, rappelé aux présidents et directeurs des Comités d'Organisation qu'il n'y avait plus lieu désormais de faire état de cette référence. Cette circulaire est à la fois importante et intéressante. La voici, elle n'a nul besoin d'explication ou de commentaires:

« A de nombreuses reprises, j'ai indiqué et donné comme instructions que la référence 38, comme base de répartition individuelle, devait être abandonnée et proscrite et qu'il devait lui être substitué les critères de discriminations valables et objectifs se plaçant notamment sous l'angle technique ou économique.

« Ce n'est pas en fonction du passé, mais bien de l'avenir que

« doivent être organisées et orientées les activités économiques.
« C'est la recherche de la meilleure satisfaction des besoins de la
« communauté nationale, et non la sauvegarde d'intérêts privés ou
« de droits prétendument acquis qui doit être notre règle et notre
« moteur. Seule l'aptitude présente des entreprises à assumer leur
« service économique doit régler l'activité et les tâches qui leur
« sont assignées.

« La constatation ou l'estimation de cette aptitude ne saurait,
« à aucun titre, faire appel indirectement à quelque référence que
« ce soit, mais doit reposer sur des éléments immédiats et actuels.

« Malgré les directives que je viens de rappeler, de nombreuses
« entreprises se voient encore opposer par les services de certains
« Comités d'Organisation des argumentations faisant appel à cette
« référence. Je ne saurais admettre davantage une telle attitude et
« je vous prie de noter que je n'accepterai désormais, en aucun cas,
« que la Référence 38 soit opposée aux demandes ou réclamations
« présentées par les entreprises ou servent à justifier directement
« ou indirectement une fin de non recevoir.

« Je vous prie de bien vouloir donner, en conséquence, à vos
« chefs de service et collaborateurs, toutes instructions nécessaires
« à cet effet. Ceux qui s'attarderaient davantage à l'usage de la
« Référence 38 se montreraient par là incapables de prendre part
« aux tâches de l'organisation professionnelle et je devrai vous
« inviter à vous passer de leurs services ».

Malheureusement, le texte de cette circulaire de septembre 1942 n'a pas été mis en pratique. Le ramassage des organes reste entre les mains des personnes non qualifiées. Il faut espérer que dans un avenir prochain, le rôle de chacun sera nettement précisé et exécuté.

En Allemagne, à Nuremberg notamment, le travail de collecte des organes est assuré par les Etablissements BLUM de Darmstadt avec le concours de la Maison TOCHM et HAAS qui débuta dans ce travail il y a plus de trente ans. Aujourd'hui cette firme contrôle environ cent quatre-vingts villes et bourgades de l'Ouest et du Sud-Ouest de l'Allemagne avec une quarantaine de collecteurs; grâce à ces organisations nouvelles, le rendement s'est fortement amélioré.

D'ailleurs, quelques autres établissements se sont occupés de la collecte des organes animaux : DEUTSCHE FLEISCHGROSSHANDELS A-G et HUWE et KUNIGER, tous deux de Berlin; BRUGGMAN, WACHTLER et CORDTS, tous deux de Hambourg; A. MAIER, P. H. SCHNEPF, tous deux de Munich, G. et A. KUSSELMANN, tous deux d'Elberfeld, etc...

En valeur, les besoins annuels de l'Allemagne en glandes se chiffrent entre 2.200.000 R. M. (BRUNNER) et 2.350.000 R. M. (Paul DECKER) qui permettraient de fabriquer environ douze millions de R. M.

En France, une seule firme (1) ramasse dans une centaine d'abattoirs industriels, privés et de centres d'abatage d'importance variable (de la zone sud). Avec le concours d'un personnel instruit: une quarantaine de personnes, — démarcheurs, démonstrateurs, ramasseurs, collecteurs, expéditeurs, — cette firme a pu collecter au cours de l'une de ces dernières années plus de trois cents tonnes d'organes animaux. Elle possède dans la plupart de ces abattoirs ou centres d'abatage un local adéquat pour l'épluchage des glandes et abats, avant d'en assurer la conservation et le transport.

Dans l'une des dernières années avant la guerre actuelle, il a été abattu en France:

75.835 taureaux	6.635.395 moutons et chèvres
11.031.401 bœufs	5.840.883 porcs
1.171.478 vaches	173.372 chevaux
4.378.309 veaux	6.701 ânes et mulets

AMÉLIORATIONS A APPORTER AU RAMASSAGE

Cette question du ramassage et de la collecte des organes animaux a toujours préoccupé les auteurs qui se sont occupés d'organothérapie. Ainsi en 1926, CHAMAGNE [5] a écrit un chapitre intitulé « *Le problème de l'opothérapie* » dans la *Revue de Pathologie Comparée* duquel nous retirons les lignes ci-dessous qui relatent la façon dont, à l'époque, on récoltait les glandes. Ce sous-chapitre est intitulé : « *Prélèvement aux abattoirs des organes destinés à l'opothérapie*. — La question du prélèvement des organes est à la base « de l'opothérapie.

« C'est pourquoi il convient de faire connaître comment les glandes sont actuellement récoltées pour les besoins de l'industrie.

« Les glandes des animaux considérées autrefois comme un déchet de minime valeur, ont été de tous temps abandonnées au personnel des abattoirs. Mais depuis l'extension considérable, au cours de ces dernières années, de l'industrie opothérapique, elles constituent aujourd'hui une importante source de revenus.

(1) S. O. R. G. A. — Société de Ramassage de Glandes et Abats.

« Un certain nombre de commerçants se sont assurés le monopole de ces organes qui ne parviennent aux laboratoires de traitement que par leur intermédiaire.

« L'ablation des glandes est faite par les ouvriers des abattoirs eux-mêmes, sans surveillance spéciale et surtout sans aucun souci de l'asepsie ou même de la plus élémentaire propreté, à l'aide de couteaux sales, le plus souvent souillés des excréments des animaux sacrifiés. Ces organes sont généralement collectés dans de vieilles boîtes de conserves ou des récipients de rebut.

« Centralisés chez l'intermédiaire, ils sont conservés quelquefois dans de la glace, pas toujours cependant, et comme la demande dépasse l'offre, du moins pour certains organes, tels que les ovaires, ils font l'objet d'enchères, de tractations diverses; et l'altération commencée à l'abattoir même ne fait que s'accroître chez le revendeur.

« Les livraisons se font à l'usine de traitement, le plus souvent, lorsqu'il s'agit de quantités importantes, dans de vulgaires poubelles.

« Des erreurs fréquentes se produisent au moment du prélèvement des glandes, et il n'est pas rare que l'employé préposé à ce travail, en général peu familiarisé avec l'anatomie, prenne pour l'organe recherché, de petits organes aberrants.

« S'il s'agit d'organes rares et de peu de poids comme les parathyroïdes, il faut attendre que la quantité récoltée soit suffisamment importante pour en faire une livraison.

« Les glandes sont alors conservées dans de l'alcool qui sert jusqu'à l'épuisement. Dans certains cas, il est suffisamment hydraté pour ne pas s'opposer à la putréfaction. On peut craindre aussi qu'une partie des principes utiles diffuse dans l'alcool. De plus, l'alcool fort floccule les complexes lipo-albuminoïdes.

« A l'arrivée aux usines de traitement, les organes sont déjà abondamment souillés de toxines solubles qu'une dessiccation ultérieure ne peut évidemment faire disparaître. En réalité, les procédés actuels de récolte des organes animaux aux abattoirs constituent un véritable sabotage.

« Ce sont ces procédés d'un autre âge qui font que l'opothérapie, actuellement, aborde le tournant le plus dangereux de son histoire.

« Nous venons d'étaler au grand jour les tares de cette industrie; qu'il nous soit permis d'en indiquer à nouveau le remède.

« Il serait souhaitable que la récolte des organes soit faite dans

« les abattoirs par un personnel éduqué spécialement et placé sous
« la haute surveillance des services vétérinaires du Ministère de
« l'Agriculture. Chaque usine de traitement ou laboratoire de
« recherches participerait, selon son importance, aux dépenses
« occasionnées par ce nouvel organisme, et cela ne constituerait
« pas une charge bien lourde.

« Les glandes collectées dans des accumulateurs de froid où elles
« seraient simplement réfrigérées et non congelées, seraient tenues
« à la disposition des industriels qui devraient en assurer l'enlève-
« ment journalier. Nous avons, en effet, montré autrefois que les
« organes, et en particulier, la thyroïde, subissent des modifica-
« tions rapides et profondes qui augmentent leur toxicité, à l'ex-
« clusion de toute intervention microbienne.

« D'autre part, il importe que les biologistes ne s'hypnotisent pas
« sur la recherche des principes cristallisables qui ne sont pas for-
« cément les seuls principes actifs, (en effet la poudre totale de
« surrénale a une action différente de l'adrénaline), mais recher-
« chent des procédés plus rationnels de dessiccation en tenant
« compte des nouvelles acquisitions de la chimie dans le domaine
« des colloïdes.

« On peut envisager, à titre d'exemple, la possibilité de substituer
« au liquide micellaire un colloïde protecteur, solide, inerte chimi-
« quement, dont le rôle serait de maintenir au cours de la dessicca-
« tion l'équilibre physico-chimique des complexes de colloïdes dont
« l'ensemble constitue l'organe.

« Des essais de ce genre, en cours depuis plusieurs années, appor-
« teront sans doute dans un délai rapproché une solution à cet
« important problème. Car tant que nous ne connaissons pas d'une
« façon parfaite et absolue, tant au point de vue chimique que
« physiologique, les principes actifs des différents organes, et il
« y a encore beaucoup de chemin à parcourir avant d'atteindre ce
« but, il conviendra d'administrer ces organes en entier et aussi
« frais que possible.

« Devant l'impossibilité de faire absorber l'organe en nature tel
« qu'il vient d'être prélevé sur l'animal, (il faut en effet tenir
« compte du dégoût provoqué chez les malades et des difficultés
« d'approvisionnement pour ces derniers), il est indispensable de
« recourir à un produit desséché n'ayant perdu aucune de ses qua-
« lités propres. Or, aucune des poudres desséchées actuelles du
« commerce, quelle que soit la compétence et la qualité du prépa-
« rateur, ne répond, même de loin, à ce critère ».

PLANCHE VII

Matrice de truie



LÉGENDE

1. Ovaires en grappe
2. Trompes

Une question se pose : ce qui se passait il y a dix-huit ans se passe-t-il encore en 1943 ?

Nous pouvons répondre « non » car le personnel ramasseur attaché aux producteurs a été formé pour appliquer les règlements généraux imposés par la loi et les règlements intérieurs dûs à l'initiative de certains ramasseurs; d'ailleurs le service vétérinaire est là pour s'assurer qu'en toute circonstance les prescriptions légales sont bien respectées.

A l'heure actuelle, le vétérinaire sanitaire contrôle les organes, glandes, abats et tissus dès que l'habillage de l'animal est à point; les organes d'un même animal sont prélevés et identifiés du même signe distinctif que l'animal lui-même. Dans ces conditions, seuls les glandes et abats altérés ou défectueux d'un seul et même animal pourront être rejetés.

Tout ce qu'il a été possible de faire a été fait par certains ramasseurs.

Si les résultats obtenus ne sont pas parfaits, ce n'est pas par ignorance. Si la plupart des spécialistes qui s'occupent de la collecte de la matière première de l'organothérapie savent très bien ce qu'ils doivent faire et comment ils doivent le faire, ils n'ont pas toujours été en mesure de le réaliser à cause des difficultés qu'ils ont eues pour se procurer la matière première nécessaire à la confection et à l'entretien des matériels de récolte, de conservation et de transport.

L'installation des locaux d'épluchage des organes s'est poursuivie dans les centres d'abatages au fur et à mesure des possibilités. L'entretien de ces locaux est l'objet d'une attention toute particulière des ramasseurs et d'une surveillance constante des services vétérinaires.

En résumé, il y aurait lieu de compléter les lois, décrets, arrêtés et décisions des Comités d'Organisation par les règlements intérieurs élaborés par les ramasseurs et de constituer ainsi le statut de ceux-ci qui aurait force de loi sous le contrôle des vétérinaires inspecteurs. En accord avec le Docteur REGNAULT, nous estimons que l'étude et le contrôle des prélèvements des produits organothérapiques doivent être faits en collaboration avec les physiologistes, les médecins, les vétérinaires et les pharmaciens.

Les organes animaux doivent être transformés en médicaments immédiatement après leur prélèvement sur l'animal.

Ceux importés de l'étranger: Espagne, Argentine, Madagascar, Abyssinie, au lieu d'être expédiés comme produit brut, devront être

desséchés auparavant dans le vide, à basse température. Leur conservation et l'intégrité de leurs principes actifs seraient ainsi conservés intacts.

L'organothérapie ne sera parfaite que si elle est réalisée par des procédés industriels dans de grands abattoirs surveillés par des vétérinaires qualifiés et spécialisés.

On y parviendra en travaillant en série, dans toutes les conditions de confort, avec toute la machinerie désirable. Par la division du travail, chacun ne récoltant qu'un organe, on arrivera à obtenir des produits sûrs, frais, aseptiques, à avoir un grand rendement, et à ne rien perdre. Mais pour cela il faut une solidarité, une unité dans le travail.

Nous exprimons donc nos desiderata en ce qui concerne :

- a) la tenue du personnel chargé du ramassage des organes, glandes et abats;
- b) le matériel à employer et son entretien;
- c) le prélèvement des dits organes;
- d) leur collecte.

Personnel. — Tout d'abord, il y aurait lieu de s'assurer que le personnel possède les quelques notions d'anatomie suffisantes pour lui permettre de reconnaître facilement et rapidement les organes qu'il a à ramasser, de différencier les glandes, surtout les petites, telles par exemple les parathyroïdes que l'on peut confondre avec des tissus aberrants.

Ensuite, il faudrait qu'il connaisse les altérations que sont susceptibles de subir les organes animaux sous l'action de l'air, de la chaleur et de l'humidité, en tant qu'agents physiques, ainsi que l'action cryptogamique et bactérienne. Il faut que le ramasseur soit bien convaincu de l'intérêt qu'il y a à frigorifier vite et fort les organes animaux pour les soustraire à l'action destructive de la chaleur, de l'humidité, des micro-organismes.

Le travail d'habillage doit être fait parallèlement à celui du prélèvement des produits organothérapeutiques et à l'inspection vétérinaire, en collaboration et en coordination; c'est-à-dire que les organes d'un même animal doivent être collectés dans un récipient prévu par le législateur, portant un numéro, le même que celui affecté à la bête, pour que si celle-ci est reconnue malsaine, les organes correspondants soient rejetés. On se placera ainsi dans les conditions les plus favorables pour la conservation des principes actifs.

Pour obtenir ces résultats, le ramasseur doit être soigneux et soigné: veste et pantalon blancs, calotte blanche, tablier de caoutchouc et même gants de caoutchouc.

Mais, si l'on demande de telles précautions au ramasseur, il faut en exiger du tueur, du boucher, du boyaudier.

A l'un et à l'autre seront donnés tous les renseignements et les précisions nécessaires.

Pour atteindre le but désiré, la technique de la mise à mort, de l'abatage, devra être modifiée dans des conditions profondes. Nous sommes sûr que le concours des bouchers nous sera acquis quand ils sauront que c'est la santé publique qui profitera des améliorations apportées dans l'exécution de leur travail. Ils collaboreront ainsi avec le médecin, le pharmacien, le biologiste, le physiologiste et contribueront à l'amélioration de l'organothérapie.

Matériel. — Celui du vêtement est indiqué précédemment.

L'outillage n'est pas compliqué, qu'il soit destiné au prélèvement des organes ou à leur épiluchage: couteaux de divers formats, pinces à mâchoires plates, ciseaux, bistouris. Tous devront être complètement métalliques, manches y compris, pour pouvoir être stérilisés par la chaleur humide ou par une solution de produit antiseptique convenablement choisi (eau bouillante pendant dix minutes, ou formol à 40 p. 100, ou solution d'oxycyanure de mercure à 1 p. 1000) afin d'être entretenus dans un parfait état de propreté.

De plus, une boîte en métal non oxydable, de grandeur suffisante pour recevoir les outils du boucher, du ramasseur, du collecteur serait nécessaire.

Prélèvement et Collecte. — A ce sujet, nous avons interviewé M. le Docteur Vétérinaire PLEINDOUX, Membre de l'Académie vétérinaire de France, Inspecteur général honoraire du Service vétérinaire au Ministère de l'Agriculture, qui nous a répondu en nous remettant une note que nous reproduisons ci-dessous in-extenso:

« La mise à mort et la saignée sont immédiatement suivies de
« l'habillage. Dans toutes les espèces, l'habillage a pour objet de
« séparer la viande nette des abats et issues et de la mettre en état
« d'être appréciée avant son utilisation définitive.

« Le premier de ces résultats est obtenu par le dépouillement et
« l'éviscération, le second par la mise en place et la toilette du
« corps entier ou des quartiers séparés.

« Les opérations de l'habillage varient dans le détail suivant l'espèce des animaux et le genre d'utilisation de leur viande.

« Le dépouillement comporte l'enlèvement de la peau, des extrémités des membres et des appendices.

« L'éviscération doit de toute nécessité, aussi bien pour la facilité du travail que pour prévenir une altération rapide et totale du cadavre, être pratiquée aussitôt après l'abatage.

« Elle s'opère chez toutes les espèces, par arrachement en masse des viscères de chacune des deux grandes cavités. Dès l'ouverture de celles-ci sur la ligne médiane inférieure, au niveau du ventre et du sternum, l'ouvrier n'emploie guère le couteau que pour le sectionnement de la trachée en arrière du larynx, de l'œsophage à ses deux extrémités, du rectum et de la vessie.

« Le cadavre ainsi présenté, le ramasseur enlève les ovaires ou les testicules, la matrice ou les organes génitaux, selon qu'il se trouve en présence d'un mâle ou d'une femelle.

« Au cours de l'éviscération, le pancréas est généralement arraché; une partie, — un tiers, — reste adhérente au foie; l'autre partie, — deux tiers, — à la masse intestinale. Le ramasseur devra donc veiller à ce que la totalité du pancréas soit collectée.

« Les estomacs, la rate et les intestins sont séparés après avoir été dégraissés avant le refroidissement, vidés et lavés. Le poumon, le cœur et le foie sont laissés adhérents au cadavre en vue d'une inspection complète, et séparés ensuite.

« La langue et le larynx sont détachés, ce qui permet le ramassage des thyroïdes, parathyroïdes et thymus.

« Cette opération est assez délicate car si la section de la trachée est faite trop près du larynx, il arrive très fréquemment que les thyroïdes soient sectionnées. Il y a donc lieu de faire très attention. Les langues ainsi prélevées sont suspendues à des crochets.

« La tête séparée du corps est ensuite ouverte pour récupérer cervelle et hypophyse.

« Le sang devrait être recueilli dans des récipients spéciaux, comme il est prévu dans les documents législatifs, au lieu d'être répandu sur le sol.

« Le dépouillement serait alors pratiqué sur une surface nette et propre.

« Le cadavre dépouillé et suspendu au-dessus d'un sol propre, ne devrait être manipulé que par des ouvriers munis de blouses propres, ayant des mains lavées et des instruments exclusivement métalliques et stérilisés à l'avance.

« En aucun cas, les viscères ne doivent être détachés sans précaution et abandonnés sur le sol ».

Si à tout cela nous joignons les obligations imposées par les textes législatifs: articles 24 à 30 de l'Arrêté du 4 février 1937, [36] nous justifions pleinement l'obligation de modifier les procédés disqualifiés pour l'abatage des animaux, de codifier les opérations de ramassage et de collecte des organes animaux, restant entendu que l'épluchage de ces organes sera toujours effectué dans le local spécial prévu par les règlements.

Tous les organes que nous avons collectés l'ont été sur des animaux abattus. Il en est cependant qui sont prélevés sur des animaux vivants. Tels les sérums naturels obtenus par séparation, dans le sang de la bouillie hémoglobinique et, coagulation de la fibrine, ou les sérums thérapeutiques dont nous avons dit un mot, page

Le prélèvement du sang destiné à préparer le sérum est soumis à des règlements dont l'origine est l'article 32 du Décret du 26 août 1936 pris en application de l'article 5 de la Loi du 14 juin 1934 et publié au *Journal Officiel* du 2 septembre 1936.

Cet article 32 est ainsi conçu:

« Un Arrêté ministériel, pris après avis de la Commission des Sérums, déterminera les conditions particulières auxquelles devront répondre au point de vue de leur origine, de leur provenance, de leur appellation, de leur fabrication, des moyens de leur identification et de leur teneur en substances utiles, les sérums, les vaccins, auto-vaccins, toxines, venins, produits biologiques, substances injectables d'origine organique, non définies chimiquement, faisant l'objet d'une demande d'autorisation de fabrication ou d'importation ».

Cet article 32 précise bien les *sérums de toutes catégories* sans en excepter un seul.

L'Arrêté du 4 février 1937 (*J. O. LXIX du 6 février 1937*) détaille les obligations imposées aux ramasseurs du sang [36] sur les animaux vivants, dans ses articles 1^{er}, 2, 3, 4, 4 bis.

Interdiction de recueillir du sang dans les abattoirs non soumis à une inspection vétérinaire permanente (article 25).

Quant au local spécial dont il est déjà parlé auparavant, il est obligatoire; son installation en est précisée dans les moindres détails.

L'article 27 qui a été modifié par l'Arrêté du 2 décembre 1937 est très explicite au sujet du sang. De même, l'article 28 insiste sur la tenue d'un registre coté et paraphé sur lequel doivent être inscrits divers renseignements.

CHAPITRE III

LA CONSERVATION ET LE TRANSPORT DES ORGANES ANIMAUX

Le rôle du ramasseur est non seulement de prélever les organes sur les animaux abattus, mais encore d'en assurer la conservation et le transport jusqu'au moment de l'utilisation [34] (Arrêté du 4 février 1937 modifié par Arrêté du 2 décembre 1937 premier alinéa — (J. O. — LXLX — 6 février 1937).)

Les moyens dont il dispose pour conserver intacts aux organes animaux leurs principes actifs ne sont pas nombreux. On peut même dire que si le froid demeure indiscutablement le meilleur mode de conservation des organes et de leurs principes actifs, l'insuffisance d'installations frigorifiques sur l'ensemble du territoire d'une part, la nécessité, d'autre part, de collecter les pancréas dans le plus grand nombre possible de centres, ont conduit à adopter l'alcool-acide pour la conservation des pancréas, tout en réalisant le premier stade de la préparation de l'insuline.

Non seulement le froid est le seul conservateur possible des glandes et abats destinés à la préparation des produits thérapeutiques, mais encore faut-il avoir à sa disposition des installations frigorifiques qui permettent d'obtenir une congélation rapide —15° C./—20° C.

Octave BAILLY [3] s'est posé, en 1934, la question : « La congélation assure-t-elle la conservation des principes actifs (hormones, ferments, etc...) des glandes et tissus d'animaux ? Peut-on utiliser les organes frigorifiés pour la fabrication des médicaments organothérapeutiques sans crainte d'obtenir des préparations insuffisamment actives ? »

Il cite quelques réponses qui sont affirmatives:

R. FABRE, au nom de la sous-commission du Codex, déclare:

« qu'on pourra utiliser pour la préparation des poudres opothé-
« rapiques les organes de provenance étrangère, frigorifiés à cœur,
« transportés et conservés à une température -7° c. à -8° c.

PIFFNER, VARS, BOTT et SWINGLE ont retiré une hormone corti-cale extrêmement active de surrénales congelées depuis cinq mois.

G. H. WHIPPLE et F. S. ROBSCHUIT-ROBBINS affirment la conser-vation de l'activité hémopoïétique du foie par la congélation:

« Nos foies furent conservés en frigorifiques jusqu'à utilisation,
« pendant deux à dix semaines. Maintes observations nous ont
« prouvé que leurs propriétés hématopoïétiques ne subissaient de
« ce fait aucune détérioration ».

Le Docteur André CHOAY, en 1932, au cours de la discussion qui suivit sa communication devant la Société de Pharmacie de Paris sur la conservation des propriétés biologiques dans les poudres opothérapiques a répondu à une question posée par un membre de la Société:

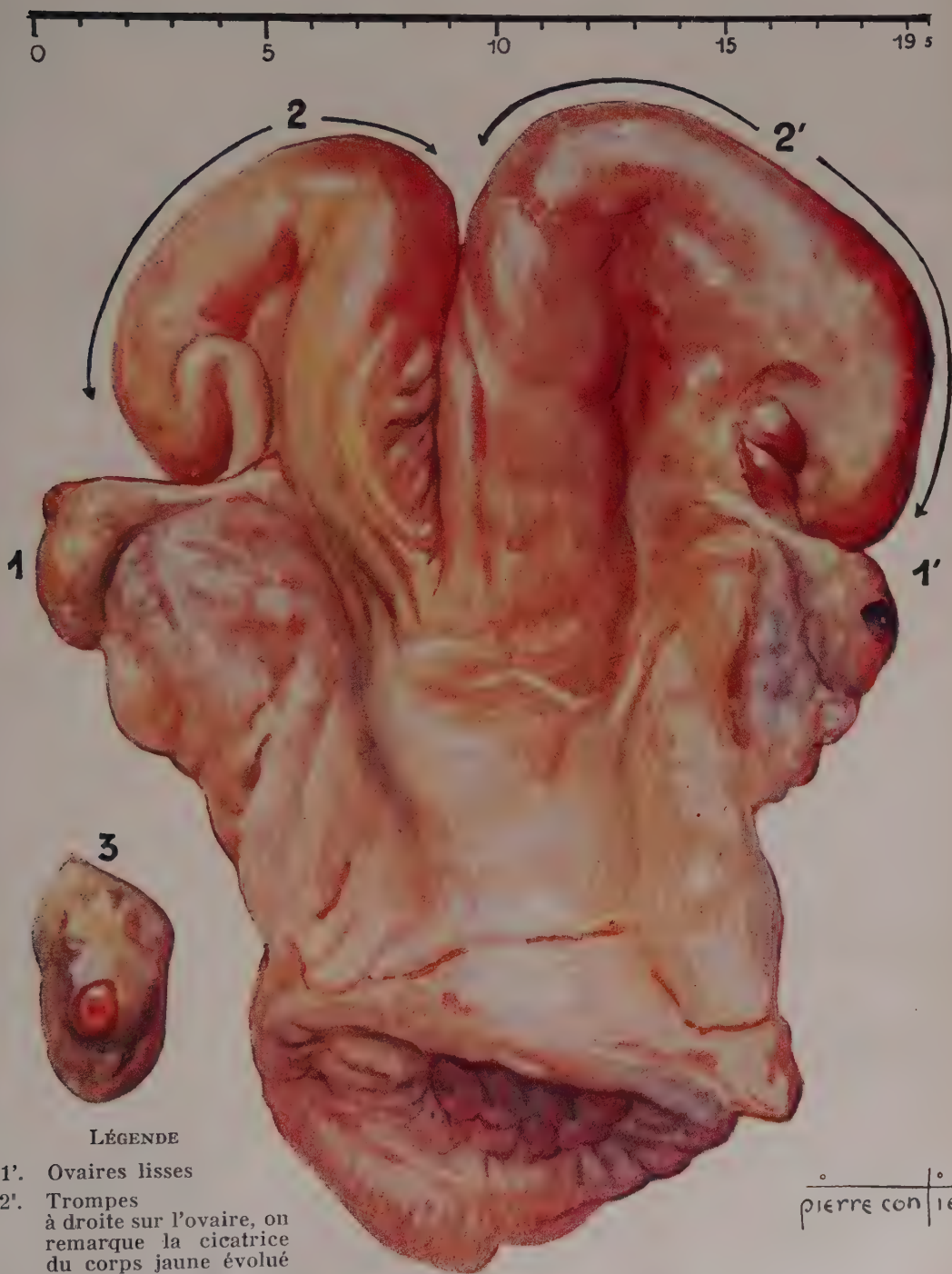
« que si l'organe le plus apte à la fabrication d'un médicament
« opothérapique est incontestablement l'organe physiologiquement
« frais, prélevé dès l'abatage de l'animal et aussitôt traité, l'organe
« congelé, bien préparé et bien conservé, constitue une matière pre-
« mière, en général, préférable aux organes abandonnés à eux-
« mêmes, ne fût-ce que pendant quelques heures, avant d'être livrés
« à la fabrication ».

Cet auteur, en collaboration avec Maurice CHOAY, constatait d'ailleurs récemment (1943) non sans un sentiment d'humiliation pour la technique française, que des organes, en provenance de Hollande ou d'Amérique, arrivaient, parce que congelés sur place au cours du travail d'abatage à la chaîne, « plus riches en hormones
« que des organes abandonnés douze à vingt heures, sur les pavés
« de La Villette avant d'être plus ou moins mis en glacière et fina-
« lement livrés comme un banal produit de triperie ».

De même O. BAILLY, au cours des années 1932 et 1933 a examiné des poudres de thyroïdes, de surrénales, de muqueuse gastrique et de pancréas: les unes préparées avec des organes frais, prélevés immédiatement après l'abatage aux abattoirs de La Villette; les autres congelés à cœur soit en Argentine, au Brésil, ou aux Etats-Unis. Les méthodes de dosage des principes actifs ont été celles de FABRE et PENAU pour l'iode total thyroïdien, celle d'HARINGTON et RANDOLL pour l'iode thyroïdien, celle de BAILLY adoptée par

PLANCHE VIII

Matrice de vache



LÉGENDE

- 1 1'. Ovaires lisses
- 2 2'. Trompes
à droite sur l'ovaire, on
remarque la cicatrice
du corps jaune évolué
- 3. Ovaire isolé avec son
corps jaune

° pierre con | ° tier

la quatorzième sous-commission du Codex pour l'adrénaline des surrénales. Pour la pepsine, la trypsine et l'amylase, c'est le procédé de titrage du Codex, auquel on a eu recours.

Les résultats moyens ont donné pour l'ensemble des animaux abattus:

a) à La Villette:

0,318 p. 100 pour le titrage de l'iode total thyroïdien.

0,128 p. 100 pour le titrage de l'iode thyroxinien.

b) à l'étranger:

0,445 p. 100 pour le titrage de l'iode total thyroïdien.

0,182 p. 100 pour le titrage de l'iode thyroxinien.

c) 1,2 p. 100 à 1,3 p. 100 pour le titrage d'adrénaline extraite de surrénales fraîches et congelées.

d) 250 comme moyenne de pepsine dans chacun des deux cas: muqueuse fraîche et muqueuse gastrique congelée depuis près de trois ans.

e) pour les pancréas de porc, les titrages ont été les mêmes avec les pancréas frais qu'avec les congelés.

Puisque les poudres d'organes préparées avec des organes congelés depuis plusieurs mois ont donné des pourcentages en iode supérieurs à ceux des poudres préparées avec des organes frais; puisque le titrage de l'adrénaline des surrénales fraîches et congelées à l'étranger est le même; puisque les titrages de la pepsine sont les mêmes dans les deux cas, la preuve est faite que la congélation assure bien la conservation des organes et que ceux-ci peuvent être utilisés pour la fabrication des médicaments organothérapiques.

Reste à savoir s'il est utile, nécessaire, indispensable d'employer des températures aussi basses pour tous les organes animaux. Certains auteurs prétendent que non. C'est un problème que nous posons, laissant à d'autres le soin de le solutionner pour les organes à principes actifs isolés tout au moins.

En outre, y a-t-il, pour certains organes, une limite dans la durée de leur conservation? La réponse ne peut en être donnée que par le temps.

L'intérêt de congeler les organes immédiatement après leur cueillette et leur épluchage est indiscutable; mais comme ils doivent être congelés à cœur, cette congélation doit-elle se faire len-

tement ou rapidement ? Cette question est très importante car elle constitue en quelque sorte le premier stade de la fabrication des produits organothérapiques et conditionne le « devenir » des organes séparés de l'animal sur lequel ils ont été prélevés. Il faut attacher une très grande importance à la congélation, car c'est de cette opération que dépend la valeur de la matière première qui, si elle est médiocre, ne donnera que des produits moins que médiocres; quelle que soit la qualité des procédés et des techniques de préparation, Maurice CHOAY déclare qu'il faut, pour l'obtention d'une bonne matière première, congeler vite et fort et que la température de -20° c. est celle qui évite les modifications néfastes qui se produisent au-dessus.

La congélation des tissus organiques assure leur stabilisation chimique et celle des fermentations; mais elle ne régénère pas les produits altérés.

En conclusion, la conservation des organes animaux est assurée par l'action du froid à -20° c. mis en jeu immédiatement après leur prélèvement sur des animaux sélectionnés, contrôlés par le service vétérinaire avant et après l'abatage. Cette opération doit être faite rapidement. Les organes congelés à -20° se conservent bien dans les salles de stockage maintenues régulièrement à -12° c., voire à -7° c. ou -8° c. Tel est également le point de vue des Américains.

Pour ce faire, il faut que les installations frigorifiques soient contiguës aux centres d'abatage d'importance appropriée.

Au début de l'utilisation des organes animaux en thérapeutique, certains ramasseurs ont utilisé des bouteilles thermos refroidies au plus bas possible. C'est ainsi que des fabricants parisiens récoltaient et transportaient il y a vingt ans des glandes recueillies à Marseille.

Le problème de la congélation des organes animaux a été fort bien exposé par Maurice CHOAY dans la conférence qu'il a faite à la Maison de la Chimie le 6 novembre 1941. [7]

Congeler vite et fort pour assurer la pénétration à cœur du froid, tel est le but que ne doit pas perdre de vue le ramasseur d'organes. Il faut aussi accumuler et maintenir le froid pour permettre le transport des organes, toutes opérations qui rentrent dans la mission du collecteur d'organes.

Dans cette conférence, M. CHOAY, après avoir exposé les difficultés actuelles communes à l'industrie en général, à toute l'industrie pharmaceutique, en particulier et même celles spéciales à l'indus-

trie opothérapique, a entretenu son auditoire de « *l'équipement frigorifique des abattoirs métropolitains en vue de la récolte des organes* ».

Nous aurions pu analyser simplement ce passage de la conférence Choay; mais en raison de l'importance et de l'intérêt que revêtent la conservation et le transport des produits animaux organothérapiques, nous avons préféré le publier in-extenso.

« A. — NÉCESSITÉ DE LA RÉCOLTE AVEC CONGÉLATION: SON INTÉRÊT ET SES CONSÉQUENCES BIOLOGIQUES.

« La récolte avec congélation est, il convient de le préciser, le
« *premier stade de la fabrication des produits opothérapiques*,
« stade très délicat, trop souvent méconnu ou négligé. Sa bonne exé-
« cution conditionnera toute la suite des opérations, car avec une
« matière première médiocre, les meilleurs procédés de fabrication
« ne donneront jamais que des produits moins que médiocres.
« Aussi la question de la récolte paraît-elle suffisamment impor-
« tante pour justifier une parenthèse assez longue au cours de
« laquelle il sera tenté d'entrevoir le devenir des tissus après la
« mort et l'action du froid sur ce devenir.

« La mort des tissus suit rapidement et de façon progressive la
« mort de l'animal auquel ils appartiennent: la désorganisation qui
« en résulte se traduit par un changement du *pH* du cytoplasme,
« par des modifications des échanges de cellule à cellule et par
« l'action des diastases, surtout les protéolytiques, qui s'étend de
« proche en proche: la porte est ainsi ouverte à l'autolyse que ne
« manquent pas d'accompagner des fermentations bactériennes dont
« la récolte des organes fournit forcément l'occasion.

« Même si les tissus sont maintenus au froid moyen et semblent
« se conserver, de profondes transformations apparaissent cepen-
« dant et que reflètent, en particulier, la rancidité des lipides et les
« modifications des pigments.

« *a) Rancidité des lipides.* — Elle commence par les non-saturés
« naturellement, se traduisant par une augmentation d'acidité, due
« à une saponification d'origine lipasique, par une oxydation avec
« fixation d'oxygène sur les molécules d'acide gras (entraînant une
« diminution de l'indice d'iode) et par formation possible d'acro-
« léine; plus basse est la température, surtout s'il y a absence de
« ventilation, plus faible est le processus qui, pratiquement, est

« stabilisé vers -20° ; il y a lieu de retenir, pour l'instant, cette
« notion et ce chiffre de -20° .

« *b) Modification des pigments.* — Leur coloration passe au brun
« par oxydation de l'hémoglobine en oxyhémoglobine, puis en met-
« hémoglobine; les travaux de Piettre et Vila sur l'oxyhémoglobine
« cristallisée ont montré que l'influence de l'oxygène dans le brunis-
« sement est très faible comparée à celle de la température: vers
« -20° , la couleur peut demeurer longtemps inchangée et la dessic-
« cation effectuée à cette température n'entraîne aucune modifica-
« tion de la solubilité du produit, ce qui prouve le maintien de son
« intégrité; ainsi se confirme la notion précédemment indiquée à
« laquelle vient s'en ajouter une autre: si un tissu, un muscle par
« exemple, est resté quelque temps exposé à la chaleur, avant d'être
« refroidi, les modifications de l'hémoglobine une fois amorcées se
« poursuivent inéluctablement par la suite, même à basse tempé-
« rature.

« Des deux notions ainsi entrevues, on peut donc conclure, en
« étendant au domaine de l'opothérapie, qu'il faut, pour l'obtention
« d'une bonne matière première, congeler vite et fort.

« Mais quelle sera l'influence de la congélation sur les tissus orga-
« niques ? Elle entraînera :

« 1°. — La cristallisation de l'eau y contenue, avec augmentation
« de son volume pouvant provoquer des éclatements qu'on observe
« très bien dans les fibres musculaires; mais en refroidissant plus
« ou moins progressivement et à plus ou moins basse température,
« on constate que la congélation lente favorise la formation de
« grands cristaux ayant eu le temps de se nourrir et entraînant, par
« suite, d'importants désordres tissulaires ainsi que la séparation de
« l'eau libre et de l'eau colloïdalement libre; il en résulte une con-
« centration des substances salines, des acides et des bases, toutes
« conditions capables de modifier, physiquement tout au moins, les
« protéines en présence; tandis que la congélation rapide, s'accom-
« pagnant de la formation de micro-cristaux, n'entraîne qu'un mini-
« mum de modifications; « l'idéal serait donc d'effectuer la congéla-
« tion avec une telle rapidité que l'eau se trouve solidifiée dans l'état
« de division où elle se trouve au sein des liquides biologiques » :
« ainsi rejoignons-nous l'intérêt du « vite et fort » déjà signalé.

« 2°. — Une cryoconcentration résultant du fait que la séparation
« de l'eau en cristaux glacés entraîne la concentration du liquide
« qui s'enrichit en colloïdes et en électrolytes minéraux et organi-

« ques; là encore les recherches de Plank, qui a étudié les diverses
« étapes du phénomène, montrent qu'à une certaine température
« correspondant à la congélation de l'eau liée biochimiquement et
« qui se situe aussi vers -20° , la séparation de la glace s'effectue
« avec d'autant moins de chance de détruire l'état colloïdal qu'il y
« a eu formation de plus fins cristaux.

« 3°. — Une dénaturation des protéines; en réalité, il y a peu de
« protéines qui ne se redispersent pas complètement après décongé-
« lation: la plupart ne présentent pas d'irréversibilité et ne don-
« nent lieu à aucune floculation, quel que soit le nombre de congé-
« lations et de décongélations successives, quelles que soient égale-
« ment les températures atteintes; aussi, lorsque l'eau résultant de
« la décongélation des tissus n'est pas entièrement réabsorbée par
« eux et tend à s'écouler, c'est qu'il y a eu surtout modification de
« l'organisation cellulaire à la faveur de la formation de gros cris-
« taux; tandis que l'eau des micro-cristaux, surtout lorsque la
« décongélation est lente, peut être résorbée presque intégralement
« par les colloïdes présents, gonflant les micelles protéiques pour
« assurer leur dispersion et reprenant sa place dans les cellules. Il
« est intéressant, dans cet ordre d'idée, de comparer deux lots de
« glandes dont l'un a été congelé rapidement à basse température
« et dont l'autre n'a subi qu'une congélation lente à -5° : après
« avoir été ramenées à la température ordinaire, les glandes du
« premier lot apparaissent comme fraîches, tandis que celles du
« second sont devenues flasques et suintantes.

« 4°. — Une dessiccation appréciable; en effet, l'existence de ten-
« sions de vapeur d'eau, si faibles soient-elles, ne sont tout de même
« pas nulles à basse température: évaluée à 4,6 mm. de Hg à 0° , la
« tension est encore de 0,84 mm. à -20° ; il y a alors sublimation
« lente de l'eau qui va se déposer en neige sur les éléments les plus
« froids de l'ambiance: ce phénomène peut permettre une dessicca-
« tion totale d'une substance disposée en couches minces: il a été
« utilisé, par exemple, pour la préparation de la sérum-albumine
« cristallisée de Piëtre en l'absence de sel. Pour des masses épaisses,
« la dessiccation, quoique ne s'opérant qu'en surface, n'est pas
« négligeable; elle peut entraîner, au bout de quelques semaines,
« une perte de poids de 5 à 6 p. 100 et même de 8 p. 100, s'il y a, en
« même temps, ventilation; cette dessiccation entraîne une concen-
« tration qui a pour résultat un nouvel abaissement de la tempéra-
« ture de gel.

« Il convient d'observer, pour clore cette longue parenthèse, qu'indubitablement la congélation des tissus organiques assure :

« a) Une stabilisation chimique, non seulement des lipides, comme il a été dit, mais également des protéines sur lesquels l'action des bases alcalines devient alors négligeable.

« b) Une véritable stabilisation des fermentations, aussi bien diastasiques que bactériennes : mais là aussi, il faut insister sur la nécessité d'agir vite car l'action du froid ne saurait rendre leur virginité à des produits en puissance d'altération.

« A tous points de vue donc, il n'est pas inutile de le répéter, le maintien de l'intégrité des matières premières destinées à l'opothérapie exige, dès la mort de l'animal, une congélation rapide et à très basse température ; et ce n'est sans doute pas par hasard que la même formule a été préconisée, il y a quelques années, par les Américains, sous le nom de « quick freezing », pour assurer, selon le procédé de Clarence Birdseye, la stabilisation et la conservation parfaite de la viande.

« B. — MATÉRIEL.

« Ceci posé, les principaux éléments constitutifs du matériel proposé qui a pour but de réaliser, dans le domaine restreint de l'opothérapie, la chaîne frigorifique se présentent de la façon suivante :

« 1°. — L'APPAREIL DE CONGÉLATION.

« a) *Description et fonctionnement* : Premier maillon de la chaîne et clef de voûte de l'ensemble, il a pour but la stabilisation des organes par le froid ; il permet la congélation et la conservation sur place, à basse température, des organes dont certains, les pancréas en particulier, sont préalablement débarrassés des tissus étrangers qui y adhèrent, c'est-à-dire disséqués ou, selon le langage adopté, épluchés. Il permet également l'accumulation et le maintien durable du froid dans des récipients appropriés et destinés à circuler ; on a donc recherché la création, dans le même appareil si possible, de froid statique et de froid transportable, capable d'étendre ses bienfaits à toute une région.

« M. Platon, Ingénieur aux Etablissements L. M. T., s'est inspiré en partie de documents et d'indications fournies par l'Institut International du Froid (1) dont il n'est pas mauvais, à cette occa-

(1) L'Institut International du Froid publie le journal « FROID », organe mensuel dans lequel l'auteur de la thèse a puisé de multiples et intéressants renseignements. Administration, 254, rue de Vaugirard, Paris (XV°).

« sion, de rappeler non seulement l'existence mais aussi la grande
« utilité pour la science, la technique et les applications du froid.

« L'appareil, de dimension moyenne, est en bois (le métal, même
« ferreux, est rare) et le froid y est obtenu au moyen d'un petit
« compresseur à haut rendement disposé à sa partie inférieure, par
« détente directe au niveau de trois plaques dites « plaques de con-
« gélation » permettant de congeler par contact. L'ensemble com-
« porte quatre compartiments: les trois compartiments supérieurs
« correspondent aux plaques et sont en principe réservés à la congé-
« lation; le compartiment inférieur, de dimensions plus grandes,
« sert à la conservation, dans une ambiance très froide, des organes
« préalablement congelés sur les plaques. Les trois premiers com-
« partiments, dans la mesure où ils ne servent pas à la congélation,
« peuvent également participer à la conservation. A noter que la
« construction de cet appareil présente une double étanchéité à l'ou-
« verture puisque chaque compartiment comporte un portillon indé-
« pendant; la réalisation en a d'ailleurs été assez délicate, le gel de
« l'eau de condensation, presque immédiat pour des températures
« aussi basses, ayant tendance à s'effectuer dans l'espace compris
« entre le cadre interne et les portillons et à s'opposer ainsi à leur
« ouverture. Le calorifugeage de l'appareil a été particulièrement
« soigné, réalisé sur une épaisseur de 12 cm. avec du liège aggloméré.

« Le compresseur doit normalement fonctionner au fréon qui est,
« rappelons-le, du dichlorodifluorométhane CCl_2F_2 , produit inin-
« flammable, non corrosif et qui bout à -30° sous la pression
« atmosphérique; mais, faute de fréon, il fonctionne actuellement
« avec du chlorure de méthyle dont le rendement ne lui est inférieur
« que de 10 p. 100 environ.

« Avec fonctionnement au chlorure de méthyle, les chiffres sui-
« vants ont pu être obtenus, pour une température extérieure de 15° :

« — température des trois chambres de congélation: -25° ;

« — température de la chambre de conservation: -20° ;

« — capacité de congélation en une heure: 10 kg.

« — capacité de congélation au cours d'abatages moyens: 20 à
25 kg.;

« — capacité de conservation: 100 kg.;

« — puissance utilisée: $1/2$ cheval.

« L'intérêt très réel de cet appareil c'est qu'il permet, grâce au
« contact avec la paroi très froide des plaques, une congélation
« exceptionnellement rapide (à peine une heure), sans courant d'air,
« donc sans risque d'oxydation, oxydation qui pourrait ne pas être

« négligeable, au début de l'opération surtout, quand la substance
« n'est pas encore refroidie, et sans altération de la matière grâce
« à l'obtention d'une congélation en micro-cristaux, n'entraînant
« pas la lacération des tissus: l'appareil fonctionne donc dans les
« conditions les moins dommageables pour les organes, d'après ce
« qui vient d'être exposé.

« *b) Résultats obtenus:*

« Si l'on examine quelques produits stabilisés par le froid, obtenus
« au moyen du meuble en question et qui ont épousé la forme
« des moules dans lesquels ils ont été congelés, on est frappé de
« leur couleur presque appétissante, rappelant de façon étonnante
« la couleur de l'organe tel qu'on le prélève quelques minutes après
« la mort de l'animal; il n'est pas sans intérêt de savoir que cette
« couleur se maintient dans l'ambiance à -20° pendant plusieurs
« semaines, révélant ainsi, d'un simple coup d'œil, la parfaite conservation
« des principes glandulaires, conservation que viennent
« confirmer les titrages effectués.

« La couleur des surrénales est particulièrement démonstrative:
« une coupe de celles-ci permet d'apprécier la teinte très claire de
« la partie médullaire: l'adrénaline qu'elle comporte n'y est évidemment
« pas oxydée et, au bout de quelques semaines, la même coupe
« présentera une couleur sensiblement identique.

« Une question se pose toutefois: n'y a-t-il pas, malgré ce qui a
« été dit, de contre-indication au gel trop rapide des tissus prélevés
« immédiatement après la mort des animaux? Il convient ici de
« rappeler les travaux de Leulier et Mouriquand et de Leulier et
« Gojon: ces auteurs ont trouvé que les capsules surrénales se révelaient
« plus riches en adrénaline après vingt-quatre heures de séjour,
« sous vide il est vrai, comme si l'adrénaline s'élaborait peu à peu
« à partir d'un complexe assez lâche. Mais si le même phénomène
« a pu être observé pour l'insuline des pancréas dont la période
« d'extraction la plus favorable pourrait réclamer une période d'élaboration
« préalable, une sorte de « mûrissement », il nous faut,
« par ailleurs, tenir compte des récentes communications de
« Mlle Vinet sur l'adrénaline virtuelle et, avant de conclure sur des
« questions aussi propres à attirer la controverse, il y aurait lieu
« de savoir si le produit considéré comme « masqué » ne l'est pas
« simplement vis-à-vis de certains réactifs ou vis-à-vis de certaines
« techniques d'extraction.

« Quoi qu'il en soit, il pourrait être souhaitable de rechercher,
« pour l'utilisation au laboratoire, la période correspondant à la

PLANCHE IX

Foie de bœuf



LÉGENDE

1. Vésicule biliaire

« plus grande formation de principes actifs, d'hormones, et qui
 « s'inscrit après leur libération des complexes labiles et avant la
 « cadavérisation: dans la pratique, on peut admettre que le délai
 « mis par les récolteurs à effectuer leur prélèvement et éventuelle-
 « ment le séjour en chambre froide suffisent largement à atteindre
 « le stade de la libération des produits physiologiquement actifs à
 « partir des complexes labiles qui pourraient les enchaîner à
 « l'origine.

« Quelle peut être la capacité d'utilisation de l'appareil précédem-
 « ment décrit ? Calculant en bovins et ne considérant que les glan-
 « des nobles ainsi que le pancréas, dont les poids sont respective-
 « ment les suivants:

« Hypophyse (non épluchée)	5 g.
« Ovaires (non épluchés)	12 g.
(en supposant des abatages équivalents pour les bœufs et pour les vaches)	
« Surrénales (non épluchées)	25 g.
« Thyroïdes (épluchées)	15 g.
« Pancréas (épluché)	200 g.

« il pourra facilement absorber cinquante bêtes par jour aux fins
 « de congélation et effectuer l'accumulation et la conservation des
 « organes correspondant à deux semaines d'abatage.

« Si on compte en pancréas seuls, on arrive à 150 kg. par mois:
 « c'est dire qu'avec l'utilisation d'une quarantaine d'appareils sem-
 « blables, on parviendrait à doubler la quantité de pancréas récoltés
 « et à tripler le nombre de flacons d'insuline obtenus, les rende-
 « ments en insuline augmentant beaucoup avec la congélation à
 « basse température.

« Jusqu'à plus ample informé donc, l'équipement frigorifique pro-
 « posé peut seul, en matière de pancréas, assurer la quantité et la
 « qualité qui font défaut jusqu'ici, et résoudre l'angoissant pro-
 « blème du traitement des diabétiques, sans que se poursuive la
 « recherche de décevantes importations.

« A côté de l'appareil standard, un appareil nettement plus petit
 « est prévu pour des centres abattant moins de cinq cents bêtes par
 « mois; également un appareil deux fois plus important susceptible
 « d'équiper des centres de mille bêtes et plus par mois, centres dont
 « les chambres froides, parfois correctes, ne présentent cependant
 « pas une température suffisamment basse pour l'obtention d'un
 « gel rapide, n'atteignant pas, en particulier, la température de

« —15° exigée pour la récolte des pancréas par l'arrêté du 19 mars
« 1941, et qui ont souvent le très grave inconvénient d'être trop
« éloignées des abattoirs pour permettre la congélation peu de
« temps après la mort de l'animal. Il n'est pas inutile d'ajouter que
« le meuble standard a été utilisé pour la congélation de gros abats,
« les foies par exemple: la durée de congélation est plus longue,
« mais satisfaisante; il est d'ailleurs recommandé, dans ce cas par-
« ticulier, d'opérer le refroidissement en deux temps, d'abord quel-
« ques heures vers 0°, puis à —20°: on évite ainsi la formation,
« dans les couches superficielles, d'une croûte de glace isolante,
« mauvaise conductrice vis-à-vis des parties profondes. Utilisé aussi
« pour la congélation des boyaux de moutons qui, après un séjour
« prolongé à température très basse, demeurent parfaitement aptes
« à la préparation des catguts.

« 2°. — LA MALLETTE ISOTHERME POUR RÉCOLTE.

« Elle a été également établie par la maison L. M. T. sur les indi-
« cations du conférencier.

« D'un poids réduit (10 kg. environ), donc transportable, c'est un
« récipient particulièrement isolé dans lequel les organes sont intro-
« duits au fur et à mesure de leur récolte à travers une trappe et
« dont la source de froid est constituée par des briquettes eutecti-
« ques: le fabricant appelle ainsi des récipients remplis d'alcool à
« faible titre susceptible de geler vers —20°. On dispose d'abord ces
« briquettes sur les plaques de congélation du meuble frigorifique;
« elles accumulent alors une quantité de froid évaluée, par litre de
« liquide, à 92,5 frigories, qu'elles sont naturellement toutes dispo-
« sées à céder aux ambiances de températures plus élevées dans
« lesquelles on les place. Cette cession s'effectue quantitativement
« de la façon suivante:

« — état solide: 2,5 frigories correspondant au réchauffement de
« —25° à —20°;

« — état solide + état liquide: 70 frigories correspondant à la
« décongélation à —20°;

« — état liquide: 20 frigories correspondant au réchauffement
« de —20° à 0°.

« Disposées à raison de trois éléments de 1 litre 20 dans la mal-
« lette pour récolte préalablement refroidie, les briquettes y main-
« tiennent, pendant un certain temps, un froid appréciable et elles
« sont capables d'y refroidir profondément et d'y maintenir à une

« température abaissée de 20° environ au bout de 36 heures, un
 « poids de glandes préalablement et extemporanément épluchées
 « représentant la moitié du liquide accumulateur de froid qu'elles
 « contiennent, c'est-à-dire 1 kg. 500 à 2 kilogrammes.

« Difficilement applicable aux pancréas qui exigent un volume
 « plus grand et une température plus basse, la mallette en question
 « permet par contre la récolte des petites glandes, les glandes nobles
 « (thyroïdes, hypophyses, surrénales, ovaires), dans les très petits
 « centres qui peuvent être aisément reliés à de plus grands centres
 « équipés de meubles frigorifiques. Dans ces très petits centres, les
 « abatages n'ayant souvent lieu que deux jours consécutifs par
 « semaine, le schéma d'utilisation de la mallette en question est
 « alors le suivant:

« 1^{er} jour:

« — départ du centre équipé d'un
 meuble frigorifique 7 h., temp.: —20°
 « — récolte des glandes de 15 bêtes 8 à 10 h., » : —10°

« 2^{me} jour:

« — avant réutilisation 7 h., temp.: —3°
 « — après récolte des glandes de 15
 bêtes 8 à 10 h., » : +4°
 « — retour au centre équipé d'un
 meuble frigorifique 17 h., » : +8°

« Les glandes qui, à ce moment, n'ont pas encore subi d'autolyse
 « sont alors congelées dans l'appareil frigorifique précédemment
 « décrit.

« Ce n'est évidemment qu'un pis-aller, mais très supérieur à ce
 « qui avait été tenté auparavant et qui doit permettre une récupéra-
 « tion appréciable et dans un état réellement suffisant que peut
 « prouver, en particulier, le titrage de solutions préparées à partir
 « du lobe postérieur de l'hypophyse, glande qui fait particulièrement
 « défaut aux fabricants de produits opothérapiques.

« Si l'on aborde maintenant l'étude du second maillon de la
 « chaîne frigorifique, le transfert à basse température des organes
 « congelés, on peut envisager, pour les petites quantités:

« 3°. — LA MALLE ISOTHERME DE TRANSPORT.

« C'est un récipient solide, pratique, calorifugé de façon très
 « sérieuse, tout en demeurant économique.

« Comment peut-on réaliser un calorifugeage efficace et économique ? Il convient de rappeler que la chaleur peut se transmettre par conductibilité, rayonnement et convection, et que le coefficient de conductibilité peut varier de 360 cal./m² pour l'argent, à 0,30 pour les bons calorifuges, 0,50 pour l'eau, 0,02 pour l'air.

« On sait, d'autre part, que le corps noir absorbe la totalité des radiations calorifiques qu'il reçoit et les restitue intégralement; à l'opposé, grâce à ses faces argentées, le vase de Dewar qui ne donne aucune prise à la conductibilité du fait du vide qui règne entre ses deux parois, serait évidemment le meilleur isolant, mais il est inapplicable en pratique. On l'imite assez bien en empilant des métaux brillants et froissés: les alvéoles ainsi réalisées contiennent de l'air dont la conductibilité est faible. En multipliant ces alvéoles qui deviennent alors très petites, on évite la transmission par convection, cependant que la conductibilité du métal lui-même n'intervient qu'au minimum; mais on manque de métal: on s'adressera donc à un matériau qui, à défaut d'un nombre très grand d'alvéoles, présentera un coefficient de conductibilité faible: tel est le cas du liège en grains agglomérés par pyrogénéation et qui est utilisé dans le congélateur de glandes. Mais, dans le cas particulier de la malle isotherme de transport, il faut également tenir compte du prix du matériau, de son épaisseur conditionnant le volume de l'emballage, de son poids qui intervient dans la proportion du poids mort de cet emballage et de sa « tenue » dont peut dépendre la structure de l'ensemble. Ces considérations ont fait choisir, comme isolant pratique et bon marché, un assemblage de coussins constitués de couches superposées de carton ondulé, séparé par un papier sulfurisé ou par du carton bakélinisé de la masse congelée des glandes: il est en effet indispensable que le calorifuge soit préservé de l'humidité, car l'eau étant vingt-cinq fois plus conductrice de la chaleur que l'air, le remplacement de l'air par de l'eau dans les alvéoles serait catastrophique.

« Ainsi calorifugées, les malles de transport, pour une température extérieure de 15° et, pour une quantité d'organes de l'ordre de 40 à 50 kg., ne se réchauffent quotidiennement que de 3 degrés. C'est dire qu'une expédition partie vers —15° (en tenant compte d'un petit réchauffement au cours du chargement, quoi qu'il soit recommandé au récolteur de refroidir la malle avant son utilisation) doit arriver à une température nettement inférieure à —5°, donc sûrement à l'état congelé si la durée du transport n'excède pas trois jours, temps maximum des trajets par service rapide.

« On peut d'ailleurs améliorer la sécurité de la malle en question
« en y disposant une ou deux briquettes eutectiques réparties dans
« le sein de la masse d'organes.

« Le transport des petites quantités d'organes congelés paraissant
« ainsi résolu, l'acheminement de quantités plus importantes con-
« duit à envisager des véhicules, isothermes aussi et si possible
« autorefroidis, ou plus simplement préréfrigérés. Dans cet ordre
« d'idées, on pourra utiliser soit des camions préréfrigérés, soit des
« wagons frigorifiques.

« 4°. — CAMIONS PRÉRÉFRIGÉRÉS.

« D'une réalisation reportée à des temps meilleurs, la préréfrigé-
« ration s'y effectuera par passage dans la caisse d'un courant d'air
« froid obtenu au moyen d'un appareil réfrigérant à grand ren-
« dement.

« 5°. — WAGONS FRIGORIFIQUES.

« Ils sont difficiles à obtenir en ce moment et leur temps de trajet
« est parfois bien long. En été, leur refroidissement avant usage
« n'est guère possible qu'avec la neige carbonique dont la province
« est souvent démunie à l'heure actuelle, et la glace qu'on y dispose
« parfois n'a que des effets illusoires, disproportionnés, étant donné
« la quantité mise en œuvre et sa température, avec le but poursuivi.

« Un seul mot au sujet du troisième chaînon de la chaîne frigori-
« fique, l'entreposage frigorifique: il n'est pas indispensable puisque
« le transport peut s'effectuer directement aux laboratoires qui sont,
« pour la plupart, équipés au point de vue froid; on pourrait l'en-
« visager éventuellement comme une sorte de grande chambre
« réfrigérée où s'effectueraient la répartition.

« C. — ORGANISATION SCHÉMATIQUE DE LA RÉCOLTE EN PROVINCE AU MOYEN DU MATÉRIEL DÉCRIT.

« Elle permettra d'utiliser au mieux les éléments composant ce
« matériel. On peut classer, selon leur importance, les centres d'aba-
« tages en grands centres, centres moyens, petits et très petits
« centres.

« 1°. — *Les grands centres d'abatage.* — Ce sont ceux dans les-
« quels sont abattus, à l'heure actuelle, plusieurs milliers de bêtes
« par mois. Ils sont très rares, limités à nos plus grandes villes,
« Lyon, Marseille, Bordeaux, et sont à peu près équipés au point
« de vue froid.

« C'est dans ces grands centres, où viendraient converger les récoltes congelées des centres moyens et des petits centres régionaux, qu'il pourrait y avoir intérêt à installer des dispositifs de préréfrigération pour des camionnettes isothermes susceptibles d'effectuer le transport dans un délai particulièrement réduit.

« 2°. — *Les centres moyens.* — Ils abattent environ un millier de bêtes par mois et sont généralement très mal équipés; il convient donc d'y disposer des meubles frigorifiques. Le renouvellement du contenu de l'appareil s'y effectuera d'autant plus souvent que son chargement quotidien sera plus important et que l'abatage y sera également plus fréquent. Bien entendu, le transfert des organes récoltés et congelés dans ces centres à destination, soit des grands centres aux fins de centralisation, soit des laboratoires aux fins d'emploi immédiat, s'effectuera au moyen de malles isothermes de transport de dimensions appropriées.

« 3°. — *Les petits centres.* — Ce sont des centres assez nombreux abattant environ cinq cents bêtes par mois et qu'on peut avoir également intérêt à équiper en meubles frigorifiques. Ce qui vient d'être dit pour les centres moyens concernant la cadence du renouvellement de son contenu et le transport de celui-ci vaut également pour les petits centres.

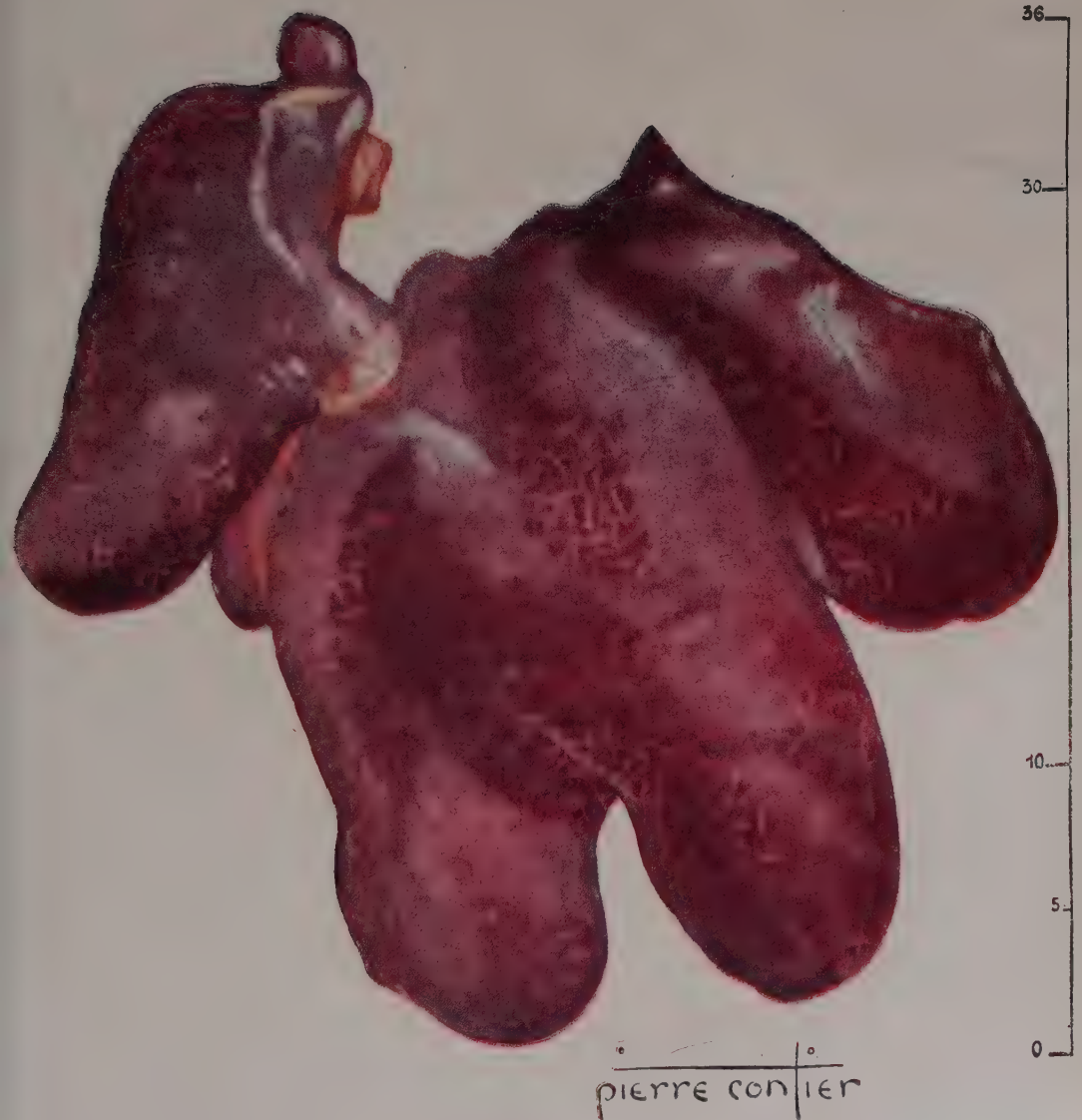
« 4°. — *Les très petits centres.* — Ce sont ceux dont l'importance de l'abatage est de l'ordre de trois cents bêtes par mois. Selon leur nature et selon leur plus ou moins grand éloignement d'un petit centre, ils peuvent être équipés soit d'un petit meuble frigorifique, soit d'une mallette à récolte. L'emploi de celle-ci sera particulièrement indiqué lorsque le très petit centre d'abatage présentera tout de même une importance suffisante, fonctionnera à raison de un ou deux jours consécutifs par semaine, et sera suffisamment proche d'un petit centre ou d'un centre moyen pour que le transport puisse être effectué rapidement par chemin de fer ou plus simplement par bicyclette, à défaut de moyens mécaniques ».

On pourra ainsi satisfaire la conservation et le transport des éléments recueillis dans les grands centres d'abatage, les centres moyens, les petits et très petits centres correspondant respectivement aux abatages mensuels de plusieurs milliers de bêtes, d'un millier, cinq cents et trois cents.

Enfin, il y a lieu d'envisager les possibilités des grands frigorifiques susceptibles d'emmaganiser plusieurs tonnes, et même des

PLANCHE X

Foie de porc



centaines de tonnes, dans des chambres de stockage à environ —12° c.

Tout cela serait très bien si on trouvait facilement le matériel décrit ci-dessus et si l'équipement français des grands frigorifiques était judicieusement réparti sur le territoire métropolitain. Or, il n'en est rien : les appareils PLATON-CHOAY n'ont été construits qu'en très petit nombre ; les grands frigos n'ont un intérêt que très relatif en temps de paix en raison des facilités de transport par fer et par route, de sorte que, en temps de guerre, où ils sont appelés à rendre de grands services, leur répartition est telle qu'ils peuvent à peine servir, que la force électrique faisant souvent défaut, ils sont neutralisés et peuvent même être des objectifs importants pour les attaques aériennes.

D'autre part, ces grands frigorifiques n'ont pas été construits pour les besoins de l'organothérapie. Ils sont plus généralement destinés à la conservation des beurres, des œufs et autres produits alimentaires. Comme conséquence, les températures minima qu'ils sont susceptibles de produire n'atteignent que rarement —15° c. et plus rarement encore au-dessous. Les autres donnent du —6° c. à —12° c.

Là où il n'y a pas de frigorifique, on réunit les glandes dans de petits bacs que l'on place à proximité des frigorifères. Dans cette situation, elles se trouvent dans des conditions d'attente pour gagner le frigorifique aussi tôt que possible.

Quand on a à sa disposition un frigorifique qui donne du —15° c. et au-dessous, on réunit les glandes de même nature (surrénales, ensemble ; hypophyses, ensemble ; thyroïdes, ensemble, etc., etc.) en les enveloppant dans du papier sulfurisé pour constituer un gâteau de faible épaisseur et de 40 cm. de long sur 20 cm. de large. Ces glandes sont vite congelées à cœur. Le papier sulfurisé intervient pour empêcher l'oxydation et par voie de conséquence la détérioration des principes actifs.

Quant au mélange de glace pilée et de sel, il ne peut intervenir que pour le transport à faible distance. En tout cas, il faut éviter le contact des organes avec ce mélange réfrigérant.

Une remarque s'impose, c'est que les centres d'abatage sont assez rarement installés en pays de production et qu'ils sont en outre fréquemment éloignés des frigorifiques. Cependant, nous avons pu constater récemment une amélioration notable à ce sujet. C'est ainsi qu'à Villefranche-d'Allier, le frigorifique de construction récente qui peut stocker quatre cents tonnes de viande, est accolé

au centre d'abatage avec lequel il est en communication directe par mono-rail. Il peut donner du -35° c. Un frigorifique sera installé spécialement pour la congélation à -20° c. et le stockage des produits animaux destinés à l'organothérapie. S. O. R. G. A.

Nous avons également appris que des frigorifiques ne pouvant actuellement produire que du -10° c./ -12° c. vont être transformés pour pouvoir donner du -20° c./ -25° c. Ces chiffres ne sont d'ailleurs donnés qu'à titre documentaire; ils sont fonction soit du quantum de matières à réfrigérer, soit des obligations de conservation de cette matière.

En résumé, il s'avère indispensable de créer, en France, un plan d'équipement du froid.

CHAPITRE IV

LA LÉGISLATION DES PRODUITS ORGANOTHÉRAPIQUES

La législation qui régit l'organothérapie est très abondante. Elle l'est d'autant plus que, dans les circonstances actuelles, la matière première faisant défaut, il a fallu réglementer la production et la répartition des organes animaux au même titre que les produits alimentaires et que, d'ailleurs, tous les produits industriels.

Comme conséquence première, de nombreux organismes nouveaux ont été créés soit à titre provisoire, soit à titre permanent; ces derniers en nombre restreint. Il y a même interpénétration entre ces organismes, plusieurs branches professionnelles ayant affaire avec d'autres.

Tout d'abord, avant l'armistice de 1940, toutes les activités industrielles et commerciales étaient commandées par les besoins impérieux de la guerre. Au moment de la « mise bas les armes », le pays était complètement désorienté. Il fallait passer de l'état de guerre, sinon à l'état de paix, du moins se mettre dans une situation telle que les obligations imposées par l'armistice soient satisfaites en même temps qu'on assurerait les activités nouvelles pour satisfaire aux besoins nationaux. Ce fut un énorme bouleversement.

C'est dans ces conditions, rendues plus difficiles encore du fait de la ligne de démarcation, que, le 16 août 1940, le Gouvernement adressait au Chef de l'Etat un rapport sur la situation nationale montrant l'obligation de réorganiser les activités économiques en collaboration de l'Etat avec les représentants qualifiés des employeurs et des salariés.

En conclusion, le Gouvernement remettait au Chef de l'Etat un projet de loi sur l'Organisation Provisoire de la Production Industrielle lui demandant de le sanctionner en signant la Loi du 16 août 1940.

C'est en vertu de ce premier document que l'Office Central de Répartition des Produits Industriels (O. C. R. P. I.) créa ses sections dont celle de la Chimie qui vit le jour le 4 décembre 1940; que le Comité d'Organisation des Industries et du Commerce des Produits Pharmaceutiques (C. O. P. P.) fut créé le 9 janvier 1941; que le Bureau National de la Viande (B. N. V.) fonctionna à partir du 29 octobre 1940. Par la suite, il fut transformé en Comité National Interprofessionnel des Viandes (C. N. I. V.).

Ce sont là les principaux organismes qui, par voie de décrets, arrêtés ou décisions, ont cherché à réorganiser l'exercice de la pharmacie sous l'égide de la Loi du 11 septembre 1941.

Ce sont ces documents législatifs relatifs aux produits animaux — choix, ramassage, collecte, conservation, contrôle, — qui constituent en quelque sorte le statut de l'organothérapie ou tout au moins de la partie de l'organothérapie relative aux produits animaux nécessaires à la fabrication industrielle des médicaments organothérapiques.

Tous les documents législatifs qui nous ont servi tant pour l'exposé de notre travail que pour sa documentation et sa compréhension sont publiés dans le présent chapitre. Une partie seulement, la moitié environ, en est comprise dans notre bibliographie, où ces textes portent un numéro gras entre parenthèses; l'autre partie est nécessaire, indispensable pour faire la liaison entre les divers éléments.

Le sous-chapitre A est constitué par les textes légaux classés dans l'ordre chronologique: ceux de la période 1934-1939; ceux des années 1940, 1941, 1942 et 1943; chaque groupe d'années ou chaque année constituant un cahier présenté sous un sous-titre. Chaque document porte sur une première ligne, en tête de page, la mention *Journal Officiel* suivie d'un nombre en chiffres romains qui indique l'âge de l'Officiel. Le chiffre qui suit est le numéro d'ordre dans l'année. En dernier lieu, la date de parution du journal. Ce premier classement constitue une grande facilité pour rechercher le document que l'on désire.

La deuxième ligne est l'indication du Ministère sous l'égide duquel le document est publié.

La troisième ligne est l'objet du document.

La quatrième ligne donne, entre parenthèses, la nature du document et la date de sa signature; celle-ci est toujours antérieure à la date de publication du *J. O.* à moins que les deux dates soient les mêmes.

Le sous-chapitre B comporte tous les documents législatifs dans leur ordre chronologique avec, dans la colonne à gauche de la page, date du *J. O.*, nature et date de signature du document; à droite de la page, objet du document et page de l'ouvrage à se reporter.

Le sous-chapitre C intitulé « Répertoire des Lois, Décrets, Arrêtés et Décisions » groupe ensemble toutes les lois, tous les décrets, tous les arrêtés et toutes les décisions. Dans chaque catégorie, les documents sont rangés dans l'ordre chronologique. Chaque document porte son numéro quand il y a lieu « Loi n° 1120 ». A la suite, les indications relatives au *J. O.* avec le numéro de la page du *J. O.* qui donne le texte intégral du document législatif. Enfin, indication de l'objet du document.

Le sous chapitre D, c'est la table analytique. Les documents y sont classés selon leur rapport avec les organismes nationaux; et, sur la page des sous-titres est indiquée, en face, l'organisme, le numéro de la page de notre travail, à laquelle il faut se reporter. Ce même dispositif a été adopté pour les documents de la catégorie C.

La présentation des documents est la suivante:

- a) Objet du document;
- b) Nature du document;
- c) Indications relatives au *J. O.*

Classement chronologique dans chaque sous-chapitre.

Ces classements multiples simplifient les recherches; ils donnent dans le temps minimum le renseignement désiré. Leur consultation est tellement simple qu'il serait superflu d'en indiquer le mécanisme et le mode d'emploi.

Les Produits animaux employés dans l'Industrie Pharmaceutique

A

TEXTES LÉGISLATIFS

	Pages
Années 1934-1939.....	101
Année 1940.....	123
Année 1941.....	155
Année 1942.....	217
Année 1943.....	257

Les Produits animaux employés dans l'Industrie Pharmaceutique

TEXTES LÉGISLATIFS

classés par ordre chronologique

ANNÉES 1934-1939

SÉRUMS THÉRAPEUTIQUES ET DIVERS PRODUITS D'ORIGINE ORGANIQUE

(Loi du 14 Juin 1934)

Le Sénat et la Chambre des Députés ont adopté :

Le Président de la République promulgue la Loi dont la teneur suit :

Article Premier. — Les virus atténués ou non, sérums thérapeutiques, toxines modifiées ou non et les divers produits d'origine microbienne pouvant servir, sous une forme quelconque, au diagnostic, à la prophylaxie ou à la thérapeutique, ne pourront être débités, à titre gratuit ou onéreux, qu'autant qu'ils auront été, au point de vue de leur origine, de leur provenance, de leur appellation, de leur fabrication, des moyens de leur identification et de leur teneur en substances utiles, l'objet d'une autorisation du Gouvernement rendue après avis de l'Académie de Médecine et du Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France.

Sont soumises à la même procédure les substances injectables d'origine organique, non définies chimiquement, utilisables à des fins thérapeutiques.

L'autorisation est temporaire ; elle peut être révoquée dans les formes où elle a été accordée.

Les produits visés par la présente Loi sont soumis à une inspection exercée par une commission nommée par le ministre compétent. Les frais d'enquête pour autorisation incombent au demandeur, les frais de contrôle incombent à l'Etat.

Art. 2. — Les produits autorisés visés à l'article précédent seront délivrés par les pharmaciens, sur ordonnances médicales. Les médecins sont autorisés à les fournir à leur clientèle, mais seulement en cas d'urgence et lorsque le mode d'emploi du produit exige leur intervention.

Lorsqu'ils seront destinés à être délivrés à titre gratuit aux indigents, les flacons contenant ces produits porteront la mention : Assistance Publique. — Gratuit.

Ils pourront alors être déposés, en dehors des officines de pharmacie et sous la surveillance d'un médecin, dans les établissements d'assistance, désignés par l'Administration, qui auront la faculté de se procurer directement ces produits.

Toutes ces prescriptions ne s'appliquent pas au vaccin jennérien, humain ou animal.

Art. 3. — La livraison de ces produits, à quelque titre qu'elle soit faite, est assimilée à la vente et soumise aux dispositions de la Loi du 1^{er} août 1905, sur la répression des fraudes.

En conséquence, seront punis des peines portées à la Loi du 1^{er} août 1905, ceux qui auront trompé sur la nature des dites substances, qu'ils sauront être falsifiées ou corrompues et ceux qui auront trompé ou tenté de tromper sur la qualité des choses livrées.

Art. 4. — Toutes autres infractions aux dispositions de la présente Loi seront punies d'une amende de 16 à 1.000 francs.

Art. 5. — Un règlement d'administration publique rendu après avis du Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France précisera les conditions d'application de la présente Loi.

Art. 6. — Un règlement ultérieur statuera sur l'application de cette Loi dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.

Art. 7. — La Loi du 25 avril 1895 relative à la préparation, à la vente et à la distribution des sérums thérapeutiques et autres produits analogues est et demeure abrogée.

La présente Loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés, sera exécutée comme Loi d'Etat.

Fait à Paris, le 14 juin 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République.

Le Ministre de la Santé Publique

et de l'Education Physique,

LOUIS MARIN.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice,*

HENRY CHERON.

Ministère de la Santé Publique

RÈGLEMENT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE
pris en application de l'Article 5 de la Loi du 14 Juin 1934

(Décret du 26 août 1936)

Le Président de la République Française,

Sur le rapport du Ministre de la Santé Publique et du Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice ;

Vu les avis des Ministres de l'Agriculture, de l'Intérieur, et des Finances ;

Vu la Loi du 14 juin 1934 sur les sérums thérapeutiques et divers produits d'origine organique et notamment l'Article 5 ainsi conçu : « Un règlement d'administration publique rendu après avis du Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France précisera les conditions d'application de la présente Loi » ;

Vu la Loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes (modifiée et complétée par les Lois des 5 août 1908, 28 juillet 1912 et 20 mars 1919) ;

Vu le Décret du 5 août 1908 sur les prélèvements, analyses et expertises de substances médicamenteuses ;

Vu le Décret du 22 janvier 1919 réglementant les prélèvements, analyses et expertises en matière de fraudes ;

Vu le Décret du 4 juillet 1921 portant règlement d'administration publique, pour l'application de la Loi du 1^{er} août 1905, sur la répression des fraudes en ce qui concerne les substances médicamenteuses et hygiéniques ;

Vu le Décret du 28 novembre 1934 et l'Arrêté du 15 décembre 1934 constituant la Commission des Sérums, ensemble l'avis de cette Commission ;

Vu l'Avis du Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France,

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

Article Premier. — Toute demande, ayant pour objet d'obtenir par application de la Loi du 14 juin 1934 sur les sérums thérapeutiques et divers produits d'origine organique, l'autorisation de fabriquer ou d'importer, en vue du débit à titre gratuit ou onéreux, l'une de ces substances, doit être adressée au Ministre de la Santé Publique.

Un Arrêté du Ministre de la Santé Publique déterminera :

1° La forme de la demande ainsi que les renseignements d'ordre technique que devra fournir son auteur ;

2° Les conditions dans lesquelles l'intéressé devra acquitter les frais relatifs à la délivrance de l'autorisation ainsi que les frais d'enquête ;

3° Les conditions spéciales imposées pour la délivrance de l'autorisation d'importation de produits visés par la Loi du 14 juin 1934 et destinés au débit.

Art. 2. — Toute demande d'autorisation fait l'objet d'une enquête préalable à laquelle il est procédé par la Commission des Sérums constituée par le Décret du 28 novembre 1934.

Cette enquête porte sur l'origine des produits ainsi que sur leur provenance, leur appellation, leur fabrication, les moyens de leur identification et de leur teneur en substances utiles.

Art. 3. — Il est statué sur les demandes d'autorisation par Décret rendu sur la proposition du Ministre de la Santé Publique, après avis de l'Académie de Médecine et du Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France.

L'autorisation, toujours révocable sans indemnité, est donnée pour cinq ans au maximum. Une demande de renouvellement peut être introduite dans les trois premiers mois de la dernière année ; elle est instruite dans les mêmes formes que la demande initiale.

Toute modification apportée aux conditions auxquelles a été subordonnée l'autorisation initiale doit faire l'objet d'une demande spéciale d'autorisation.

Art. 4. — Un Arrêté du Ministre de la Santé Publique rendu après avis de la Commission des Sérums déterminera les indications que devront porter, à l'exclusion de toutes autres, les récipients et leurs enveloppes extérieures.

Art. 5. — Tout fabricant ou importateur doit tenir, pour tout produit dont la fabrication ou l'importation a été autorisée, un registre spécial

coté sur lequel chaque lot provenant d'une même série d'opérations de fabrication est désigné par un numéro d'ordre.

Ce registre, qui est conservé pendant au moins cinq ans, doit obligatoirement mentionner pour chaque lot numéroté :

Les détails de sa préparation ;

Les essais de qualité effectués ;

La date du dernier essai ;

Le nombre des récipients dans lesquels sa répartition a été effectuée et, au fur et à mesure du débit, les noms et adresses des destinataires.

Art. 6. — Toute importation pour essais thérapeutiques de produits visés par la Loi du 14 juin 1934, préparés à l'étranger et non encore autorisés en France, est subordonnée à l'autorisation du Ministre de la Santé Publique. La demande d'autorisation d'importation ne peut être faite que par un médecin.

Art. 7. — Un Arrêté du Ministre de la Santé Publique, pris après avis de la Commission des Sérums, déterminera les conditions dans lesquelles tout médecin, procédant à des essais thérapeutiques à l'aide de produits visés par la Loi du 14 juin 1934, importés ou fabriqués en France et non encore autorisés, devra informer le Ministre de la Santé Publique du résultat de ses essais.

Art. 8. — Les infractions à la Loi du 1^{er} août 1905, en ce qui concerne les sérums thérapeutiques et produits d'origine organique visés par la Loi du 14 juin 1934, sont recherchées et constatées conformément aux dispositions du présent Décret.

Ces dispositions ne font pas obstacle à ce que la preuve des dites infractions puisse être établie par toutes voies de droit commun.

Art. 9. — Les inspecteurs et inspecteurs-adjoints qualifiés aux termes du Décret du 5 août 1908 pour assurer l'application des Lois et Règlements sur l'exercice de la pharmacie, le commerce des substances vénéneuses et sur la répression des fraudes en matière médicamenteuse, les inspecteurs de la répression des fraudes, les membres et les membres-adjoints de la Commission des Sérums, les directeurs des services vétérinaires départementaux, les inspecteurs des abattoirs, les inspecteurs départementaux d'hygiène peuvent, concurremment avec tous officiers de police judiciaire, procéder aux recherches, opérer d'office des prélèvements d'échantillons et, s'il y a lieu, effectuer des saisies dans les établissements hospitaliers, les maisons de santé, les pharmacies, les dépôts de médicaments tenus par les médecins, et, en général, dans tous les lieux où sont préparés, entreposés, en vue de la livraison, débités et mis en vente, des sérums et produits d'origine organique. Ces prélèvements peuvent être effectués notamment dans les laboratoires et leurs dépendances, magasins, boutiques, ateliers, voitures servant au commerce, lieux de fabrication, contenant des produits destinés à la vente ou à la

livraison, ainsi que dans les entrepôts, dans les gares, ports de départ et d'arrivée, et dans les abattoirs où sont prélevés les organes servant à la préparation des produits d'origine organique.

Art. 10. — Dans les locaux particuliers, tels que lieux de fabrication appartenant ou occupés par des personnes non patentées, ils ne peuvent pénétrer et procéder aux dites opérations contre la volonté de ces personnes ou exploitants qu'en vertu d'une ordonnance du juge de paix du canton. Le consentement doit être constaté dans le procès-verbal. Les prélèvements et les saisies ne peuvent être opérés dans les locaux que sur des produits destinés à la vente ou à la livraison.

Art. 11. — Les administrations publiques sont tenues de fournir aux agents ci-dessus désignés tous les éléments d'information nécessaires à l'exécution des Lois visées au présent Décret.

Les entrepreneurs de transports sont tenus de se soumettre aux réquisitions pour prises d'échantillons et de présenter les titres de mouvements, lettres de voitures, récépissés, connaissements et déclarations dont ils sont détenteurs.

Art. 12. — Les saisies ne peuvent être faites, en dehors d'une ordonnance du juge d'instruction, que dans les cas de flagrants délits, de falsification ou dans le cas où les produits sont reconnus corrompus. Dans ce dernier cas, la saisie est obligatoire.

Art. 13. — Les agents désignés à l'Article 9, témoins d'un flagrant délit ou de la mise en vente de produits corrompus, sont tenus d'en faire la constatation immédiate. Un procès-verbal est dressé à cet effet ; son auteur y contresigne, avec les mentions prévues à l'Article 11 du Décret du 22 janvier 1919, toutes les circonstances de nature à établir devant l'autorité judiciaire, la valeur des constatations faites.

Ce procès-verbal est envoyé dans les vingt-quatre heures au Procureur de la République, et copie en est transmise au Préfet ainsi qu'au Président de la Commission des Sérums.

Art. 14. — Les produits saisis sont placés sous scellés et envoyés au Procureur de la République, en même temps que le procès-verbal. Si leur envoi immédiat est impossible, ils sont placés dans un lieu choisi par l'auteur du procès-verbal. S'il s'agit de produits reconnus corrompus, l'auteur du procès-verbal peut procéder à leur destruction, à leur stérilisation ou à leur dénaturation. Les opérations sont relatées et justifiées dans le procès-verbal.

Art. 15. — Sauf les exceptions prévues aux Articles 16, 17, 18 ci-après, les formalités prescrites par les Articles 10, 11, 12 (paragraphe premier), 13, 14, 15 et 16 du Décret du 22 janvier 1919 pour les prélèvements d'échantillons, la rédaction des procès-verbaux, l'apposition des scellés,

la délivrance des récépissés, l'avis des échantillons et des procès-verbaux sont applicables aux opérations effectuées par les agents désignés à l'Article 9, en ce qui concerne les produits visés par la Loi du 14 juin 1934. Toutefois, le talon de l'étiquette à apposer sur les échantillons prélevés portera, outre les indications énumérées par l'Article 13 (1°) du Décret du 22 janvier 1919, les indications suivantes : utilisation du produit, profession du vendeur ou détenteur.

Art. 16. — Lorsque, en raison de la qualité ou de la quantité d'un produit ou d'une préparation, la division en quatre échantillons est impossible, l'agent qui effectue le prélèvement place sous scellés, en un échantillon unique, le récipient contenant le sérum ou le produit organique.

Il transmet ce scellé dans les vingt-quatre heures avec son procès-verbal et toutes pièces utiles au Procureur de la République. Copie du procès-verbal est adressée au Préfet ainsi qu'au Président de la Commission des Sérums.

Art. 17. — Lorsqu'un des agents désignés à l'Article 23, usant de la faculté que prévoit l'Article 4 du Décret du 5 août 1908, a requis un Officier de police judiciaire d'effectuer un prélèvement d'un produit ou d'une préparation, le produit prélevé est placé sous scellé en un échantillon unique. Ce scellé ainsi que le procès-verbal sont adressés dans les vingt-quatre heures par l'agent verbalisateur, à l'agent qui a signé la réquisition.

Art. 18. — Si le produit sous scellé peut être divisé en quatre échantillons, le signataire de la réquisition procède à cette opération, en présence du vendeur ou du détenteur ou lui dûment appelé ou représenté et scelle ces quatre échantillons. Il en laisse un au vendeur ou détenteur du produit et transmet les trois autres au Préfet en se conformant aux Articles 15 et 16 du Décret du 22 janvier 1919. Si le produit n'est pas divisible en quatre échantillons, il transmet le scellé primitif au Procureur de la République comme il est prescrit à l'Article 16 ci-dessus.

Art. 19. — L'analyse des échantillons prélevés est confiée au Laboratoire de Contrôle du Ministère de la Santé Publique et de l'Académie de Médecine. Ces analyses sont à la fois d'ordre qualitatif et d'ordre quantitatif ; l'examen comprend les recherches organoleptiques, physiques, chimiques, micrographiques, physiologiques et autres, susceptibles de fournir les indications sur la pureté des produits, leur identité et leur composition.

Art. 20. — Si le rapport établi par le Laboratoire ne conclut pas à une présomption d'infraction, le Ministre en avise sans délai l'intéressé.

Dans ce cas, si le remboursement des échantillons est demandé, il s'effectue, d'après leur valeur réelle au jour du prélèvement, aux frais de l'Etat, au moyen d'un mandat délivré par le Préfet sur présentation du récépissé prévu à l'Article 14 du Décret du 22 janvier 1919.

Art. 21. — Dans le cas où le rapport conclut à une présomption d'infraction, le Ministre transmet ce rapport au Procureur de la République par l'intermédiaire du Préfet, celui-ci y joint le procès-verbal et les échantillons réservés.

Art. 22. — Tous les ans, le Président de la Commission des Sérums adresse au Ministre de la Santé Publique un rapport sur le nombre des échantillons analysés et le résultat des analyses.

Art. 23. — Le Procureur de la République, s'il estime, à la suite du procès-verbal ou du rapport de laboratoire et au besoin après enquête préalable, qu'une poursuite doit être engagée ou une information ouverte, saisit suivant le cas le tribunal ou le juge d'instruction.

En tous les cas, et dans un délai de un mois à compter de la réception du procès-verbal, le Procureur avise le Président de la Commission des Sérums, de la suite donnée audit procès-verbal.

S'il y a lieu à expertise, il est procédé conformément aux règles ci-après :

Art. 24. — Dans le cas où la présomption d'infraction résulte de l'analyse faite au laboratoire, l'auteur présumé de la fraude ou de la falsification est avisé par le Procureur de la République qu'il peut prendre communication du rapport du laboratoire, et qu'un délai de trois jours francs lui est imparti pour présenter ses observations et pour faire connaître s'il réclame l'expertise contradictoire prévue à l'Article 12 de la Loi du 1^{er} août 1905.

Art. 25. — Lorsque l'expertise a été réclamée, il est désigné deux experts, l'un par le juge d'instruction, l'autre par l'intéressé. Un délai est imparti à cet effet par le magistrat instructeur à ce dernier qui a, toutefois, le droit de renoncer explicitement à cette désignation, et de s'en rapporter aux conclusions de l'expert désigné par le juge.

Si l'intéressé, sans avoir renoncé à son droit, n'a pas désigné son expert dans le délai qui lui a été imparti, cet expert est nommé d'office par le juge d'instruction.

Les experts sont choisis sur des listes spéciales de chimistes biologiques, dressées dans chaque ressort, par les cours d'appels ou les tribunaux civils.

L'intéressé a le droit de choisir son expert en dehors des listes officielles, mais s'il use de cette faculté, son choix est subordonné à l'agrément du juge d'instruction.

Tout expert doit être pourvu d'un des diplômes suivants :

Docteur en médecine ;

Docteur en pharmacie ou pharmacien ;

Docteur vétérinaire ou vétérinaire ;

Certificat de chimie biologique, s'il est, en outre, titulaire d'un diplôme d'études supérieures ou du doctorat ès-sciences.

L'ordonnance du juge d'instruction définit la mission donnée aux experts.

Art. 26. — Après vérification de l'intégrité des scellés, les deux experts sont mis en possession tant de l'échantillon précédemment remis à l'intéressé que de l'un des deux autres échantillons.

Le juge d'instruction donne communication aux experts, des procès-verbaux de prélèvement ainsi que du rapport du laboratoire, des ordonnances médicales, des factures, des lettres de voiture, pièces de régie et, d'une façon générale, de tous les documents que la personne en cause a jugé utile de produire ou que le juge s'est fait remettre.

Il les commit, en outre, à l'expertise de tous les échantillons de comparaison qui ont pu être relevés administrativement, ou qui pourront être prélevés par la suite sur son ordre.

Ils doivent discuter en commun leurs conclusions et dresser un seul rapport. S'ils sont d'avis différents, ou s'ils ont des réserves à formuler, sur des conclusions communes, chacun d'eux indique son opinion ou ses réserves et les motifs à l'appui. Ce rapport est déposé dans le délai fixé par le juge.

Art. 27. — Si l'intéressé ne représente pas son échantillon intact, dans le délai fixé par le juge d'instruction, il ne doit plus être fait, à aucun moment, état de cet échantillon.

Les deux experts, sont, dans ce cas, commis à l'examen d'un échantillon unique, le quatrième échantillon étant réservé pour arbitrage éventuel prévu, à l'Article suivant.

Lorsque, au cours ou à la suite de leurs recherches, les experts sont conduits à présumer qu'une substitution d'échantillons a été opérée, ils sont tenus d'en informer aussitôt le juge d'instruction et de tenir à sa disposition toutes pièces à conviction susceptibles de révéler la substitution.

Art. 28. — Si les experts sont en désaccord, un tiers expert est désigné par le Président du Tribunal Civil. Le tiers expert peut être choisi en dehors des listes officielles.

Art. 29. — Dans le cas prévu à l'Article 16 ci-dessus, le Procureur de la République notifie à l'intéressé que l'échantillon unique va être soumis à l'expertise et l'informe qu'il a trois jours francs pour faire connaître s'il entend user du droit de désigner un expert.

Si ce droit est réclamé, il est procédé, dans le délai fixé par le juge d'instruction, à la nomination simultanée, tant des deux experts prévus à l'Article 25 que du tiers prévu à l'Article 28. Les trois experts procèdent ensemble à l'examen de l'échantillon unique.

Toutefois, il n'est nommé qu'un seul expert si l'intéressé a déclaré, avant l'expiration du délai prévu au paragraphe précédent, s'en rapporter aux conclusions de l'expert désigné par le juge.

Art. 30. — Lorsque l'expertise est ordonnée par le Tribunal, il y est procédé conformément aux règles du présent titre.

Art. 31. — En cas de non-lieu ou d'acquittement, le remboursement de la valeur des échantillons s'effectue dans les conditions prévues à l'Article 20 ci-dessus, sauf quand l'existence d'une infraction est constatée par l'ordonnance de non-lieu ou par le jugement d'acquittement.

Art. 32. — Un Arrêté ministériel, pris après avis de la Commission des Sérums, déterminera les conditions particulières auxquelles devront répondre au point de vue de leur origine, de leur provenance, de leur appellation, de leur fabrication, des moyens de leur identification et de leur teneur en substances utiles, les sérums, les vaccins, auto-vaccins, toxines, venins, produits biologiques, substances injectables d'origine organique, non définies chimiquement, faisant l'objet d'une demande d'autorisation de fabrication ou d'importation.

Art. 33. — Le Ministre de la Santé Publique et le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Décret qui sera publié au *Journal Officiel*.

Fait à Vizille, le 26 août 1936.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

MARC RUCART.

Le Ministre de la Santé Publique,

HENRI SELIER.

Ministère de la Santé Publique

ARRÊTÉ

pris en application de l'Article 32 du Décret du 26 Août 1936

(Arrêté du 4 février 1937)

Le Ministre de la Santé Publique,

Vu la Loi du 14 juin 1934, sur les sérums thérapeutiques et divers produits d'origine organique ;

Vu le Décret du 26 août 1936, portant règlement d'administration publique pour l'application de la Loi du 14 juin 1934, et spécialement l'Article 32 ainsi conçu : « Un Arrêté ministériel, pris après avis de la Commission des Sérums, déterminera les conditions particulières auxquelles devront répondre au point de vue de leur origine, de leur provenance, de leur appellation, de leur fabrication, des moyens de leur identification et de leur teneur en substances utiles, les sérums, les vaccins, auto-vaccins, toxines, venins, produits biologiques, substances injectables d'origine organique non définies chimiquement, faisant l'objet d'une demande d'autorisation de fabrication ou d'importation ».

Vu l'avis de la Commission des Sérums ;

Sur la proposition du Conseiller d'Etat, Directeur général de l'Hygiène et de l'Assistance,

ARRÊTE :

Article Premier. — L'Etablissement doit être placé sous la direction et le contrôle d'un vétérinaire qualifié.

Les animaux doivent être sains, éprouvés, selon leur espèce, à la maléine ou à la tuberculine. On doit éliminer les sujets atteints de brucel-

loses. Les animaux sont observés et isolés pendant sept jours au moins, avant d'être logés avec les autres animaux producteurs de sérums. Ils doivent être immunisés contre le tétanos, de façon que leur sérum contienne de l'antitoxine tétanique pendant tout le temps de leur utilisation.

Les écuries doivent être installées à une distance suffisante des laboratoires.

Art. 2. — Il est interdit de recueillir le sang dans les abattoirs pour le faire servir à la préparation des sérums thérapeutiques.

Art. 3. — Si les sérums sont additionnés d'un antiseptique, la nature de celui-ci et la dose introduite doivent être approuvées par la Commission des Sérums.

Art. 4. — Tout sérum doit être éprouvé au point de vue de la toxicité par inoculation sous-cutanée à la souris et au cobaye aux doses suivantes :

Souris de 15 gr.	0 cc. 5
Cobaye de 300 gr.	5 cc.

Ces doses ne doivent déterminer ni la mort, ni accidents graves.

Art. 4 bis. — (Arrêté du 17 avril 1937). Les dispositions de la Loi du 14 juin 1934 et celles du présent Arrêté sont applicables à tous les sérums prélevés sur les animaux :

Quel que soit leur mode de préparation (prélèvement sur des animaux normaux ou prélèvement sur des animaux préparés suivant une technique quelconque);

Quelle que soit leur présentation (sérum pur ou mélangé à une substance ou à un excipient quelconque);

Quelles que soient leurs indications et leurs modes d'administration.

.....
.....
.....
.....

Art. 10. — Autres sérums : La préparation des autres sérums thérapeutiques est soumise à des règles qui sont déterminées pour chacun d'eux, par Arrêté du Ministre de la Santé Publique, après avis de la Commission des Sérums.

Les centres de récolte de sérums humains (sérums de convalescents, sérums pour déterminer les groupes sanguins), doivent être régulièrement autorisés. Ils sont soumis au contrôle.

.....
.....

DISPOSITIONS GÉNÉRALES CONCERNANT LES SUBSTANCES INJECTABLES

D'ORIGINE ORGANIQUE

NON DÉFINIES CHIMIQUEMENT

Art. 24. — Sont désignés sous le nom de substances injectables d'origine organique non définies chimiquement, tous les produits injectables préparés à partir des divers organes et tissus animaux à l'exception des solutés injectables ne contenant que des principes chimiquement définis, préalablement isolés de ces organes. Par principe chimiquement défini, il faut entendre toute substance isolée à l'état pur, caractérisée par des constantes physiques précises et par des réactions chimiques déterminées.

Art. 25. — Les organes utilisés pour les préparations injectables doivent être des organes frais traités aussitôt que possible après leur récolte.

Le sang ne peut être recueilli que sur des animaux parfaitement sains, suspendus après l'assommement, jamais sur des animaux abattus laissés sur le sol.

Il est interdit de prélever sur les viandes foraines, sur les abats forains, des organes destinés à des usages thérapeutiques.

Il est interdit de recueillir dans les abattoirs non soumis à l'inspection vétérinaire permanente, du sang, des organes, des fœtus et embryons destinés aux usages susvisés.

Art. 26. — Modifié (Arrêté du 2 décembre 1937). — La délivrance de l'autorisation d'effectuer des prélèvements est subordonnée à une enquête préalable, et à l'approbation des moyens que le demandeur doit indiquer, et qu'il doit mettre en œuvre pour assurer la récolte et la conservation des produits depuis le moment du prélèvement jusqu'à celui de leur traitement.

Le demandeur est tenu de disposer, à l'intérieur de l'abattoir, d'un local spécial, organisé conformément aux prescriptions du service vétérinaire, et soumis au contrôle de ce dernier.

Ce local, dans lequel il ne peut être introduit ni graisses, ni os à l'exception des os d'animaux jeunes ou de fœtus, ni d'autres issues ou sous-produits d'abatage, doit être constamment tenu en parfait état de propreté et d'entretien. Il doit être suffisamment vaste et largement éclairé, aéré et ventilé ; il doit être alimenté en eau potable en quantité suffisante et ne renfermer aucun poste d'eau non potable. Le sol sera imperméable et disposé en pente de manière à conduire les eaux de lavage vers un orifice d'évacuation à l'égout. Les murs seront en maçonnerie pleine et revêtus sur toute leur hauteur de matériaux imperméables, imputrescibles et à surface lisse. Les angles seront arrondis. Les tables seront établies avec des matériaux durs, lisses, imperméables et faciles à nettoyer. Des W. C. et des lavabos seront mis à la disposition du personnel. Aucune communication directe ne pourra exister entre le local et les W. C.

Art. 27. — Modifié (Arrêté du 2 décembre 1937). — Les organes destinés à la préparation des produits injectables d'origine organique, doivent être exempts de toutes altérations pathologiques et être recueillis dans de bonnes conditions de propreté ; ils doivent provenir d'animaux propres à la consommation et portant l'estampille du service vétérinaire.

Les organes ne sont détachés des viandes et abats qu'après la visite du vétérinaire de service, ils ne peuvent être recueillis et transportés que dans des récipients métalliques étamés, aux angles intérieurs arrondis, étanches, couverts et en parfait état de propreté, ayant au plus 0 m. 20 de profondeur et au moins 0 m. 20 de largeur ou de diamètre ou dans des récipients conformes aux conditions fixées dans le Décret d'autorisation.

Ces récipients doivent porter gravés sur une plaque de métal le nom et l'adresse du titulaire de l'autorisation. Pendant la saison chaude, c'est-à-dire d'avril à octobre, ils doivent être réfrigérés artificiellement.

Les organes ne peuvent être enlevés des abattoirs qu'après avoir été soigneusement épluchés et débarrassés des parties graisseuses.

Les opérations d'épluchage des organes ne peuvent être faites ailleurs que dans le local prévu ci-dessus.

Au cours des diverses opérations pratiquées sur les organes, il est formellement interdit de faire usage des substances autres que celles admises par la Commission des Sérums.

Avant la sortie de l'abattoir, les organes doivent être présentés, de jour, à la visite du vétérinaire sanitaire, qui délivre un laissez-passer mentionnant la date et l'heure de la visite. Ils doivent être évacués aussitôt de l'établissement, après présentation du laissez-passer.

Les organes, le sang, reconnus par le service vétérinaire, après examen sanitaire de l'animal abattu, impropres à des usages thérapeutiques, doivent, sous le contrôle dudit service, être rejetés pour être réservés à des usages industriels.

Si les organes ou le sang reconnus impropres ont été mélangés respectivement à d'autres organes ou à du sang, tout le lot doit être rejeté, pour être réservé à des usages industriels.

Les fœtus et embryons sont soumis à la même réglementation que les organes destinés à l'opothérapie.

Art. 28. — Modifié (Arrêté du 2 décembre 1937). — Les personnes autorisées à enlever des abattoirs les organes, fœtus et embryons doivent indiquer journellement, sur un registre coté et paraphé par le fonctionnaire désigné par le Préfet, toutes indications utiles concernant la provenance et la destination des organes, des fœtus et embryons enlevés. Ce registre doit être présenté à toute réquisition des membres de la Commission des Sérums ainsi que du fonctionnaire désigné par le Préfet (à Paris, le Directeur des Services Vétérinaires Sanitaires ou son délégué).

Art. 29. — Si les fœtus et embryons ne doivent être que partiellement utilisés, le prélèvement et l'épluchage des organes et tissus destinés à l'opothérapie ne peuvent être faits ailleurs que dans le local prévu à l'Article 26.

Art. 30. — Les glandes, organes ou tissus des animaux destinés à des usages thérapeutiques ne peuvent être importés qu'accompagnés d'un certificat d'origine et de salubrité mentionnant que ces organes, glandes ou tissus proviennent d'animaux reconnus sains au moment de l'abatage, et sacrifiés dans des abattoirs dotés d'une inspection vétérinaire permanente.

S'ils ont été soumis, avant l'expédition, à un procédé de conservation, le certificat doit porter, outre les mentions prescrites ci-dessus, l'indication du conservateur utilisé, et spécifier qu'ils étaient exempts de toute altération et de toute adultération au moment où ils ont été soumis à l'action de l'agent conservateur.

Pour la conservation des tissus animaux, glandes et organes importés, il ne pourra être fait usage de procédés autres que la congélation, sauf autorisation spéciale délivrée par le Ministre de la Santé Publique.

Les organes, glandes, tissus importés doivent être dirigés directement sur une fabrique de produits opothérapiques ou sur un frigorifique placé sous le contrôle du service vétérinaire sanitaire. Dès leur arrivée, ils doivent être soumis par les soins du destinataire, à l'examen du service vétérinaire à qui doivent être présentés, en même temps, le certificat d'origine et les pièces de transport.

Art. 31. — Le procédé de préparation du produit faisant l'objet de la demande devra être décrit, non seulement dans son principe, mais aussi dans son mode opératoire. Les enquêteurs devront pouvoir suivre cette fabrication et prélever des échantillons au cours de celle-ci. Pour les produits contrôlables biologiquement, le degré d'activité sera déterminé par des procédés admis par la Commission des Sérums. Pour les produits non contrôlables biologiquement, l'activité sera exprimée en poids d'organe frais avec correspondance en extrait sec, en cendres et en chlorures pour une quantité déterminée de la préparation.

Art. 32. — Le Conseiller d'Etat, Directeur général de l'Hygiène et de l'Assistance, est chargé de l'exécution du présent Arrêté.

Fait à Paris, le 4 février 1937.

Le Ministre de la Santé Publique,
H. SELIER.

Ministère de la Santé Publique

ARRÊTÉ

pris en application de l'Article 7 du Décret du 26 Août 1936

(Arrêté du 19 juin 1937)

Le Ministre de la Santé Publique,

Vu la Loi du 14 juin 1934, sur les sérums thérapeutiques et divers produits d'origine organique;

Vu le Décret du 26 août 1936, portant règlement d'administration publique pour l'application de la Loi du 14 juin 1934 et spécialement l'Article 7 ainsi conçu : « Un Arrêté du Ministre de la Santé Publique, pris après avis de la Commission des Sérums, déterminera les conditions dans lesquelles tout médecin, procédant à des essais thérapeutiques à l'aide de produits visés par la Loi du 14 juin 1934, importés ou fabriqués en France et non encore autorisés, devra informer le Ministre de la Santé Publique du résultat de ses essais »;

Vu l'avis de la Commission des Sérums ;

Sur la proposition du Conseiller d'Etat, Directeur général de l'Hygiène et de l'Assistance ;

ARRÊTE :

Article Premier. — Tout médecin désirant procéder, sous sa responsabilité et pendant une période déterminée, à des essais systématiques en vue de l'application usuelle à la thérapeutique de produits nouveaux dont le débit, soumis aux conditions prévues par la Loi du 14 juin 1934, n'a pas encore fait l'objet d'une autorisation gouvernementale, ne pourra

entreprendre ces essais et les poursuivre qu'après y avoir été autorisé par le **Ministre de la Santé Publique** auquel il devra adresser une demande à cet effet.

Art. 2. — L'autorisation accordée sera valable pour une période de six mois et renouvelable pour une égale durée sur une nouvelle demande et d'après les résultats thérapeutiques exposés par le bénéficiaire de l'autorisation dans un rapport adressé au **Ministre de la Santé Publique**.

Art. 3. — Le bénéficiaire de l'autorisation ne devra utiliser ces produits qu'à titre gratuit, sans augmentation de ses honoraires habituels et exclusivement dans les établissements hospitaliers, cliniques, centres de recherches, etc., préalablement agréés par le **Ministre de la Santé Publique**, après avis de la **Commission des Sérums**.

Art. 4. — Lorsque les produits destinés aux essais seront d'origine étrangère, l'autorisation d'emploi précisera, après avis de la **Commission des Sérums**, les quantités de ces produits qui pourront être importées en France.

Art. 5. — Le **Conseiller d'Etat, Directeur général de l'Hygiène et de l'Assistance**, est chargé de l'exécution du présent Arrêté.

Fait à Paris, le 5 février 1937.

Le Ministre de la Santé Publique,
H. SELLIER.

Ministère de la Santé Publique

MODIFICATION DE L'ARRÊTÉ DU 4 FÉVRIER 1937

(Arrêté du 2 décembre 1937)

Le Ministre de la Santé Publique,

Vu la Loi du 14 juin 1934 sur les sérums thérapeutiques et divers produits d'origine organique ;

Vu le Décret du 26 août 1936, portant règlement d'administration publique pour l'application de la Loi susvisée, ensemble l'Arrêté du 4 février 1937 pris en application de l'Article 4 dudit Décret ;

Vu l'avis de la Commission des Sérums ;

Sur la proposition du Conseiller d'Etat, directeur général de l'Hygiène et de l'Assistance,

ARRÊTE :

Article Premier. — Le dernier alinéa de l'Article 26 de l'Arrêté du 4 février 1937 est modifié et complété ainsi qu'il suit :

« Ce local, dans lequel il ne peut être introduit ni graisses ni os à l'exception des os d'animaux jeunes ou de fœtus, ni d'autres issues ou sous-produits d'abatage, doit être constamment tenu en parfait état de propreté et d'entretien. Il doit être suffisamment vaste et largement éclairé, aéré et ventilé ; il doit être alimenté en eau potable en quantité suffisante et ne renfermer aucun poste d'eau non potable. Le sol sera imperméable et disposé en pente de manière à conduire les eaux de lavage vers un orifice d'évacuation à l'égout. Les murs seront en maçonnerie pleine et revêtus sur toute leur hauteur de matériaux imperméables, imputrescibles et à surface lisse. Les angles seront arrondis. Les tables seront établies avec des matériaux durs, lisses, imperméables et

faciles à nettoyer. Des W.-C. et des lavabos seront mis à la disposition du personnel. Aucune communication directe ne pourra exister entre le local et les W.-C. ».

Art. 2. — Les deuxième et troisième alinéas de l'Article 27 de l'Arrêté du 4 février 1937 sont remplacés par les deux alinéas suivants :

« Les organes ne sont détachés des viandes et abats qu'après la visite du vétérinaire de service, ils ne peuvent être recueillis et transportés que dans des récipients métalliques étamés, aux angles intérieurs arrondis, étanches, couverts et en parfait état de propreté, ayant au plus vingt centimètres de profondeur et au moins vingt centimètres de longueur ou de diamètre ou dans des récipients conformes aux conditions fixées dans le Décret d'autorisation.

« Ces récipients doivent porter gravés sur une plaque de métal, le nom et l'adresse du titulaire de l'autorisation. Pendant la saison chaude, c'est-à-dire d'avril à octobre, ils doivent être réfrigérés artificiellement ».

Art. 3. — La dernière phrase de l'Article 28 de l'Arrêté du 4 février 1937 est remplacée par la suivante :

« Ce registre doit être présenté à toute réquisition des membres de la Commission des Sérums ainsi que du fonctionnaire désigné par le Préfet à Paris, le Directeur des services vétérinaires sanitaires ou son délégué ».

Art. 4. — Le Conseiller d'Etat, directeur général de l'Hygiène et de l'Assistance, est chargé de l'exécution du présent Arrêté.

Fait à Paris, le 2 décembre 1937.

MARC RUCART.

Les Produits animaux employés dans l'Industrie Pharmaceutique

TEXTES LÉGISLATIFS

classés par ordre chronologique

ANNÉE 1940

Ministère de la Production Industrielle et du Travail

Organisation Provisoire de la Production Industrielle

RAPPORT

au Maréchal de France, Chef de l'État Français

(Loi du 18 août 1940)

Vichy, le 16 août 1940.

Monsieur le Maréchal,

La situation de l'industrie et du commerce français est grave. Depuis le mois de septembre dernier, toute l'économie était dominée par une priorité absolue reconnue aux fabrications militaires. La cessation des hostilités a entraîné l'arrêt de ces fabrications. Et l'adaptation des usines aux conditions nouvelles créées par l'armistice est rendue particulièrement malaisée par suite de la séparation établie entre la zone occupée et la zone libre, par suite aussi de l'impossibilité presque complète où se trouve la France d'importer des matières premières comme d'exporter ses produits. Dans ces circonstances, un effort immédiat s'impose pour réorganiser l'économie en fonction de la situation nouvelle, et pour tirer des moyens de production, des ressources en main-d'œuvre et en matières premières dont nous disposons le profit optimum. Cet effort s'impose pour donner du travail et, par suite, des moyens d'existence, à des centaines de milliers de travailleurs. Il s'impose aussi comme un élément essentiel du redressement matériel et moral du pays.

Il serait vain d'attendre l'adaptation ainsi indispensable du libre jeu des intérêts en présence. En admettant même que la seule action des lois économiques puisse, dans certaines circonstances, rétablir un équilibre détruit, cette action ne saurait être que très lente. Et il n'est pas possible d'attendre. L'on ne saurait même se fier à un effort d'organisation laissé à la libre initiative des industries intéressées. Quelle que puisse être la bonne volonté de ces derniers, leurs possibilités sont sans commune mesure avec les problèmes à résoudre. Une stricte discipline doit dominer les activités industrielles. Seul l'Etat dispose de moyens d'action et d'autorité immédiatement efficaces. Il se doit d'agir énergiquement et sans délai.

Un projet complet d'organisation professionnelle a d'ores et déjà été mis à l'étude. Il prévoit que la direction des différentes branches de l'activité économique sera assurée par la collaboration des représentants de l'Etat avec les représentants qualifiés des employeurs et des salariés. Mais la mise au point de ce projet exigera un délai de quelques semaines. Il est des industries pour lesquelles ce délai est encore trop long ; il est des usines qui vont fermer leurs portes faute de matières premières, alors que ces matières premières existent dans des usines voisines ; il est des centaines de milliers d'ouvriers qui vont être, qui sont déjà jetés au chômage, alors qu'une meilleure répartition des commandes et une organisation adéquate du travail permettraient de leur conserver une activité au moins réduite.

Aussi paraît-il nécessaire de définir sans délai une organisation provisoire permettant de tirer immédiatement, pour ces industriels, le meilleur parti des éléments de la situation présente. Tel est l'objet du texte que nous avons l'honneur de soumettre à votre sanction.

Il n'est pas possible de fixer dès l'abord avec précision les limites du champ d'application de ce texte. L'essentiel est, en effet, de définir un cadre susceptible d'être adapté, suivant les circonstances et les besoins du moment, aux diverses caractéristiques des différentes branches d'activité. Les dispositions envisagées auront sans doute à s'appliquer en premier lieu à trois groupes d'industries : celles qui, déjà très concentrées, ont naturellement évolué vers une forme de monopole et disposent d'une organisation propre qu'il importe de subordonner complètement aux intérêts généraux du pays ; celles qui souffrent d'une pénurie de commandes ou de matières premières et appellent une répartition équitable, entre les entreprises, des moyens et des débouchés ; celles, enfin qui présentent un intérêt essentiel pour les consommateurs et dont les produits doivent être adaptés aux besoins les plus urgents et répartis en fonction de ceux-ci. Il ne convient d'ailleurs pas d'attacher à cette énumération une importance excessive ; les circonstances suffiront sans doute à désigner les branches d'activité qui appelleront d'urgence des mesures d'organisation.

La formule qui vous est soumise repose sur le double souci de placer les branches d'activité intéressées sous la direction d'une autorité énergique et efficace, et d'associer étroitement dans cette direction les représentants de la puissance publique et ceux des employeurs. A cette double préoccupation répond la création de comités chargés, dans chaque branche d'activité, de prendre les mesures qui s'imposent.

Souci d'autorité d'abord. — A ce souci répond, en premier lieu, le pouvoir donné au Gouvernement de dissoudre les groupements généraux qui rassemblent les organisations professionnelles patronales et ouvrières à l'échelle nationale et qui, de ce fait, tendent pour la plupart à perdre leur caractère professionnel pour prendre un caractère politique. Le même pouvoir de dissolution est prévu à l'encontre des autres groupements lorsque leur activité risque d'affaiblir l'action entreprise et de nuire à l'efficacité des efforts accomplis, soit qu'ils s'opposent à cette action, soit que leur caractère d'organismes de superposition se révèle incompatible avec la discipline ou la rapidité de décisions nécessaires.

De même, en ce qui concerne les comités d'organisation, il ne pouvait être question, dans les circonstances présentes, de laisser aux intéressés, une entière liberté. Le Ministre Secrétaire d'Etat à la production industrielle et au travail fixera la composition du comité. Il reste entendu que les organisations professionnelles intéressées, et plus généralement les membres de la profession pourront soumettre des propositions à l'agrément du Ministre. Ainsi demeure possible, une désignation faite, comme il est souhaitable, en accord entre l'autorité gouvernementale et les ressortissants patronaux de la profession. Enfin, le Ministre exercera un contrôle constant, soit par lui-même, soit par son représentant auprès du comité, sur toutes les décisions de celui-ci.

Au même souci d'autorité répondent les pouvoirs étendus reconnus au comité d'organisation. A la vérité, le texte qui vous est soumis innove moins qu'il ne pourrait paraître au premier abord. Le Gouvernement tenait de la Loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre le pouvoir de prendre des dispositions tout à fait analogues à celles que visent les divers paragraphes de l'Article 2 du projet de Loi :

Recensement des moyens de production, organisation de la répartition des matières premières, réglementation des échanges, contrôle des prix.

Ces différentes mesures apparaissaient comme répondant naturellement aux nécessités de l'état de guerre. Est-il excessif d'affirmer que les nécessités de la période présente, plus impérieuses encore, sur le plan économique comme sur le plan social, appellent les mêmes mesures ? Ce sont là, en tout cas, les éléments de toute direction effective de l'économie, éléments que trop souvent des organismes privés, non contrôlés, sont parvenus à s'approprier au profit d'intérêts particuliers.

Si un alinéa du texte proposé prévoit aussi une réglementation possible des conditions de l'activité des entreprises, il ne conviendrait pas

de s'effrayer des pouvoirs ainsi reconnus au comité. Les règlements qui seraient édictés ne sauraient à coup sûr s'immiscer dans les détails de la vie journalière des entreprises ; les initiatives ne doivent pas être arbitrairement bridées. La discipline imposée aux industriels sera limitée aux mesures strictement nécessaires pour assurer notamment le maximum d'économie dans l'emploi des matières premières, la normalisation des produits, la spécification des qualités auxquelles ces derniers devront correspondre. Par là sera assurée une utile protection du consommateur en même temps que sera renouvelée cette qualité française qui a fait longtemps honneur à notre pays. Cette discipline pourra d'ailleurs être plus ou moins étroite suivant les circonstances et les conditions propres de chaque industrie. Dans une telle mesure, la nécessité de la discipline prévue s'impose sans discussion possible.

Cette discipline, les règles édictées appellent des sanctions. Le comité pourra proposer au Ministre sur le plan professionnel, des sanctions énergiques et particulièrement efficaces.

Les intéressés trouveront d'ailleurs une garantie tant contre les excès possibles de la réglementation que contre des sanctions arbitraires dans le souci constant qu'affirme le projet de Loi d'assurer une collaboration aussi étroite que possible des membres de la branche d'industrie à l'élaboration des règlements comme aux décisions individuelles et aux sanctions à intervenir.

Sans doute, n'a-t-il pas été possible d'aménager immédiatement un système assurant une représentation effective et complète des employeurs et des salariés telle que nous chercherons à l'assurer plus tard. La nécessité d'une action rapide oblige à se contenter de formules empiriques et imparfaites dont nous redisons le caractère d'attente. Le texte qui vous est soumis doit permettre de faire appel dans chaque cas aux personnalités les plus qualifiées.

D'aucuns regretteront peut-être que l'organisation proposée conserve un caractère aussi étatiste et qu'elle ne soit pas davantage orientée vers les formules de « démocratie industrielle » souvent préconisée au cours des dernières années. Ce serait là méconnaître les nécessités particulièrement impérieuses du moment. Dans la période présente, autant et plus encore qu'au cours des hostilités, tous les intérêts, toutes les activités, doivent être subordonnées à l'urgence du redressement du pays, dans l'ordre économique, social, moral. Lorsque les difficultés de l'heure auront été surmontées, il sera sans doute possible d'augmenter le rôle des représentants des intéressés dans la direction de l'économie. Mais aujourd'hui les initiatives et les décisions doivent incomber au Gouvernement, responsable devant le pays. Tel est l'esprit de l'organisation, dont nous soulignons d'ailleurs le caractère provisoire, à laquelle nous avons l'honneur de vous demander de vouloir bien donner votre haute sanction.

Veillez agréer, Monsieur le Maréchal, l'assurance de notre très respectueux dévouement.

*Le Ministre Secrétaire d'Etat
à la Production Industrielle et au Travail,*

RENÉ BELIN.

Le Ministre Secrétaire d'Etat aux Finances,

YVES BOUTHILLIER.

Le Ministre Secrétaire d'Etat aux Communications,

FRANÇOIS PIETRI.

*Le Ministre Secrétaire d'Etat
à l'Agriculture et au Ravitaillement,*

PIERRE CAZIOT.

*Le Ministre Secrétaire d'Etat
à la Défense Nationale,*

GÉNÉRAL WEYGAND.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre Secrétaire d'Etat à la Justice,*

RAPHAEL ALIBERT.

Le Secrétaire d'Etat à la Guerre,

GÉNÉRAL COLSON.

Le Secrétaire d'Etat à la Marine,

AMIRAL DARLAN.

Le Secrétaire d'Etat à l'Aviation,

GÉNÉRAL PUJO.

Nous, Maréchal de France, Chef de l'Etat Français,

Le Conseil des Ministres entendu,

DÉCRÉTONS :

Article Premier. — A compter de l'entrée en vigueur de la présente Loi, seront dissous par Décret les groupements généraux rassemblant à l'échelle nationale, les organisations professionnelles patronales et ouvrières.

Pourront être dissous par Décret les groupements ou organismes professionnels dont l'activité se révélerait nuisible au bon fonctionnement d'une branche d'activité ou incompatible avec l'organisation instituée par les dispositions qui suivent. Le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et au Travail fixe la destination à donner aux biens des groupements ou organismes dissous.

Art. 2. — A titre provisoire, et jusqu'à l'établissement du cadre définitif de l'organisation professionnelle, il sera créé, dans chaque branche d'activité industrielle ou commerciale dont la situation rendra cette création nécessaire, un comité d'organisation. Ce comité sera chargé, sous l'autorité du Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et au Travail :

1° D'effectuer le recensement des entreprises, de leurs moyens de production, des stocks et de la main-d'œuvre ;

2° D'arrêter les programmes de production et fabrication ;

3° D'organiser l'acquisition et la répartition des matières premières et produits nécessaires aux fabrications de la branche d'industrie considérée ;

4° De fixer les règles s'imposant aux entreprises en ce qui concerne, les conditions générales de leur activité, le souci de la qualité, l'emploi de la main-d'œuvre, les modalités des échanges des produits et des services, la régularisation de la concurrence ;

5° De proposer aux autorités publiques compétentes les prix des produits et services ;

6° De prendre ou de provoquer les mesures, de constituer ou de faire constituer les organismes susceptibles d'assurer un meilleur fonctionnement de la branche d'activité, dans l'intérêt commun des entreprises et des salariés.

Art. 3. — La composition du comité d'organisation est fixée par Décret contresigné par le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et au Travail ; les membres de ce comité peuvent être proposés à l'agrément du Ministre par les organisations ou membres de la branche d'industrie considérée.

Le Ministre désigne un commissaire du Gouvernement pour le représenter auprès du comité d'organisation. En cas de carence du comité, le commissaire du Gouvernement exerce tous les droits dévolus à ce dernier.

Art. 4. — Le comité d'organisation peut être autorisé, par Décret contresigné par le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et au Travail et par le Ministre Secrétaire d'Etat aux Finances, à imposer aux entreprises une cotisation dont le produit couvrira les dépenses administratives du comité.

La comptabilité du comité d'organisation est soumise au contrôle des deux Ministres ci-dessus désignés.

Art. 5. — Les décisions du comité ne sont définitives qu'après avoir été approuvées par le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et au Travail qui peut déléguer pour certaines catégories de questions, le droit d'approbation au commissaire du Gouvernement.

Art. 6. — Le Ministre peut, sur la proposition du comité, procéder à la réquisition, dans le cadre de la branche d'activité considérée, des matières premières, des produits, des services personnels et des entreprises. Le comité soumet au Ministre toutes propositions utiles concernant le montant des indemnités à allouer et le paiement de ces indemnités.

Les Lois relatives aux réquisitions militaires sont applicables aux réquisitions ordonnées en exécution du présent Article en ce qui concerne les sanctions pénales, le règlement des indemnités et les réclamations y afférentes.

Art. 7. — En cas d'infraction aux règlements édictés en exécution de l'Article 2 ci-dessus, le comité d'organisation propose au Ministre des sanctions qui peuvent comporter :

1° L'interdiction temporaire ou définitive pour le chef d'entreprise ou pour un ou plusieurs des dirigeants de l'entreprise d'exercer des fonctions de direction dans aucune entreprise de la branche d'activité considérée ou dans aucune entreprise industrielle ou commerciale ;

2° Une amende au profit du Trésor, à l'encontre d'une entreprise, pouvant aller jusqu'à 10 p. 100 du chiffre d'affaires.

Art. 8. — A, compter de la publication de l'Arrêté Ministériel portant institution du comité d'organisation, les syndicats, associations, groupements et organismes quelconques se proposant un rôle de représentation de défense ou, de manière générale, d'action dans la branche d'activité considérée, sont placés sous le contrôle du comité, qui peut exiger de chacun d'eux la production de pièces et documents quelconques, se faire représenter aux réunions des comités ou conseils, et subordonner à son approbation préalable l'exécution des décisions prises.

Art. 9. — Les pouvoirs conférés au Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et au Travail par la présente Loi sont dévolus au Ministre Secrétaire d'Etat, Vice-Président du Conseil, aux Ministres Secréétaires d'Etat aux Finances, à l'Agriculture, aux Communications et aux Secréétaires d'Etat à la Guerre, à la Marine et à l'Aviation pour les diverses branches d'activité ressortissant à chacun d'eux.

Les décisions prises en application de la présente Loi sont contresignées par le Ministre Secrétaire d'Etat aux Finances, toutes les fois qu'elles visent des entreprises subventionnées par l'Etat.

Art. 10. — Le présent acte sera publié au *Journal Officiel* et exécuté comme Loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 16 août 1940.

PH. PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le Ministre Secrétaire d'Etat
à la Production Industrielle et au Travail,*

RENÉ BELIN.

Le Ministre Secrétaire d'Etat aux Finances,

YVES BOUTHILLIER.

Le Ministre Secrétaire d'Etat aux Communications,

FRANÇOIS PIETRI.

*Le Ministre Secrétaire d'Etat
à l'Agriculture et au Ravitaillement,*

PIERRE CAZIOT.

*Le Ministre Secrétaire d'Etat
à la Défense Nationale,*

GÉNÉRAL WEYGAND.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre Secrétaire d'Etat à la Justice,*

RAPHAEL ALIBERT.

Le Secrétaire d'Etat à la Marine,

AMIRAL DARLAN.

Le Secrétaire d'Etat à l'Aviation,

GÉNÉRAL PUJO.

Ministère de la Production Industrielle et du Travail

**ORGANISATION DE LA RÉPARTITION
DES PRODUITS INDUSTRIELS**

(Décret du 10 août 1940)

Nous, Maréchal de France, Chef de l'Etat Français,

Le Conseil des Ministres entendu,

DÉCRÉTONS :

Article Premier. — Il est institué auprès du Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et au Travail un office central de répartition des produits industriels.

Art. 2. — Cet office central est divisé en sections. Le nombre et la consistance des sections sont définis par des arrêtés du Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et au Travail.

Art. 3. — Chacune des sections de l'office de répartition fixe les règles concernant l'acquisition, la répartition, le stockage, la vente, la consommation des produits dont elle a la charge.

Elle peut notamment, en ce qui concerne ces produits :

a) Obliger les producteurs à les vendre à des acheteurs déterminés et réciproquement obliger les consommateurs à les acheter à des fournisseurs déterminés ;

b) En interdire ou, au contraire, en prescrire l'emploi pour certaines fabrications ou certains usages ;

c) Ordonner la mise en vente sous son contrôle de stocks qui auraient été préalablement constitués par toute personne, groupement ou entreprise ;

d) Imposer, concernant le transfert de ces produits, telles règles d'enregistrement ou de contrôle qu'elle jugera utiles ;

e) Prescrire le prélèvement de taxes destinées à établir des péréquations de prix ;

f) Prescrire toute déclaration concernant les quantités existantes et, d'une façon générale, la remise de tous renseignements d'ordre économique qu'elle jugera utiles.

Art. 4. — Chacune des sections est dirigée par un répartiteur assisté d'un comité consultatif. Le répartiteur et les membres du comité sont nommés par Arrêté du Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et au Travail. Le comité se réunit à la diligence du répartiteur.

Un commissaire du Gouvernement assiste à toutes les réunions du comité.

Art. 5. — Pour chacune des sections de l'office central des répartitions, un Arrêté du Ministre d'Etat à la Production Industrielle et au Travail fixe les pouvoirs du répartiteur et détermine notamment la nature des questions qui doivent être soumises à la décision du Ministre.

Les décisions du répartiteur sont notifiées sans délai au commissaire du Gouvernement. Elles sont immédiatement exécutoires et deviennent définitives si, dans le délai de quarante-huit heures, le Gouvernement n'a pas présenté d'observation.

Le commissaire du Gouvernement peut faire opposition à une décision du répartiteur. Il dispose à cet égard d'un droit de veto suspensif sauf recours au Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et au Travail.

Art. 6. — Chacune des sections de l'office central de répartition des produits industriels est dotée de la personnalité civile. Elle est autorisée à prélever sur les transactions qu'elle contrôle une taxe destinée à couvrir les frais de fonctionnement.

Elle dresse annuellement un budget qui doit être approuvé par Arrêté du Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et au Travail.

Le répartiteur nomme et rémunère le personnel d'exécution de chacune des sections. Son propre statut est fixé pour le compte de la section par le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et au Travail.

Art. 7. — Le répartiteur et les membres du comité consultatif sont tenus au secret professionnel sous les peines prévues à l'Article 378 du code pénal.

Art. 8. — En cas d'infraction aux décisions prises par le répartiteur celui-ci peut proposer au Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et au Travail l'application des sanctions prévues à l'Article 46 de la Loi du 11 juillet 1938 et à l'Article 7 de la Loi du 16 août 1940.

Art. 9. — Les conditions d'application de la présente Loi seront fixées par Décrets contresignés par les Ministres Secréétaires d'Etat à la Production Industrielle et au Travail et aux Finances.

Art. 10. — Le présent acte sera publié au *Journal Officiel* et exécuté comme Loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 10 août 1940.

PH. PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français,

Le Ministre Secrétaire d'Etat

à la Production Industrielle et au Travail,

RENÉ BELIN.

Le Ministre Secrétaire d'Etat aux Finances,

YVES BOUTHILLIER.

JOURNAL OFFICIEL — LXXII — 232 — 14 Septembre 1940 — page 4934

Ministère de la Production Industrielle et du Travail

Organisation provisoire de la P. I.

RECTIFICATIF A L'ART. 9 DE LA LOI DU 18 AOUT 1940

Rectificatif au *Journal Officiel* du 18 août 1940 : Page 4733, Article 9, au lieu de : « Les pouvoirs conférés au Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et au Travail par la présente Loi sont dévolus aux Ministres Secrétaires d'Etat aux Finances, à l'Agriculture, aux Communications et aux Secrétaires d'Etat à la Guerre, à la Marine et à l'Aviation, pour les diverses branches d'activité ressortissant à chacun d'eux », il convient de lire : « Les pouvoirs conférés au Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et au Travail par la présente Loi sont dévolus au Ministre Secrétaire d'Etat, Vice-Président du Conseil, aux Ministres Secrétaires d'Etat aux Finances, à l'Agriculture, aux Communications, à l'Instruction Publique, et aux Secrétaires d'Etat à la Guerre, à la Marine et à l'Aviation, pour les diverses branches d'activité ressortissant à chacun d'eux ».

RAMASSAGE ET CONSERVATION DES FOIES DE POISSON

(Loi du 17 septembre 1940)

Nous, Maréchal de France, Chef de l'Etat Français,

Le Conseil des Ministres entendu,

DÉCRÉTONS :

Article Premier. — Afin de permettre l'extraction des vitamines contenues dans les foies de poissons, il est interdit aux entreprises de pêche maritime et aux pêcheurs de rejeter à la mer les foies de thon et les foies de poissons d'autres espèces, lorsque ces derniers poissons sont d'un poids supérieur à cinq kilogr.

Ces produits doivent, lorsque le poisson pêché est vidé à bord, être gardés en bon état de conservation et être livrés, dès le retour au port, à un industriel ou commerçant désigné par l'Administrateur de l'Inscription Maritime du port de débarquement.

Lorsque les poissons pêchés sont livrés non vidés aux usiniers mareyeurs ou expéditeurs, ceux-ci sont dans l'obligation de maintenir les foies de thon et autres poissons ci-dessus visés en bon état de conservation et de les remettre à l'industriel ou commerçant habilité à cet effet par l'Administrateur de l'Inscription Maritime.

Art. 2. — Les foies rassemblés par l'industriel ou le commerçant désignés dans chaque port, ainsi qu'il a été indiqué à l'Article 1^{er} du présent Décret, par l'Administrateur de l'Inscription Maritime, seront acheminés vers les usines de transformation par les soins de cet industriel ou de ce commerçant. Ce rassemblement et cet acheminement seront effectués sous le contrôle des directeurs départementaux du ravitaillement, agissant en liaison avec les services de l'Inscription Maritime. Les prix auxquels les foies seront payés aux pêcheurs seront fixés par le Secrétaire d'Etat à la Marine.

Art. 3. — Toute violation des prescriptions du présent Décret commise par un armateur ou un pêcheur pourra être constatée par tout officier

de police judiciaire, par les Administrateurs et Agents de l'Inscription Maritime, les gendarmes et les douaniers.

Elle entraînera :

a) Le retrait temporaire pour une durée de trois à six mois ou le retrait définitif du brevet de capitaine ou patron du navire ;

b) Le retrait temporaire pour une durée de trois à six mois, ou le retrait définitif du rôle d'équipage.

Ces deux sanctions peuvent être prononcées conjointement.

Elles sont prononcées par l'Administrateur de l'Inscription Maritime.

Art. 4. — Toute infraction aux dispositions du présent Décret commise par un conservateur, mareyeur ou expéditeur pourra être constatée par tout officier de police judiciaire, par les Administrateurs et Agents de l'Inscription Maritime, les gendarmes et les douaniers.

Elle sera punie d'une amende de cent à cinq mille francs qui pourra être portée au double en cas de récidive dans le délai d'un an à compter du jour de la première condamnation.

Art. 5. — Le présent Décret est applicable à l'Algérie. Des Décrets en détermineront les modalités d'application aux colonies et pays de protectorat.

Art. 6. — Le présent Décret sera publié au *Journal Officiel* et exécuté comme Loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 17 septembre 1940.

PH. PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français,

Le Garde des Sceaux,

Ministre Secrétaire d'Etat à la Justice,

RAPHAEL ALIBERT.

Le Ministre Secrétaire d'Etat aux Finances,

YVES BOUTHILLIER.

Le Secrétaire d'Etat à l'Intérieur,

PEYROUTON.

Le Ministre Secrétaire d'Etat

à l'Agriculture et au Ravitaillement,

PIERRE CAZIOT.

L'Amiral de la Flotte,

Ministre Secrétaire d'Etat à la Marine,

Commandant en Chef des Forces Maritimes Françaises,

AMIRAL DARLAN.

Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement

CONTROLE DES STOCKS
RÉPARTITION ET DISTRIBUTION DES VIANDES

(Arrêté du 19 septembre 1940)

Le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture et au Ravitaillement,

Vu la Loi du 17 septembre 1940, relative à la distribution des denrées et produits soumis à des mesures de rationnement ;

Vu le Décret du 17 septembre 1940, relatif au rationnement de certaines denrées ;

Vu l'Arrêté du 17 septembre 1940, relatif à la détermination du taux des rations ;

Vu l'Arrêté du 17 septembre 1940, relatif aux modalités de répartition des denrées rationnées ;

Vu l'Arrêté du 23 août 1940, relatif à la déclaration et au contrôle des stocks de certaines denrées alimentaires et produits agricoles ;

Vu l'Arrêté du 19 septembre 1940, relatif à la déclaration et au contrôle des stocks de denrées et produits soumis à des mesures de rationnement,

ARRÊTE :

Titre Premier. — Dispositions générales

Article Premier. — Les conditions générales de la production, de la vente et de la circulation du bétail et des viandes de boucherie et de charcuterie en provenant, sont réglées par les dispositions de la Loi du 17 septembre 1940, relative à la distribution des denrées et produits soumis à des mesures de rationnement, et notamment de ses Articles 1^{er} et 6.

Titre II. — Contrôle des stocks

Art. 2. — Pour ce qui concerne les stocks de viandes congelées, fumées, salées et conserves de viande de toute nature, les dispositions d l'Arrêté du 23 août 1940, relatif à la déclaration et au contrôle des stocks de certaines denrées alimentaires et produits agricoles, sont abrogées et remplacées par celles de l'Arrêté du 19 septembre 1940.

Devront faire l'objet de la déclaration périodique toutes les quantités supérieures à :

Viandes congelées : 5.000 kilogr.

Viandes salées et fumées : 100 kilogr.

Conserves de viande de toute nature : 100 kilogr.

Titre III. — Distribution

Art. 3. — A dater du 23 septembre 1940, les personnes ou sociétés qui abattent ou font abattre, en vue de la vente dans un abattoir public, un abattoir industriel ou une tuerie particulière, des animaux dont la viande est soumise aux mesures de rationnement prévues par le Décret du 17 septembre 1940, devront en contre-partie des quantités de viande abattues, justifier la possession de bons de réapprovisionnement qui leur seront délivrés par le groupement départemental d'achat et de répartition.

Art. 4. — Ces bons de réapprovisionnement seront délivrés dans les conditions prévues par la Loi du 17 septembre 1940 et l'Arrêté du 17 septembre 1940, en échange des tickets ou titres d'achat en tenant lieu, remis par le consommateur au détaillant et rassemblés par les soins de ce dernier, ou par les bouchers en gros, les mandataires et commissionnaires en viandes, les marchands de porcs en gros, les salaisonnières, etc., qui les auront approvisionnés.

Art. 5. — A l'effet d'obtenir ces bons de réapprovisionnement, les personnes ou sociétés visées à l'Article 3 devront produire une copie du relevé de la déclaration faite par eux, pour le paiement de la taxe à l'abatage.

Sur la base des quantités portées sur le relevé de la taxe à l'abatage, le groupement leur délivrera des bons de réapprovisionnement correspondant aux tickets de consommation ou titres en tenant lieu, présentés par elles.

Une différence pourra être admise entre le montant des tickets et le total du relevé de la taxe à l'abatage, pour tenir compte des déperditions et déchets de fabrication.

Cette différence sera de :

13 p. 100 pour la viande de boucherie, et pour ce qui concerne les salaisons,

45 p. 100 pour le bœuf,

20 p. 100 pour le porc,

du montant des quantités portées sur le relevé de la taxe à l'abatage.

En outre, afin de permettre à la salaisonnerie de se procurer les approvisionnements pour la fabrication des produits destinés à être livrés à la consommation après un stockage d'une durée variable, le groupement départemental d'achat et de répartition pourra délivrer aux industriels salaisonniers une avance de bons de réapprovisionnement correspondant à l'importance de leurs fabrications et qui devra être apurée par la remise des tickets correspondants, dans un délai maximum de six mois.

Art. 6. — Toute infraction aux dispositions du présent Arrêté sera passible de sanctions prévues par la Loi du 17 septembre 1940.

Art. 7. — Le Secrétaire Général du Ravitaillement est chargé de l'exécution du présent Arrêté.

Fait à Vichy, le 19 septembre 1940.

PIERRE CAZIOT.

ORGANISATION DE LA RÉPARTITION DES PRODUITS AGRICOLES ET DES DENRÉES ALIMENTAIRES

(Loi du 27 septembre 1940)

Nous, Maréchal de France, Chef de l'Etat Français,

Le Conseil des Ministres entendu,

DÉCRÉTONS :

Article Premier. — Il peut être institué auprès du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture et du Secrétaire d'Etat au Ravitaillement des bureaux nationaux de répartition pour les denrées agricoles et les produits nécessaires au ravitaillement de la nation et à l'alimentation des animaux, pour lesquels des groupements nationaux d'importation et de répartition n'ont pas été constitués.

Des bureaux nationaux de répartition pourront également être établis pour les denrées et produits alimentaires pour lesquels des groupements nationaux ont déjà été constitués. Des Arrêtés fixeront alors les modalités des rapports entre les bureaux de répartition et les groupements intéressés.

Les bureaux nationaux qui seront assistés de comités consultatifs sont responsables de leur activité devant le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture et le Secrétaire d'Etat au Ravitaillement.

Le nombre et la consistance de ces bureaux sont définis par des Arrêtés du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture et du Secrétaire d'Etat au Ravitaillement.

Art. 2. — Chacun des bureaux fixe les règles concernant l'acquisition, la répartition, le commerce, le stockage et la vente des produits dont il a la charge. Il peut notamment, en ce qui concerne ces produits :

a) Obliger le producteur à les vendre à des acheteurs déterminés et également obliger les commerçants en gros à vendre à des acheteurs déterminés ;

b) En interdire ou, au contraire, en prescrire l'emploi pour certaines transformations ou divers usages ;

c) Ordonner la mise en vente, sous son contrôle, des stocks qui auraient été préalablement constitués par toutes personnes ou groupements ou entreprises ;

d) Imposer concernant la récolte, la circulation et le transfert de ces produits, telles règles d'enregistrement ou de contrôle qu'il jugera utiles ;

e) Prescrire, après avis de la commission interministérielle des prix, le prélèvement des taxes destinées à établir les péréquations de prix ;

f) Prescrire toutes déclarations concernant les quantités produites ou existantes et, d'une façon générale, la remise de tous renseignements d'ordre économique qu'il jugera utiles ;

g) Décider l'établissement de cartes professionnelles ;

h) Proposer, après avis de la commission interministérielle des prix, les marges bénéficiaires accordées aux divers intermédiaires.

Art. 3. — Les comités consultatifs sont des organes d'étude. Ils donnent des avis sur tous les problèmes de ravitaillement posés par les circonstances et sur toutes les mesures prévues par l'Article précédent.

Ils peuvent proposer au Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture et au Secrétaire d'Etat au Ravitaillement la fixation des prix à la production.

Art. 4. — Les membres du bureau et ceux des comités consultatifs sont nommés par Arrêtés du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture et du Secrétaire d'Etat au Ravitaillement. Ils comprennent des représentants de la production, du commerce et de l'industrie.

Les bureaux sont des organismes permanents. Les comités consultatifs sont réunis à la diligence du président du bureau.

Le fonctionnement de chaque bureau national et du comité consultatif correspondant est placé sous le contrôle d'un commissaire du Gouvernement qui assiste aux réunions du bureau et du comité. Ce commissaire est nommé conjointement par le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture et le Secrétaire d'Etat au Ravitaillement. Il est révocable.

Art. 5. — Pour chacun des bureaux un règlement homologué par le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture et par le Secrétaire d'Etat au Ravitaillement fixe leurs pouvoirs et, notamment, la nature des questions qui doivent être soumises à la décision du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture et du Secrétaire d'Etat au Ravitaillement.

Les décisions du bureau de répartition sont communiquées sans délai au commissaire du Gouvernement ; elles sont immédiatement exécutoires et deviennent définitives si, dans un délai de quarante-huit heures, le commissaire du Gouvernement n'a pas formulé d'objections. Le commissaire du Gouvernement peut faire opposition à une décision du bureau.

Il dispose à cet égard d'un droit de veto suspensif, sauf recours au Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture ou au Secrétaire d'Etat au Ravitaillement, suivant les cas. Le litige devra alors être tranché dans un délai de quarante-huit heures à compter de la réception du recours par le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture ou par le Secrétaire d'Etat au Ravitaillement.

Art. 6. — Dans chaque département sont institués des répartiteurs et des comités consultatifs départementaux correspondant aux organismes nationaux prévus aux Articles précédents. La même personnalité peut remplir les fonctions de répartiteur pour les produits régis par plusieurs bureaux de répartition. Les répartiteurs sont nommés par Arrêté du Secrétaire d'Etat au Ravitaillement sur proposition du bureau national visée par le commissaire du Gouvernement. Le directeur départemental du ravitaillement exerce les fonctions de commissaire du Gouvernement, dans les conditions prévues par les Articles précédents. Le directeur départemental du ravitaillement est assisté du directeur des services agricoles. Pour toutes les questions intéressant directement la production agricole et qui seront fixées dans les Arrêtés pris pour l'application de la présente Loi ou par des textes ultérieurs, les décisions du directeur départemental du ravitaillement sont prises après avis conforme du directeur des services agricoles.

En outre des organismes prévus ci-dessus, il peut être créé dans chaque département un secrétariat commun aux différents répartiteurs et comités consultatifs. Cet organisme sera placé sous la direction du directeur départemental du ravitaillement.

Art. 7. — Chaque fois qu'il est nécessaire, des organes régionaux analogues aux organes départementaux sont créés pour coordonner l'action de ces derniers.

Art. 8. — Les bureaux nationaux et les répartiteurs reçoivent du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture et du Secrétaire d'Etat au Ravitaillement toutes instructions nécessaires à l'exercice de leur mission.

Art. 9. — Chacun des bureaux nationaux de répartition est doté de la personnalité civile. Il est autorisé à prélever sur les transactions qu'il contrôle une taxe destinée à couvrir ses frais de fonctionnement, ceux des répartiteurs et ceux des comités consultatifs ainsi qu'éventuellement ceux des secrétariats départementaux. Il dresse annuellement un budget qui doit être approuvé par Arrêté du Ministre Secrétaire d'Etat aux Finances et du Secrétaire d'Etat au Ravitaillement.

Le bureau national et les répartiteurs nomment et rémunèrent le personnel d'exécution. Leurs propres statuts sont fixés conjointement par le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture et le Secrétaire d'Etat au Ravitaillement.

Art. 10. — Les membres du bureau national, les répartiteurs et les membres des comités consultatifs sont tenus au secret professionnel sous les peines prévues à l'Article 378 du code pénal.

Art. 11. — En cas d'infraction aux décisions prises par le bureau de répartition le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture ou le Secrétaire d'Etat au Ravitaillement peut, sur la proposition de ce bureau, prononcer les sanctions administratives prévues ci-dessous.

En cas d'infraction aux décisions des répartiteurs départementaux ou régionaux, le préfet peut, sur la proposition de ceux-ci, prononcer les sanctions suivantes :

1° La confiscation au profit de l'Etat (service du ravitaillement général) de tout ou partie des produits ou denrées existants dans les magasins ou établissements des agriculteurs, commerçants ou industriels ayant contrevenu aux dispositions de la présente Loi ;

2° La fermeture temporaire, pendant une durée qui ne pourra pas excéder un mois, des établissements commerciaux ou industriels. Pendant cette fermeture, le délinquant devra continuer à payer à son personnel les salaires, indemnités ou rémunération de toute nature auxquels celui-ci avait droit.

La fermeture pour une durée excédant un mois ou la fermeture définitive de l'établissement pourra être prononcée par le Secrétaire d'Etat au Ravitaillement.

En cas de fermeture, l'établissement pourra être maintenu en activité par ordre du répartiteur et sous son contrôle par un gérant désigné par lui.

Art. 12. — Le présent Décret ne modifie pas l'activité des groupements déjà constitués pour la répartition d'une denrée ou d'un produit déterminé tant que n'ont pas été pris les Arrêtés ministériels prévus par les Articles précédents pour ces denrées ou produits.

Art. 13. — Les conditions d'application du présent Décret sont fixées par Décrets contresignés par les Ministres Secréétaires d'Etat à l'Agriculture et aux Finances et le Secrétaire d'Etat au Ravitaillement.

Art. 14. — Le présent Décret sera publié au *Journal Officiel* et exécuté comme Loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 27 septembre 1940.

PH. PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français,
Le Ministre Secrétaire d'Etat aux Finances,
YVES BOUTHILLIER.

Le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,
PIERRE CAZIOT.

Le Secrétaire d'Etat au Ravitaillement,
JEAN ACHARD.

Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement

**CRÉATION DU BUREAU NATIONAL DE LA VIANDE
ET DE RÉPARTITEURS DÉPARTEMENTAUX
POUR LE BÉTAIL, LA VIANDE
ET LES PRODUITS DÉRIVÉS**

(Arrêté du 29 octobre 1940)

Le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture et le Secrétaire d'Etat au Ravitaillement,

Vu la Loi du 27 septembre 1940 portant organisation de la répartition des produits agricoles et des denrées alimentaires,

ARRÊTENT :

Article Premier. — Il est institué auprès du Secrétaire d'Etat au Ravitaillement un bureau national de répartition du bétail, de la viande et des produits dérivés. Ce bureau national est constitué par :

Un président délégué, représentant la production ;

Onze membres ;

Un délégué général et trois délégués généraux adjoints.

Ce bureau est assisté d'un comité consultatif composé au maximum de trente membres.

Les membres du bureau national et du comité consultatif sont nommés par Arrêtés du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture et du Secrétaire d'Etat au Ravitaillement.

Le président délégué et le délégué général sont responsables de leur activité à l'égard du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture et du Secrétaire d'Etat au Ravitaillement.

Le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture et le Secrétaire d'Etat au Ravitaillement désigneront d'un commun accord un commissaire du Gouvernement auprès du bureau national et du comité consultatif.

Art. 2. — Le bureau national de la viande a pouvoir, d'une façon générale, d'établir et de faire exécuter sous son contrôle les règlements d'application des dispositions de l'Article 2 de la Loi du 27 septembre 1940 portant organisation de la répartition des produits agricoles et des denrées alimentaires.

Sa compétence s'étend au marché des animaux de boucherie et de charcuterie (gros bétail, veaux, moutons, porcs, chevaux de boucherie), de leurs viandes et des *produits dérivés*, y compris les abats comestibles, sauf les suifs et les saindoux.

Les décisions prises par le bureau national de la viande en application des règlements prévus au paragraphe 1^{er} du présent Article seront obligatoires pour les producteurs, les commerçants et commissionnaires, les transformateurs et les détaillants.

Ces décisions doivent être déférées au Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture et au Secrétaire d'Etat au Ravitaillement.

Art. 3. — En ce qui concerne le bétail, la viande et les *produits dérivés*, les répartiteurs et les comités consultatifs départementaux prévus à l'Article 6 de la Loi du 27 septembre 1940 seront, d'une part, le président qui doit, en principe, être un producteur agricole, et les vice-présidents des sections « viandes » des groupements départementaux d'achat et de répartition et, d'autre part, les sections « viandes » de ces groupements, assistés du directeur des services agricoles et du directeur des services vétérinaires.

Art. 4. — Les groupements départementaux d'achat et de répartition (sections viandes) d'une même région naturelle de production ou de consommation peuvent former des comités régionaux.

La composition de ces comités et leur fonctionnement sont les mêmes que ceux des organismes départementaux.

Leur création sera décidée par le bureau national de la viande en accord avec les commissaires du Gouvernement dans les départements intéressés.

Ces comités auront pour rôle d'harmoniser et de coordonner les travaux et l'activité des sections « viandes » des groupements d'achat et de répartition départementaux de la région intéressée.

Art. 5. — Le commerce et la transformation du bétail, de la viande et des *produits dérivés* sont interdits à toute personne non munie de la carte professionnelle.

Les producteurs vendant eux-mêmes leur bétail sur les marchés devront être munis de la carte professionnelle.

La carte professionnelle est délivrée par le commissaire du Gouvernement représentant le ravitaillement près du bureau national de la viande, sur avis des présidents des groupements départementaux d'achat et de répartition pour les départements intéressés.

En cas de manquement à la Loi, elle peut être retirée par le préfet, sur demande du groupement départemental d'achat et de répartition, pour une période maximum d'un mois, en accord avec le directeur départemental du ravitaillement général. Elle peut être retirée pour une durée supérieure par le Secrétaire d'Etat au Ravitaillement, sur demande du bureau national de la viande, qui devra être saisi par l'intermédiaire de la section « viandes » du groupement départemental d'achat et de répartition du département intéressé.

Art. 6. — La vente du bétail et de la viande peut être interdite par le bureau national en dehors des foires et marchés régulièrement contrôlés. Toutefois, en l'absence d'interdiction, sont autorisées à acheter à domicile, chez le producteur, les personnes munies de la carte professionnelle et agréées par le bureau national pour la région considérée.

Art. 7. — Les modalités d'application du présent Arrêté seront précisées dans les règlements établis par le bureau national de la viande et qui seront rendus obligatoires par Arrêtés contresignés par le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture et le Secrétaire d'Etat au Ravitaillement.

Art. 8. — Le Secrétaire Général à l'Agriculture et le Secrétaire Général au Ravitaillement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté.

Fait à Vichy, le 29 octobre 1940.

Le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

PIERRE CAZIOT.

Le Secrétaire d'Etat au Ravitaillement,

JEAN ACHARD.

**RAMASSAGE DES PANCRÉAS DES BOVINS ET PORCINS
DESTINÉS EXCLUSIVEMENT
A LA PRÉPARATION DE L'INSULINE**

(Loi du 8 octobre 1940)

Nous, Maréchal de France, Chef de l'Etat Français,

Le Conseil des Ministres entendu,

DÉCRÉTONS :

Article Premier. — Dans les abattoirs et centres d'abat dont la liste sera fixée par un Arrêté ministériel, les pancréas des bovins et des porcins abattus doivent être laissés en place et parfaitement intacts par l'abatteur.

La liste prévue à l'alinéa qui précède comprendra tous les établissements où la moyenne quotidienne des bovins et des porcins abattus dépassait cent vingt entre le 1^{er} septembre 1938 et le 1^{er} septembre 1939, cette moyenne étant calculée sur le mois pendant lequel a eu lieu le plus grand nombre d'abatages.

Cette obligation pourra être étendue par Arrêtés du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Intérieur, du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture et du Secrétaire d'Etat au Ravitaillement, à des établissements d'importance moindre si la quantité de pancréas produite par les premiers est reconnue insuffisante pour assurer la production d'insuline nécessaire.

Art. 2. — Les organismes récolteurs agréés par les services vétérinaires départementaux sont seuls autorisés à prélever les pancréas des bovins

et des porcins abattus dans les établissements visés à l'Article 1^{er} (Alinéa 1^{er}).

Cet agrément ne peut être donné qu'aux organismes possédant les installations nécessaires à la conservation et au traitement des glandes et notamment des appareils permettant leur congélation à -15° immédiatement après leur épluchage.

Un délai de deux mois, à compter de la publication du présent Décret, est accordé pour l'installation des appareils nécessaires à cette congélation.

Art. 3. — Les services vétérinaires départementaux sont chargés de l'exécution des mesures prescrites aux Articles qui précèdent et de la surveillance des établissements et organismes visés aux dits Articles.

Art. 4. — Les pancréas traités par les organismes récolteurs visés à l'Article 2 ne peuvent être livrés par eux qu'aux fabricants d'insuline autorisés par la Loi du 14 juin 1934.

Ces fabricants sont tenus d'utiliser les pancréas pour la fabrication de l'insuline.

Ils sont soumis au contrôle d'un délégué du Ministre de la Santé Publique et doivent lui fournir, sur simple réquisition, toutes justifications utiles.

Art. 5. — Le prix de vente des pancréas aux organismes récolteurs agréés sera fixé par Arrêté ministériel ; le prix de vente par ces organismes aux fabricants d'insuline sera fixé en la même forme.

Art. 6. — Toute infraction aux dispositions des Articles 1^{er} (alinéa 1^{er}), 2 (alinéa 1^{er}) et 4 (alinéas 1^{er} et 2) sera punie d'une amende de cent à mille francs.

En cas de récidive dans le délai d'un an, la peine sera de quinze jours à six mois d'emprisonnement et de mille à dix mille francs d'amende.

Toute condamnation prononcée en application de l'Article 2, alinéa 1^{er}, entraînera le retrait de l'agrément.

Art. 7. — Sera passible des peines portées aux alinéas 1^{er} et 2 de l'Article qui précède :

1°) Tout boucher, boyautier, tripier ou charcutier qui recevra des pancréas prélevés en violation des dispositions des Articles 1^{er} et 2, ainsi que tout intermédiaire ayant prêté son concours à cette opération ;

2°) Quiconque aura mis obstacle à l'exercice des contrôles prévus par les Articles 3 et 4 (alinéa 3).

Art. 8. — La présente Loi sera publiée au *Journal Officiel* et exécutée comme Loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 8 octobre 1940.

PH. PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français,

*Le Garde des Sceaux,
Ministre Secrétaire d'Etat à la Justice,*

RAPHAEL ALIBERT.

Le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Intérieur,

MARCEL PEYROUTON.

Le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

PIERRE CAZIOT.

Le Secrétaire d'Etat au Ravitaillement,

JEAN ACHARD.

Ministère de l'Agriculture

Bureau National de la Viande

MODIFICATION A L'ARRÊTÉ DU 29 OCTOBRE 1940
portant création du B. N. V. et des répartiteurs départementaux
pour le bétail, la viande et les produits dérivés

(Arrêté du 12 novembre 1940)

Le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture et le Secrétaire d'Etat au Ravitaillement,

Vu la Loi du 27 septembre 1940 portant organisation de la répartition des produits agricoles et des denrées alimentaires ;

Vu l'Arrêté du 29 octobre 1940 portant création du bureau national de la viande et des répartiteurs départementaux pour le bétail, la viande et les *produits dérivés* ;

ARRÊTENT :

Article Premier. — Les dispositions du paragraphe 2 de l'Article 1^{er} de l'Arrêté susvisé du 29 octobre 1940 sont remplacées par les dispositions suivantes :

- « Ce bureau national est constitué par :
- « Un président délégué représentant la production ;
- « Douze membres ;
- « Un délégué général ;
- « Un délégué général adjoint ».

Art. 2. — Les dispositions du paragraphe 2 de l'Article 2 de l'Arrêté susvisé du 29 octobre 1940 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Sa compétence s'étend aux marchés des animaux de boucherie et de charcuterie (gros bétail, veaux, moutons, chèvres, porcs, chevaux de boucheries), de leurs viandes et des produits dérivés, y compris les abats comestibles, les suifs et les saindoux ».

Art. 3. — Les dispositions des paragraphes 3 et 4 de l'Article 5 de l'Arrêté susvisé du 29 octobre 1940 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« La carte professionnelle est délivrée par un membre du Gouvernement représentant le Secrétaire d'Etat au Ravitaillement près le bureau de la viande, sur la proposition du bureau national de la viande, après avis des présidents des groupements d'achat et de répartition (section viande) pour les départements intéressés.

En cas de manquement à la Loi, la carte professionnelle peut être retirée par le préfet sur la demande du groupement départemental d'achat et de répartition (section viande) pour une période maximum d'un mois, en accord avec le directeur départemental du ravitaillement général. Elle peut être retirée pour une durée supérieure par le Secrétaire d'Etat au Ravitaillement sur demande du bureau national de la viande, après avis de la section « viande » du groupement départemental d'achat et de répartition du département intéressé ».

Art. 4. — Le Secrétaire Général à l'Agriculture et le Secrétaire Général au Ravitaillement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté, qui sera publié au *Journal Officiel*.

Fait à Vichy, le 12 novembre 1940.

Le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

PIERRE CAZIOT.

Le Secrétaire d'Etat au Ravitaillement,

JEAN ACHARD.

Ministère de la Production Industrielle et du Travail

**CRÉATION DE LA SECTION DE LA CHIMIE
DE L'OFFICE CENTRAL DE RÉPARTITION
DES PRODUITS INDUSTRIELS**

(Arrêté du 4 décembre 1940)

Le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et au Travail,
Vu la Loi du 10 septembre 1940 portant organisation de la répartition
des produits industriels,

ARRÊTE :

Article Premier. — Il est créé une section de la chimie de l'office central de répartition des produits industriels institué par la Loi du 10 septembre 1940.

Le répartiteur chef de cette section exerce les pouvoirs prévus par l'Article 3 de ladite Loi en ce qui concerne les substances énumérées dans le tableau annexé au présent Arrêté.

Le Ministre de la Production Industrielle et du Travail pourra ultérieurement et, le cas échéant, d'accord avec le Ministre compétent, modifier ledit tableau.

Art. 2. — Seront soumises, en application de l'Article 9 de la Loi du 10 septembre 1940, à la décision du Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et au Travail et du Ministre Secrétaire d'Etat aux Finances, toutes les propositions de taxes destinées à établir des péréquations de prix.

Art. 3. — Le répartiteur sera assisté de comités consultatifs : la composition de ces comités et la désignation de leurs membres feront l'objet d'Arrêtés spéciaux.

Fait à Paris, le 4 décembre 1940.

*Le Ministre Secrétaire d'Etat
à la Production Industrielle et au Travail,*
RENÉ BELIN.

EXTRAIT ⁽¹⁾ DU TABLEAU DES SUBSTANCES

à la charge de la Section de la Chimie
de l'Office Central de Répartition des Produits Industriels

.....
.....
0200. — Acétone.

0361. — Pancréatine.

0380 bis. — Produits opothératiques ou extraits d'organes.
.....
.....

Le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et au Travail,

Vu la Loi du 10 Septembre 1940 portant organisation de la répartition des produits industriels ;

Vu l'Arrêté du 4 décembre 1940 portant création de la section de la chimie de l'office central de répartition des produits industriels,

ARRÊTE :

Article Premier. — Est nommé répartiteur chef de la section de la chimie de l'office central de répartition des produits industriels :

M. Paul Toinet.

Art. 2. — Est nommé commissaire du Gouvernement auprès de la section de la chimie de l'office central de répartition des produits industriels :

Le directeur des industries chimiques au Ministre de la Production Industrielle et du Travail.

Art. 3. — Le présent Arrêté sera inséré au *Journal Officiel*.

Fait à Paris, le 4 décembre 1940.

RENÉ BELIN.

(1) Le dit Tableau comporte 4 pages et demie de substances à la charge de la section de la chimie. Il est publié in-extenso au *J. O.* du 7 décembre 1940.

Les Produits animaux employés dans l'Industrie Pharmaceutique

TEXTES LÉGISLATIFS

classés par ordre chronologique

ANNÉE 1941

Ministère de la Production Industrielle et du Travail

CRÉATION D'UN COMITÉ D'ORGANISATION
DES INDUSTRIES ET DU COMMERCE
DES PRODUITS PHARMACEUTIQUES

(Décret du 9 janvier 1941)

Nous, Maréchal de France, Chef de l'Etat Français,

Sur le rapport du Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et au Travail,

Vu la Loi du 16 août 1940 concernant l'organisation provisoire de la production industrielle,

DÉCRÉTONS :

Article Premier. — Il est créé, conformément aux dispositions de la Loi du 16 août 1940, un comité d'organisation pour l'industrie et le commerce des produits pharmaceutiques.

Ce comité comprend six membres ; l'un d'entre eux est président responsable du comité.

Art. 2. — Les entreprises industrielles et commerciales rattachées au comité sont définies par référence aux attributions des sections de travail énumérées à l'Article 4 ci-après.

Le comité est chargé de la direction générale de l'ensemble de ces branches et est investi, à cet effet, des pouvoirs définis par la Loi du 16 août 1940.

Les questions de répartition restent de la compétence exclusive de la section de la chimie de l'office central de répartition des produits industriels.

Art. 3. — Le comité ne pourra délibérer valablement que si trois de ses membres au moins sont présents. Les fonctions de membre du comité sont personnelles et aucun remplacement n'est autorisé, sauf l'exception prévue ci-dessous.

En cas de partage des voix au sein du comité, la voix du président responsable est prépondérante. En cas d'absence du président responsable, un autre membre du comité sera désigné par le commissaire du Gouvernement agissant par délégation du Ministre pour remplir les fonctions de président responsable.

Le président responsable est chargé, par délégation du comité, de la direction d'ensemble de l'industrie et du commerce pharmaceutiques. Il prend, à cet effet, toutes mesures qu'il juge indispensable en matière technique, économique ou sociale.

Il représente la profession dans ses rapports avec tous les organismes publics et privés, français et étrangers.

Il peut recueillir toutes statistiques et tous enseignements qu'il juge utiles. Il peut prescrire toutes déclarations, effectuer ou faire effectuer toutes enquêtes et tous contrôles à cet effet.

Il peut assurer la direction effective des organismes communs de nature technique ou commerciale que les entreprises de la profession constitueraient pour améliorer la qualité et l'économie de leur production.

Un délégué général pourra être désigné par le président responsable en accord avec le commissaire du Gouvernement pour assurer en son nom l'exécution des décisions prises par le comité ou les décisions prises par le président responsable en vertu de ses pouvoirs.

En cas de carence du président responsable, le commissaire du Gouvernement exercera les pouvoirs dévolus à celui-ci.

Art. 4. — Des sections de travail seront créées par décision ministérielle dans le sein du comité. Elles auront pour rôle d'étudier les questions qui leur seront soumises par le comité et de présenter sous forme de rapport les éléments d'appréciation pour motiver les décisions du comité.

En premier lieu seront créées les sections de travail suivantes :

Section 1. — Industrie des produits de droguerie pharmaceutique et des produits biologiques.

Section 2. — Industrie de la préparation des médicaments composés présentés au public sous forme conditionnée et sous marque ou sous cachet.

Section 3. — Commerce de la droguerie pharmaceutique, des produits d'officine et des médicaments composés conditionnés pour la vente au public.

Section 4. — Industrie artisanale et commerce des produits pharmaceutiques et médicaments composés par les pharmaciens d'officine.

Art. 5. — Le président responsable, les membres du comité et les membres des sections de travail sont tenus au secret professionnel sous les peines prévues par l'Article 378 du code pénal.

Art. 6. — Les décisions du comité sont notifiées sans délai au commissaire du Gouvernement. Celui-ci peut y faire opposition et dispose d'un droit de veto suspensif sauf recours au Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et au Travail.

Les décisions du comité sont immédiatement exécutoires et deviennent définitives si, dans un délai de quarante-huit heures, le commissaire du Gouvernement n'a pas usé de son droit de veto suspensif.

Art. 7. — Le comité d'organisation de l'industrie et du commerce des produits pharmaceutiques est doté de la personnalité civile. Il est représenté en justice et dans les actes de la vie civile par son président responsable qui peut déléguer à tel mandataire de son choix tout ou partie des pouvoirs qu'il tient du présent article.

Art. 8. — Un Décret, contresigné par le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et au Travail, et par le Ministre Secrétaire d'Etat aux Finances fixera, conformément à l'Article 4 de la Loi du 16 août 1940, les conditions dans lesquelles les cotisations pourront être imposées aux entreprises pour couvrir les dépenses administratives du comité d'organisation de l'industrie et du commerce des produits pharmaceutiques.

Le président responsable engage, révoque ses collaborateurs, fixe leurs rémunérations. Le président responsable établit le budget d'ensemble du comité d'organisation de l'industrie et du commerce des produits pharmaceutiques et le soumet à l'approbation du commissaire du Gouvernement.

Le statut du président responsable sera fixé par décision du Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et au Travail.

Art. 9. — Le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et au Travail est chargé de l'exécution du présent Décret qui sera publié au *Journal Officiel*.

Fait à Vichy, le 9 janvier 1941.

PH. PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français,

*Le Ministre Secrétaire d'Etat
à la Production Industrielle et au Travail,*

RENÉ BELIN.

Nous, Maréchal de France, Chef de l'Etat Français,

Su le rapport du Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et au Travail,

Vu la Loi du 16 août 1940 concernant l'organisation professionnelle de la production industrielle ;

Vu le Décret du 9 janvier 1941 portant création d'un comité d'organisation des industries et du commerce des produits pharmaceutiques,

DÉCRÉTONS :

Article Premier. — Est nommé président responsable du comité d'organisation des industries et du commerce des produits pharmaceutiques :
M. Maurice Leprince.

Art. 2. — Sont nommés membres dudit comité :

MM. Marcel Bo, André Comar, François Prevet, Marcel Lantenois, Louis Papillaud.

Art. 3. — Les fonctions de commissaire du Gouvernement auprès du comité d'organisation, prévues à l'Article 3 de la Loi du 16 août 1940, sont confiées au directeur des industries chimiques, au Ministère de la Production Industrielle et du Travail qui peut, pour les affaires courantes et selon qu'il le juge opportun, déléguer ses fonctions à l'un de ses collaborateurs.

Art. 4. — Le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et au Travail est chargé de l'exécution du présent Décret, qui sera publié au *Journal Officiel*.

Fait à Vichy, le 9 janvier 1941.

PH. PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français,

*Le Ministre Secrétaire d'Etat
à la Production Industrielle et au Travail,*
RENÉ BELIN.

MODIFICATION A LA LOI DU 10 SEPTEMBRE 1940

ORGANISATION ET RÉPARTITION DES PRODUITS INDUSTRIELS CONTROLE ET RÉPRESSION DES INFRACTIONS

(Loi du 9 mars 1941)

Nous, Maréchal de France, Chef de l'Etat Français,

Le Conseil des Ministres entendu,

DÉCRÉTONS :

Article Premier. — L'Article 7 de la Loi du 10 septembre 1940 est modifié comme suit :

« Le répartiteur, les membres de son comité consultatif, ainsi que tous les préposés et collaborateurs de l'office central de répartition des produits industriels et de ses diverses sections, sont tenus au secret professionnel sous les peines prévues à l'Article 378 du code pénal ».

Constatations des infractions

Contrôleurs habilités

Art. 2. — Sans préjudice des dispositions des Articles 8 et 9 du code d'instruction criminelle, sont qualifiés pour procéder à la recherche des infractions aux décisions des répartiteurs de l'office central de répartition des produits industriels :

Les répartiteurs eux-mêmes ;

Les agents des répartiteurs désignés à cet effet ;

Les fonctionnaires commissionnés par le secrétaire à la répartition des produits industriels, répartiteur général de l'office central de répartition des produits industriels.

Ces personnes prêtent serment devant le tribunal civil de leur résidence de ne pas révéler, ou utiliser, hors de l'exercice de leurs fonctions, les renseignements d'ordre commercial, financier et technique qu'elles ont pu recueillir sur l'entreprise à l'occasion de leurs enquêtes.

Régime spécial à certains établissements

Art. 3. — Toutefois, la constatation des infractions commises dans les établissements de l'Etat relevant des Secrétariats d'Etat à la Guerre, à la Marine et à l'Aviation, est réservée aux fonctionnaires désignés à cet effet par les Secrétaires d'Etat intéressés. Les constatations de ces fonctionnaires seront transmises par le Secrétaire d'Etat compétent avec ses propositions au Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle qui y donnera la suite qu'elles comportent.

Procès-verbaux

Art. 4. — Les procès-verbaux de constatation des infractions font foi jusqu'à preuve du contraire et sont dispensés des formalités et des droits de timbre et d'enregistrement.

Pouvoir de libre accès des contrôleurs

Examen des documents

Art. 5. — Sur justification de leur qualité, les personnes chargées en vertu des Articles 2 et 3 de la constatation des infractions ont entrée dans tous les ateliers, magasins, dépôts ou autres locaux professionnels, en communication intérieure avec eux, des établissements qui produisent, transforment ou détiennent jusqu'à leur consommation, les produits qu'ils sont chargés de répartir ou de contrôler.

Elles ont accès sur tous les chantiers de construction ou de réparation qui mettent en œuvre ces produits et dans tous les magasins et dépôts annexes, même si ces chantiers, magasins et dépôts sont établis sur le terrain d'autrui.

Elles peuvent procéder sur place à tous les examens de documents et demander toutes les explications qui leur paraissent nécessaires pour l'exécution de leur mission.

Visite des locaux d'habitation

Art. 6. — A titre exceptionnel, les personnes visées à l'Article précédent peuvent pénétrer dans les locaux d'habitation mais ces visites doivent être, au préalable, autorisées par une ordonnance du président du tribunal civil de l'arrondissement. En cas de refus, l'ordonnance est obligatoirement motivée.

Refus de libre accès ou de communication de documents

Art. 7. — Le refus de libre accès aux locaux indiqués aux Articles 5 et 6, le refus de communication ou la dissimulation de documents visés à l'Article 5 seront punis d'une amende de cent à mille francs et d'un emprisonnement de six à quinze jours ou de l'une de ces deux peines seulement.

Produits dissimulés

Art. 8. — Si le contrôle fait apparaître, pour certains produits, des quantités inférieures ou supérieures à celles inscrites en comptabilité, le répartiteur, l'agent ou le fonctionnaire de contrôle fera opérer la rectification séance tenante.

Si les quantités constatées sont supérieures, compte tenu des mouvements régulièrement effectués, à celles déclarées au répartiteur, constatation en sera faite par un procès-verbal qui constituera le propriétaire ou le détenteur gardien des quantités dissimulées.

Celui-ci sera invité à signer le procès-verbal dont un exemplaire lui sera remis. En cas de refus de signer, constatation en sera faite par le répartiteur, l'agent ou le fonctionnaire de contrôle.

Le détenteur ou le propriétaire qui aura disposé d'une manière quelconque et sans autorisation des produits à lui remis en garde sera puni des peines prévues à l'Article 406 du code pénal.

Transport en fraude

Art. 9. — Les produits industriels déplacés ou transportés en fraude peuvent être bloqués en cours de transport par le répartiteur, les fonctionnaires et agents de contrôle.

Dans le cas où ces produits, au moment où la fraude allait être constatée, sont introduits dans une habitation pour être soustraits à l'action des répartiteurs, agents et fonctionnaires de contrôle, ceux-ci peuvent les suivre sans être tenus d'observer les formalités de l'Article 6.

Les produits ainsi frauduleusement transportés ou introduits dans une habitation pourront être saisis. Un procès-verbal sera dressé dans les conditions fixées par l'Article 8 et un gardien des produits sera immédiatement constitué. Le gardien qui, d'une manière quelconque et sans autorisation, aura disposé des produits à lui remis en garde sera puni des peines prévues à l'Article 406 du code pénal.

Appui de la force publique

Art. 10. — Les agents de la force publique sont tenus de prêter main-forte aux répartiteurs ainsi qu'aux personnes prévues à l'Article 2 ci-dessus, pour l'accomplissement de leurs opérations. Ils doivent également déférer à la réquisition du répartiteur en cas de refus d'exécution d'une décision relative à des transferts de produits industriels, mais la réquisition doit être, au préalable, visée par le Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle ou son délégué, le secrétaire à la répartition des produits industriels ou leur représentant local, qui fixe un délai extrême d'exécution.

Contrainte ou corruption des agents des répartiteurs

Art. 11. — Les préposés et collaborateurs des répartiteurs seront assimilés à des fonctionnaires publics, pour l'application des Articles 177 à 179 du code pénal.

Délégation des pouvoirs

Art. 12. — Les répartiteurs peuvent, sous leur responsabilité, déléguer partie de leurs pouvoirs, par une décision spéciale ou par une disposition particulière d'une décision quelconque.

Plainte

Art. 13. — Le parquet, saisi sur la plainte du Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle, ou de son délégué, le secrétaire à la répartition des produits industriels, cite directement l'inculpé à la prochaine audience du tribunal ou requiert l'ouverture d'une information judiciaire.

Lorsque le condamné a interjeté appel, il est statué d'urgence sur cet appel.

Sanctions infligées par les répartiteurs

Art. 14. — Les répartiteurs pourront prononcer des avertissements. Ils pourront également infliger, en cas d'infraction nettement caractérisée, une amende au profit du Trésor, pouvant aller jusqu'à vingt mille francs.

Ils pourront ordonner, en ce qui concerne ces avertissements et amendes, l'affichage et l'insertion dans les conditions et sous les sanctions prévues aux trois derniers alinéas de l'Article 15 ci-dessous.

L'amende pourra être payée par le délinquant dans la huitaine de la notification à lui faite, par lettre recommandée avec accusé de réception, de la décision du répartiteur.

Le délinquant jouira du même délai de huitaine pour faire appel au Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Sanctions administratives

Art. 15. — Les infractions aux décisions prises par les répartiteurs peuvent être sanctionnées administrativement par le Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle, ou son délégué, le secrétaire à la répartition des produits industriels, que le parquet soit ou non saisi, dans les conditions fixées par l'Article 8 de la Loi du 10 septembre 1940 ou à la suite de l'appel du délinquant visé au dernier alinéa de l'Article précédent, par :

1° Des avertissements ;

2° D'interdiction temporaire ou définitive pour le chef d'entreprise, pour un ou plusieurs des dirigeants de l'entreprise d'exercer des fonctions de direction dans aucune entreprise de la branche d'activité considérée ou dans aucune entreprise industrielle ou commerciale;

3° La fermeture de l'entreprise pendant une durée qui ne pourra excéder trois mois.

Pendant cette fermeture, l'entreprise doit continuer à payer à son personnel, sauf si celui-ci exerce une activité rémunérée, les salaires, les indemnités ou rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors. La même obligation lui incombe, sauf décision contraire du Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle, ou de son délégué, le secrétaire à la répartition des produits industriels, lorsque le chef d'entreprise ou les dirigeants ont décidé la fermeture pendant la durée de l'interdiction temporaire prononcée conformément au paragraphe 2°;

4° Une amende au profit du Trésor, à l'encontre d'une entreprise, pouvant aller jusqu'à 10 p. 100 du chiffre d'affaires annuel. Le paiement de l'amende ne sera pas exigible pendant la durée de la fermeture visée au paragraphe 3° (premier alinéa);

5° En cas de détention irrégulière de stocks de produits par des non professionnels, une amende pouvant atteindre la valeur totale de ces produits dont la destination sera fixée par le répartiteur. Le montant de l'amende sera précompté sur les sommes dues par le ou les acheteurs autorisés par le répartiteur.

Le Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle ou son délégué, le secrétaire à la répartition des produits industriels, pourra ordonner l'affichage ou l'insertion dans les journaux qu'il désignera, des avertissements qu'il adressera et des sanctions administratives qu'il prendra. Les avertissements et sanctions seront affichés en caractères très apparents aux portes principales des usines ou ateliers du délinquant, à la devanture de ses magasins ainsi qu'à la porte de son domicile.

Les frais d'affichage et d'insertion seront à la charge du délinquant.

Au cas de suppression, de dissimulation ou de lacération totale ou partielle des affiches opérée volontairement par le délinquant, à son instigation ou par son ordre, le Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle ou son délégué, le secrétaire à la répartition des produits industriels, pourra prononcer, contre lui, au profit du Trésor, une amende de mille à cinq mille francs. En outre, il pourra ordonner de procéder à nouveau à l'exécution intégrale de l'affichage aux frais du délinquant.

Sanctions judiciaires

Art. 16. — Les sanctions judiciaires prévues par l'Article 8 de la Loi du 10 septembre 1940, en cas d'infraction aux décisions prises par le répartiteur sont celles édictées aux quatrième, cinquième et sixième ali-

nées de l'Article 46 de la Loi du 11 juillet 1938. En outre, la suppression, dissimulation ou la lacération totale ou partielle des affiches que les tribunaux pourront ordonner d'apposer, opérée volontairement par le condamné, à son instigation ou par son ordre, entraînera contre lui l'application d'une peine d'emprisonnement de six à quinze jours et il sera procédé de nouveau à l'exécution intégrale des dispositions relatives à l'affichage aux frais du condamné.

Arrêtés d'application*

Art. 17. — Des arrêtés du Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle fixeront les conditions d'application du présent Décret, qui sera publié au *Journal Officiel* et exécuté comme Loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 9 mars 1941.

PH. PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français,
Le Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle,

PIERRE PUCHEU.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre Secrétaire d'Etat à la Justice,*
JOSEPH BARTHELEMY.

JOURNAL OFFICIEL — LXXIII — 83 — 24 Mars 1941 — page 1292

Secrétariat d'Etat à la Production Industrielle

C. O. P. P.

A la page 201 du J. O. du 14 janvier 1941

Art. 4, supprimer le paragraphe :

« Section 4. — Industrie artisanale et commerce des produits pharmaceutiques et médicaments composé par les pharmaciens d'officine ».

(Rectificatif au J. O. du 14 janvier 1941)

Secrétariat d'Etat à l'Education Nationale de la Jeunesse

ORGANISATION DES ÉTUDES PHARMACEUTIQUES

(Décret n° 858 du 3 février 1941)

Nous, Maréchal de France, Chef de l'Etat Français,

Vu la Loi du 23 octobre 1940 prorogeant la Loi du 12 août 1940 suspendant l'application des dispositions réglementaires prévoyant l'avis des comités consultatifs, et l'Arrêté du 19 octobre 1940 ;

Vu le Décret du 4 mai 1937 portant organisation des études pharmaceutiques ;

Sur le rapport du Secrétaire d'Etat à l'Instruction Publique,

DÉCRÉTONS :

Article Premier. — Les Articles 14 et 20 du Décret du 4 mai 1937 susvisé sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Art. 14. — Les aspirants au diplôme de pharmacien subissent :

« 1° Trois examens de passage, à la fin de la première, de la deuxième et de la troisième année d'études ;

« 2° Trois examens probatoires :

« Au cours et au terme de la troisième année d'études, un examen probatoire de sciences physiques et chimiques et un examen probatoire de sciences naturelles ;

« Au terme de la quatrième année d'études, un examen probatoire de sciences biologiques et pharmaceutiques ».

« Art. 20. — L'examen probatoire de sciences physiques et naturelles et l'examen probatoire de sciences naturelles sont subis :

« Dans les facultés de pharmacie et dans les facultés mixtes de médecine et de pharmacie, l'un au cours de l'année scolaire, après que les

cours et travaux pratiques correspondant à cet examen sont achevés, lorsque les candidats ont pris la onzième inscription; l'autre, lorsque les candidats ont obtenu la validation de la douzième inscription;

« Dans les écoles de plein exercice, aux mêmes époques que les examens de passage de fin d'année.

« L'examen probatoire de sciences biologiques et pharmaceutiques est subi au terme de la quatrième année scolaire, lorsque les candidats ont pris la seizième inscription. Les élèves des écoles de plein exercice n'ont pas à reprendre cette inscription pour se présenter devant une faculté mixte de médecine et de pharmacie.

« En cas d'échec à l'examen probatoire de sciences physiques et chimiques, ou à l'examen probatoire de sciences naturelles, ou à l'une des deux parties de l'examen probatoire de sciences biologiques et pharmaceutiques, le délai d'ajournement est de deux mois, quel que soit le nombre des ajournements. Aucune dérogation à cette règle ne peut être accordée, sous aucun prétexte ».

Art. 2. — Le Secrétaire d'Etat à l'Instruction Publique est chargé de l'exécution du présent Décret, qui sera publié au *Journal Officiel*.

Fait à Vichy, le 23 février 1941.

PH. PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français,

Le Secrétaire d'Etat à l'Instruction Publique,
JACQUES CHEVALIER.

Secrétariat d'Etat à la Famille et à la Santé

RAMASSAGE DES PANCRÉAS

Liste des Abattoirs dans lesquels la Collecte est imposée

(Arrêté du 19 mars 1941)

Le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture, le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances, le Secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé et le Secrétaire d'Etat au Ravitaillement,

Vu la Loi du 8 octobre 1940 relative au ramassage des pancréas des bovins et des porcins;

Vu la Loi du 30 juillet 1940 relative à la fixation des prix des produits et denrées agricoles;

Vu la Loi du 21 octobre 1940 modifiant, complétant et codifiant la législation sur les prix;

Vu l'Avis du comité central des prix,

ARRÊTENT :

Article Premier. — La liste des abattoirs prévus au deuxième paragraphe de l'Article 1^{er} de la Loi du 8 octobre 1940 est fixée comme suit:

- Abattoir municipal de Lyon-Mouche (Rhône).
- Abattoir municipal de Marseille (Bouches-du-Rhône).
- Abattoir municipal de Nice (Alpes-Maritimes).
- Abattoir municipal de Saint-Etienne (Loire).
- Abattoir municipal de Bordeaux (Gironde).
- Abattoir municipal du Havre (Seine-Inférieure).
- Abattoir municipal de Lille (Nord).
- Abattoir municipal de Paris-La-Villette (Seine).
- Abattoir municipal de Paris-Vaugirard (Seine).

Abattoir municipal de Nantes (Loire-Inférieure).

Abattoir industriel des établissements Morey à Cuiseaux (Saône-et-L.).

Abattoir industriel des établissements Geo à Kremlin-Bicêtre (Seine).

Abattoir industriel de la Nationale à Aubervilliers (Seine).

Art. 2. — En outre, et conformément au paragraphe 3 de l'Article 1^{er} de la Loi précitée, l'obligation du ramassage des pancréas est étendue aux établissements suivants:

Abattoir municipal d'Avignon (Vaucluse).

Abattoir municipal de Grenoble (Isère).

Abattoir municipal de Limoges (Haute-Vienne).

Abattoir municipal de Toulon (Var).

Abattoir municipal de Toulouse (Haute-Garonne).

Abattoir municipal d'Amiens (Somme).

Abattoir municipal du Mans (Sarthe).

Abattoir municipal de Nancy (Meurthe-et-Moselle).

Abattoir municipal de Rouen (Seine-Inférieure).

Abattoir municipal de Roubaix (Nord).

Abattoir municipal de Tourcoing (Nord).

Abattoir industriel de la société alimentation de Provence à Avignon (Vaucluse).

Abattoir industriel de la société alimentation de Provence à Fenouillet (Haute-Garonne).

Abattoir industriel de la société alimentation Charvet à Mezeriat (Ain).

Abattoir industriel de La Roche-sur-Yon (Vendée).

Abattoir industriel de Pouzauges (Vendée).

Art. 3. — Dans les établissements d'abatage énumérés aux Articles 1^{er} et 2 du présent Arrêté, nul ne peut procéder à la récolte des pancréas des bovins et des porcins s'il n'est agréé par le directeur des services vétérinaires comme remplissant les conditions techniques prévues par le deuxième alinéa de l'Article 2 de la Loi du 8 octobre 1940.

Un délai supplémentaire de trois mois à compter de la publication du présent arrêté est accordé aux organismes récolteurs pour réaliser les installations nécessaires à la conservation des pancréas.

Art. 4. — Le vétérinaire inspecteur de chaque établissement d'abatage visé par le présent Décret assure l'exécution des mesures prescrites par les Articles 1^{er} et 2 de la Loi du 8 octobre 1940. Il est, en outre, chargé de la surveillance des établissements agréés pour la récolte et la conservation des pancréas.

Art. 5. — Le récolteur agréé est tenu d'ouvrir un registre sur lequel sont inscrits les nombres des pancréas récoltés, leur poids après épluchage, la date de l'entrée dans l'établissement de conservation. Les sorties de pancréas sont portées au même registre avec la mention des poids d'organes livrés ou expédiés à chaque fabricant d'insuline, la date de la livraison ou de l'expédition.

Ce registre est coté et paraphé par les soins du vétérinaire inspecteur qui le vise à chacune de ses visites de contrôle et qui s'assure, en outre, que le nombre de pancréas récoltés correspond bien au nombre des animaux abattus dans l'établissement soumis à sa surveillance.

Art. 6. — La répartition des pancréas récoltés conformément à la Loi du 8 octobre 1940 est confiée à l'office central de répartition des produits industriels (section chimie) qui sera tenu d'en faire la répartition entre les seuls fabricants d'insuline autorisés par la Loi du 14 juin 1934.

A cet effet, les organismes récolteurs agréés sont tenus :

a) D'indiquer, tous les mois, à l'office central de répartition des produits industriels (section chimie) les quantités d'organes qu'ils ont ramassées;

b) de demander à l'office central de répartition des produits industriels (section chimie) de leur indiquer les établissements auxquels ils doivent adresser ces organes.

Art. 7. — Le prix maximum de vente aux fabricants visés à l'Article 3 des pancréas épluchés et conservés à -15° est fixé à 18 fr. le kilogramme pour les bovins et les porcins.

Les récolteurs de pancréas sont tenus de verser aux abatteurs une indemnité par organe prélevé égale à 2 fr. pour les bovins, et 60 centimes pour les porcins, pour un poids minimum d'organe épluché de 200 grammes pour les bovins et de 50 grammes pour les porcins.

Fait à Vichy, le 19 mars 1941.

Le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,
PIERRE CAZIOT.

Le Secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé,
JACQUES CHEVALIER.

*Le Ministre Secrétaire d'Etat
à l'Economie Nationale et aux Finances,*
YVES BOUTHILLIER.

Le Secrétaire d'Etat au Ravitaillement,
JEAN ACHARD.

Secrétariat d'Etat à la Production Industrielle

**COTISATIONS IMPOSÉES
PAR LES COMITÉS D'ORGANISATION
AUX PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES**

(Arrêté du 24 juillet 1941)

Le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances
et le Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle,

Vu la Loi du 16 août 1940 portant organisation provisoire de la production industrielle,

Vu le Décret du 15 mai 1941 relatif au financement des dépenses des comités d'organisation,

ARRÊTENT :

Article Premier. — Les entreprises industrielles, commerciales et artisanales placées, en ce qui concerne la taxe d'Etat sur les transactions, sous le régime du forfait, et relevant, du fait de leur activité, de deux ou plusieurs comités d'organisation professionnelle, ne peuvent être assujetties pour couvrir les dépenses administratives de ces comités qu'à une seule cotisation calculée sur le montant net du forfait admis par l'administration des contributions indirectes comme base de l'impôt d'Etat.

Le taux de cette cotisation sera celui que le comité d'organisation professionnelle, dont l'entreprise considérée relève pour la majeure partie de son activité (comité principal), applique à ses ressortissants sur le montant de leur chiffre d'affaires; toutefois, il ne pourra en aucun cas dépasser 5 p. 100.

Le taux de cette cotisation sera également fixé à 3 p. 1000 lorsque le comité d'organisation professionnelle défini à l'alinéa précédent (comité principal) n'a pas prévu l'application à ses ressortissants d'une taxe sur le montant de leur chiffre d'affaires.

Art. 2. — Les entreprises qui seraient exonérées de la taxe d'Etat sur les transactions et relèveraient, du fait de leur activité, de deux ou plusieurs comités d'organisation professionnelle, ne pourraient être assujetties, pour couvrir les dépenses administratives de ces comités, qu'à une date fixe.

Le montant de cette taxe serait fixé par le comité d'organisation professionnelle dont l'entreprise considérée relève pour la majeure partie de son activité (comité principal).

Art. 3. — Le versement des cotisations prévues aux Articles précédents sera effectué au compte du comité d'organisation professionnelle défini comme comité principal, à charge pour ce dernier de le répartir entre les autres comités d'organisation intéressés, soit directement, soit par l'intermédiaire de l'organisme de recouvrement opérant pour son compte. Cette répartition sera effectuée après accord entre tous les comités d'organisation intéressés ou, à défaut, par décision du Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle.

Art. 4. — Le versement des cotisations, instituées par le présent Arrêté, sera effectué par quart dans les trente premiers jours de chaque trimestre. Les versements peuvent être effectués par virement, en banque, chèques, mandats, ou chèques postaux.

Art. 5. — Les dispositions du présent Arrêté sont applicables à compter du 1^{er} janvier 1941.

Les fractions de cotisations échues entre cette date et la date de publication du présent Arrêté seront perçues dans les trente jours suivant cette publication.

Fait à Paris, le 24 juillet 1941.

*Le Ministre Secrétaire d'Etat
à l'Economie Nationale et aux Finances,*
YVES BOUTHILLIER.

Le Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle,
FRANÇOIS LEHIDEUX.

COTISATIONS POUR COUVRIR LES FRAIS DU C. O. P. P.

(Arrêté du 29 août 1941)

Le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances
et le Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle,

Vu la Loi du 16 août 1940 portant organisation provisoire de la production industrielle;

Vu le Décret du 9 janvier 1941 portant création du comité d'organisation des industries et du commerce des produits pharmaceutiques (et les rectificatifs publiés au *Journal Officiel* du 11 février et du 24 mars 1941);

Vu le Décret du 15 mai 1941 relatif au financement des dépenses des comités d'organisation;

Vu l'Arrêté du 24 juillet 1941 relatif aux cotisations imposées par les comités d'organisation aux petites et moyennes entreprises;

ARRÊTENT :

Article Premier. — La taxe destinée à couvrir les dépenses administratives du comité d'organisation des industries et du commerce des produits pharmaceutiques est due par toutes les entreprises se rattachant aux branches de production et de commerce désignés ci-après et à toutes autres qui seraient ultérieurement rattachées audit comité:

Section 1. — Industrie des produits de droguerie pharmaceutique et des produits biologiques.

Section 2. — Industrie de la préparation des médicaments présentés au public sous forme conditionnée et sous marque ou sous cachet.

Section 3. — Commerce de la droguerie pharmaceutique, des produits biologiques et des médicaments conditionnés pour la vente au public.

Art. 2. — La taxe visée à l'Article précédent est constituée par une taxe de deux pour mille sur le chiffre d'affaires annuel de l'entreprise.

Le chiffre d'affaires soumis à cette taxe est le chiffre d'affaires imposable à la taxe d'Etat sur les transactions; les entreprises placées, en ce qui concerne la taxe d'Etat, les transactions, sous le régime du forfait sont taxées sur le montant du forfait dont elles bénéficient.

Art. 3. — Les entreprises qui, du fait de leur activité, ressortissent à la fois du comité d'organisation des industries et du commerce des produits pharmaceutiques et à un ou plusieurs autres comités d'organisation sont assujetties au paiement des taxes définies à l'Article précédent dans les conditions suivantes:

Aux entreprises placées, en ce qui concerne la taxe d'Etat sur les transactions, sous le régime du forfait, il est fait application des dispositions de l'Arrêté du 24 juillet 1941.

Dans les autres entreprises, seule sera décomptée pour l'établissement de la taxe sur le chiffre d'affaires, la fraction de chiffre afférente à la fabrication, à la transformation et à la vente des objets, matières ou produits résultant des activités professionnelles définies à l'Article 1^{er}.

A défaut de justifications comptables suffisantes, les bases de la ventilation du chiffre d'affaires seront fixées par le Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle.

Art. 4. — Les pharmaciens détaillants, les pharmaciens, des cliniques, maisons de santé et hôpitaux privés, et d'une manière générale, toutes les entreprises qui ne sont pas rattachées audit comité d'organisation, mais y sont intéressées comme recevant de lui les attributions de produits répartis qu'il leur fait en vertu de la délégation d'un ou de plusieurs répartiteurs, chefs des sections de l'office central de répartition, sont tenus de rembourser au comité d'organisation les frais d'impression et d'envoi des carnets de bons qui leur sont remis. Ce remboursement aura lieu forfaitairement au moyen d'une taxe fixe annuelle établie selon le barème suivant:

Pharmaciens d'officine ayant fait, au cours de l'année précédente, un chiffre d'affaires annuel:

Inférieur à 200.000 fr. (catégorie A).....	20 fr.
Compris entre 200.000 et 400.000 (catégorie B)....	40 fr.
Compris entre 400.000 et 600.000 (catégorie C)....	60 fr.
Supérieur à 600.000 fr.	80 fr.
Propharmaciens	20 fr.
Cliniques, maisons de santé, hôpitaux privés.....	20 fr.

Les hôpitaux et services publics ne sont assujettis au paiement d'aucune contribution.

Art. 5. — Les taxes instituées par le présent Arrêté doivent être versées à la caisse autonome de recouvrement des comités d'organisation. Ce versement sera effectué :

1° En ce qui concerne la taxe sur le chiffre d'affaires définis aux Articles 2 et 3, dans le mois suivant chaque trimestre, pour les opérations afférentes à ce trimestre ;

2° En ce qui concerne la taxe fixe définie à l'Article 4, en totalité dans le mois suivant le premier trimestre de l'année.

Les versements peuvent être effectués par virement en banque, chèques, mandats cartes ou chèques postaux. Les versements relatifs aux taxes sur le chiffre d'affaires sont accompagnés d'une déclaration certifiée exacte, en double exemplaire, des éléments ayant servi de base à l'assiette de la taxe.

Art. 6. — Les dispositions du présent Arrêté sont applicables à compter du 1^{er} janvier 1941.

La fraction des taxes échue entre cette date et la date de publication du présent Arrêté sera perçue dans les trente jours suivant cette publication.

Les taxes instituées par le présent Arrêté sont valables jusqu'au 31 décembre 1941, sauf modification intervenue avant cette date dans la même forme.

Art. 7. — Le directeur des industries chimiques et le directeur de l'économie générale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté.

Fait à Paris, le 29 août 1941.

*Le Ministre Secrétaire d'Etat
à l'Economie Nationale et aux Finances,*
YVES BOUTHILLIER.

Le Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle,
FRANÇOIS LEHIDEUX.

LOI DU 11 SEPTEMBRE 1941
RELATIVE A L'EXERCICE DE LA PHARMACIE

RAPPORT
au Maréchal de France, Chef de l'État Français

Vichy, le 11 septembre 1941.

Monsieur le Maréchal,

L'exercice de la pharmacie en France est régi essentiellement par deux textes: la Déclaration Royale du 25 avril 1777 et la Loi du 21 germinal an XI.

Ce sont eux qui servent encore de base à une jurisprudence de plus en plus complexe, car les textes primitifs s'adaptent à l'exercice de la pharmacie tel qu'il se pratiquait aux dix-huitième siècle, avant l'essor de la science pharmaceutique, basé sur l'évolution de la chimie et de la médecine.

Cette constatation comporte en elle-même la critique fondamentale de la législation. Celle-ci n'est plus adaptée à l'état actuel de la profession pharmaceutique. Sa partie industrielle et le développement à la fois commercial et scientifique de la profession ne trouvent plus leur place dans le cadre ancien.

Ainsi, la nécessité d'une réforme se faisait sentir depuis bien longtemps et de nombreux projets de loi ont été préparés au cours des dernières années.

Ils n'ont pas abouti, mais, par contre, en 1927, puis en 1936, des Décrets beylicaux réglementaient sur des bases modernes l'exercice de la pharmacie en Tunisie.

De même, les colonies françaises possèdent toutes une législation récente de l'exercice de cette profession.

Tous les groupements professionnels pharmaceutiques, les établissements scientifiques spécialisés sont d'accord pour réclamer une réforme; le texte qui vous est présenté correspond à ces aspirations et il s'inspire, en outre, de la réorganisation corporative et administrative de l'Etat Français. Il nous a paru plus logique de réunir dans un seul texte, destiné à constituer le code de la pharmacie française, à la fois l'organisation corporative et la réglementation de la profession.

Le titre 1^{er} se rapportant aux conditions générales d'exercice de la profession, maintient et précise le privilège des pharmaciens pour la préparation et la vente des médicaments; mais il comporte une disposition nouvelle qui place le pharmacien sous la juridiction de ses confrères en l'obligeant à être inscrit à l'une des chambres professionnelles, instituées par la présente Loi. La nécessité de cette réglementation se fait sentir d'une façon pressante, elle s'opposera au développement anarchique de la profession tel que nous le constatons aujourd'hui.

Ce principe posé, il faut organiser la profession; c'est l'objet du titre II. Celui-ci institue les chambres départementales qui comprennent tous les pharmaciens exerçant dans le département. A la tête de ces chambres se trouve un conseil élu. Ces chambres ont un rôle d'information et de réglementation en ce qui concerne l'exercice local de la profession. Au chef-lieu de la région est institué un conseil régional qui est doté de pouvoirs judiciaires et financiers. Dans ce conseil prennent rang des professeurs de faculté de pharmacie qui apporteront le prestige de leur savoir et l'indépendance de leur situation.

Ainsi, les difficultés locales seront appréciées sous un plan plus élevé et avec une garantie plus grande d'impartialité.

Mais, à côté des pharmaciens détaillants, existent deux autres catégories: celle des fabricants de produits pharmaceutiques et celle des grossistes répartiteurs dont l'activité professionnelle est très différente de celle des pharmaciens d'officine. Un comité d'organisation, créé en vertu de la Loi du 16 août 1940, et à l'existence duquel le présent projet de Loi ne porte aucunement atteinte, coordonne et dirige leur activité au point de vue économique. Les Articles 9 et 12 organisent une chambre corporative pour chacune de ces catégories.

Enfin, un conseil supérieur de la pharmacie rassemble les délégués des diverses chambres énumérées précédemment. Cet organisme représente l'ensemble de la profession dans tous ses genres d'activité et sera l'interprète national de la pharmacie française auprès de l'Etat. C'est dans le conseil supérieur que les diverses tendances trouveront leur position d'équilibre.

La profession pharmaceutique possède un double caractère: libéral et commercial. A ce dernier titre, elle ne peut pas se désintéresser de certains appels au public dont l'ensemble constitue la publicité. Jusqu'ici, aucune règle n'intervenait en cette matière; aussi assistions-nous à une extension abusive et parfois pernicieuse pour la santé publique de ces

appels publicitaires, extension qui a grandement nui au prestige du pharmacien et au caractère libéral de la profession. Le titre III réglemente la publicité mais il ne la supprime pas. Une mesure trop rigoureuse ne manquerait pas d'entraîner des répercussions très graves dans l'industrie pharmaceutique, aussi bien dans son marché intérieur qu'extérieur.

Le titre IV indique les règles de l'exercice de la pharmacie de détail. En outre des règles anciennes qui sont précisées et qui résument la jurisprudence actuelle, trois dispositions importantes sont proposées :

1° La suppression des officines ouvertes illégalement, c'est-à-dire qui n'appartiennent pas réellement à un pharmacien, et celles qui ne sont pas gérées effectivement par un pharmacien. Le nombre de telles officines est à l'heure actuelle considérable, dans certaines grandes villes; on peut les évaluer à plus de 20 p. 100 des officines ouvertes;

2° La limitation du nombre des pharmacies. Cette mesure est demandée par toutes les associations de pharmaciens. Elle a pour but de ramener à une juste limite une concurrence qui peut devenir très préjudiciable à la moralité de la profession. Mais les conséquences de cette limitation pour les possibilités d'installation des jeunes pharmaciens se trouvent atténuées par l'obligation pour les grandes pharmacies, d'utiliser des pharmaciens employés, lorsque leur chiffre d'affaires dépasse une certaine limite;

3° Les médicaments seront vendus à l'avenir obligatoirement à un tarif national unique et ils devront être conformes aux exigences du Codex. Cette standardisation s'impose pour éviter une concurrence souvent préjudiciable à la qualité du produit vendu; la santé publique ne peut souffrir d'accommodements à ce sujet.

La législation antérieure ne mentionne pas la fabrication et la vente en gros des médicaments. Cette lacune présentait des inconvénients de plus en plus graves et nombreux. Le titre V de la présente Loi édicte les règles auxquelles doivent être soumis les grands établissements pharmaceutiques. Ceux-ci sont souvent très proches de la grande industrie chimique. Aussi devait-on tenir compte de la nécessité pour de telles entreprises de posséder des capitaux importants et des concours techniques, étrangers à la pharmacie. Le texte proposé aménage cette nécessité avec celle qui se réfère au privilège du diplôme de pharmacien. Il assure de plus un contrôle rigoureux de la fabrication afin que toutes garanties puissent être données à la santé publique dans la préparation en gros des médicaments. C'est cette préoccupation qui a déterminé la codification des règles imposées aux spécialités pharmaceutiques. Celles-ci ne pourront plus être vendues qu'après autorisation, laquelle ne sera donnée qu'après un examen technique minutieux du produit. L'organisation d'un tel contrôle représente une tâche immense, qui ne peut être l'œuvre d'un seul organisme, aussi parfait soit-il.

Pour atteindre ce but, nous demanderons le concours technique de l'ensemble des laboratoires universitaires, notamment de ceux des facultés de pharmacie et des facultés de médecine qui sont particulièrement qualifiés pour cet examen. Cette contribution de l'Université à l'œuvre de la santé publique ne pourra qu'être profitable à ces deux organismes. Afin de donner toutes les garanties désirables, les décisions d'autorisation seront prises par un comité qui réunira un nombre restreint de très hautes personnalités scientifiques, tant médicales que pharmaceutiques.

Enfin, pour assurer le respect de toutes ces règles et la bonne marche du contrôle, il était nécessaire d'établir une inspection efficace. Celle-ci sera réalisée par des inspecteurs, régionaux, rattachés aux directions régionales de la santé et de l'assistance, et pour lesquels les garanties les plus formelles d'indépendance et de savoir sont exigées. Il n'est en rien dérogé aux attributions que les inspecteurs de la répression des fraudes tiennent de la législation en vigueur pour rechercher les infractions à la Loi du 1^{er} août 1905 et aux Lois spéciales concernant tous les produits autres que les médicaments, ainsi que pour procéder à toutes enquêtes relatives au commerce de ces produits.

Ainsi, après avoir organisé sur des bases solides la structure de la profession, c'est à elle-même que nous remettons ses destinées.

Veillez gréer, monsieur le Maréchal, l'hommage de mon profond respect et de mon entier dévouement.

Le Secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé,
SERGE HUARD.

Nous, Maréchal de France, Chef de l'Etat Français,

Après avis du Conseil d'Etat,

Le Conseil des Ministres entendu,

DÉCRÉTONS :

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article Premier. — Sont réservées aux pharmaciens, sauf les dérogations prévues aux articles 25, 29 et 59 ci-après :

1° La préparation des médicaments destinés à l'usage de la médecine humaine : c'est-à-dire de toute drogue, substance ou composition présentée comme possédant des propriétés curatives ou préventives à l'égard des maladies humaines et conditionnés en vue de la vente au poids médicinal.

Sont considérés comme médicaments les produits diététiques qui renferment dans leur composition des substances chimiques ou biologiques, ne constituant pas elles-mêmes des aliments, mais dont la présence confère à ces produits soit des propriétés spéciales recherchées en thérapeutique diététique, soit des propriétés de repas d'épreuve;

2° La préparation des objets de pansements et de tous articles présentés comme conformes au Codex, stérilisés ou non;

3° La vente en gros, la vente au détail et toute délivrance au public des mêmes produits et objets;

4° La vente des plantes médicinales inscrites au Codex.

La fabrication et la vente des virus atténués ou non, sérums thérapeutiques, toxines modifiées ou non et les divers produits d'origine microbienne, pouvant servir sous une forme quelconque au diagnostic, à la prophylaxie ou à la thérapeutique, demeurant régies par les dispositions de la Loi du 14 juin 1934, sur les sérums thérapeutiques.

La fabrication et la vente en gros des drogues simples, des produits chimiques et de toutes matières premières destinées à la pharmacie sont libres, à condition que ces produits ne soient jamais délivrés directement aux consommateurs pour l'usage pharmaceutique et sous réserve des règlements particuliers concernant certains d'entre eux.

Les produits hygiéniques, s'ils ne contiennent pas de substances soumises à la Loi du 12 juillet 1916 relative à la vente des substances vénéneuses, les produits utilisés pour la désinfection des locaux et pour la prothèse dentaire ne sont pas considérés comme médicaments.

Art. 2. — Nul ne peut exercer la profession de pharmacien s'il n'offre toutes garanties de moralité professionnelle et s'il ne réunit en outre les conditions suivantes:

a) Satisfaire aux obligations de nationalité prévues par les Lois et Règlements en vigueur;

b) Etre titulaire du diplôme de pharmacien délivré par l'Etat Français. Ce diplôme doit être enregistré sans frais à la préfecture du département et au greffe du tribunal de première instance;

c) Etre inscrit à l'une des chambres professionnelles instituées par le titre II ci-après.

TITRE II

ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES

CHAPITRE PREMIER

Les chambres départementales des pharmaciens

Art. 3. — Il est institué dans chaque département une chambre des pharmaciens, ayant en principe son siège au chef-lieu du département et comprenant tous les pharmaciens titulaires ou non d'une officine qui exercent leur art dans le département.

Cette chambre surveille l'activité professionnelle de ses membres et a qualité pour défendre leurs intérêts.

Elle saisit le conseil régional des pharmaciens des affaires ressortissant à ce conseil.

Art. 4. — Le chambre départementale des pharmaciens est administrée par un conseil composé de :

Quatre membres pour un nombre de pharmaciens inscrits inférieur ou égal à cinquante ;

Six membres si le nombre des inscrits est de cinquante et un à cent cinquante ;

Huit s'il est supérieur à cent cinquante ;

Et douze pour la chambre des pharmaciens du département de la Seine.

Les membres des conseils sont élus pour trois ans. Leur mandat est renouvelable. Le conseil désigne son président.

Pour la constitution des premiers conseils, le président et les membres du conseil seront nommés par le Secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé, sur la proposition du Directeur Régional de la Santé et de l'Assistance.

Un Arrêté du Secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé règlera, d'une part, les modalités de l'élection des membres du conseil et, d'autre part, la date à laquelle prendront fin les pouvoirs des premiers conseils.

Art. 5. — Le conseil donne son avis sur l'octroi des licences pour l'ouverture et le transfert des officines, sur le remplacement des titulaires d'officine, sur la limitation et la répartition des officines et leur évaluation, dans les conditions qui sont prévues aux Articles 21 et 37 de la présente Loi.

Il peut demander au Directeur Régional de la Santé et de l'Assistance que des enquêtes relatives à l'exercice de la profession soient effectuées par les inspecteurs des pharmacies.

CHAPITRE II

Conseils régionaux des pharmaciens

Art. 6. — Au siège de chaque région sanitaire, est institué un conseil régional des pharmaciens. Ce conseil comprend :

1° Deux professeurs de faculté de pharmacie, de faculté mixte de médecine et de pharmacie ou d'école de médecine et de pharmacie, pourvus de diplômes de pharmaciens, désignés par le recteur de l'académie ;

2° Des délégués des chambres départementales de la région à raison de un délégué pour les chambres de moins de cinquante et un membres,

de deux pour celles de cinquante et un à cent cinquante membres, de trois pour celles de plus de cent cinquante membres, de quatre pour la chambre départementale de la Seine.

Les membres du conseil régional sont nommés ou élus pour trois ans. Leur mandat est renouvelable.

Le conseil régional désigne son président parmi les délégués départementaux.

Pour la constitution des premiers conseils, le président et les membres du conseil seront nommés par le Secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé, sur la proposition du Directeur Régional de la Santé et de l'Assistance.

Un Arrêté du Secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé règlera, d'une part, les modalités de l'élection des membres du conseil et, d'autre part, la date à laquelle prendront fin les pouvoirs des premiers conseils.

Le président de la chambre des notaires du chef-lieu du département de la région exerce auprès du conseil régional les fonctions de conseiller juridique. Il peut par un acte exprès déléguer ses fonctions à l'un de ses confrères, membre de la chambre.

Art. 7. — Le conseil régional examine les questions qui intéressent la profession dans le cadre régional.

Il élit un représentant pour la désignation des délégués au conseil supérieur de la pharmacie.

Il est saisi des résultats des enquêtes effectuées par les inspecteurs des pharmacies.

Les pharmaciens reconnus coupables de fautes professionnelles pourront encourir l'une des peines disciplinaires suivantes :

Réprimande;

Blâme avec inscription au dossier;

Suspension pour une période qui ne pourra excéder trois mois;

Interdiction de la profession.

Les deux premières sanctions sont prononcées par le conseil régional. Les peines plus élevées sont prononcées par le préfet sur la proposition du Directeur Régional de la Santé et de l'Assistance, sauf recours au Secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé, qui statuera en dernier ressort après avis du conseil supérieur de la pharmacie.

En cas de suspension, s'il s'agit du titulaire d'une officine, le titulaire suspendu sera tenu de présenter un remplaçant au conseil régional qui, à défaut de présentation, en désignera un d'office.

Art. 8. — Le conseil régional a qualité pour ester en justice. Il administre le patrimoine de la caisse régionale de la pharmacie, instituée en vertu de l'Article 38 de la présente Loi et qui est dotée de la personnalité civile.

CHAPITRE III

Chambre des fabricants et Chambre des droguistes et répartiteurs

Art. 9. — Il est institué, pour l'étendue du territoire métropolitain, une chambre des fabricants de produits pharmaceutiques dont le siège est à Paris. Cette chambre comprend tous les pharmaciens qui sont propriétaires, gérants, administrateurs des établissements autres que les officines, qui se livrent à la fabrication des compositions et préparations pharmaceutiques et au conditionnement des drogues simples ou des produits chimiques en vue de leur vente au poids médicinal.

Les pharmaciens propriétaires d'officines qui exploitent une ou plusieurs spécialités y sont représentés par des délégués désignés par les conseils régionaux des pharmaciens; le nombre de ces délégués sera fixé par Arrêté du Secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé.

La chambre est administrée par un conseil composé de douze membres appartenant à des établissements différents. Les membres sont élus pour trois ans. Leur mandat est renouvelable. Ce conseil désigne son président.

Pour la constitution des premiers conseils, le président et les membres du conseil seront nommés par le Secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé.

Un Arrêté du Secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé règlera, d'une part, les modalités de l'élection des membres du conseil et, d'autre part, la date à laquelle prendront fin les pouvoirs des premiers conseils.

Art. 10. — La chambre des fabricants est dotée de la personnalité civile.

La chambre surveille l'activité professionnelle de ses membres et a qualité pour défendre leurs intérêts.

Art. 11. — Le conseil de la chambre peut demander aux Directeurs Régionaux de la Santé et de l'Assistance de faire effectuer des enquêtes relatives à l'exercice de la profession, par les inspecteurs de pharmacie.

Il est saisi du résultat de ces enquêtes et a qualité pour proposer au Secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé les mesures qui lui paraîtraient propres à remédier aux irrégularités constatées.

Il administre le patrimoine de la chambre des fabricants de produits pharmaceutiques.

Il dresse le fichier des fabricants de produits pharmaceutiques.

Il désigne les délégués de la chambre au conseil supérieur de la pharmacie.

Art. 12. — Il est institué une chambre des droguistes en pharmacie et répartiteurs de produits pharmaceutiques, dont la constitution et les attributions sont les mêmes que celles de la chambre des fabricants de produits pharmaceutiques définis aux Articles 9, 10 et 11 précédents.

Art. 13. — A l'exception des délégués désignés par les conseils régionaux des pharmaciens dans les conditions prévues à l'alinéa 2 de l'Article 9, nul ne peut être simultanément inscrit à une chambre départementale et à la chambre des fabricants de produits pharmaceutiques, ou à la chambre des droguistes en pharmacie et des répartiteurs de produits pharmaceutiques, mais à l'une de ces chambres seulement.

CHAPITRE IV

Conseil supérieur de la pharmacie

Art. 14. — Il est institué un conseil supérieur de la pharmacie. Ce conseil comprend :

1° Un professeur de la faculté de pharmacie de Paris, un professeur d'une faculté de pharmacie de province et un professeur d'une faculté mixte de médecine et de pharmacie (section de pharmacie), nommés par le Secrétaire d'Etat à l'Education Nationale et à la Jeunesse;

2° Huit délégués appartenant à des conseils régionaux différents. En vue de l'élection de ces délégués, chaque conseil régional désigne un représentant. Une réunion de ces représentants, présidée par le plus ancien, procède à l'élection;

3° Quatre délégués de la chambre des fabricants de produits pharmaceutiques;

4° Deux délégués de la chambre des droguistes en pharmacie et répartiteurs de produits pharmaceutiques.

Les membres du conseil sont nommés ou élus pour trois ans, leur mandat est renouvelable.

Le conseil élit son président et un vice-président.

Pour la constitution du premier conseil, les membres autres que ceux qui sont à la nomination du Secrétaire d'Etat à l'Education Nationale et à la Jeunesse, ainsi que le président et le vice-président, seront nommés par Arrêté du Secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé.

Art. 15. — Le conseil supérieur de la pharmacie étudie les questions d'intérêt général se rapportant à la pharmacie.

Il délibère sur les affaires soumises à son examen par le Secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé.

Il oriente et coordonne l'action des conseils régionaux des pharmaciens et des chambres instituées au chapitre 3 du présent titre.

Il se réunit au moins une fois par trimestre.

TITRE III

RÉGLEMENTATION DE LA PUBLICITÉ

Art. 16. — La publicité technique concernant les médicaments est libre auprès des médecins et pharmaciens; toutefois, il est interdit aux pharmaciens de donner aux médecins, dentistes, sages-femmes, des primes, des objets publicitaires ou des avantages matériels de quelque nature que ce soit, en dehors des échanges médicaux destinés à l'expérimentation et de la remise habituelle sur le prix des médicaments destinés à leur usage personnel.

Art. 17. — La publicité s'adressant au public est libre lorsqu'elle mentionne exclusivement le nom et la composition du produit, celui du pharmacien préparateur, ses titres universitaires, son adresse.

Art. 18. — Aucun texte publicitaire dépassant les limites définies à l'Article précédent ne peut être porté à la connaissance du public par quelque moyen que ce soit s'il n'a reçu le visa du comité technique des spécialités institué à l'Article 44 ci-après. Ce visa ne comporte aucune garantie en ce qui concerne les propriétés thérapeutiques du produit.

Un délai de six mois à partir de la mise en vigueur de la présente Loi est accordé aux fabricants de spécialités pour se mettre en règle avec les présentes prescriptions et celles de l'Article 17. Ce délai est porté à dix-huit mois en ce qui concerne les textes publicitaires qui font partie du conditionnement des spécialités en vente lors de la promulgation de la présente Loi.

TITRE IV

CONDITIONS DE L'EXERCICE DE LA PHARMACIE DE DÉTAIL

CHAPITRE PREMIER

Des officines de pharmacie

Art. 19. — On entend par officine l'établissement affecté à l'exécution des ordonnances magistrales, à la préparation des médicaments inscrits au Codex et à la vente au détail des produits visés à l'Article 1^{er}.

Art. 20. — L'exploitation d'une officine est incompatible avec l'exercice d'une autre profession, notamment avec celle de médecin, sage-femme, dentiste, même si l'intéressé est pourvu des diplômes correspondants.

Les pharmaciens ne peuvent faire dans leur officine le commerce de marchandises autres que celles figurant sur une liste arrêtée par le Secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé, sur proposition du conseil supérieur de la pharmacie.

Les pharmaciens doivent tenir, dans leur officine, les drogues simples, les produits chimiques et les préparations stables décrites par le Codex français. Les médicaments officinaux instables doivent pouvoir être préparés en cas de besoin. Ces substances doivent présenter les caractéristiques indiquées au Codex.

Les pharmaciens ne peuvent vendre aucun remède secret.

Art. 21. — Toute ouverture d'une nouvelle officine, tout transfert d'une officine d'un lieu dans un autre sont subordonnés à l'octroi d'une licence délivrée par le préfet sur la proposition du directeur régional de la santé et de l'assistance après avis de la chambre départementale des pharmaciens.

Cette licence fixe l'emplacement où l'officine sera exploitée.

Tout refus de licence doit faire l'objet d'une décision motivée. Il peut en être fait appel au Secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé qui statue après avis du conseil régional. Lors de la fermeture définitive de l'officine la licence doit être remise à la préfecture par son dernier titulaire ou par ses héritiers.

Art. 22. — Tout pharmacien se proposant d'exploiter une officine devra en faire la déclaration préalable à la préfecture où elle sera enregistrée.

Seront jointes à cette déclaration les justifications propres à établir que son auteur remplit les conditions exigées par les Articles 2 et 23 de la présente Loi, qu'il est inscrit à la chambre départementale des pharmaciens et qu'il s'est assuré la propriété ou la co-propriété de l'établissement considéré.

Si l'une ou plusieurs de ces conditions font défaut, le préfet, après avis du conseil de la chambre départementale et sur la proposition du directeur régional de la santé et de l'assistance, refusera l'enregistrement par une décision motivée.

En cas de réclamation, il sera statué par le Secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé après avis du conseil régional.

Si aucune décision n'est intervenue dans le délai de deux mois à compter du dépôt de la déclaration, l'enregistrement de celle-ci sera de droit à l'expiration du dit délai.

Art. 23. — Le pharmacien doit être propriétaire de l'officine dont il est titulaire et être âgé d'au moins vingt-cinq ans.

Les pharmaciens sont autorisés à constituer entre eux une société en nom collectif en vue de l'exploitation d'une officine.

Un pharmacien ne peut être propriétaire ou co-propriétaire que d'une seule officine.

Art. 24. — Aucune convention relative à la propriété d'une officine n'est valable si elle n'a été constatée par écrit. Une copie de la convention est déposée à la chambre départementale des pharmaciens et à la direction régionale de la santé et de l'assistance.

Est nulle et de nul effet toute stipulation destinée à établir que la propriété ou la co-propriété d'une officine appartient à une personne non diplômée.

Art. 25. — Par dérogation au paragraphe 1^{er} de l'Article 23 de la présente Loi, les hôpitaux, hospices, asiles, cliniques, sanatoriums, préventori-ums, maisons de santé, dispensaires et en général tous les organismes publics ou privés où sont traités les malades, ainsi que les sociétés de secours mutuels et les unions, peuvent être propriétaires d'une pharmacie, à la condition de la faire gérer par un pharmacien, sous la surveillance et la responsabilité duquel se fait la distribution des médicaments.

L'autorisation de gérance est délivrée par le préfet du département, après avis de la chambre départementale des pharmaciens et sur proposition du directeur régional de la santé et de l'assistance.

Cette gérance peut être confiée, lorsque l'établissement ne comporte qu'un service réduit, à un pharmacien déjà titulaire d'une officine. Dans ce cas, l'autorisation doit en faire mention expresse.

Le directeur régional de la santé et de l'assistance peut désigner parmi les établissements mentionnés ci-dessus ceux dans lesquels les médecins pourront délivrer directement aux malades relevant de l'assistance médicale gratuite les médicaments dont une liste sera établie par le Secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé.

Le fonctionnement des pharmacies visées au présent Article est soumis au contrôle et à l'inspection institués par la présente Loi.

Art. 26. — Les établissements de toute nature prévus à l'Article précédent ne peuvent avoir de pharmacies que pour leur usage particulier intérieur.

Exceptionnellement, en cas de nécessité, le préfet du département peut, après avis favorable du directeur régional de la santé et de l'assistance, autoriser pour une période déterminée ces établissements à vendre au public des médicaments au prix du tarif pharmaceutique.

CHAPITRE II

Exercice de la profession

Art. 27. — Le pharmacien titulaire d'une officine doit exercer personnellement sa profession.

En toutes circonstances, les médicaments doivent être préparés par un pharmacien, ou sous la surveillance directe d'un pharmacien.

Un Arrêté du Secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé fixera, après avis du conseil supérieur de la pharmacie, le nombre des pharmaciens dont les titulaires d'officines devront se faire assister en raison de l'importance de leur chiffre d'affaires.

CHAPITRE III

Absence du pharmacien. Remplacements.

Art. 28. — Une officine ne peut rester ouverte en l'absence de son titulaire que si celui-ci s'est fait régulièrement remplacer.

La durée légale d'un remplacement ne peut, en aucun cas, dépasser un an.

Après le décès d'un pharmacien, le délai pendant lequel le conjoint survivant ou ses héritiers peuvent maintenir une officine ouverte, en la faisant gérer par un pharmacien, ne pourra excéder un an.

Un règlement d'administration publique fixera les conditions dans lesquelles le remplacement devra être assuré, soit par des pharmaciens, soit par des étudiants en pharmacie justifiant d'un minimum de scolarité.

CHAPITRE IV

Délivrance des médicaments par les médecins.

Art. 29. — Les docteurs en médecine établis dans les agglomérations où il n'y a pas de pharmacien ayant une officine ouverte au public peuvent être autorisés par le préfet, après avis du directeur régional de la santé et de l'assistance, à avoir chez eux un dépôt de médicaments et à délivrer aux personnes auxquelles ils donnent leurs soins, les médicaments simples et composés inscrits sur une liste établie par le Secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé, après avis du conseil supérieur de l'ordre des médecins et du conseil supérieur de la pharmacie.

Cette autorisation mentionnera les localités dans lesquelles la délivrance des médicaments, par le médecin, est autorisée.

Elle est toujours révocable. Elle sera retirée dès la création d'une officine ouverte au public dans le secteur intéressé.

Un délai de six mois, à compter de la date de la publication de la présente Loi, est imparti aux médecins pour se mettre en règle avec les dispositions du présent Article.

Art. 30. — Les docteurs en médecine bénéficiant de cette autorisation sont soumis à toutes les obligations résultant pour les pharmacies des Lois et Règlements en vigueur.

Ils ne peuvent, en aucun cas, avoir une officine ouverte au public. Ils ne peuvent délivrer que les médicaments prescrits par eux au cours de leur consultation.

CHAPITRE V

Règles commerciales de la pharmacie au détail

Art. 31. -- Il est interdit aux pharmaciens ou à leurs préposés de solliciter des commandes auprès du public.

Toute commande livrée en dehors de l'officine ne peut être remise qu'en paquet scellé portant le nom et l'adresse du client.

Il est, en outre, interdit aux pharmaciens de recevoir des commandes de médicaments par l'entremise habituelle de courtiers, et de se livrer au trafic et à la distribution à domicile de médicaments dont la commande leur serait ainsi parvenue.

Art. 32. -- Est interdite la vente au public de tous médicaments, produits et accessoires visés à l'Article 1^{er} de la présente Loi par l'intermédiaire de maisons de commission, de groupements d'achats ou d'établissements possédés ou administrés par des personnes non munies du diplôme de pharmacien.

Art. 33. -- Tout débit, étalage, ou distribution de médicaments est interdit sur la voie publique, dans les foires ou marchés, à toute personne, même munie du diplôme de pharmacien.

Art. 34. -- Est interdite toute convention d'après laquelle un pharmacien assure à un médecin praticien, à un chirurgien dentiste ou à une saage-femme un bénéfice d'une nature quelconque sur la vente des produits pharmaceutiques, médicamenteux ou hygiéniques que ceux-ci peuvent prescrire.

Art. 35. -- Les médicaments et produits dont la vente est réservée aux pharmaciens doivent être obligatoirement vendus au public aux prix fixés par le tarif pharmaceutique national. Le tarif est proposé par le conseil supérieur de la pharmacie et homologué par Arrêté interministériel du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances et du Secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé, suivant la procédure prévue par la Loi du 23 octobre 1940.

CHAPITRE VI

Limitation du nombre des officines

Art. 36. -- Un délai de six mois à compter de la date de la promulgation de la présente Loi sera imparti aux propriétaires de pharmacies ouvertes ou non au public pour demander la délivrance de la licence prévue à l'Article 21.

Cette licence ne pourra être refusée à ceux qui justifieront que leur établissement fonctionne conformément aux prescriptions de la présente Loi.

Passé ce délai, les officines pour lesquelles ces justifications n'auront pas été apportées ainsi que celles pour lesquelles la licence n'aura pas été demandée devront être immédiatement fermées.

Art. 37. — Il sera procédé par le directeur régional de la santé et de l'assistance au recensement des officines pour lesquelles la licence aura été délivrée par application de l'Article précédent.

Un plan de limitation du nombre des officines sera établi par le conseil régional, sur proposition du conseil de la chambre départementale des pharmaciens. Il sera soumis à l'approbation du Secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé. Ce plan devra tendre à fixer le nombre des officines d'après les proportions suivantes, savoir :

Une officine pour 3.000 habitants dans les villes de 30.000 habitants et plus;

Une officine pour 2.500 habitants dans les villes de moins de 30.000 habitants et de 5.000 habitants et plus;

Une officine pour 2.000 habitants dans tous les autres cas.

Si les besoins de la population l'exigent, des dérogations à ces règles pourront être accordées par le Secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé, après avis de la chambre départementale des pharmaciens et du directeur régional de la santé et de l'assistance.

En ce qui concerne les stations thermales ou climatiques, les préfets pourront accorder des dérogations aux mêmes règles, après les consultations visées à l'alinéa précédent.

Dans les localités importantes, la licence d'exploitation pourra imposer une distance minimum entre deux officines.

Le plan de limitation devra déterminer les officines qui, étant en sur-nombre par suite de l'application du présent Article, devront disparaître.

Ces officines devront fermer lorsque leurs titulaires en cesseront l'exploitation. Une estimation de la valeur de l'officine sera faite par les soins du conseil de la chambre départementale en vue de fixer le montant de l'indemnité qui sera versée aux ayants droit par la caisse régionale de la pharmacie. En cas de contestation sur le montant de l'indemnité, le Secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé statuera en dernier ressort après avis du conseil régional.

Art. 38. — Il est créé auprès de chaque conseil régional une caisse régionale de pharmacie. Cette caisse est gérée par le conseil régional; elle est alimentée par une cotisation, proportionnelle aux chiffres d'affaires des officines. Les fonds ainsi réunis serviront à indemniser les propriétaires des officines supprimées en exécution du plan de limitation, à des prêts à intérêts réduits destinés à permettre l'installation de pharmaciens, à des œuvres de prévoyance et à la constitution de retraites pour les pharmaciens et le personnel employé dans les officines. Un règlement d'administration publique fixera les conditions d'organisation et de fonctionnement de ces caisses.

TITRE V

PRÉPARATION ET VENTE EN GROS DES PRODUITS PHARMACEUTIQUES

CHAPITRE PREMIER

Réglementation de l'exercice de la pharmacie dans les établissements de préparation ou de vente en gros des produits pharmaceutiques

Art. 39. — Tout établissement qui prépare ou vend en gros soit des drogues simples ou des produits chimiques destinés à la pharmacie et conditionnés en vue de la vente au poids médicinal, soit des compositions ou préparations pharmaceutiques doit appartenir à un pharmacien. Il peut également appartenir à une société à la condition que soient pharmaciens :

- a) Dans les sociétés anonymes, le président et la moitié plus un des membres du conseil d'administration;
- b) Dans les sociétés à responsabilité limitée et les sociétés en commandite, tous les gérants;
- c) Dans les autres formes de sociétés, tous les associés;
- d) Tous les directeurs techniques, quelle que soit la forme de la société.

Art. 40. — Tout pharmacien propriétaire, gérant ou administrateur d'un établissement visé par l'Article précédent, ne peut exercer sa profession que s'il est inscrit, suivant le cas, à la chambre des fabricants de produits pharmaceutiques ou à la chambre des droguistes en pharmacie et répartiteurs de produits pharmaceutiques.

Art. 41. — L'ouverture des établissements visés à l'Article 39 est subordonné à l'octroi d'une autorisation délivrée par le préfet du département, sur la proposition du directeur régional de la santé et de l'assistance, et après avis de la chambre professionnelle correspondante.

A la demande d'autorisation devront être jointes toutes pièces relatives à la propriété, aux actes de société et, le cas échéant, toutes justifications complémentaires utiles.

Art. 42. — La fabrication des compositions ou préparations pharmaceutiques, le conditionnement en vue de la vente au poids médicinal d'une drogue simple, d'un produit chimique ou d'une matière quelconque dont la vente est réservée aux pharmaciens ne peuvent s'effectuer que sous la surveillance directe des pharmaciens.

Art. 43. — Pour assurer le contrôle de la fabrication, du conditionnement et de la répartition des médicaments, les établissements visés à

L'Article 39 sont tenus de faire appel au concours d'un nombre de pharmaciens proportionné à l'importance de l'établissement et à la nature de son activité; ce nombre sera fixé par un Arrêté du Secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé.

CHAPITRE II

Spécialités pharmaceutiques

Art. 44. — On entend par spécialité pharmaceutique tout médicament préparé à l'avance et dosé au poids médicinal, présenté sous un conditionnement particulier portant sa composition, le nom et l'adresse du fabricant, et vendu dans plusieurs officines.

Aucune spécialité ne peut être exploitée qu'après qu'elle aura été revêtue, ainsi que les textes publicitaires la concernant, du visa du Secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé, sur la proposition du comité technique des spécialités.

Ce comité, dont les membres sont nommés pour trois ans par le Secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé comprend: deux membres de l'académie de médecine, deux professeurs de faculté de médecine, deux professeurs de faculté de pharmacie, deux membres du conseil supérieur de l'ordre des médecins, deux membres du conseil de la chambre des fabricants de produits pharmaceutiques, un représentant du Secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé.

Art. 45. — Dans un délai de six mois à partir de la date de la publication de la présente Loi, il devra être déposé une demande tendant à obtenir, pour chaque spécialité mise en vente antérieurement à cette date, le visa prévu à l'Article 44 ci-dessus.

La vente de ces produits continuera jusqu'à ce que le Secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé ait statué sur la demande ainsi déposée.

Art. 46. — Un règlement d'administration publique fixera les conditions dans lesquelles le visa sera délivré.

La demande tendant à obtenir le visa par application des Articles 44 et 45 doit être accompagnée du versement d'un droit fixe de deux mille francs. Ce droit est versé au Trésor, en contre-partie des dépenses de contrôle.

Art. 47. — La fabrication des spécialités pour lesquelles le visa a été délivré est soumise à la surveillance du Secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé.

Toute modification constatée dans la composition pourra entraîner le retrait du visa et, par suite, l'interdiction de vendre la spécialité considérée.

Art. 48. — La vente des spécialités importées de l'étranger est soumise à la même réglementation que celles des spécialités françaises.

Le contrôle, qui ne peut s'exercer à la fabrication, s'effectue sur les produits conditionnés; lorsque les produits examinés ne seront pas conformes aux échantillons déposés en vue de la délivrance du visa, le Secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé pourra interdire la vente de la spécialité.

TITRE VI

INSPECTION DES PHARMACIES

Art. 49. — L'inspection des pharmacies est exercée sous l'autorité du Secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé, par des inspecteurs régionaux des pharmacies.

Art. 50. — Les inspecteurs des pharmacies sont nommés par le Secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé, sur la proposition du secrétaire général de la santé, après un concours sur titres dont les conditions seront fixées par un règlement d'administration publique contresigné par le Secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé et le Secrétaire d'Etat à l'Education Nationale et à la Jeunesse. Ils sont répartis dans les régions sanitaires compte tenu du nombre des pharmaciens exerçant dans la région. Ils sont rattachés aux directions régionales de la santé et de l'assistance. Ils sont tenus au secret professionnel dans les conditions prévues à l'Article 378 du code pénal. Ils prêtent serment devant le tribunal civil de leur résidence.

Art. 51. — Les inspecteurs des pharmacies doivent être munis du diplôme d'Etat de pharmacien et n'exercer aucune autre activité professionnelle, sauf si elle s'exerce exclusivement dans un établissement hospitalier. Toutefois, ils pourront appartenir au corps enseignant des facultés ou écoles de pharmacie ou des facultés mixtes de médecine et de pharmacie.

Art. 52. — Ils reçoivent une indemnité fixe par Arrêté ministériel, qui sera imputée sur les crédits ouverts à cet effet au budget du Secrétariat d'Etat à la Famille et à la Santé.

Art. 53. — Les inspecteurs des pharmacies contrôlent, dans les officines, les établissements pharmaceutiques, les dépôts de médicaments en quelques mains qu'ils soient, l'exécution de toutes les prescriptions de Lois et Règlements qui se rapportent à l'exercice de la pharmacie.

Ils constituent pour chaque établissement industriel ou commercial, fonctionnant sous la responsabilité d'un ou de plusieurs pharmaciens, un dossier d'inspection dont la composition sera fixée par Arrêté minis-

tériel et qui sera déposé à la direction régionale de la santé et de l'assistance.

Art. 54. — Les inspecteurs des pharmacies signalent les infractions aux règles professionnelles constatées dans l'exercice de la pharmacie, font les enquêtes prescrites par le directeur régional de la santé et de l'assistance, ou demandées par les présidents des chambres professionnelles et des conseils régionaux institués au titre II ci-dessus.

Art. 55. — Dans tous les établissements de l'inspection desquels ils sont chargés, les inspecteurs des pharmacies ont qualité pour rechercher et constater les infractions à la présente Loi et à la Loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes ainsi qu'aux règlements d'administration publique pris en application de celles-ci.

Dans tous les cas où les inspecteurs des pharmacies relèvent un fait susceptible d'impliquer des poursuites pénales, le directeur régional de la santé et de l'assistance transmet le procès-verbal dressé au procureur de la République compétent; avis de cette transmission est adressé au président de la chambre professionnelle intéressée.

Art. 56. — Les inspecteurs des pharmacies doivent se faire suppléer par leurs collègues pour le contrôle des pharmacies ou des établissements exploités par des titulaires dont ils seraient parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement. Il leur est interdit tant qu'ils exercent leurs fonctions et dans un délai de cinq ans suivant la cessation de celles-ci d'avoir des intérêts directs ou indirects dans les officines, laboratoires et établissements pharmaceutiques soumis à leur surveillance.

Art. 57. — Quiconque fait obstacle à l'exercice des fonctions de l'inspecteur des pharmacies est passible des peines prévues aux Articles 1^{er}, 5 et 7 de la Loi du 1^{er} août 1905, sans préjudice des peines prévues par les Articles 209 et suivants du code pénal.

Art. 58. — Les frais de toute nature résultant du fonctionnement des services chargés du contrôle des spécialités et du service de l'inspection des pharmacies sont couverts au moyen d'une contribution proportionnelle au chiffre d'affaires réalisé annuellement par chaque pharmacien, droguiste, répartiteur ou fabricant de spécialités. Le montant en est fixé tous les ans, par Arrêté du Secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé.

Le conseil supérieur de la pharmacie assure la répartition de cette contribution entre les organismes professionnels intéressés qui procèdent au recouvrement. Ces organismes sont conjointement et solidairement responsables vis-à-vis de l'Etat du total des sommes dues.

Le montant de la contribution est versé immédiatement au Trésor jusqu'à concurrence des dépenses effectuées pour l'inspection et le contrôle.

TITRE VII

HERBORISTES

Art. 59. -- Il ne sera plus délivré d'inscription pour le diplôme d'herboriste après la date de la publication de la présente Loi.

S'ils sont Français, les herboristes diplômés à cette date auront le droit de continuer à exercer leur vie durant.

Les herboristes diplômés peuvent détenir pour la vente et vendre pour l'usage médical les plantes ou parties de plantes médicinales, indigènes ou acclimatées, à l'exception des plantes figurant dans les tableaux A, B et C des substances vénéneuses visées par la Loi du 12 juillet 1916.

Ces plantes ou parties de plantes ne pourront en aucun cas être délivrées au public sous la forme de mélange préparé à l'avance; toutefois, des autorisations concernant le mélange de certaines plantes médicinales déterminées pourront être accordées par le Secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé.

La vente au public des plantes médicinales mélangées ou non est rigoureusement interdite dans tous les lieux publics, dans les maisons privées et dans les magasins autres que les officines de pharmacie et les herboristeries.

Les herboristes diplômés resteront astreints, dans l'exercice de leur profession, aux mêmes règles que celles qui régissent la profession pharmaceutique pour la vente des produits qui les concernent.

TITRE VIII

DISPOSITIONS DIVERSES ET DISPOSITIONS PÉNALES

CHAPITRE PREMIER

Dispositions diverses

Art. 60. -- Les syndicats, les groupements ou organismes professionnels se rapportant à la défense des intérêts de la profession pharmaceutique sont dissous.

Leur patrimoine sera attribué soit aux caisses gérées par les conseils régionaux, soit à la chambre des fabricants de produits pharmaceutiques, soit à la chambre des droguistes en pharmacie et des répartiteurs de produits pharmaceutiques.

La dévolution de ces biens sera effectuée, après avis du conseil supérieur de la pharmacie, par Arrêté du Secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé.

Les opérations visées ci-dessus, y compris les actes d'apport, de vente ou de partage auxquels elles pourront donner lieu, sont dispensées de tous droits au profit du Trésor.

CHAPITRE II

Dispositions pénales

Art. 61. — Quiconque se sera livré sciemment à des opérations réservées aux pharmaciens sans réunir les conditions exigées pour l'exercice de la pharmacie par la présente Loi sera puni d'une amende de 12.000 à 60.000 fr. et, en cas de récidive, d'une amende de 24.000 à 120.000 fr. et d'un emprisonnement de six jours à six mois ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 62. — Toute infraction aux Articles 16 et 18 de la présente Loi sera punie d'une amende de 1.200 à 12.000 fr. et, en cas de récidive, d'une amende de 6.000 à 60.000 fr. et le tribunal devra interdire la vente du produit visé par la publicité faite en violation de l'Article 17.

Sont passibles des mêmes peines, et quel que soit le mode de publicité utilisé, le pharmacien bénéficiaire et l'agent de diffusion de cette publicité.

Art. 63. — Toutes infractions autres que celles visées aux Articles 61 et 62 précédents seront punies d'une amende de 1.200 à 12.000 fr. et, en cas de récidive, d'une amende de 6.000 à 24.000 fr. et d'un emprisonnement de six jours à trois mois ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 64. — Le tribunal peut, en outre, et dans tous les cas visés par les Articles 61 et 63 de la présente Loi, ordonner la fermeture temporaire ou définitive de l'établissement.

Lorsque l'autorité judiciaire aura été saisie d'une poursuite par application des mêmes Articles, le préfet pourra prononcer la fermeture provisoire de l'établissement.

Dans l'un et l'autre cas, s'il s'agit d'une officine, son titulaire sera tenu de présenter un remplaçant au conseil régional qui, à défaut de présentation, en désignera un d'office.

Art. 65. — Sont abrogées toutes dispositions contraires à la présente Loi et notamment le titre IV de la Loi du 21 germinal an XI, les Lois du 29 pluviôse an XIII, du 25 juin 1908 et du 4 septembre 1936.

Art. 66. — Le présent Décret sera publié au *Journal Officiel* de l'Etat Français et exécuté comme Loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 11 septembre 1941.

PH. PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français,

L'Amiral de la Flotte,
Ministre Vice-Président du Conseil,
AMIRAL DARLAN.

Le Garde des Sceaux,
Ministre Secrétaire d'Etat à la Justice,
JOSEPH BARTHELEMY.

Le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Intérieur,
PIERRE PUCHEU.

Le Ministre Secrétaire d'Etat
à l'Economie Nationale et aux Finances,
YVES BOUTHILLIER.

Le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,
PIERRE CAZIOT.

Le Secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé,
SERGE HUARD.

Le Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle,
FRANÇOIS LEHIDEUX.

Le Secrétaire d'Etat
à l'Education Nationale et à la Jeunesse,
JÉRÔME CARCOPINO.

Secrétariat d'Etat à la Famille et à la Santé

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA PHARMACIE

(Arrêté du 19 septembre 1941)

Le Secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé,

Vu la Loi du 11 septembre 1941 relative à l'exercice de la pharmacie,

ARRÊTE :

Article Premier. — Sont nommés :

Président du conseil supérieur de la pharmacie :

M. Papillaud (Louis), pharmacien à Paris.

Vice-Président du conseil supérieur de la pharmacie :

M. Prevet François, pharmacien, fabricant de produits pharmaceutiques à Paris.

Membres du conseil supérieur de la pharmacie :

MM. Blanc, pharmacien, à La Rochelle.

Pinte (Pierre), pharmacien, à Bailleul.

Chauvin (Robert), pharmacien, à Lyon.

Morin, pharmacien, à Gênelard (S.-et-L.).

Costey, pharmacien, à Saint-Pierre-sur-Dives (Calvados).

Graille, pharmacien, à Marseille.

Ydrac, pharmacien, à Bagnères-de-Bigorre (Htes-Pyrénées).

Leprince (Maurice), fabricant de produits pharmaceutiques, à Paris.

Beytout (Pierre), fabricant de produits pharmaceutiques, à Paris.

Comar (Raymond), fabricant de produits pharmaceutiques, à Paris.

Lantenais (Marcel), droguiste en produits pharmaceutiques, Paris.

Danjou (Léon), répartiteur de produits pharmaceutiques, à Lille.

Art. 2. — Le secrétaire général de la santé est chargé de l'exécution du présent Arrêté.

Fait à Vichy, le 19 septembre 1941.

SERGE HUARD.

Secrétariat d'Etat à la Famille et à la Santé

CHAMBRE DES FABRICANTS DE PRODUITS PHARMACEUTIQUES

(Arrêté du 19 septembre 1941)

Le Secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé,

Vu la Loi du 11 septembre 1941 relative à l'exercice de la pharmacie,

ARRÊTE :

Article Premier. — Sont nommés :

Président de la chambre des fabricants de produits pharmaceutiques :
M. Prevet (François), pharmacien, à Paris.

Membres du conseil de la chambre des fabricants de produits pharmaceutiques :

MM. Leprince (Maurice), pharmacien, à Paris.

Barral (François), pharmacien, à Paris.

Beytout (Pierre), pharmacien, à Paris.

Poulenc (Pierre), pharmacien, à Paris.

Cuny (Louis), pharmacien, à Paris.

Comar (Raymond), pharmacien, à Paris.

Cazé (Michel), pharmacien, à Paris.

Tabart (André), pharmacien, à Paris.

Plantier (Robert), pharmacien, à Annonay.

David (Henri), fabricant façonnier, à Courbevoie.

Vernin, fabricant façonnier, à Melun.

Art. 2. — Le secrétaire général de la santé est chargé de l'exécution du présent Arrêté.

Fait à Vichy, le 19 septembre 1941.

SERGE HUARD.

Secrétariat d'Etat à la Famille et à la Santé

CONSEIL DE LA CHAMBRE DES DROGUISTES
EN PHARMACIE ET RÉPARTITEURS
DES PRODUITS PHARMACEUTIQUES

(Arrêté du 19 septembre 1941)

Le Secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé,

Vu la Loi du 11 septembre 1941 relative à l'exercice de la pharmacie,

ARRÊTE :

Article Premier. — Sont nommés :

Président du conseil de la chambre des droguistes en pharmacie et répartiteurs de produits pharmaceutiques :

M. Lantenois (Marcel), pharmacien, à Paris.

Membres du conseil de la chambre des droguistes en pharmacie et répartiteurs de produits pharmaceutiques :

MM. Bailly (Octave), pharmacien, à Paris.

Comar (André), pharmacien, à Paris.

Barbezat (Marc), pharmacien, à Paris.

Genot (Charles), pharmacien, à Paris.

Chareyron (Pierre), pharmacien, à Lyon.

Salmon (Albert), pharmacien, à Meulun.

Danjou (Léon), pharmacien, à Lille.

Labussière, pharmacien, à Marseille.

Gamel (Pierre), pharmacien, à Nîmes.

Lenain (Emile), pharmacien, à Paris.

Pouzin (Alfred), pharmacien, à Paris.

Art. 2. — Le secrétaire général de la santé est chargé de l'exécution du présent Arrêté.

Fait à Vichy, le 19 septembre 1941.

SERGE HUARD.

Secrétariat d'Etat à la Famille et à la Santé

COMITÉ TECHNIQUE DES SPÉCIALITÉS

(Arrêté du 19 septembre 1941)

Le Secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé,

Vu la Loi du 11 septembre 1941 relative à l'exercice de la pharmacie,

ARRÊTE :

Article Premier. — Sont nommés :

Membres du comité technique des spécialités :

MM. le professeur Goris, membre de l'académie de médecine.

le professeur Loeper, membre de l'académie de médecine.

le professeur Benard, professeur à la faculté de médecine de Paris.

le professeur Mauriac, doyen de la faculté de médecine de Bordeaux.

le professeur Delaby, professeur à la faculté de pharmacie de Paris.

le professeur Mousseron, professeur à la faculté de pharmacie de Montpellier.

le docteur Gernez, membre du conseil supérieur de l'ordre des médecins.

le docteur Grenet, membre du conseil supérieur de l'ordre des médecins.

Pierre Poulenc, membre du conseil de la chambre des fabricants de produits pharmaceutiques.

Louis Cuny, membre du conseil de la chambre des fabricants de produits pharmaceutiques.

Art. 2. — Le secrétaire général de la santé est chargé de l'exécution du présent Arrêté.

Fait à Vichy, le 19 septembre 1941.

SERGE HUARD.

CRÉATION D'UN COMITÉ NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DES VIANDES

(Loi n° 4180 du 27 septembre 1941)

Nous, Maréchal de France, Chef de l'Etat Français,

Le Conseil des Ministres entendu,

DÉCRÉTONS :

Article Premier. — Il est créé, sous l'autorité conjointe du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture et du Secrétaire d'Etat au Ravitaillement, un comité national interprofessionnel des viandes.

TITRE I^{er}

Des règles de fonctionnement du comité national interprofessionnel des viandes

Art. 2. — Aussi longtemps que les nécessités du ravitaillement l'exigeront, le Secrétaire d'Etat au Ravitaillement est autorisé à constituer le comité national interprofessionnel des viandes créé à l'article 1^{er} sous forme d'un établissement public doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière, qui effectuera pour le compte du Secrétaire d'Etat au Ravitaillement et sous son autorité les opérations jusqu'ici assurées par celui-ci soit directement, soit par le bureau national de la viande.

Art. 3. — Les pouvoirs du comité national tels qu'ils résultent des titres I^{er} et II de la présente Loi sont exercés par un directeur général nommé par Décret pris sur la proposition du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture et du Secrétaire d'Etat au Ravitaillement et assisté d'un comité de gestion.

Le directeur général sera choisi parmi les fonctionnaires de l'Etat dans des conditions précisées par Décret contresigné du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances; le Décret fixera notamment le traitement du directeur général.

Le comité de gestion est composé de dix-neuf membres nommés par le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture et le Secrétaire d'Etat au Ravitaillement et comprenant :

Dix représentants des producteurs agricoles, dont cinq désignés sur proposition de la commission de l'organisation corporative paysanne créée par la Loi du 2 décembre 1940.

Neuf représentants de l'industrie et du commerce de la viande désignés sur proposition des organisations professionnelles les plus représentatives.

Les propositions comporteront dans les deux cas un nombre de noms double de celui des sièges à pourvoir.

Le comité de gestion est présidé par un délégué général qui est obligatoirement un représentant des producteurs; il est assisté de deux délégués généraux adjoints dont l'un représente les producteurs et l'autre les utilisateurs de viande.

Le délégué général et les délégués généraux adjoints sont nommés par Arrêté du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture et du Secrétaire d'Etat au Ravitaillement. Ils constituent la délégation permanente du comité de gestion.

Toutes les décisions de principe ressortissant aux attributions du comité national interprofessionnel des viandes telles qu'elles sont définies à l'Article 4 ne peuvent être prises par le directeur général que sur l'avis conforme du comité de gestion.

En cas de désaccord entre le directeur général et le comité de gestion, la question est portée dans le plus bref délai devant le ou les secrétaires d'Etat compétents.

Le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture désigne pour le représenter auprès du directeur général et du comité de gestion un commissaire du Gouvernement choisi parmi les fonctionnaires de son département.

Toutes les décisions intéressant les activités qui concourent à la production des animaux de boucherie et des viandes doivent lui être soumises. Il peut, soit les approuver, soit les déférer au Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture.

A défaut d'une réponse dans un délai de trois jours, la décision sera exécutoire de plein droit.

En outre, des fonctionnaires des différents départements ministériels intéressés siègent au comité de gestion avec voix consultative.

Un Arrêté du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture et du Secrétaire d'Etat au Ravitaillement pourra décider, à titre temporaire, la création d'une commission consultative auprès du comité national des viandes. Cet Arrêté fixera la composition et nommera les membres de ladite commission.

Art. 4. — Le comité national interprofessionnel des viandes est chargé, en particulier :

a) De recueillir et de confronter tous renseignements concernant les ressources et les besoins et de proposer, le cas échéant, les programmes de production, d'importation et d'exportation;

b) D'établir les programmes d'abatage, de transport, de réception et d'entreposage des viandes;

c) D'assurer la satisfaction des besoins en viande, soit par voie amiable, soit par voie de réquisition, tant à la production qu'aux différents stades du commerce;

d) D'élaborer et d'appliquer tous règlements propres à améliorer les conditions de vente et d'utilisation des animaux de boucherie et de charcuterie, des viandes et de leurs dérivés, et de régler le statut et le fonctionnement de tous les établissements dans lesquels sont traités, transformés ou distribués les produits soumis à son contrôle;

e) De fixer les règles relatives au contrôle de la circulation du bétail de boucherie, des viandes et produits dérivés;

f) De faire appliquer les prescriptions concernant le statut des abattoirs et des centres d'abatage ainsi que des établissements visés au paragraphe d ci-dessus;

g) De diriger et de contrôler l'exécution des mesures intéressant l'approvisionnement et le réapprovisionnement du commerce de la viande dans le cadre du rationnement en vigueur;

h) D'établir une réglementation nationale relative au classement, au conditionnement et à la présentation des viandes abattues;

i) De proposer les prix du bétail de boucherie et des viandes aux autorités compétentes, telles qu'elles sont définies par la Loi du 21 octobre 1940;

j) De contrôler l'activité des divers comités d'organisation, des industries et du commerce de la viande, de coordonner leur action et de veiller à ce qu'ils appliquent les instructions données par les Secrétaires d'Etat compétents;

k) De délivrer les cartes professionnelles.

Art. 5. — L'agent comptable du comité national interprofessionnel des viandes est nommé par Arrêté du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances et du Secrétaire d'Etat au Ravitaillement.

Il est justiciable de la cour des comptes et soumis aux vérifications de l'inspection générale des finances.

Un contrôleur financier, placé sous l'autorité du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances, exerce, dans les conditions prévues par le Décret du 30 octobre 1935, le contrôle du fonctionnement financier du comité national interprofessionnel des viandes.

Le contrôleur financier peut déférer toutes les décisions du directeur général du comité national interprofessionnel des viandes prises dans le cadre de l'Article 4 ci-dessus, sur l'avis conforme du comité de gestion, au Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances,

au Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture et au Secrétaire d'Etat au Ravitaillement.

A défaut d'une réponse dans le délai de trois jours, la décision sera exécutoire de plein droit.

Le fonctionnement financier du comité national interprofessionnel des viandes, le mode et la tenue de la comptabilité feront l'objet d'un Décret contresigné par le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances et par le Secrétaire d'Etat au Ravitaillement.

Art. 6. — Le personnel administratif du comité national interprofessionnel des viandes est nommé et révoqué par Arrêté du Secrétaire d'Etat au Ravitaillement, sur proposition du directeur général.

Un Décret, pris sur la proposition du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances et du Secrétaire d'Etat au Ravitaillement, fixera les effectifs et le taux de rémunération du personnel administratif du comité national interprofessionnel des viandes.

Le directeur général peut, après avis du comité de gestion, et dans la limite des crédits ouverts au budget du comité national interprofessionnel des viandes, engager le personnel jugé nécessaire au bon fonctionnement du comité.

Il classe ce personnel dans les catégories de rémunération établies suivant les dispositions de l'alinéa précédent.

Le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture et le Secrétaire d'Etat au Ravitaillement peuvent détacher dans les services du comité national des fonctionnaires de leurs administrations, dans des conditions qui seront précisées par Décret contresigné par le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances.

Art. 7. — Les groupements départementaux d'achat et de répartition des viandes ou les sections « viandes » des groupements d'achat et de répartition des denrées alimentaires et des produits agricoles sont placés sous l'autorité du comité national interprofessionnel des viandes.

Le Secrétaire d'Etat au Ravitaillement, sur proposition établie conjointement par le directeur général et le comité de gestion du comité national interprofessionnel des viandes, pourra substituer à ces organismes, dans les départements où il le jugera utile, un comité d'administration à la tête duquel sera placé un directeur chargé de représenter le directeur général du comité national interprofessionnel des viandes et d'exécuter les opérations matérielles qui lui seront confiées par ce dernier.

Les pouvoirs du directeur, les attributions et les modalités de fonctionnement des comités d'administration seront précisés par un Arrêté du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture et du Secrétaire d'Etat au Ravitaillement.

L'actif net des groupements d'achat et de répartition des viandes qui auront été dissous en exécution de l'alinéa 2 du présent Article sera affecté au comité national interprofessionnel des viandes.

Art. 8. — Le directeur général du comité national interprofessionnel des viandes nommera, sur l'avis conforme du comité de gestion, des représentants régionaux, agréés par le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture et le Secrétaire d'Etat au Ravitaillement.

Un Arrêté interministériel fixera leur statut et leurs attributions, sous l'autorité du préfet régional.

Dans la limite de ces attributions, leurs décisions et leurs instructions seront exécutées au même titre que celles qui émaneront du comité national interprofessionnel des viandes.

Art. 9. — Pour chaque période mensuelle ou trimestrielle de fixation des contingents d'achat de bétail, les directeurs des services agricoles établiront, pour les différents cantons ou circonscriptions, des commissions d'achat de leur département respectif, les prévisions de ressources en bétail de boucherie.

Le directeur des services agricoles sera assisté à cette fin d'une commission spéciale composée du directeur des services vétérinaires, du président du groupement départemental ou du directeur des viandes prévu à l'Article 7, d'un agriculteur désigné par l'Union corporative régionale agricole et d'un représentant du commerce du bétail désigné par le préfet.

Les états de prévisions détaillés des ressources seront adressés au directeur départemental du ravitaillement général et leurs relevés au Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture et au comité national interprofessionnel des viandes.

A l'échelon national, la proportion dans laquelle chaque département sera appelé à couvrir les besoins du pays en viande sera établie par le Secrétaire d'Etat au Ravitaillement, sur proposition du directeur général du comité national interprofessionnel des viandes en accord avec le directeur de la production agricole du Ministère de l'Agriculture.

A l'échelon départemental, la proportion dans laquelle chaque canton ou circonscription de commission d'achat sera appelée à couvrir les besoins sera déterminée par le directeur départemental du ravitaillement général sur la base des prévisions des ressources établies après consultation de la commission prévue au premier alinéa par le directeur des services agricoles.

A l'échelon régional, la proportion dans laquelle chaque département sera appelé à couvrir les besoins en viande du pays, calculée comme il est dit au paragraphe 4 du présent Article, pourra, sur proposition du préfet régional, être soumise à un examen complémentaire par le comité national interprofessionnel des viandes.

Art. 10. — L'Article 2 de la Loi du 5 mai 1941 relative aux commissions d'achat est modifié ainsi qu'il suit:

« Il est institué, en principe, dans chaque canton, une ou plusieurs commissions, qui peuvent être spécialisées par produit, chargées, sous

l'autorité du directeur départemental du ravitaillement général, de réunir et de recevoir les fournitures provenant du canton ».

(Le reste sans changement).

Art. 11. — L'achat des animaux destinés à la boucherie ou à la charcuterie est assuré par le comité national interprofessionnel des viandes, par l'intermédiaire des commissions spéciales d'achat.

Les commissions pourront, en outre, dans les conditions fixées par Arrêtés du Secrétaire d'Etat au Ravitaillement, utiliser le concours des syndicats agricoles et des coopératives agricoles de vente du bétail agréés par le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture ou des négociants, pour la réalisation des impositions qui leur sont fixées.

Sont interdites, sauf dérogation spéciale prise par Arrêté du Secrétaire d'Etat au Ravitaillement, toutes transactions portant sur les animaux destinés à la boucherie ou à la charcuterie opérées en dehors des règles définies au présent Article.

Art. 12. — Le Secrétaire d'Etat au Ravitaillement délègue au comité national interprofessionnel des viandes son pouvoir de réquisition en ce qui concerne les animaux de boucherie et de charcuterie, les viandes et les produits dérivés soumis au contrôle de cet établissement.

Le droit de réquisition sera exercé par le directeur général du comité national interprofessionnel des viandes ou par les directeurs départementaux du ravitaillement général ou, sous leur contrôle et par délégation, par les directeurs prévues à l'Article 7 s'il est fait application de l'alinéa 2 de cet Article, et par les présidents de commissions spéciales d'achat, dans les conditions prévues par la Loi du 5 mai 1941.

Art. 13. — Les viandes provenant des animaux acquis par le comité national interprofessionnel des viandes, dans les conditions prévues à l'Article 11 ci-dessus, peuvent être, soit livrées à la consommation ou à la transformation, soit entreposées selon un programme établi par le directeur général du comité national interprofessionnel des viandes et homologué par le Secrétaire d'Etat au Ravitaillement.

En outre, le comité national interprofessionnel des viandes exerce soit directement, soit par l'intermédiaire de groupement d'importation, le monopole de l'importation et de l'exportation des animaux de boucherie et de charcuterie, des viandes et des dérivés placés sous son contrôle.

Art. 14. — Jusqu'à la publication des textes réglementaires relatifs au fonctionnement du comité national interprofessionnel des viandes, dans la forme prévue au présent titre, le directeur général et le comité de gestion de ce comité disposent, conformément aux dispositions de l'Article 3 de la présente Loi, de l'ensemble des pouvoirs conférés au bureau national de la viande créé par la Loi du 27 septembre 1940 et qui est supprimé.

L'actif et le passif du bureau national de la viande sont transférés au comité national interprofessionnel des viandes.

Art. 15. — Le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture et le Secrétaire d'Etat au Ravitaillement, sur proposition établie conjointement par le directeur général et le comité de gestion du comité national interprofessionnel des viandes, pourront décider de suspendre ou de maintenir en vigueur tout ou partie des règlements édictés par le bureau national de la viande. Le montant des taxes et redevances perçues pour le compte du bureau national de la viande et des groupements départementaux ou « sections viandes » des groupements reste acquis au comité national interprofessionnel des viandes.

Toutefois, lorsqu'il sera fait application de l'Article 7 de la présente Loi, un Arrêté du Secrétaire d'Etat au Ravitaillement fixera les conditions de perception des taxes au profit du comité national.

Art. 16. — Le Secrétaire d'Etat au Ravitaillement est autorisé à consentir, sur les disponibilités du compte spécial du ravitaillement créé par le Décret du 1^{er} septembre 1939, une avance de 800 millions de francs au profit du comité national interprofessionnel des viandes.

Les modalités selon lesquelles les acomptes seront versés seront déterminées par Arrêtés du Secrétaire d'Etat au Ravitaillement, ainsi que les conditions de remboursement ultérieur par le comité national interprofessionnel des viandes.

Art. 17. — Des Décrets pris après avis du comité national interprofessionnel des viandes, sur propositions du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture et du Secrétaire d'Etat au Ravitaillement, détermineront la structure de l'organisation professionnelle propre aux marchés du bétail de boucherie, de charcuterie et des viandes.

Ces Décrets pourront en particulier décider :

1° La constitution de tous groupements interprofessionnels nécessaires pour rassembler et représenter au sein du comité national interprofessionnel des viandes toutes les activités qui concourent à la production, à la transformation et à la distribution du bétail de boucherie et de charcuterie, des viandes et des produits qui en dérivent;

2° Les conditions dans lesquelles fonctionneront ces groupements interprofessionnels sous la direction du comité national interprofessionnel des viandes;

3° Les modifications qui, en raison de la création de ces groupements professionnels, devraient être apportées à la constitution du comité national interprofessionnel des viandes telle qu'elle est définie par la présente Loi.

TITRE II

Dispositions relatives à l'abatage

Art. 18. — Sous réserve des dispositions particulières concernant l'abatage familial, est interdit l'abatage du bétail de boucherie ou de charcuterie en dehors des abattoirs municipaux ou des centres d'abatage désignés dans chaque département par Arrêté préfectoral, sur avis conforme du comité national interprofessionnel des viandes. Les tueries particulières seront supprimées.

Un Décret contresigné par le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture, par le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Intérieur et par le Secrétaire d'Etat au Ravitaillement, rendu sur la proposition du comité national interprofessionnel des viandes, fixera le statut juridique et les modalités de fonctionnement des centres d'abatage agréés comme il est dit ci-dessus. Jusqu'à la publication de ce texte, chacun des centres d'abatage agréé sera géré par un délégué désigné par le comité national interprofessionnel des viandes.

Le même texte précisera les conditions dans lesquelles les règles applicables aux centres d'abatage seront étendues aux abattoirs municipaux et aux abattoirs industriels.

Tout abatage effectué en dehors des établissements du présent Article entraînera les sanctions prévues à l'Article 24 de la présente Loi.

Art. 19. — Le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture est autorisé à engager des dépenses dans la limite d'un crédit de 500 millions de francs en vue de la construction ou de l'aménagement dans le cadre du statut défini par la Loi du 16 avril 1935 d'établissements d'abatage et des centres de réception des viandes.

Le comité national interprofessionnel des viandes soumettra à la décision du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture un plan des aménagements ou constructions à réaliser.

En outre, le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture et le Secrétaire d'Etat au Ravitaillement peuvent, à la demande du comité national interprofessionnel des viandes, ordonner la fermeture d'abattoirs existants.

Art. 20. — Le total des avances pouvant être consenties par l'Etat à la caisse nationale de crédit agricole aux termes de l'Article 5 de la Loi du 16 avril 1935 est porté à 500 millions de francs.

TITRE III

Dispositions diverses

Art. 21. — Il est ouvert au budget du Secrétaire d'Etat à l'Agriculture pour l'exercice 1941, en addition aux crédits alloués par les Lois antérieures, un crédit de cinq millions de francs qui sera inscrit à un chapitre N° 11 bis nouveau : « Personnel et matériel nécessaire pour l'établissement des prévisions de ressources en viande ».

Art. 22. — Tous les membres du comité national et des groupements interprofessionnels de production et d'utilisation et, d'une façon générale, toutes les personnes qui participent à l'activité de ces organismes, sont tenus au secret professionnel sous les peines édictées à l'Article 378 du code pénal tant au cours qu'en dehors de l'exercice de leurs fonctions.

Art. 23. — Des Arrêtés fixeront la limite des compétences du comité national interprofessionnel des viandes sur les produits qui ressortissent à son contrôle, au cours des stades successifs de leur transformation.

Art. 24. — Toute vente ou tout achat de bétail de boucherie, de charcuterie, de viande et, le cas échéant, des dérivés et sous-produits de viande, opéré en violation des dispositions de la présente Loi et des Règlements qui lui feront suite, entraînera le paiement d'une somme qui ne pourra être inférieure au triple de la valeur des produits vendus ou achetés dans ces conditions, ainsi que leur confiscation au profit du comité national interprofessionnel des viandes.

Cette sanction sera prononcée par le directeur général du comité national interprofessionnel des viandes, sur l'avis conforme du comité de gestion.

En outre, le comité national pourra opérer le retrait à titre temporaire ou à titre définitif de la carte professionnelle.

Art. 25. — Sont abrogés toutes dispositions contraires à la présente Loi.

Art. 26. — Le présent Décret, qui annule la Loi du 12 juillet 1941 portant création d'un comité interprofessionnel des viandes sera publié au *Journal Officiel* et exécuté comme Loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 27 septembre 1941.

PH. PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français:

Le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Intérieur,

PIERRE PUCHEU.

Le Garde des Sceaux,

Ministre Secrétaire d'Etat à la Justice,

JOSEPH BARTHELEMY.

Le Ministre Secrétaire d'Etat

à l'Economie Nationale et aux Finances,

YVES BOUTHILLIER.

Le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

PIERRE CAZIOT.

Le Secrétaire d'Etat au Ravitaillement,

PAUL CHARBIN.

Secrétariat d'Etat au Ravitaillement

NOMINATION DU PRÉSIDENT
ET DES MEMBRES DU C. N. I. V.

(Arrêté du 27 septembre 1941)

Le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture et le Secrétaire d'Etat au Ravitaillement,

Vu la Loi du 27 septembre 1941 portant création d'un comité national interprofessionnel des viandes,

ARRÊTENT :

Article Premier. — M. Bardin (René), à Chevenon (Nièvre), est nommé délégué général président du comité national interprofessionnel des viandes.

Art. 2. — MM. Bertaux (Edouard), à Paris, et de Bruchard (Marc), à Vaux, par Champnétery (Haute-Vienne), sont nommés délégués généraux adjoints au comité de gestion du comité national interprofessionnel des viandes.

M. Lependry (André), à Tourgeville (Calvados), est nommé membre du comité de gestion du comité national interprofessionnel des viandes, suppléant au délégué général adjoint représentant les producteurs.

Art. 3. — MM. Gauthier (Roger), à la Pacaudière (Loire);
Dalle (Michel), à Couturelle, par Caultry (Pas-de-Calais);
Devouge (Etienne), à Brasseuse (Oise);
Laurens (Camille), à Vilherol, par la Croix-Barrez
(Aveyron);
Lanier (Paul), à Paris;
Mirvault, à Beton-Bazoges (Seine-et-Marne);

MM. Godet (Camille), à Sauleaux-Saint-Léger, près Troyes (Aube);

Bonhomme (Maurice), à Paris;

Legendre (Gaston), à Paris;

Lemaire-Audoire (Ernest), à Paris;

Marant, à Suresnes (Seine);

Roche (André), à Paris;

Ruffier, à Paris;

Serre (René), à Paris;

Robert (Firmin), à Paris,

sont nommés membres du comité de gestion du comité national inter-professionnel des viandes.

Fait à Vichy, le 27 septembre 1941.

Le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

PIERRE CAZIOT.

Le Secrétaire d'Etat au Ravitaillement,

PAUL CHARBIN.

Ministère de l'Agriculture

RÉCOLTE, COLLECTE ET RÉPARTITION DES ORGANES
destinés à la préparation d'Extraits Opothérapiques,
de Produits Thérapeutiques, Hygiéniques et Chirurgicaux

(Arrêté Interministériel 25 octobre 1941)

Le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,
Le Secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé,
Le Secrétaire d'Etat au Ravitaillement et
Le Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle,

Vu la Loi du 27 septembre 1940 portant organisation de la répartition des produits agricoles et denrées alimentaires;

Vu l'Arrêté du 19 septembre 1940 relatif au contrôle des stocks, à la répartition et à la distribution des viandes;

Vu l'Arrêté du 29 octobre 1940 portant création du bureau national de la viande et de répartiteurs départementaux pour le bétail, la viande et les produits dérivés;

Vu la Loi du 8 octobre 1940 relative au ramassage des pancréas des bovins et des porcins;

Vu l'Arrêté du 19 mars 1941 relatif au ramassage des pancréas;

Vu la Loi du 27 septembre 1941 portant création d'un comité national interprofessionnel des viandes;

ARRÊTENT :

Article Premier. — En vue d'assurer la récolte des organes nécessaires à la préparation d'extraits opothérapiques, de produits thérapeu-

tiques, hygiéniques et chirurgicaux, les bouchers, charcutiers, chevillards et, d'une manière générale, toute personne sacrifiant des animaux dans les abattoirs municipaux, centres d'abatage et abattoirs industriels ne pourront s'opposer au prélèvement, dans ces établissements, des organes ci-après désignés:

Placenta, fœtus et embryon, tissus lymphatiques (ganglions, amygdales, etc.), épiphyse (glande pinéale), hypophyse, parathyroïdes, surrénales, thyroïde, glandes génitales (ovaires, testicules), pancréas, glandes salivaires, mammaire, prostatique et, dans la mesure des possibilités de prélèvement, au stade du gros, la moelle épinière et la moelle osseuse.

D'autre part, les organes suivants:

Cœur, cerveau, poumon, rate, thymus, foie, reins, intestin, estomac, seront soumis à la réglementation sur la collecte et la répartition des abats.

Un contingent, fixé par le bureau national de la viande, en accord avec l'office central de répartition des produits industriels (section chimie) sera livré, par priorité, à la préparation d'extraits opothérapiques et de produits thérapeutiques, hygiéniques ou chirurgicaux. La vésicule biliaire et la bile seront soumises à ces dispositions et comprises dans ce contingent.

Art. 2. — Dans les établissements d'abatage visés par la Loi du 8 octobre 1940 et par les Arrêtés pris pour son application, la récolte des pancréas reste réservée à la préparation de l'insuline et demeure régie par les dispositions de ces textes.

Art. 3. — Dans chaque département, sont seuls autorisés à prélever les organes énumérés à l'Article premier les organismes récolteurs agréés par le préfet, sur la proposition du directeur départemental des services vétérinaires.

Ces organismes sont tenus d'assurer la conservation des organes récoltés, dans les conditions permettant leur utilisation pour la préparation d'extraits opothérapiques, de produits thérapeutiques, hygiéniques ou chirurgicaux.

Art. 4. — Les services vétérinaires sont chargés des contrôles quantitatif, qualitatif, hygiénique et sanitaire que comporte l'application du présent Arrêté.

Art. 5. — La répartition entre les organismes désignés à l'Article 3 sera faite par le groupement d'achat et de répartition des viandes ou la section viande, en tenant compte de l'activité des dits organismes en 1938 et des besoins nouveaux.

Art. 6. — Les organismes récolteurs visés à l'Article 3 du présent Arrêté sont comptables responsables des produits collectés (vis-à-vis de l'office central de répartition des produits industriels — section chimie).

Art. 7. — Le prix de vente aux organismes récolteurs agréés sera fixé par Arrêté ministériel, après avis du comité national interprofessionnel des viandes et, en aucun cas, ne pourra être inférieur au prix de vente en gros de ces organes destinés aux usages alimentaires.

Art. 8. — Toute infraction aux dispositions ci-dessus entraînera les peines prévues par l'Article 2 de la Loi du 27 septembre 1940, ainsi que le retrait provisoire ou définitif de la carte professionnelle, conformément aux Articles 33, 34 et 35 du règlement n° 3 du bureau national de la viande.

Art. 9. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures en ce qu'elles ont de contraire au présent Arrêté.

Fait à Vichy, le 25 octobre 1941.

Le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,
PIERRE CAZIOT.

Le Secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé,
SERGE HUARD.

Le Secrétaire d'Etat au Ravitaillement,
PAUL CHARBIN.

Le Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle,
FRANÇOIS LEHIDEUX.

Les Produits animaux employés dans l'Industrie Pharmaceutique

TEXTES LÉGISLATIFS
classés par ordre chronologique

ANNÉE 1942

OFFICE CENTRAL DE RÉPARTITION
DES PRODUITS INDUSTRIELS

Paris, le 7 février 1942.

SECTION DE LA CHIMIE

34, Avenue d'Iéna
PARIS

DÉCISION PARTICULIÈRE N° 75

Le Répartiteur Chef de la Section de la Chimie de l'Office Central de Répartition des Produits Industriels,

Vu la Loi du 10 septembre 1940 portant organisation de la répartition des produits industriels, modifiée et complétée par les Lois des 9 mars 1941 et 18 juillet 1941;

Vu les Arrêtés du 4 décembre 1940 portant création de la Section de la Chimie de l'Office Central de Répartition des Produits Industriels et nommant le Répartiteur Chef de cette Section;

Vu la Loi du 8 octobre 1940, relative au ramassage des pancréas des bovins et des porcins;

Vu l'Arrêté du 19 mars 1941, relatif au ramassage des pancréas;

Vu l'Arrêté du 25 octobre 1941, sur la récolte, collecte et répartition des organes destinés à la préparation d'extraits opothérapiques, de produits thérapeutiques, hygiéniques ou chirurgicaux et spécialement l'Article 6;

DÉCIDE :

ORGANES D'ANIMAUX DESTINÉS A LA PRÉPARATION D'EXTRAITS OPOTHÉRAPIQUES, HYGIÉNIQUES OU CHIRURGICAUX.

Article 1^{er}. — Les organes d'animaux destinés à la préparation d'extraits opothérapiques, de produits thérapeutiques, hygiéniques ou chirurgicaux collectés par les organismes récolteurs dans les conditions fixées par l'Arrêté du 25 octobre 1941 susvisé sont bloqués chez les organismes récolteurs au bénéfice du Comité d'Organisation des Industries et du Commerce des Produits Pharmaceutiques (ci-après dénommé Comité).

Article 2^o. — La répartition en est assurée par le Comité conformément aux instructions du Répartiteur Chef de la Section de la Chimie.

Article 3°. — Les organismes récolteurs, comptables des produits collectés vis-à-vis de l'Office Central de Répartition des Produits Industriels, Section de la Chimie, par application de l'Article 6 de l'Arrêté du 25 octobre 1941, sont tenus de produire au Comité, sur demande de ce dernier, tous relevés périodiques de la comptabilité matières qu'ils tiendront à cet effet.

Ils ne pourront effectuer les livraisons aux utilisateurs que sur instructions conformes du Comité.

Article 4°. — De leur côté, les utilisateurs ne pourront s'approvisionner que suivant les attributions qui leur seront faites par le Comité.

Ils sont tenus à fournir à ce dernier tous les renseignements statistiques nécessaires à l'établissement des bases de répartition, ainsi qu'au contrôle de la distribution effective des produits.

Article 5°. — La présente décision sera notifiée :

- au Comité d'Organisation des Industries et du Commerce des Produits Pharmaceutiques, pour exécution.
- à tous les organismes récolteurs, pour exécution.
- à la Direction des Services Vétérinaires du Ministère de l'Agriculture, pour information, avec prière de la faire porter à la connaissance des Préfectures par l'intermédiaire de ses services départementaux.

Article 6°. — Toute infraction aux prescriptions ci-dessus exposera son auteur aux sanctions prévues par l'Article 8 de la Loi du 10 septembre 1940 et par les Lois du 9 mars et du 18 juillet 1941.

Article 7°. — La présente décision entrera en vigueur le jour de sa notification, le répartiteur demeurant toutefois juge des conditions dans lesquelles entreront en ligne de compte pour les répartitions les livraisons effectuées pendant la période intercalaire entre cette mise en vigueur et les dates de publication au *Journal Officiel* des lois et arrêtés réglementant la matière rappelée dans le préambule de la présente décision.

Le Répartiteur Chef de la Section de la Chimie,

P. TOINET.

Vu : le 14 mars 1942.

Le Commissaire du Gouvernement.

Signé : ROUGIER.

Office Central de Répartition des Produits Industriels.

Section de la Chimie.

Le Secrétaire Général,

P. GODARD.

Secrétariat d'Etat à la Production Industrielle

CRÉATION DE BUREAUX RÉGIONAUX DE RÉPARTITION DE PRODUITS INDUSTRIELS

(Décret N° 998 du 28 mars 1942)

Nous, Maréchal de France, Chef de l'Etat Français,

Vu la loi du 10 septembre 1940 portant organisation de la répartition des produits industriels, complétée par les Lois des 9 mars et 18 juillet 1941;

Sur le rapport du Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle;

DÉCRÉTONS :

Article Premier. — Des bureaux régionaux de répartition de produits industriels seront institués dans chaque circonscription régionale où leur création sera jugée nécessaire. L'accomplissement des missions dont ces bureaux seront chargés pourra être confié à des organismes déjà existants. Ces bureaux exerceront dans la circonscription régionale de leur compétence les attributions dévolues aux sections de l'office central de répartition des produits industriels.

Art. 2. — La création des bureaux régionaux de répartition des produits industriels sera prononcée par Arrêté du Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle.

Le même Arrêté fixera les limites de la circonscription régionale relevant du bureau dont il s'agit.

Art. 3. — Chaque bureau régional de répartition des produits industriels a à sa tête un directeur, assisté d'une commission consultative de cinq à dix membres. Le directeur du bureau régional et les membres de la commission consultative sont nommés par Arrêté du Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle.

Art. 4. — Il est placé auprès de chaque bureau régional de répartition des produits industriels un commissaire du Gouvernement. Les fonctions de commissaire du Gouvernement sont exercées par l'inspecteur général de la production industrielle, dont relève la circonscription régionale dont il s'agit, ou par son délégué.

Art. 5. — Le Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle est chargé de l'exécution du présent Décret.

Fait à Vichy, le 28 mars 1942.

PH. PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français:

Le Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle,
FRANÇOIS LEHIDEUX.

Secrétariat d'Etat à la Production Industrielle

**CRÉATION DE BUREAUX RÉGIONAUX
D'ORGANISATION PROFESSIONNELLE**

(Décret N° 1003 du 28 mars 1942)

Nous, Maréchal de France, Chef de l'Etat Français,

Vu la Loi du 16 août 1940 concernant l'organisation provisoire de la production industrielle,

Le Conseil des Ministres entendu,

DÉCRÉTONS :

Article Premier. — Des bureaux régionaux d'organisation professionnelle seront institués dans chaque circonscription régionale où leur création sera jugée nécessaire. L'accomplissement des missions dont ces bureaux seront chargés pourra être confié à des organismes déjà existants. Ces bureaux exerceront dans la circonscription régionale de leur compétence, les attributions dévolues aux comités d'organisation dans les différentes branches d'activité industrielle ou commerciale, chaque bureau pouvant avoir dans son ressort une ou plusieurs branches d'activité.

Art. 2. — La création des bureaux régionaux d'organisation professionnelle sera prononcée par Arrêté du Secrétaire d'Etat compétent pour la ou les branches d'activité considérées.

Le même Arrêté fixera les limites de la circonscription régionale relevant du bureau dont il s'agit.

Art. 3. — Chaque bureau régional d'organisation professionnelle a à sa tête un directeur assisté d'une commission consultative de trois à dix membres. Le directeur et les membres de la commission consultative sont nommés par Arrêté du Secrétaire d'Etat compétent pour la ou les branches d'activité considérées.

Art. 4. — Il est placé auprès de chaque bureau régional d'organisation professionnelle un commissaire du Gouvernement. Les fonctions de commissaire du Gouvernement sont exercées par l'inspecteur général de la production industrielle dont relève la circonscription régionale dont il s'agit ou par son délégué.

Art. 5. — Le Vice-Président du Conseil, Ministre de la Défense Nationale, Secrétaire d'Etat à la Marine, les Ministres Secrétaires d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances, à l'Agriculture, les Secrétaires d'Etat à la Production Industrielle, aux Communications, au Ravitaillement, à la Famille et à la Santé et à l'Aviation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Décret, qui sera publié au *Journal Officiel*.

Fait à Vichy, le 28 mars 1942.

PH. PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français:

*L'Amiral de la Flotte, Vice-Président du Conseil,
Ministre de la Défense Nationale,
Secrétaire d'Etat à la Marine,*
AMIRAL DARLAN.

*Le Ministre Secrétaire d'Etat
à l'Economie Nationale et aux Finances,*
YVES BOUTHILLIER.

Le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,
PIERRE CAZIOT.

Le Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle,
FRANÇOIS LEHIDEUX.

Le Secrétaire d'Etat aux Communications,
JEAN BERTHELOT.

Le Secrétaire d'Etat au Ravitaillement,
PAUL CHARBIN.

Le Secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé,
SERGE HUARD.

*Le Général de Brigade Aérienne,
Secrétaire d'Etat à l'Aviation,*
GÉNÉRAL BERGERET.

Secrétariat d'Etat à la Production Industrielle

**RATTACHEMENT DES PHARMACIENS D'OFFICINE
AU C. O. P. P.**

(Décret N° 1152 du 3 avril 1942)

Nous, Maréchal de France, Chef de l'Etat Français,

Vu la Loi du 16 août 1940 concernant l'organisation provisoire de la production industrielle;

Vu le Décret du 9 janvier 1941 portant création d'un comité d'organisation des industries et du commerce des produits pharmaceutiques;

Vu la Loi du 11 septembre 1941 relative à l'exercice de la pharmacie;

Sur le rapport du Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle;

DÉCRÉTONS :

Article Premier. — Les pharmaciens d'officine sont rattachés au comité d'organisation des industries et du commerce des produits pharmaceutiques en ce qui concerne les activités suivantes:

Industrie artisanale et commerce des produits pharmaceutiques et médicaments composés.

Il est précisé que le commerce de détail des produits pharmaceutiques relève du comité général d'organisation du commerce pour toutes les questions indépendantes de la nature du produit vendu; que les pharmaciens d'officine relèvent du même comité général d'organisation en ce qui concerne les produits non pharmaceutiques.

Art. 2. — Le nombre des membres du comité d'organisation des industries et du commerce des produits pharmaceutiques est porté de six à huit.

Art. 3. — Sont nommés membres du comité d'organisation des industries et du commerce des produits pharmaceutiques:

MM. André Fourton, Henri Calas.

Art. 4. — Le Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle est chargé de l'exécution du présent Décret, qui sera publié au *Journal Officiel*.

Fait à Vichy, le 3 avril 1942.

PH. PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français:

Le Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle,

FRANÇOIS LEHIDEUX.

Secrétariat d'Etat à la Famille et à la Santé

ORGANISATION DU SERVICE CENTRAL
DE LA PHARMACIE
ET DE L'INSPECTION RÉGIONALE DES PHARMACIES

(Décret N° 1193 du 17 avril 1942)

Nous, Maréchal de France, Chef de l'Etat Français,

Vu la Loi du 11 septembre 1941 relative à l'exercice de la pharmacie;

Vu la Loi du 26 mars 1942 portant création d'emplois à l'administration centrale du Secrétariat d'Etat à la Famille et à la Santé, et ouverture de crédits;

Sur le rapport du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances et du Secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé;

DÉCRÉTONS :

Article Premier. — Il est organisé à l'administration centrale du Secrétariat d'Etat à la Famille et à la Santé un service central de la pharmacie et, dans les régions sanitaires, une inspection régionale des pharmacies.

Art. 2. — Le service central de la pharmacie et l'inspection régionale des pharmacies sont assurés par des chargés de missions choisis parmi des personnes étrangères à l'administration en raison de leur compétence particulière ou parmi des agents des administrations publiques placés dans la position du service détaché ou hors cadre.

Les chargés de missions n'appartenant pas à une administration seront recrutés sur contrat résiliable.

Art. 3. — Les effectifs et les rémunérations mensuelles sont fixés dans les limites ci-après:

A. — Service central

Un chef de service	7.000 fr.
Deux pharmaciens chefs de sections techniques	4.500 fr.
Un chef de section administrative	4.000 fr.
Deux pharmaciens, sous-chefs de sections techniques	3.500 fr.
Deux rédacteurs	2.500 fr.
Deux traducteurs	2.500 fr.

B. — Inspection des pharmacies

Vingt inspecteurs régionaux à occupation principale.....	5.000 fr.
Quarante inspecteurs régionaux à occupation accessoires.....	3.000 fr.

Les rémunérations des chargés de missions fixées par le présent Article sont exclusives de toutes autres indemnités à l'exception, le cas échéant, des allocations prévues par le code de la famille; toutefois, les chargés de missions provenant d'une administration publique continueront à percevoir l'indemnité de résidence familiale.

Art. 4. — Dans la limite des crédits spécialement ouverts à cet effet et suivant les besoins, le Secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé est autorisé à recruter des auxiliaires temporaires de bureau et de service.

Les auxiliaires temporaires de bureau et de service du service central de la pharmacie seront rémunérés dans les mêmes conditions que les agents de même catégorie de l'administration centrale du Secrétariat d'Etat à la Famille et à la Santé.

Les auxiliaires temporaires de bureau, mis à la disposition des inspecteurs régionaux, percevront le même salaire que les auxiliaires de bureau des préfectures.

Art. 5. — Aucune autre indemnité ou avantage de quelque nature que ce soit ne pourra être attribué qu'en vertu d'un Arrêté revêtu de la signature du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances.

Art. 6. — Le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances et le Secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Décret, qui sera publié au *Journal Officiel*.

Fait à Vichy, le 17 avril 1942.

PH. PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français:

Le Secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé,

SERGE HUARD.

*Le Ministre Secrétaire d'Etat
à l'Economie Nationale et aux Finances,
YVES BOUTHILLIER.*

Secrétariat d'Etat à la Production Industrielle

RECONDUCTION POUR 1942 DES TAXES COUVRANT
LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES DU C. O. P. P.

(Arrêté du 14 avril 1942)

Le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances
et le Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle,

Vu le Décret du 15 mai 1941 relatif au financement des dépenses des
comités d'organisation;

Vu le Décret du 9 janvier 1941 portant création du comité d'organisa-
tion des industries et du commerce des produits pharmaceutiques;

ARRÊTENT :

Article Premier. — Les Arrêtés visés ci-dessus créant les taxes desti-
nés à couvrir les dépenses administratives des comités d'organisation
suivants:

Comité d'organisation des industries chimiques et des commerces qui
s'y rattachent;

Comité d'organisation des industries et du commerce des produits
pharmaceutiques;

sont reconduits pour l'année 1942.

Art. 7. — Le directeur des industries chimiques et le directeur de l'économie générale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté.

Fait à Paris, le 14 avril 1942.

*Le Ministre Secrétaire d'Etat
à l'Economie Nationale et aux Finances,*

Pour le Ministre et par autorisation:

*Le Secrétaire Général
pour les Questions Economiques,*

F. FILIPPI.

Le Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle,
FRANÇOIS LEHIDEUX.

Secrétariat d'Etat à la Santé

RÉPARTITION DE L'INSULINE

(Arrêté du 7 mai 1942)

Le Secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé,

Vu la Loi du 15 octobre 1940 fixant les attributions des directeurs régionaux de la santé et de l'assistance;

Vu le Décret du 9 janvier 1941 instituant un comité d'organisation pour l'industrie et le commerce des produits pharmaceutiques;

Sur la proposition du Secrétaire Général de la Santé;

ARRÊTE :

Article Premier. — Pour réserver aux besoins les plus urgents l'insuline disponible, et pour faciliter, à cet égard, au comité d'organisation des industries et du commerce des produits pharmaceutiques la mission qui lui est confiée par le Décret du 9 janvier 1941, la répartition de ce produit est contrôlée, en liaison avec le comité, par des centres desservant, chacun, une ou plusieurs régions sanitaires. Le siège et la circonscription de chaque centre sont fixés par le secrétaire général de la santé sur la proposition des directeurs régionaux de la santé et de l'assistance intéressés.

Art. 2. — Tout diabétique, pour s'approvisionner en insuline, doit adresser une demande d'inscription au centre de répartition compétent.

Cette demande doit être appuyée d'indications précises sur les éléments de base de la thérapeutique. Les dites indications sont données par le médecin sous la forme de réponses à un questionnaire-type établi par l'administration.

Art. 3. — Le centre de répartition détermine, pour chaque cas, en fonction du contingent d'insuline disponible, la dose qui peut être admi-

nistrée quotidiennement. Il établit, en même temps, un bon d'insuline, qui comporte au maximum la quantité indispensable pour un mois.

Les bons ne sont renouvelés mensuellement que sur présentation de nouvelles demandes. Celles-ci doivent être accompagnées d'un certificat médical attestant que le malade, suit régulièrement son traitement et signalant, s'il y a lieu, les incidents survenus depuis la demande précédente.

Les résultats des analyses d'urines y sont également joints.

Afin d'empêcher que les malades ne recourent à plusieurs médecins et ne s'assurent ainsi par leur entremise l'octroi de doses multiples, le centre tient un répertoire où la délivrance des bons destinés à un même malade est notée sur une fiche ou un feuillet unique.

Art. 4. — Les pharmaciens ne fournissent d'insuline aux malades ou aux médecins que contre remise des bons visés ci-dessus.

Les détaillants ne peuvent se réapprovisionner qu'en remettant une provision de bons dont le montant total égale celui de leur commande. Les maisons de santé privées qui s'approvisionnent auprès des grossistes sont tenues de produire les mêmes justifications.

Art. 5. — Au début de chaque mois, les centres de répartition indiquent, au comité d'organisation des industries et du commerce des produits pharmaceutiques, le montant des bons qu'ils ont délivrés pendant le mois précédent pour chacun des départements compris dans leurs circonscriptions respectives.

Art. 6. — Si le médecin traitant se trouve obligé, en raison de l'urgence, de prescrire directement la dose d'insuline nécessaire, le pharmacien peut exécuter l'ordonnance sans exiger la remise d'un bon.

Toutefois, en ce cas, la dose livrée ne doit pas dépasser deux cents unités. La justification de cette livraison doit être aussitôt adressée par le pharmacien au centre de répartition compétent. Une nouvelle dose ne peut être attribuée au malade intéressé que dans les conditions fixées aux Articles 2, 3 et 4 ci-dessus.

Art. 7. — En vertu des pouvoirs généraux de contrôle qui leur sont dévolus par l'Article 4 de la Loi du 15 octobre 1940, les directeurs régionaux de la santé et de l'assistance surveillent la consommation d'insuline dans les services hospitaliers publics.

Cette consommation doit être exclusivement réservée aux malades régulièrement hospitalisés. Elle est soumise, en principe, à la réglementation instituée par les Articles 1^{er}, 2 et 3 ci-dessus, les établissements hospitaliers publics ne pouvant être réapprovisionnés que contre remise de bons d'une valeur équivalente au montant de leur commande.

Toutefois, les directeurs régionaux peuvent, s'ils le jugent opportun, dispenser certains hôpitaux publics de cette réglementation. Ils prennent alors toutes mesures utiles pour vérifier l'importance et les variations de

la dépense mensuelle d'insuline dans ces hôpitaux et pour s'assurer, d'autre part, que ce produit est exclusivement réservé aux diabétiques. Toute demande d'approvisionnement formée par les établissements ainsi contrôlés doit être soumise à l'approbation du directeur régional avant d'être adressée au comité d'organisation des industries et du commerce des produits pharmaceutiques.

Art. 8. — Les dispositions du présent Arrêté n'entreront effectivement en vigueur qu'au fur et à mesure de l'organisation des centres. La date de mise en application sera notifiée pour chacun d'eux par les directeurs régionaux intéressés aux conseils départementaux de l'ordre des médecins et aux chambres départementales des pharmaciens.

Dans le mois qui suivra cette date, les établissements hospitaliers ou privés adresseront par l'entremise des inspecteurs de la santé au directeur régional compétent la déclaration du stock d'insuline dont ils seront encore pourvus.

Art. 9. — Le secrétaire général de la santé est chargé de l'exécution du présent Arrêté.

Fait à Paris, le 7 mai 1942.

Par délégation:

Le Conseiller d'Etat Secrétaire Général de la Santé,
AUBLANT.

Secrétariat d'Etat à la Production Industrielle

**MODIFICATION ET CODIFICATION
DE LA RÉGLEMENTATION
ÉDICTÉE PAR LE RÉPARTITEUR CHEF
DE LA SECTION DE LA CHIMIE**

(Voir décisions F. 37 et F. 39 du 4 janvier 1943)

(Décision F. 31 du 10 juin 1942)

Le répartiteur chef de la section de la chimie de l'office central de répartition des produits industriels,

Vu la Loi du 10 septembre 1940 portant organisation de la répartition des produits industriels, modifiée et complétée par les Lois des 9 mars 1941 et 18 juillet 1941;

Vu l'arrêté du 8 mai 1941 relatif au contrôle de la répartition des produits industriels et à la répression des infractions;

Vu les Arrêtés du 4 décembre 1940 portant création de la section de la chimie de l'office central de répartition des produits industriels et nommant le répartiteur chef de cette section;

Vu les Arrêtés des 10 avril 1941, 16 novembre 1941 et 7 février 1942 portant modification des attributions de la section de la chimie;

Vu les Décisions N^{os} 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, F. 11, F. 12, F. 13, F. 14, F. 15, F. 16, F. 17, F. 18, F. 19, F. 20, F. 21, F. 22, F. 23, F. 24, F. 25, F. 27, F. 28, F. 29, F. 30;

Vu les Décisions conjointes F. I. 21, F. I. 24, I 41/F. 26 du répartiteur chef de la section de la chimie et du répartiteur chef de la section du cuir et des pelleteries;

Vu la Décision conjointe E. 4 du répartiteur chef de la section de la chimie et du répartiteur chef de la section des corps gras industriels;

Vu la Loi du 13 août 1940 relative à l'organisation de la production forestière;

Vu le Décret du 2 décembre 1940 portant création de l'Union corporative des résineux;

Vu l'Arrêté du 17 janvier 1942 sur la récupération et le commerce des os;

DÉCIDE :

TITRE PREMIER

Compétence de la section de la chimie

Article Premier. — Les produits relevant de la compétence du répartiteur chef de la section de la chimie (ci-après dénommés respectivement répartiteur et section) telle qu'elle a été fixée par les Arrêtés des 4 décembre 1940, 10 avril 1941, 16 novembre 1941 et 7 février 1942 sont, pour l'application de la présente décision, classés en trois catégories:

- 1° Produits dits « contrôlés »;
- 2° Produits dits « surveillés »;
- 3° Produits dits « libres ».

Art. 2. — La liste des produits classés dans chacune des deux premières catégories est publiée en annexe de la présente Décision. (1)

Tous les produits qui ne figurent pas nommément dans cette liste rentrent automatiquement dans la troisième catégorie.

Le répartiteur peut à tout moment changer le classement des produits dans les diverses catégories.

Art. 3. — Toute personne physique ou morale qui produit ou importe l'un quelconque des produits classés comme « contrôlés » ou « surveillés » ou qui, à quelque titre que ce soit, en particulier à titre d'utilisateur, en détient un stock, est assujettie à la réglementation édictée par la section.

Les produits classés comme « libres » restent entièrement en dehors de cette réglementation.

TITRE II

Réglementation générale de la répartition

Chapitre Premier. — PRODUITS « CONTRÔLÉS »

Art. 4. — Les produits de la première catégorie, dits « contrôlés », qu'ils soient fabriqués ou importés en France métropolitaine, sont, par le fait même de leur classement dans cette catégorie, soumis à un blocage général pour le compte de la section.

(1) Nous ne publions pas cette annexe en raison de la place qu'elle pourrait occuper et du peu d'importance qui incomberait aux produits dérivés relatifs à l'organothérapie.

Art. 5. — En conséquence de ce blocage général, toute personne qui livre, prend livraison, utilise un produit contrôlé, doit obtenir du répartiteur une autorisation préalable de livraison, d'approvisionnement, d'emploi :

a) Soit directement ;

b) Soit indirectement par l'intermédiaire d'un comité d'organisation (Loi du 16 août 1940) ou, à défaut, d'un organisme professionnel habilité par le répartiteur, agissant en vertu d'une autorisation qu'il a lui-même reçue du répartiteur et dans les conditions prescrites par ladite autorisation.

Art. 6. — Les autorisations directes doivent, sous réserve d'autres dispositions, chacune être demandées spécialement. Les demandes sont à adresser à la section, de préférence par le canal des comités d'organisation, qui y joindront leur avis motivé.

Art. 7. — Les autorisations indirectes sont accordées par voie de « décisions de répartition », lesquelles comportent implicitement et d'office, sauf décision contraire du répartiteur, autorisations de livraison, d'approvisionnement et d'emploi pour les quantités qu'elles mettent en répartition.

Ces décisions de répartition sont notifiées, chacun en ce qui le concerne, aux comités d'organisation et autres organismes professionnels habilités, à charge pour ceux-ci de procéder, pour compte du répartiteur et sous son contrôle, aux opérations de sous-répartition entre leurs ressortissants.

Pour être en droit de se prévaloir d'une autorisation indirecte de livraison, d'approvisionnement et d'emploi, le livreur, le réceptionnaire et l'utilisateur doivent être respectivement à même de justifier que la livraison, l'approvisionnement et l'emploi est bien effectué à l'intervention d'un comité d'organisation ou organisme professionnel habilité et en exécution d'une « décision de répartition » du répartiteur.

Art. 8. — Dans tous les cas, les autorisations de livraison, d'approvisionnement et d'emploi ne sont valables que pour autant que des interdictions, limitations ou prescriptions spéciales de livraison, d'approvisionnement et d'emploi édictées par la section en ce qui concerne le produit en cause ne leur sont pas opposables.

Art. 9. — § 1^{er}. — Les producteurs ou importateurs de produits « contrôlés » sont tenus de déclarer périodiquement (à la fin de chaque mois ou de chaque trimestre suivant les cas) les quantités qu'ils ont produites ou importées pendant la période considérée, ainsi que les stocks qu'ils détiennent au début et à l'expiration de la période.

§ 2. — Les producteurs ont, en outre, l'obligation de signaler au répartiteur, immédiatement et à chaque occasion, de préférence sous le cou-

vert de leur comité d'organisation, les dérangements dans l'exploitation influençant sérieusement l'allure des fabrications, en précisant l'importance et la durée probable.

§ 3. — Les détenteurs de stocks autres que les producteurs ou importateurs, c'est-à-dire les détenteurs, soit à titre de transformateurs ou d'utilisateurs, soit à tout autre titre, sont également tenus de déclarer les stocks qu'ils détiennent à la fin de chaque trimestre, pour autant toutefois que ces stocks soient supérieurs à une limite fixée pour chaque produit par le répartiteur.

§ 4. — Dans tous les cas, les déclarations individuelles doivent être adressées aux comités d'organisation (ou groupements spéciaux créés et désignés par eux) ou à défaut aux organismes professionnels habilités par le répartiteur. Ceux-ci les centraliseront et les feront parvenir sous forme d'états globaux à la section.

Les déclarants qui ne seraient pas rattachés à un comité ou organisme professionnel qualifié enverront leurs déclarations directement à la section, 34, avenue d'Iéna, à Paris (16^e); ou, pour la zone non occupée, 50, avenue Victoria, à Vichy (Allier).

Les renseignements détaillés et le modèle des formulaires seront tenus à la disposition des intéressés par les comités d'organisation ou organismes précités; ils pourront être demandés directement aux adresses ci-dessus.

Chapitre II. — PRODUITS « SURVEILLÉS »

Art. 10. — Les produits de la deuxième catégorie dits « surveillés » comprennent tous ceux que la réglementation de la section touche à un titre quelconque autre que le blocage général frappant les produits de la première catégorie.

Toutefois, certains d'entre eux sont soumis à un blocage partiel pour le compte de la section chez les producteurs et importateurs seulement; ils sont dans ce cas dénommés « surveillés bloqués ». Les produits énumérés sous cette rubrique dans la liste annexée à la présente décision sont, par le fait même de ce classement, bloqués chez les producteurs et importateurs.

Les produits « surveillés » qui restent en dehors de cette mesure de blocage partiel sont dénommés « surveillés réglementés ».

Art. 11. — § 1^{er}. — Les producteurs ou importateurs de produits « surveillés », qu'ils soient « surveillés bloqués » ou « surveillés réglementés », sont (sauf décision contraire du répartiteur) soumis aux obligations des producteurs ou importateurs de produits « contrôlés » définies par les paragraphes 1^{er} et 2 de l'Article 9 ci-dessus.

Les modalités d'application fixées par le paragraphe 4 dudit Article sont applicables.

Secrétariat d'Etat à la Santé

RÈGLEMENT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE
pour application de la Loi du 11 septembre 1941

(Décret N° 1890 du 24 juin 1942)

Nous, Maréchal de France, Chef de l'Etat Français,

Vu la Loi du 11 septembre 1941, N° 3890, relative à l'exercice de la pharmacie, et notamment les Articles 28, 46 et 50;

Sur le rapport du Ministre Secrétaire d'Etat aux Finances, du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Education Nationale, et du Secrétaire d'Etat à la Santé;

Le Conseil d'Etat entendu;

DÉCRÉTONS :

TITRE PREMIER

Conditions d'exercice de la pharmacie

Article Premier. — Le remplacement du titulaire d'une officine prévu à l'Article 28 de la Loi du 11 septembre 1941 est assuré dans les conditions suivantes:

Pour une absence supérieure à trois mois, le remplacement ne peut être effectué que par un pharmacien n'ayant pas d'autre activité professionnelle;

Pour une absence inférieure à trois mois, le remplacement peut être effectué soit par un pharmacien n'ayant pas d'autre activité professionnelle, soit par un étudiant en pharmacie ayant au moins douze inscriptions validées et qui aura reçu l'autorisation du doyen de la faculté où il est immatriculé.

Toutefois, si l'absence est inférieure à huit jours, le remplacement pourra être confié à un pharmacien titulaire d'une autre officine, à condition qu'il soit en état d'exercer effectivement ce remplacement.

Art. 2. — Pour toute absence supérieure à huit jours, le titulaire de l'officine doit signaler, par lettre recommandée, au directeur régional de la santé et de l'assistance et au président de la chambre départementale des pharmaciens, les nom et adresse du remplaçant en indiquant l'organisme professionnel ou l'établissement universitaire auquel il appartient.

Art. 3. — Les pharmaciens doivent inscrire les ordonnances prescrivant des médicaments magistraux sur un livre-registre d'ordonnances, coté et paraphé par le maire ou par le commissaire de police. Ces transcriptions doivent comporter un numéro d'ordre, le nom du médecin, les nom et adresse du client et la date à laquelle le médicament a été délivré. Ledit registre sera conservé pendant une durée de *vingt années* au moins.

Art. 4. — Avant de délivrer un médicament quelconque, le pharmacien doit munir le récipient, la boîte ou le paquet contenant le médicament d'une étiquette sur laquelle sont inscrits son nom, son adresse et la désignation du produit livré. Cette disposition ne s'applique pas aux spécialités pharmaceutiques, sauf à celles qui sont visées par les Décrets du 14 septembre 1916 et du 20 mars 1930 relatifs à la vente des substances vénéneuses.

TITRE II

Réglementation de la publicité

Art. 5. — Toute demande tendant à obtenir le visa prévu à l'Article 18 de la Loi du 11 septembre 1941 doit être présentée:

a) Pour les textes publicitaires se rapportant aux spécialités pharmaceutiques, par l'intermédiaire de la chambre des fabricants de produits pharmaceutiques, qui en fait rapport au comité technique des spécialités prévu à l'Article 44 de la Loi du 11 septembre 1941.

b) Pour les textes publicitaires se rapportant aux officines et aux produits vendus par celles-ci, par l'intermédiaire des conseils régionaux de pharmaciens, qui en font rapport au comité technique des spécialités ci-dessus visé.

Art. 6. — Tout texte publicitaire ayant obtenu le visa du comité technique des spécialités comporte un numéro d'ordre qui doit être obligatoirement reproduit sur tous les éléments de la publicité.

TITRE III

Visa et contrôle des spécialités pharmaceutiques

Art. 7. — Toute demande tendant à obtenir pour les spécialités pharmaceutiques le visa prévu à l'Article 44 de la Loi du 11 septembre 1941 doit être adressée au Secrétariat d'Etat à la Santé par l'intermédiaire de la chambre des fabricants de produits pharmaceutiques.

Cette demande, rédigée en deux exemplaires *dont un sur papier timbré*, doit mentionner :

a) L'objet de la demande, en précisant la composition exacte du produit pour lequel le visa est sollicité ;

b) Le nom et l'adresse du fabricant, son numéro d'inscription à la chambre des fabricants de produits pharmaceutiques ou, dans le cas d'un pharmacien propriétaire d'une officine, le numéro d'immatriculation à la chambre des fabricants de produits pharmaceutiques ;

c) L'indication précise du lieu de fabrication du produit.

A la demande doivent être jointes :

1° Une notice très complète indiquant le mode de préparation du produit, les techniques employées pour contrôler la qualité des matières premières et les méthodes utilisées pour procéder à l'identification, au dosage chimique ou physique ou au titrage biologique des éléments actifs du médicament ;

2° Une notice relative aux essais thérapeutiques du produit mentionnant les indications thérapeutiques et contenant les documents pouvant justifier la valeur thérapeutique de la spécialité.

Art. 8. — Le Secrétaire d'Etat à la Santé, saisi d'une demande de visa, envoie au demandeur un ordre de versement au Trésor du droit fixe prévu à l'Article 46 de la Loi du 11 septembre 1941.

Le versement est effectué chez un comptable du Trésor (trésorier-payeur général, receveur des finances ou percepteur). Ce comptable encaisse le droit fixe sur le vu de l'ordre de versement et en délivre récépissé ou quittance à souche.

Le montant des versements est centralisé au compte : « Produits divers. — ...Produit du droit fixe ou visa des spécialités pharmaceutiques ».

L'examen du comité technique des spécialités ne peut être commencé, et le visa du Secrétaire d'Etat à la Santé éventuellement accordé, qu'autant que figure au dossier le récépissé ou la quittance à souche délivré dans les conditions prévues au présent Article.

Art. 9. — Les essais destinés à vérifier la qualité d'une spécialité sont effectués à la diligence du comité technique des spécialités par les laboratoires d'enseignement supérieur et les laboratoires agréés à cet effet par le Secrétaire d'Etat à la Santé. Un Arrêté du Secrétaire d'Etat à la

Santé déterminera les conditions dans lesquelles les essais seront confiés aux laboratoires agréés et seront effectués par eux.

Art. 10. — Le Secrétaire d'Etat à la Santé se prononce sur la demande de visa après avis du comité technique des spécialités et notifie sa décision à l'intéressé.

Si la demande est admise, la spécialité est pourvue d'un numéro d'enregistrement qui doit figurer sur le conditionnement du produit.

Si l'avis du comité technique est défavorable, le Secrétaire d'Etat le communique à l'intéressé avant de prendre sa décision en lui impartissant un délai pour produire ses observations.

Si l'intéressé ne produit pas d'observations dans ce délai, le Secrétaire d'Etat prend sa décision.

Si l'intéressé produit des observations dans le délai imparti, celles-ci sont soumises au conseil de la chambre des produits pharmaceutiques, et si le conseil estime, à la majorité des deux tiers de ses membres, que ces observations doivent être soumises au comité technique, ce dernier en est saisi par le Secrétaire d'Etat qui se prononce au vu de l'avis définitif émis par le comité technique à la suite de ce nouvel examen.

Art. 11. — Il est publié tous les ans, par les soins du comité technique des spécialités, un répertoire contenant la liste et la composition des spécialités qui ont obtenu le visa du Secrétaire d'Etat à la Santé dans le courant de l'année.

TITRE IV

Des inspecteurs de pharmacies

Art. 12. — Pour être admis au concours sur titres prévu à l'Article 30 de la Loi du 11 septembre 1941, les candidats doivent adresser une demande en double exemplaire, dont un sur papier timbré au directeur régional de la santé et de l'assistance.

A cette demande sont jointes les pièces suivantes:

1° Pour les candidats appartenant au corps enseignant ou aux établissements hospitaliers:

- a) Une expédition sur papier timbré de l'acte de naissance;
- b) Une notice indiquant les titres scientifiques et l'énumération des diverses fonctions exercées au titre civil ou militaire;
- c) Un état indiquant la situation de famille;

2° Pour les autres candidats:

a) Tous actes de nature à établir qu'ils remplissent les conditions de nationalité fixées par la Loi relative à l'accès aux emplois dans les administrations publiques;

- b) Une copie dûment certifiée du diplôme de pharmacien;

c) Une notice indiquant les titres scientifiques (diplôme, certificats ou copie de ces documents dûment certifiée), la liste des publications scientifiques, les états de service militaire, les titres honorifiques et l'énumération des diverses fonctions et des emplois remplis depuis la fin des études jusqu'au jour de la demande, avec le nom des établissements;

d) Tous documents de nature à établir que le candidat satisfait aux conditions prévues par la Loi du 2 juin 1941 portant statut des Juifs;

e) Une déclaration sur l'honneur indiquant que le candidat ne fait partie d'aucune des sociétés secrètes définies à l'Article premier de la Loi du 13 août 1940 et s'engage sur l'honneur à ne jamais adhérer à une telle société au cas où elle viendrait à se reconstituer;

f) Un extrait du casier judiciaire datant de moins de trois mois;

g) Un certificat médical délivré par un médecin assermenté désigné par le directeur régional de la santé et de l'assistance indiquant que le candidat est de constitution robuste et apte à remplir un service actif en toute saison;

h) Un état indiquant la situation de famille.

Le directeur régional de la santé et de l'assistance transmet au Secrétaire d'Etat à la Santé la demande d'admission au concours en y joignant son avis.

Art. 13. — Les titres des candidats sont examinés par une commission comprenant:

Le secrétaire général de la santé ou son représentant.

Deux inspecteurs généraux de la santé.

Le sous-directeur chargé du service du personnel du Secrétariat d'Etat à la Santé.

La présidence de la commission appartient au secrétaire général de la Santé ou, à son défaut, au plus ancien des inspecteurs généraux. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

L'examen par la commission des titres des candidats ne peut valablement être commencé que deux mois au moins après la date d'ouverture du concours fixé par un Arrêté publié au *Journal Officiel*.

Un avis indiquant la date d'ouverture du concours est adressé aux facultés de pharmacie, aux facultés mixtes de médecine et de pharmacie, aux écoles de médecine et de pharmacie et aux diverses chambres professionnelles de la pharmacie.

TITRE V

De l'inspection des pharmacies

Art. 14. — Les inspecteurs de pharmacies procèdent au moins une fois l'an à l'inspection des officines, des pharmacies visées à l'Article 25 de la Loi du 11 septembre 1941, des établissements pharmaceutiques visés

à l'Article 39 de ladite Loi, des dépôts de médicaments détenus par les médecins visés à l'Article 29 de la Loi précitée, des herboristeries.

Art. 15. — Les pharmaciens, les médecins visés à l'Article 29 de la Loi du 11 septembre 1941, les herboristes et tous les détenteurs de produits pharmaceutiques, diététiques, hygiéniques ou toxiques sont tenus de présenter aux inspecteurs des pharmacies les drogues et compositions qu'ils possèdent dans leurs officines, dépôts, magasins, laboratoires et leurs dépendances.

Les échantillons prélevés par les inspecteurs des pharmacies sur les marchandises soumises à leur inspection sont remis, aux fins d'analyse, aux directeurs régionaux de la santé et de l'assistance.

Art. 16. — Les pouvoirs attribués aux inspecteurs des pharmacies par les Articles précédents s'exercent concurremment avec ceux que détiennent les inspecteurs de la répression des fraudes pour la recherche, dans les officines, des infractions à la Loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes et aux règlements en vigueur concernant tous les produits dont la vente n'est pas réservée aux pharmaciens.

Art. 17. — Le Ministre Secrétaire d'Etat aux Finances, le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Education Nationale, le Secrétaire d'Etat à la Santé sont chargés de l'exécution du présent Décret, qui sera publié au *Journal Officiel* de l'Etat Français.

Fait à Vichy, le 24 juin 1942.

PH. PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français:

*Le Chef du Gouvernement,
Ministre Secrétaire d'Etat à l'Intérieur,*
PIERRE LAVAL.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre Secrétaire d'Etat à la Justice,*
JOSEPH BARTHELEMY.

Le Ministre Secrétaire d'Etat aux Finances,
PIERRE CATHALA.

*Le Ministre Secrétaire d'Etat
à l'Agriculture et au Ravitaillement,*
JACQUES LE ROY LADURIE.

*Le Ministre Secrétaire d'Etat
à l'Education Nationale,*
ABEL BONNARD.

Le Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle,
JEAN BICHELONNE.

Le Secrétaire d'Etat à la Santé,
RAYMOND GRASSET.

Secrétariat d'Etat à la Production Industrielle

TAXES DU C. O. P. P.

(Arrêté du 7 juillet 1942)

Le Ministre Secrétaire d'Etat aux Finances et le Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle,

Vu la Loi du 16 août 1940 portant organisation provisoire de la production industrielle;

Vu le Décret du 9 janvier 1941 portant création du comité d'organisation des industries et du commerce des produits pharmaceutiques (et les rectificatifs publiés au *Journal Officiel* du 11 février et du 24 mars 1941);

Vu le Décret du 15 mai 1941 relatif au financement des dépenses des comités d'organisation;

Vu l'Arrêté du 24 juillet 1941 relatif aux cotisations imposées par les comités d'organisation aux petites et moyennes entreprises;

Vu l'Arrêté du 29 août 1941 créant des taxes destinées à couvrir les dépenses administratives du comité d'organisation des industries et du commerce des produits pharmaceutiques;

Vu l'Arrêté du 14 avril 1942 reconduisant pour l'année 1942 l'Arrêté susvisé du 29 août 1941;

Vu le Décret du 3 avril 1942 relatif au rattachement des pharmaciens d'officine au comité d'organisation des industries et du commerce des produits pharmaceutiques;

ARRÊTENT :

Article Premier. — Les Articles 1^{er}, 2 et 4 de l'Arrêté susvisé du 29 août 1941, reconduit pour l'année 1942 par l'Arrêté du 14 avril 1942, sont ainsi modifiés:

« Article Premier. — La taxe destinée à couvrir les dépenses administratives du comité d'organisation des industries et du commerce des produits pharmaceutiques est due par toutes les entreprises se rattachant aux branches de production et de commerce désignées ci-après et à toutes autres qui seraient ultérieurement rattachées audit comité :

« Section 1. — Industrie des produits de droguerie pharmaceutique et des produits biologiques.

« Section 2. — Industrie de la préparation des médicaments présentés au public sous forme conditionnée et sous marque ou sous cachet.

« Section 3. — Commerce de la droguerie pharmaceutique, des produits biologiques et des médicaments conditionnés pour la vente au public.

« Section 4. — Industrie artisanale et commerce des produits pharmaceutiques et médicaments composés par les pharmacies d'officine.

« Art. 2. — La taxe visée à l'Article précédent est constituée par une taxe de 2 p. 1.000 sur le chiffre d'affaires annuel de l'entreprise en ce qui concerne les sections 1, 2 et 3 et de 1 p. 1.000 en ce qui concerne la section 4. Le chiffre d'affaires soumis à cette taxe est le chiffre d'affaires imposable à la taxe d'Etat sur les transactions; les entreprises placées, en ce qui concerne la taxe d'Etat sur les transactions, sous le régime du forfait, sont taxées sur le montant du forfait dont elles bénéficient.

« Art. 4. — Les propharmaciens, les dentistes, les cliniques, maisons de santé et hôpitaux privés et, d'une manière générale, toutes les entreprises qui ne sont pas rattachées audit comité d'organisation mais qui y sont intéressées comme recevant de lui les attributions de produits répartis qu'il leur fait en vertu de la délégation d'un ou de plusieurs répartiteurs, chefs des sections de l'office central de répartition, sont tenus de verser au comité d'organisation les taxes fixes suivantes :

« Dentistes, 20 fr.

« Propharmaciens, 50 fr.

« Maisons de santé, cliniques, hôpitaux privés, 100 fr.

« Les hôpitaux et services publics ne sont assujettis au paiement d'aucune contribution ».

Art. 2. — Les dispositions du présent Arrêté sont applicables à compter du 1^{er} janvier 1942.

Art. 3. — Le directeur des industries chimiques et le directeur de l'économie générale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté.

Fait à Paris, le 7 juillet 1942.

Le Ministre Secrétaire d'Etat aux Finances,
PIERRE CATHALA.

Le Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle,
JEAN BICHELONNE.

Secrétariat d'Etat à la Santé

LISTE DES LABORATOIRES AGRÉÉS
POUR PROCÉDER A L'EXAMEN
DES SPÉCIALITÉS PHARMACEUTIQUES

(Arrêté du 18 août 1942)

Le Secrétaire d'Etat à la Santé,

Vu la Loi du 11 septembre 1941 relative à l'exercice de la pharmacie, et notamment l'Article 44;

Vu le Décret du 24 juin 1942 portant règlement d'administration publique pour l'application de la Loi du 11 septembre 1941 relative à l'exercice de la pharmacie, et notamment l'Article 9;

Sur la proposition du secrétaire général de la santé;

ARRÊTE :

Article Premier. — Les laboratoires inscrits sur la liste ci-dessous sont agréés pour procéder à l'examen des spécialités pharmaceutiques:

I. — LABORATOIRES D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

a) *Faculté de médecine de Paris*

Laboratoire de pharmacologie (prof. Tiffeneau).

Laboratoire de matière médicale (prof. Hazard).

Laboratoire de chimie (prof. Polonski).

Laboratoire de pathologie expérimentale et comparée (prof. Bénard).

Laboratoire de physiologie (prof. Binet).

b) *Faculté des sciences de Paris*

Laboratoire de chimie biologique (prof. Javilliers).

c) *Faculté mixte de médecine et de pharmacie de Lyon*

Laboratoire de chimie organique (prof. Morel).
Laboratoire de pharmacie et de pharmacologie (prof. Leulier).
Laboratoire de matière médicale (prof. Manceau).
Laboratoire de chimie biologique (prof. Florence).
Laboratoire de physique biologique (prof. Ponthus).
Laboratoire de physiologie (prof. Hermann).

d) *Faculté de médecine et de pharmacie de Marseille*

Laboratoire de pharmacodynamie (prof. Mercier).
Laboratoire de matière médicale (prof. Balansart).
Laboratoire de pharmacie (prof. Vignoli).
Laboratoire de chimie (prof. Rimattéi).
Laboratoire de physique (prof. Dubouloz).
Laboratoire de chimie biologique (prof. Roche).

e) *Faculté de pharmacie de Montpellier*

Laboratoire de pharmacie galénique (prof. Astruc).
Laboratoire de pharmacodynamie (prof. Giroux).
Laboratoire de botanique (prof. Juillet).
Laboratoire de physique (prof. Canals).
Laboratoire de chimie biologique et de chimie organique (prof. Granger).
Laboratoire de chimie minérale (prof. Dolique).
Laboratoire de chimie analytique et de toxicologie (prof. Jaulmes).

f) *Faculté de médecine de Montpellier*

Laboratoire de chimie biologique (prof. Christol).
Laboratoire de physiologie (prof. Hédon).

g) *Faculté des sciences de Montpellier*

Laboratoire de chimie organique de l'institut de chimie (prof. Mousseron).

h) *Faculté mixte de médecine et de pharmacie de Toulouse*

Laboratoire de pharmacie chimique et galénique (prof. Caujolle).
Laboratoire de physiologie (prof. Delas).
Laboratoire de physique et de pharmacodynamie (prof. Bugnard).

i) *Faculté mixte de médecine et de pharmacie de Bordeaux*

Laboratoire de contrôle des médicaments (prof. Chelle, Golse, Labat, Vitte et Girard).
Laboratoire de médecine expérimentale et de bactériologie (prof. Aubertin).

j) *Faculté mixte de médecine et de pharmacie de Lille*

Laboratoire de chimie biologique (prof. Boulanger).
Laboratoire de chimie organique et pharmaceutique (prof. Lespagnol).
Laboratoire de botanique (prof. Dehay).

II. — LABORATOIRES N'APPARTENANT PAS A L'UNIVERSITÉ

Laboratoire national de contrôle des médicaments.

Laboratoires de l'institut Pasteur.

Laboratoire de physiologie générale du Muséum national d'histoire naturelle (prof. Tournade).

Laboratoire de contrôle de l'académie de médecine.

Laboratoire de la société scientifique d'hygiène alimentaire.

Laboratoire central de chimie analytique de la marine.

Laboratoires du bureau central des recherches du ravitaillement.

Laboratoire de chimie de l'institut catholique de Lille (prof. Raquet).

Art. 2. — Le chef du service central de la pharmacie est chargé de notifier cette décision aux intéressés.

Fait à Paris, le 18 août 1942.

RAYMOND GRASSET.

Secrétariat d'Etat à la Santé

**DÉVOLUTION DES BIENS DU GROUPEMENT
PROFESSIONNEL DES FABRICANTS DE PRODUITS
PHARMACEUTIQUES
PASSENT DU GROUPEMENT PROFESSIONNEL
A LA CHAMBRE DES FABRICANTS**

27, rue du Cherche-Midi - PARIS (VII^e)

(Arrêté du 17 août 1942)

Le Secrétaire d'Etat à la Santé,

Vu la Loi du 11 septembre 1941 (art. 60);

Vu l'avis du conseil supérieur de la pharmacie;

Sur la proposition du chef du service central de la pharmacie;

ARRÊTE :

Article Premier. — Les biens du groupement professionnel des fabricants de produits pharmaceutiques, 27, rue du Cherche-Midi, à Paris (7^e), sont dévolus à la chambre des fabricants de produits pharmaceutiques, 27, rue du Cherche-Midi, à Paris (7^e).

Art. 2. — Le chef du service central de la pharmacie est chargé de l'exécution du présent Arrêté.

Fait à Paris, le 17 août 1942.

Pour le Secrétaire d'Etat:
Le Conseiller d'Etat Secrétaire Général de la Santé,
L. AUBLANT.

Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement

COMPLÈTE L'ARRÊTÉ DU 19 MARS 1941
DÉSIGNE L'ABATTOIR INDUSTRIEL DES SALAISONS
DU BLAVET (Morbihan)

pour être incorporé dans la Liste des Abattoirs prévus
à l'Article 1^{er} de la Loi du 8 Octobre 1940 (pancréas)

(Arrêté du 13 novembre 1942)

Le Chef du Gouvernement, Ministre Secrétaire d'Etat à l'Intérieur et
le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture et au Ravitaillement,

Vu la Loi du 8 octobre 1940 relative au ramassage des pancréas des
bovins et des porcins;

Vu l'Arrêté du 19 mars 1941 relatif au ramassage des pancréas;

ARRÊTENT :

Article unique. — La liste des abattoirs et centres d'abat prévue à
l'Article 1^{er} de la Loi du 8 octobre 1940, fixée par l'Arrêté du 19 mars
1941, est complétée comme suit:

« Art. 1^{er}. —

« Abattoir industriel de la Société des salaisons du Blavet (Mor-
bihan) ».

Fait à Paris, le 13 novembre 1942.

Pour le Chef du Gouvernement,
Ministre Secrétaire d'Etat à l'Intérieur:

Le Conseiller d'Etat,
Secrétaire Général pour l'Administration,
GEORGES HILAIRE.

Le Ministre Secrétaire d'Etat
à l'Agriculture et au Ravitaillement,
MAX BONNAFOUS.

Secrétariat d'Etat à la Santé

SUBVENTIONS AUX LABORATOIRES DE CONTROLE
DES SPÉCIALITÉS PHARMACEUTIQUES

(Visa)

(Arrêté du 16 novembre 1942)

Le Secrétaire d'Etat à la Santé,

Vu la Loi du 11 septembre 1941 sur l'exercice de la pharmacie, et notamment les Articles 44 et 46;

Vu le Décret du 24 juin 1942 portant règlement d'administration publique pour l'application de la Loi du 11 septembre 1941, et notamment l'Article 9;

Vu la Loi du 26 mars 1942, et notamment l'Article 3 accordant sur le chapitre 89 bis (nouveau) des subventions aux laboratoires chargés de l'analyse et du contrôle des spécialités pharmaceutiques et des médicaments;

Vu l'Arrêté du 18 août 1942 établissant la liste des laboratoires agréés pour procéder à l'examen des spécialités pharmaceutiques;

Sur la proposition du secrétaire général de la santé;

ARRÊTE :

Article Premier. — Pour permettre aux laboratoires agréés par l'Arrêté du 18 août 1942 d'effectuer le contrôle des spécialités pharmaceutiques, il est attribué, sur le chapitre 89 bis du budget du Secrétariat d'Etat à la Santé pour l'exercice 1942, les subventions suivantes:

Université de Paris	4.320.000 fr.
Université de Lyon	1.890.000 fr.
Université de Montpellier	1.800.000 fr.

Université de Marseille	1.540.000 fr.
Université de Bordeaux	1.500.000 fr.
Université de Lille	1.050.000 fr.
Université de Toulouse	850.000 fr.
Institut Pasteur de Paris	450.000 fr.
Société scientifique d'hygiène alimentaire (au profit du laboratoire de Mme Randoin)	350.000 fr.
Institut catholique de Lille	200.000 fr.
Ecole de puériculture de la faculté de médecine de Paris (au profit du laboratoire du centre de lutte contre la stérilité involontaire, professeur agrégé Jayle)	150.000 fr.

Enfin, un crédit de 400.000 fr. est mis à la disposition de l'académie de médecine pour l'équipement de ses laboratoires de contrôle.

Art. 2. — Les subventions accordées aux universités susvisées sont réparties comme suit entre les divers laboratoires agréés pour le contrôle des spécialités pharmaceutiques:

UNIVERSITÉ DE PARIS

Faculté de pharmacie

Laboratoire national de contrôle des médicaments.....	2.670.000 fr.
---	---------------

Faculté de médecine

Laboratoire de physiologie (professeur Binet)	350.000 fr.
Laboratoire de chimie (professeur Polonowski)	350.000 fr.
Laboratoire de pathologie expérimentale et comparée (pro- fesseur Benard)	350.000 fr.
Laboratoire de pharmacologie (professeur Tiffeneau)....	150.000 fr.
Laboratoire de matière médicale (professeur Hasard)....	150.000 fr.

Faculté des sciences

Laboratoire de chimie biologique (professeur Javillier)...	300.000 fr.
--	-------------

UNIVERSITÉ DE LYON

Faculté mixte de médecine et pharmacie

Laboratoire de chimie organique (professeur Morel).....	410.000 fr.
Laboratoire de chimie biologique (professeur Florence)..	350.000 fr.
Laboratoire de physique (professeur Ponthus)	330.000 fr.
Laboratoire de physiologie (professeur Hermann)	300.000 fr.
Laboratoire de matière médicale (professeur Manceau)..	300.000 fr.
Laboratoire de pharmacologie (professeur Leulier)	200.000 fr.

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

Faculté de pharmacie

Laboratoire de chimie analytique et de toxicologie (professeur Jaulmes)	280.000 fr.
Laboratoire de chimie minérale (professeur Dolique)	230.000 fr.
Laboratoire de botanique (professeur Juillet)	200.000 fr.
Laboratoire de pharmacie galénique et de pharmacodynamie (professeurs Astruc et Giroux)	150.000 fr.
Laboratoire de chimie biologique et de chimie organique (professeur Granger)	120.000 fr.
Laboratoire de physique (professeur Canals)	100.000 fr.
Centre d'élevage d'animaux d'expérience	220.000 fr.

Faculté de médecine

Laboratoire de chimie biologique (professeur Christol) ..	160.000 fr.
Laboratoire de physiologie (professeur Hedon)	160.000 fr.

Faculté des sciences

Laboratoire de chimie organique de l'institut de chimie (professeur Mousseron)	180.000 fr.
--	-------------

UNIVERSITÉ DE MARSEILLE

Faculté mixte de médecine et de pharmacie

Laboratoire de pharmacodynamie (professeur Mercier) ..	300.000 fr.
Laboratoire de physique (professeur Dubouloz)	300.000 fr.
Laboratoire de chimie biologique (professeur Roche)	300.000 fr.
Laboratoire de pharmacie (professeur Vignoli)	250.000 fr.
Laboratoire de chimie (professeur Rimattei)	250.000 fr.
Laboratoire de matière médicale (professeur Balansart) ..	140.000 fr.

UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

Faculté mixte de médecine et de pharmacie

Section pharmacie, laboratoire de contrôle des médicaments	1.400.000 fr.
Section médecine, laboratoire de médecine expérimentale et bactériologie (professeur Aubertin)	100.000 fr.

UNIVERSITÉ DE LILLE

Faculté mixte de médecine et de pharmacie

Laboratoire de chimie organique et pharmaceutique (professeur Lespagnol)	575.000 fr.
--	-------------

Laboratoire de chimie biologique (professeur Boulanger).	350.000 fr.
Laboratoire de botanique (professeur Dehay)	125.000 fr.

UNIVERSITÉ DE TOULOUSE

Faculté mixte de médecine et de pharmacie

Laboratoire de pharmacie chimique et galénique (professeur Caujolle)	650.000 fr.
Laboratoire de physiologie (professeur Delas)	100.000 fr.
Laboratoire de pharmacodynamie (professeur Bugnard) ..	100.000 fr.

INSTITUT CATHOLIQUE DE LILLE

Faculté libre de médecine et pharmacie

Laboratoire de chimie analytique (professeur Raquet)	200.000 fr.
---	-------------

Art. 3. — Les directeurs des laboratoires devront fournir au Secrétaire d'Etat à la Santé les justifications de l'emploi de la subvention accordée à leur service.

Art. 4. — Le matériel constituant l'équipement technique de longue durée, en particulier les instruments et appareils de laboratoire, acquis sur les fonds du Secrétariat d'Etat à la Santé, devient, après inventaire, la propriété des établissements auxquels il est attribué, mais ce matériel reste affecté au service de contrôle des spécialités pharmaceutiques. Dans le cas où le changement d'orientation scientifique d'un laboratoire, ou tout autre motif, entraînerait l'inutilisation d'instruments de valeur, le comité technique des spécialités aurait la faculté de demander l'affectation de ceux-ci à un autre laboratoire agréé pour le contrôle des spécialités pharmaceutiques.

Art. 5. — Le chef du service central de la pharmacie est chargé de l'exécution du présent Arrêté.

Fait à Paris, le 16 novembre 1942.

RAYMOND GRASSET.

Les Produits animaux employés dans l'Industrie Pharmaceutique

TEXTES LÉGISLATIFS
classés par ordre chronologique

ANNÉE 1943

CONTROLE DES EXPLOITATIONS FRIGORIFIQUES DE LA MÉTROPOLE

(Loi N° 1120 du 27 novembre 1942)

Nous, Maréchal de France, Chef de l'Etat Français;

Le Conseil des Ministres entendu,

DÉCRÉTONS :

Article Premier. — Jusqu'à la date de cessation des hostilités, les questions relatives à l'utilisation et à la gestion des installations frigorifiques de la métropole, traitant ou entreposant des produits destinés à l'alimentation, sont placés dans les attributions du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture et au Ravitaillement.

Celui-ci provoque et suit l'exécution de la partie correspondante du plan d'équipement frigorifique arrêté par le délégué général à l'équipement national.

Art. 2. — Les modalités d'application du présent Décret pourront être précisées par Arrêté pris par le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture et au Ravitaillement, le cas échéant, conjointement avec le délégué général à l'équipement national.

Art. 3. — Le présent Décret sera publié au *Journal Officiel* et exécuté comme Loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 27 novembre 1942.

PH. PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français:

Le Ministre d'Etat chargé de l'Equipement National,

LUCIEN ROMIER.

*Le Ministre Secrétaire d'Etat
à l'Agriculture et au Ravitaillement,*

MAX BONNAFOUS.

Ministère de la Production Industrielle et des Communications

COMPLÉMENT A LA DÉCISION F. 31

au sujet des Organes Animaux

destinés à la Préparation d'Extraits Opothérapiques,

Thérapeutiques, Hygiéniques et Chirurgicaux

Chapitre 19 bis, Articles 56 bis, 56 ter, 56 quater, 56 quinquès

NÉGOCIANTS AGRÉÉS RATTACHÉS AU C. O. P. P.

GROUPÉS EN UNE SOCIÉTÉ COMMERCIALE

POUR LA VENTE DES ORGANES AUX UTILISATEURS

*(Décision F. 39 du 4 janvier 1943 du répartiteur,
chef de la section de la chimie, de la production industrielle)*

Le répartiteur chef de la section de la chimie de l'office central de répartition des produits industriels,

Vu les Lois des 10 septembre 1940, 9 mars et 18 juillet 1941, la Loi du 15 mars 1942, l'Arrêté du 8 mai 1941, portant organisation de la répartition des produits industriels et réglant le contrôle et la répression des infractions;

Vu les Arrêtés du 4 décembre 1940 et du 2 juillet 1942, portant création de la section de la chimie de l'office central de répartition des produits industriels et nommant le répartiteur chef de cette section;

Vu l'Arrêté interministériel du 25 octobre 1941 relatif à la récolte des organes destinés à la préparation d'extraits opothérapiques, de produits thérapeutiques, hygiéniques ou chirurgicaux, et notamment son Article 6 déclarant les organismes récolteurs comptables responsables des produits collectés vis-à-vis de la section de la chimie de l'office central de répartition des produits industriels;

Vu la Décision F. 31 du 10 juin 1942 portant modification et codification de la réglementation édictée par le répartiteur chef de la section de la chimie de l'office central de répartition des produits industriels;

DÉCIDE :

Article Premier. — Le titre III de la décision F. 31 est complété comme suit :

Chap. 19 bis. — Glandes et abats d'animaux (organes et extraits destinés à la préparation d'extraits opothérapiques, de produits thérapeutiques, hygiéniques et chirurgicaux).

« Art. 56 bis. — Tous les organes d'animaux récoltés en application des dispositions de l'Arrêté interministériel du 25 octobre 1941 par les « organismes récolteurs » visés à l'Article 3 de cet Arrêté ainsi que tous les organes qui sont délivrés à ces « organismes récolteurs » au titre des contingents d'abats réservés aux emplois opothérapiques, thérapeutiques, hygiéniques ou chirurgicaux par le comité national interprofessionnel des viandes, conformément à l'Article 1^{er} (dernier alinéa) du même Arrêté, sont obligatoirement et uniquement vendus par eux à des « négociants agréés ».

« Art. 56 ter. — Les « négociants agréés » sont nommés et révoqués par le répartiteur chef de la section de la chimie sur proposition du comité d'organisation des produits pharmaceutiques.

« En principe, il n'est désigné pour une même région qu'un seul « négociant agréé ».

« Les utilisateurs des organes visés à l'Article 56 bis ne peuvent pas être habilités comme « négociants agréés ».

« Art. 56 quater. — Le comité d'organisation des produits pharmaceutiques auquel les « négociants agréés » sont professionnellement rattachés les réunira en un groupement spécial dudit comité. Ce groupement aura lui-même comme organe d'exécution une société à forme commerciale, obligatoirement constituée, dans les conditions fixées par ses statuts, par tous les « négociants agréés ». Ses statuts devront être approuvés par le comité d'organisation des produits pharmaceutiques et le répartiteur chef de la section de la chimie. Sa gestion sera contrôlée conformément aux Lois et Règlements en vigueur.

« Art. 56 quinquies. — Cette société a pour objet d'effectuer pour le compte de ses membres la vente aux utilisateurs désignés par le comité d'organisation des produits pharmaceutiques, agissant au nom du répartiteur, des produits visés à l'Article 56 bis et plus généralement coordonner l'action professionnelle des « négociants agréés » à l'exclusion de toutes opérations d'achat et de vente directe de ses produits pour son propre compte.

« Il est interdit aux « négociants agréés » de vendre aux utilisateurs, ainsi qu'aux utilisateurs d'acheter aux « négociants agréés » lesdits produits autrement qu'à l'intervention de la société.

« Celle-ci sera ainsi responsable de l'ensemble de la distribution, conformément aux instructions de répartition qui lui auront été données ».

Art. 2. — Toute infraction aux prescriptions de la présente décision exposera son auteur aux sanctions prévues par les Lois et Règlements en vigueur.

Art. 3. — La présente Décision entrera en vigueur le trentième jour après la date de sa publication au *Journal Officiel*.

Vu: *Le Commissaire du Gouvernement,*
Directeur des Industries Chimiques,
ROUGIER.

Le Répartiteur,
P. GODARD.

Ministère de la Production Industrielle et des Communications

RÉORGANISATION DE LA RÉPARTITION DES PRODUITS INDUSTRIELS

(Loi n° 15 du 19 janvier 1943)

Le Chef du Gouvernement,

Vu les Actes constitutionnels N° 12 et 12 bis;

Le Conseil de Cabinet entendu;

DÉCRÈTE :

TITRE PREMIER

De la répartition et de l'office central de répartition des produits industriels

Article Premier. — La répartition des produits industriels a pour objet de diriger l'affectation de ces produits aux consommateurs et, par voie de conséquence, d'en orienter l'approvisionnement ou la production, de manière à en assurer l'emploi le plus conforme aux intérêts du pays.

Elle peut s'exercer jusqu'au consommateur inclusivement et, dans ce cas, elle comprend le rationnement du public.

La récupération et la mobilisation, telles qu'elles sont définies au titre III du présent Décret, sont rattachées à la répartition.

Art. 2. — La répartition peut s'exercer sur tous les produits industriels se trouvant sur le territoire métropolitain français, quel que soit leur état, leur propriétaire ou leur détenteur. Sont considérés comme se trouvant sur le territoire métropolitain français les produits industriels importés se trouvant en dépôt de douane ou ayant fait l'objet, en douane, d'une déclaration soit pour la consommation intérieure, soit pour un régime suspensif quelconque autre que le transit direct ou le transbor-

dement à destination de l'étranger, alors même que ces marchandises seraient encore à bord des navires qui les ont rapportées.

Il en est de même pour les produits qui seraient parvenus d'une autre partie de l'empire français dans les ports de la métropole pour y être déchargés lorsqu'il ne résulte pas des documents de transports que ces marchandises aient, lors de l'expédition du pays de provenance, un pays étranger pour destination.

Sont considérées comme hors du territoire métropolitain français au regard de la répartition les marchandises prohibées à la sortie se trouvant dans les magasins de la douane et ayant fait l'objet d'une déclaration régulière d'exportation, sauf si elles ont été constituées en dépôt pour défaut d'enlèvement dans les délais prescrits.

Art. 3. — Il est institué auprès du Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications un office central de répartition des produits industriels placé sous l'autorité du secrétaire à la répartition des produits industriels.

Cet office comprend des sections de répartition, une section de récupération et de mobilisation et une section centrale qui a pour mission de procéder aux études générales et aux travaux nécessaires à la coordination de l'action des autres sections et de centraliser la documentation et les statistiques à cet effet.

Les sections de répartition sont créées par des Arrêtés du Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications qui fixent leur compétence.

Art. 4. — L'office central de répartition des produits industriels est doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Son régime financier est fixé par Décret pris sur la proposition du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances et du Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications.

Les frais de fonctionnement de l'office sont couverts par des taxes dont l'assiette et le taux sont fixés par Arrêté du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances, du Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications, du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture et au Ravitaillement, du Secrétaire d'Etat chargé de la délégation générale à l'équipement national et dont le recouvrement est assuré par la caisse autonome de recouvrements des comités d'organisation instituée par le Décret du 15 mai 1941.

TITRE II

Des sections de répartition

Art. 5. — Chacun des répartiteurs chef d'une section de répartition prend toutes les décisions et mesures nécessaires pour assurer la répartition des produits de sa compétence et peut, notamment, régler leur

acquisition, leur stockage, leur circulation, leur distribution, leur vente et leur utilisation sous toutes leurs formes.

En particulier, il peut, en ce qui concerne ces produits :

a) Obliger les producteurs ou les négociants à les vendre à des acheteurs déterminés et, réciproquement, obliger les consommateurs à les acheter à des fournisseurs déterminés;

b) En interdire, ou, au contraire, en prescrire l'emploi pour certaines fabrications ou certains usages et plus généralement en régler les conditions de transformation ou d'usage;

c) Ordonner la mise en vente sous son contrôle des stocks détenus par toute personne, groupement ou entreprise;

d) Prononcer le transfert forcé soit en désignant immédiatement l'attributaire, soit en procédant, au préalable, au blocage et à l'enlèvement;

e) Imposer pour le transfert amiable telles interdictions, telles règles d'enregistrement ou de contrôle qu'il jugera utiles;

f) Prescrire le prélèvement de taxes destinées à établir des péréquations de prix et fonder des caisses à cet effet;

g) Prescrire toute déclaration concernant les quantités existantes et, d'une façon générale, la remise de tous renseignements d'ordre économique qu'il jugera utiles.

Art. 6. — Chaque répartiteur est assisté d'un comité consultatif. Le répartiteur et les membres du comité sont nommés par Arrêté du Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications, sur la proposition du secrétaire à la répartition. Le comité se réunit à la diligence du répartiteur.

Il est institué auprès de chaque section de répartition un commissaire à la répartition nommé par le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications, sur la proposition du secrétaire à la répartition. Ce commissaire est placé sous l'autorité du secrétaire à la répartition. Il assiste à toutes les réunions du comité consultatif.

Il donne son avis sur toutes les décisions générales portant réglementation de la répartition à l'approbation du secrétaire à la répartition ou de son délégué. En cas d'observation maintenue du commissaire à la répartition, le secrétaire à la répartition prend les instructions du Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications.

Art. 7. — Les décisions générales du répartiteur sont portées à la connaissance des intéressés soit par notification directe, soit par insertion au *Journal Officiel* de l'Etat Français.

Elles ne peuvent faire l'objet d'un recours direct au Conseil d'Etat; les intéressés doivent, au préalable, adresser leur recours au Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications en vue de leur annulation ou de leur réformation.

Les décisions individuelles du répartiteur sont notifiées aux intéressés qui peuvent, dans les quinze jours de cette notification, exercer contre les dites décisions un recours en annulation ou en réformation devant le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications. Ce recours est formé sans frais par lettre recommandée avec accusé de réception. Il n'est pas suspensif d'exécution, sauf décision spéciale du Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications. Le recours au Conseil d'Etat peut être intenté dans les conditions de droit commun après exercice du recours au Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications.

Art. 8. — Pour chacune des sections de répartition, un Arrêté du Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications fixe la nature des questions qui doivent être soumises à la décision du Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications ou du secrétaire à la répartition.

Art. 9. — Les sections de répartition peuvent être dotées de la personnalité civile.

Le régime financier desdites sections est fixé par le Décret prévu à l'Article 4.

Chaque chef de section nomme son personnel et en fixe la rémunération dans la limite d'un statut général élaboré par le secrétaire à la répartition. Son propre statut est fixé par le secrétaire à la répartition.

TITRE III

De la section de récupération et de mobilisation

Art. 10. — La récupération peut porter sur tous les déchets et vieilles matières, sur tous objets et matières et plus généralement sur tous produits habituellement négligés, susceptibles d'être réutilisés directement ou après traitement pour l'économie du pays.

Des décisions du secrétaire à la répartition désignent les produits dont il y a lieu d'assurer effectivement la récupération.

Art. 11. — Le directeur de la section de récupération et de mobilisation prend toutes les décisions et mesures nécessaires pour assurer la récupération des produits désignés conformément à l'Article 10. Il peut notamment régler leur ramassage, leur classement ou triage, leur stockage, leur négoce, leur transport et, éventuellement, leur traitement en vue de l'obtention de la matière ou du produit récupéré à mettre à la disposition du répartiteur compétent. Le secrétaire à la répartition fixe, le cas échéant, la limite des compétences respectives du directeur de la section de récupération et de mobilisation et des répartiteurs.

En particulier, le directeur de la section de récupération et de mobilisation peut, en ce qui concerne lesdits produits :

a) Interdire de les brûler, jeter ou détruire, obliger à les préserver et prescrire toutes mesures ou imposer toutes charges nécessaires à leur préservation; leur conservation ou leur ramassage;

b) Obliger toute personne, entreprise, collectivité ou administration publique en détenant à les céder ou délivrer aux ramasseurs, négociants, transformateurs, organismes ou services publics désignés par lui;

c) Procéder au contrôle des entreprises, organismes ou services publics se livrant à leur ramassage, à leur négoce ou, éventuellement, à leur traitement et soumettre à son autorisation, sur proposition ou après avis du comité d'organisation compétent, le droit de vendre aux utilisateurs;

d) Prescrire le prélèvement de taxes destinées à établir des péréquations de prix et fonder des caisses à cet effet;

e) Prescrire toutes déclarations concernant les quantités détenues, produites ou récupérées et, d'une façon générale, la remise de tous renseignements nécessaires à sa mission.

Le directeur de la section de récupération et de mobilisation donne son avis sur la fixation des prix des produits soumis à leur récupération.

Art. 12. — L'application des mesures et des charges prévues par le paragraphe a) de l'Article 11 pourra entraîner des modifications aux cahier des charges des concessionnaires des services publics sans que le seul fait de la révision des contrats et quelles que soient les clauses de ces contrats puisse ouvrir droit à indemnité.

Art. 13. — Les dispositions des Articles 6 à 9 s'appliquent à la section de récupération et de mobilisation, qui est pourvue d'un commissaire à la récupération et d'un comité consultatif de la récupération.

Art. 14. — Le directeur de la section de récupération et de mobilisation coordonne l'action des organismes légalement chargés de mesures de mobilisation exceptionnelles portant sur des objets, matières ou produits utilisés conformément à leur destination mais que l'intérêt national impose d'affecter à un autre emploi. Il donne notamment son avis technique sur la création de ces organismes et sur les mesures envisagées par eux; il suit l'exécution de ces mesures.

TITRE IV

Du secrétaire à la répartition

Art. 15. — Le secrétaire à la répartition est chargé de toutes les questions relatives à la répartition, à la récupération et à la mobilisation. Il assure la répartition générale des produits industriels et la direction de

l'office central de répartition des produits industriels. Il a pour attributions essentielles de fixer les méthodes et les modalités de répartition, de récupération et de mobilisation des produits industriels dans le cadre de la politique économique générale, de définir les règles générales à observer dans la détermination des restrictions ou des limites s'imposant, dans l'intérêt public, à l'activité des entreprises ou à la consommation des personnes privées et de centraliser toute la documentation intéressant la production, la distribution, la répartition, la récupération et la mobilisation des produits industriels à l'effet de constater l'importance des besoins non satisfaits, d'en étudier les conséquences et de proposer toutes mesures utiles.

Il organise la constatation et la répression des infractions conformément aux dispositions spéciales prévues en cette matière.

Il exerce le contrôle général de la répartition, de la récupération et de la mobilisation et assure notamment la coordination et le contrôle de l'administration des organismes de répartition, de récupération et de mobilisation.

Il règle les relations de ces organismes avec les administrations publiques.

Art. 16. — Pour l'exercice des attributions définies à l'Article 15, le secrétaire à la répartition dispose notamment d'un cabinet et de la section centrale de l'office central de répartition des produits industriels.

Art. 17. — Le secrétaire à la répartition dispose, dans les conditions de publicité et de recours fixées à l'Article 7, d'un pouvoir de décision général pour l'exécution de la présente Loi, et, notamment, pour prendre des règlements relatifs à l'exercice par les répartiteurs des pouvoirs définis à l'Article 5 et par le directeur de la section de récupération et de mobilisation des pouvoirs définis à l'Article 11.

TITRE V

Divers

Art. 18. — Les répartiteurs, le directeur de la section de récupération et de mobilisation ainsi que tous les préposés et collaborateurs de l'office central de répartition des produits industriels et de ses diverses sections sont tenus au secret professionnel sous les peines prévues à l'Article 378 du code pénal. Ils sont, en outre, assimilés à des fonctionnaires publics pour l'application des Articles 177 à 179 du code pénal.

Art. 19. — Les agents de la force publique doivent déférer à toutes réquisitions du répartiteur en cas de refus d'exécution d'une décision relative à un transfert forcé de produits industriels prise en vertu de

l'Article 5, § d) de la présente Loi et à toute réquisition du directeur de la section de récupération et de mobilisation en cas de refus d'exécution d'une décision relative à une obligation de céder ou de délivrer prise en vertu de l'Article 11, § b) de la présente Loi; toutefois, la réquisition doit avoir été, au préalable, visée par le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications ou son délégué, le secrétaire à la répartition ou leur représentant local qui fixe un délai extrême d'exécution.

Art. 20. — Les répartiteurs et le directeur de la section de récupération et de mobilisation peuvent, sous leur responsabilité, déléguer partie de leurs pouvoirs par une décision spéciale ou par une disposition particulière d'une décision quelconque.

La délégation ne peut être opérée qu'au profit d'agents subordonnés au déléguant ou d'un fonctionnaire public ou, si le déléguant est le répartiteur, au profit d'un autre répartiteur.

Toute délégation du pouvoir réglementaire est subordonnée à l'approbation du secrétaire à la répartition.

Le secrétaire à la répartition peut déléguer ses pouvoirs au profit d'un agent à lui subordonné ou d'un fonctionnaire public.

Art. 21. — Le commissaire à la mobilisation des métaux non ferreux continue d'exercer, compte tenu des dispositions de la présente Loi, les attributions définies par la Loi N° 87 du 26 janvier 1942 et par la Loi N° 589 du 4 juin 1942.

Art. 22. — Sont et demeurent abrogés:

La Loi du 10 septembre 1940 portant organisation de la répartition des produits industriels, sous réserve des dispositions de l'Article 25 ci-après;

Le Décret du 18 février 1941 fixant les attributions du secrétaire à la répartition des produits industriels;

L'Arrêté du 25 mars 1941 portant création de la section centrale de l'office central de répartition des produits industriels.

Tous autres Décrets, Arrêtés et Décisions pris antérieurement en vertu de la Loi du 10 septembre 1940 et notamment le Décret N° 998 du 28 mars 1942 relatif à la création de bureaux régionaux de répartition des produits industriels continueront à produire leurs effets, sous réserve des modifications qui pourront leur être apportées, le cas échéant, par les autorités compétentes en application de la présente Loi. Toutefois, les commissaires du Gouvernement nommés antérieurement auprès des sections et des bureaux régionaux de répartition prendront désormais le titre de commissaire à la répartition auprès des mêmes organismes et exerceront leurs pouvoirs conformément à la présente Loi.

Art. 23. — Sont et demeurent abrogés:

La Loi du 23 janvier 1941 concernant la récupération et l'utilisation

des déchets et vieilles matières, sous réserve des dispositions de l'Article 25 ci-après;

L'Article 4 de la Loi du 18 août 1941 complétant la précédente et réglant le contrôle et la répression des infractions.

Les dispositions du Décret du 16 juin 1941 s'appliqueront également, en tant que de besoin, en matière de récupération, et le directeur de la section de récupération et de mobilisation jouira, à cet égard, des mêmes pouvoirs qu'un répartiteur.

Tous Arrêtés pris antérieurement en vertu de la Loi du 23 janvier 1941, et parmi lesquels l'Arrêté du 7 juillet 1942 relatif à la création d'un bureau régional de récupération dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais, continueront à produire leurs effets, sous réserve des modifications qui pourront leur être apportées, le cas échéant, par les autorités compétentes, en application de la présente Loi. Toutefois, le commissaire du Gouvernement nommé antérieurement auprès du bureau régional de récupération prendra désormais le titre de commissaire à la récupération et exercera ses pouvoirs conformément à la présente Loi.

Il pourra être institué, sur la proposition du secrétaire à la répartition, par Arrêté du Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications, dans chaque circonscription régionale où cela sera jugé nécessaire, un bureau régional de récupération et de mobilisation. Les fonctions de commissaire à la récupération seront exercées auprès de chaque bureau régional de récupération par l'inspecteur général de la production industrielle dont relève la circonscription ou par son délégué.

Art. 24. — La réglementation édictée antérieurement à la création des bureaux régionaux de répartition ou de récupération par les directeurs des offices centraux de répartition ou de récupération institués par l'autorité occupante dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais est validée rétroactivement et considérée comme ayant été, dès l'origine, régulièrement prise en vertu, soit de la Loi du 10 septembre 1940, soit de la Loi du 23 janvier 1941.

Art. 25. — Le contrôle et la répression des infractions seront réglés par une Loi spéciale.

Jusqu'à l'entrée en vigueur de cette nouvelle Loi, les dispositions relatives à ces questions des Lois des 10 septembre 1940, 9 mars et 18 juillet 1941 en matière de répartition et des Lois des 23 janvier et 18 août 1941 en matière de récupération continueront de s'appliquer.

Art. 26. — Les modalités d'application de la présente Loi seront fixées, en tant que de besoin, soit par des Décrets rendus sur la proposition du Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications, soit par des Arrêtés du ministre précité, soit par des Décisions du secrétaire à la répartition.

Art. 27. — Le présent Décret sera publié au *Journal Officiel* et exécuté comme Loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 19 janvier 1943.

PIERRE LAVAL.

Par le Chef du Gouvernement:

*Le Ministre Secrétaire d'Etat
à la Production Industrielle et aux Communications,*

JEAN BICHELONNE.

*Le Ministre Secrétaire d'Etat
à l'Economie Nationale et aux Finances,*

PIERRE CATHALA.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre Secrétaire d'Etat à la Justice,*

JOSEPH BARTHELEMY.

Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement

**HOMOLOGATION DU RÈGLEMENT DU C. N. I. V.
RELATIF A LA RÉCUPÉRATION, LA COLLECTE
ET LA RÉPARTITION DU SANG**

(Arrêté du 18 janvier 1943)

Le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture et au Ravitaillement,

Vu le Décret du 27 octobre 1939 relatif aux groupements d'achat et de répartition des denrées alimentaires et produits agricoles;

Vu l'Arrêté du 21 février 1941 portant homologation des règlements établis par le bureau national de répartition du bétail, de la viande et des produits dérivés;

Vu le Décret du 8 avril 1941 adaptant le régime du Décret du 27 octobre 1939 relatif aux groupements d'achat et de répartition des denrées alimentaires et produits agricoles (section viande) à la Loi du 27 septembre 1940, portant organisation de la répartition des produits agricoles et des denrées alimentaires;

Vu la Loi du 27 septembre 1941 portant création d'un comité national interprofessionnel des viandes;

ARRÊTE :

Article Premier. — Est homologué le règlement du comité national interprofessionnel des viandes relatif à la récupération, collecte et répartition du sang.

Art. 2. — Dans le délai d'un mois à dater de la parution du présent Arrêté, les préfets devront prendre un Arrêté conforme aux dispositions du règlement ci-joint.

Art. 3. — Le secrétaire général à la production agricole est chargé de l'exécution du présent Arrêté.

Fait à Paris, le 18 janvier 1943.

Pour le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture
et au Ravitaillement et par délégation:

Le Secrétaire Général à la Production Agricole,
A. GAY.

RÈGLEMENT SUR LA RÉCUPÉRATION, LA COLLECTE
ET LA RÉPARTITION DU SANG

Article Premier

La récolte des sangs est obligatoire dans tous les établissements d'abatage où cette récolte est organisée dans les conditions prévues à l'Article 2, en vue de son utilisation pour l'alimentation humaine ou l'usage thérapeutique.

Cette obligation s'applique aux bouchers, aux charcutiers, chevillards et d'une manière générale à toute personne se livrant à quel titre que ce soit à l'abatage des animaux de boucherie et de charcuterie.

Article 2

Des Arrêtés préfectoraux pris sur proposition du directeur départemental du ravitaillement général après avis du directeur des services vétérinaires et du groupement d'achat et de répartition des viandes fixeront dans chaque département la liste des établissements dans lesquels la collecte du sang est organisée pour l'alimentation humaine ou l'usage thérapeutique.

Ces Arrêtés détermineront sur le rapport des directeurs des services vétérinaires, par établissement ou catégorie d'établissement les conditions hygiéniques de la récolte, de la conservation, du transport et de l'utilisation du sang.

Ils sont soumis à l'approbation du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture et au Ravitaillement après avis et sur proposition des services vétérinaires.

Article 3

S'il s'agit d'utilisation pour l'alimentation humaine, le sang récolté est obligatoirement cédé à une personne ou à un organisme agréé par le D. D. R. G., après avis du groupement d'achat de répartition des viandes.

Toutefois, l'agrément n'est pas exigé des propriétaires de sang (bouchers, charcutiers, abatteurs) qui l'utilisent pour l'alimentation humaine.

Les personnes ou organismes agréés pour la collecte du sang devront être porteurs de la carte professionnelle catégorie P. délivrée par le comité national interprofessionnel des viandes.

S'il s'agit d'utilisation à usage thérapeutique, la récolte du sang est soumise aux dispositions de l'Arrêté interministériel du 25 octobre 1941 sur la récolte, la collecte et la répartition des organes destinés à la préparation d'extraits opothérapiques, de produits thérapeutiques, hygiéniques ou chirurgicaux.

Article 4

Dans chaque département, la répartition du sang aux personnes ou organismes autorisés sera faite par les soins du groupement d'achat de répartition des viandes.

Un contingent mensuel de sang pour usage thérapeutique sera fixé par le comité national interprofessionnel des viandes et mis par les soins des groupements d'achat de répartition des viandes, par priorité à la disposition des utilisateurs suivant les instructions de l'office central de répartition des produits industriels, section de la chimie.

Article 5

Le prix de vente aux personnes ou organismes agréés sera fixé par Arrêté du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture et au Ravitaillement et du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances.

Toute infraction aux dispositions du présent Règlement entraînera l'application des sanctions prévues par la Loi du 27 septembre 1941.

Secrétariat d'Etat à la Famille et à la Santé

MODALITÉS D'ESSAI DES SPÉCIALITÉS
PHARMACEUTIQUES
BARÈME DES ESSAIS
RÉPARTITION DES RÉMUNÉRATIONS

(Arrêté du 15 février 1943)

Le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances, le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Education Nationale et le Secrétaire d'Etat à la Santé,

Vu la Loi du 11 septembre 1941 relative à l'exercice de la pharmacie, et notamment les Articles 44 et 46;

Vu le Décret du 24 juin 1942 portant règlement d'administration publique pour l'application de la Loi du 11 septembre 1941, et notamment l'Article 9;

Sur la proposition du chef du service central de la pharmacie;

ARRÊTENT :

Article Premier. — Avant de statuer sur une demande de visa concernant une spécialité pharmaceutique, le comité technique des spécialités le soumet, quand il le juge utile, à l'examen d'un expert qu'il choisit parmi les directeurs des laboratoires ou les chefs des services hospitaliers agréés à cet effet par le Secrétaire d'Etat à la Santé.

Art. 2. — Le comité technique des spécialités indique la nature des essais à effectuer sur les échantillons qui sont adressés à l'expert par le service central de la pharmacie.

Le résultat de l'examen est consigné dans un rapport qui est adressé en double exemplaire au Secrétariat d'Etat à la Santé (service central de la pharmacie).

Le comité technique des spécialités, après avoir pris connaissance du rapport de l'expert, se prononce sur la demande de visa et transmet ses propositions au Secrétaire d'Etat à la Santé.

Art. 3. — L'examen des spécialités est effectué à titre onéreux; il comprend les recherches organoleptiques, physiques, chimiques, micrographiques, physiologiques, pharmacologiques, bactériologiques, thérapeutiques ou autres, susceptibles de fournir les indications sur la qualité des produits.

Plusieurs experts pourront être commis pour procéder à l'examen d'une spécialité pharmaceutique.

Art. 4. — Il est prévu pour chacun des essais énumérés à l'Article 3 une rémunération qui sera proportionnée à l'importance de l'essai et fixée par le comité technique des spécialités selon le barème suivant:

Première catégorie	150 fr.
Deuxième catégorie	300 fr.
Troisième catégorie	600 fr.
Quatrième catégorie	1.500 fr.
Cinquième catégorie	2.000 fr.

Art. 5. — Cette rémunération est destinée d'une part à couvrir les dépenses de matériel engagées par le laboratoire ou le service hospitalier et, d'autre part, à indemniser le directeur du laboratoire ou le chef du service hospitalier et le personnel adjoint.

Elle est répartie comme suit:

a) Pour les essais classés en première, deuxième, troisième catégorie:
40 p. 100 pour le directeur du laboratoire;
40 p. 110 pour le personnel adjoint;
20 p. 100 pour le matériel;

b) Pour les essais classés en quatrième catégorie:
30 p. 100 pour le directeur du laboratoire ou le chef du service hospitalier;
30 p. 100 pour le personnel adjoint;
40 p. 100 pour le matériel;

c) Pour les essais classés en cinquième catégorie:
45 p. 100 pour le directeur du laboratoire ou le chef du service hospitalier;
45 p. 100 pour le personnel adjoint;
10 p. 100 pour le matériel.

Le montant annuel des sommes perçues à titre d'indemnité ne pourra en aucun cas excéder :

a) La somme maximum compatible avec la réglementation en vigueur sur le cumul des traitements pour les fonctionnaires;

b) La somme de 36.000 fr. par an pour le personnel adjoint.

Art. 6. — Le règlement des rémunérations prévues à l'Article 4 est effectué semestriellement.

Le directeur du laboratoire ou le chef du service hospitalier adresse à cet effet, avant le 1^{er} juin et avant le 1^{er} décembre de chaque année, au Secrétariat d'Etat à la Santé (service central de la pharmacie), un relevé en triple exemplaire des essais effectués par son laboratoire ou son service pour le compte du comité technique des spécialités.

Le mandatement des sommes se rapportant à la rémunération du matériel est effectué au nom de l'université ou de l'établissement auxquels est rattaché le laboratoire ou le service qui aura procédé à l'examen.

Le mandatement des sommes se rapportant à la rémunération du personnel est effectué au nom du directeur du laboratoire ou du chef de service hospitalier, à charge pour ce dernier de répartir au personnel adjoint la quote-part qui lui revient.

Dans le mois qui suit la perception du mandat, le directeur du laboratoire ou le chef du service hospitalier devra adresser au Secrétariat d'Etat à la Santé (service central de la pharmacie) les justifications acquittées par le personnel sous ses ordres.

Art. 7. — Le chef du service central de la pharmacie est chargé de l'application du présent Arrêté.

Fait à Paris, le 15 février 1943.

Le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Education Nationale,

ABEL BONNARD.

*Le Ministre Secrétaire d'Etat
à l'Economie Nationale et aux Finances,*

Pour le Ministre:

*Le Conseiller d'Etat, Secrétaire Général
pour les Finances Publiques,*

HENRI DEROY.

Le Secrétaire d'Etat à la Santé,

RAYMOND GRASSET.

Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement

**ABROGATION DES ARTICLES 9 ET 24
DE LA LOI DU 27 SEPTEMBRE 1941**

(Loi n° 104 du 15 février 1943)

Le Chef du Gouvernement,

Vu les actes constitutionnels n°s 12 et 12 bis;

Le Conseil de Cabinet entendu;

DÉCRÈTE :

Article Premier. — Les dispositions de l'Article 9 de la Loi du 27 septembre 1941, portant création d'un comité national interprofessionnel des viandes, sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes:

« Art. 9. — Les ressources mensuelles en bétail de boucherie sont déterminées comme suit:

« a) À l'échelon communal.

« Par une commission communale d'évaluation des ressources, chargée d'établir un inventaire permanent du bétail de la commune et des ressources exploitables.

« Cette commission, présidée par le syndic communal, sera composée:

« D'un représentant du conseil municipal;

« Des syndics adjoints de l'élevage et du lait de la corporation agricole;

« Du président de la commission d'achat ou de son délégué.

« Eventuellement à l'échelon cantonal.

« Par une commission consultative de district présidée par le syndic de district et composée de:

« Deux représentants des conseils municipaux;

- « Du président de la commission d'achat;
- « Du chef de district du ravitaillement général;
- « De l'agent cantonal de la production agricole;
- « Deux représentants des producteurs;
- « Un représentant du commerce du bétail.

« c) A l'échelon départemental.

« Par la commission départementale d'évaluation des ressources, présidée par le directeur des services agricoles et composée:

- « Du directeur départemental du ravitaillement général;
- « Du directeur des services vétérinaires;
- « Du syndic régional;
- « Du président du groupement d'achat et de répartition des viandes ou du directeur des viandes prévu à l'Article 7;
- « Du président du groupement interprofessionnel laitier;
- « D'un agriculteur désigné par l'union régionale corporative agricole;
- « D'un représentant du commerce du bétail, désigné par le préfet.

« Les états de prévisions détaillés des ressources seront adressés au directeur départemental du ravitaillement général et leurs relevés au Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture et au Ravitaillement et au comité national interprofessionnel des viandes.

« A l'échelon national, la proportion dans laquelle chaque département sera appelé à couvrir les besoins du pays en viande sera établie par le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture et au Ravitaillement, sur proposition du directeur général du comité national interprofessionnel des viandes, en accord avec le directeur de la production et de l'approvisionnement en produits animaux.

« A l'échelon régional, la proportion dans laquelle chaque département sera appelé à couvrir les besoins en viande du pays pourra, sur proposition du préfet régional, être soumise à un examen complémentaire par le comité national interprofessionnel des viandes.

« A l'échelon départemental, la proportion dans laquelle chaque canton ou circonscription de commission d'achat sera appelé à couvrir les besoins sera déterminée par le directeur départemental du ravitaillement général sur la base des prévisions établies par les commissions communales, cantonales ou départementales d'évaluation des ressources ».

Art. 2. — Les dispositions de l'Article 24 de la Loi du 27 septembre 1941 sont abrogées et remplacées par les suivantes:

« Art. 24. — Toute dissimulation, défaut de déclaration ou production de déclaration inexacte ou incomplète, dûment constatée à l'occasion de l'évaluation des ressources par les commissions prévues par l'Article 9, entraînera à l'encontre du chef d'exploitation responsable, soit le paiement d'une somme qui ne pourra être inférieure à la valeur des animaux non déclarés, soit leur confiscation, ou les deux sanctions cumulées.

« En dehors des dispositions relatives à l'abatage et à la consommation familiale, toute cession par le producteur, à titre onéreux ou gratuit, de bétail de boucherie, de charcuterie, de viande et, le cas échéant, de dérivés ou sous-produits opérée en violation des dispositions de la présente Loi et des Règlements qui lui feront suite, entraînera, outre la confiscation des produits, le paiement d'une somme qui ne pourra être inférieure au triple de la valeur des produits, le paiement d'une somme qui ne pourra être inférieure au triple de la valeur des produits et pourra atteindre vingt fois leur montant.

« Ces amendes seront recouvrées conformément aux dispositions de la Loi du 11 décembre 1942.

« Ces sanctions seront prononcées par le directeur général du comité national interprofessionnel des viandes, sur l'avis conforme du comité de gestion ou par son délégué et approuvées par le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture et au Ravitaillement ou par son délégué.

« Les infractions concernant la circulation et le transport des animaux de boucherie, de charcuterie, de la viande et de tous dérivés, les abatages de bétail de boucherie ou de charcuterie en dehors des abattoirs municipaux ou des centres d'abatage désignés dans chaque département par Arrêté préfectoral et en général toutes les infractions prévues à l'Article 1^{er} de la Loi du 31 décembre 1942 seront constatées, poursuivies et sanctionnées conformément aux dispositions de ladite Loi et seront passibles des peines prévues aux titres III et IV ».

Art. 3. — Le présent Décret sera publié au *Journal Officiel* et exécuté comme Loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 15 février 1943.

PIERRE LAVAL.

Par le Chef du Gouvernement:

*Le Ministre Secrétaire d'Etat
à l'Agriculture et au Ravitaillement,*

MAX BONNAFOUX.

*Le Ministre Secrétaire d'Etat
à l'Economie Nationale et aux Finances,*

PIERRE CATHALA.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre Secrétaire d'Etat à la Justice,*

JOSEPH BARTHELEMY.

Ministère de la Production Industrielle et des Communications

RECONDUCTION DES TAXES POUR 1943
DEVANT COUVRIR LES FRAIS D'ADMINISTRATION
DU C. O. P. P.

(Arrêté du 7 avril 1943)

Le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances
et le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux
Communications,

Vu le Décret du 9 janvier 1941 portant création du comité d'organisa-
tion des industries et du commerce des produits pharmaceutiques;

Vu l'Arrêté du 29 août 1941 créant des taxes destinées à couvrir les
dépenses administratives du comité d'organisation de l'industrie et du
commerce des produits pharmaceutiques;

Vu l'Arrêté du 7 juillet 1942 modifiant la taxe destinée à couvrir les
dépenses administratives du comité d'organisation de l'industrie et du
commerce des produits pharmaceutiques;

ARRÊTENT :

Article Premier. — Les Arrêtés visés ci-dessus créant ou modifiant les
taxes destinées à couvrir les dépenses administratives des comités d'or-
ganisation suivants:

Comité d'organisation des industries et du commerce des produits
pharmaceutiques:

sont reconduits pour l'année 1943, sous réserve des modifications ci-après.

Art. 2. — Les Articles 2 et 4 de l'Arrêté du 29 août 1941 créant des taxes destinées à couvrir les dépenses administratives du comité d'organisation des industries et du commerce des produits pharmaceutiques, modifiés par l'Arrêté du 7 juillet 1942, sont à nouveau modifiés comme suit:

« Art. 2. — La taxe visée à l'Article précédent est constituée par une taxe de 2 p. 1.000 sur le chiffre d'affaires annuel de l'entreprise en ce qui concerne les sections 1, 2 et 3, y compris les produits vétérinaires et de 1 p. 1.000 en ce qui concerne la section 4. Le chiffre d'affaires soumis à cette taxe est le chiffre d'affaires imposable à la taxe d'Etat sur les transactions; les entreprises placées, en ce qui concerne la taxe d'Etat sur les transactions, sous le régime du forfait sont taxées sur le montant du forfait dont elles bénéficient ».

« Art. 4. — Les dentistes, les pharmaciens, les cliniques, maisons de santé et hôpitaux privés et, d'une manière générale, toutes les entreprises qui ne sont pas rattachées au comité d'organisation des industries et du commerce des produits pharmaceutiques, sont tenus de lui verser les taxes fixes annuelles suivantes, s'ils ont reçu au cours de l'année précédente des attributions de produits répartis faites par ce comité en vertu de la délégation d'un ou plusieurs répartiteurs, chefs de sections de l'office central de répartition des produits industriels:

« Dentistes: 30 fr.

« Pharmaciens: 100 fr.

« Maison de santé, cliniques, hôpitaux privés et autres entreprises: 200 fr.

« Les hôpitaux et services publics ne sont assujettis au paiement d'aucune cotisation ».

Art. 3. —

Art. 4. — Les taxes prévues à l'Article 1^{er} ci-dessus sont majorées de 40 p. 100 au profit de l'office central de répartition des produits industriels.

Art. 5. — Les dispositions du présent Arrêté sont applicables à compter du 1^{er} janvier 1942.

Art. 6. —

Fait à Paris, le 7 avril 1943.

*Le Ministre Secrétaire d'Etat
à l'Economie Nationale et aux Finances,*
PIERRE CATHALA.

Pour le Ministre Secrétaire d'Etat
à la Production Industrielle et aux Communications:

*Le Conseiller d'Etat Secrétaire Général
à la Production Industrielle,*
RENÉ NORGUET.

Secrétariat d'Etat à la Famille et à la Santé

CRÉATION D'UNE COMMISSION PERMANENTE
DU CODEX

(Décret n° 838 du 17 avril 1943)

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du Secrétaire d'Etat à la Santé et à la Famille et du
Ministre Secrétaire d'Etat à l'Education Nationale;

Vu l'Acte constitutionnel N° 12;

Vu la Loi du 11 septembre 1941 relative à l'exercice de la pharmacie,
et notamment ses Articles 1^{er} et 20;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des beaux-arts
du Conseil d'Etat entendu;

DÉCRÈTE :

Article Premier. — Le Codex medicamentarius gallicus est constitué
par la dernière édition de la pharmacopée française. Il contient:

- a) Le recueil des textes légaux relatifs à l'exercice de la pharmacie;
- b) La liste du matériel indispensable pour préparer les formules inscrites au Codex et pour effectuer les essais les plus courants des médicaments officinaux;
- c) La nomenclature officielle des drogues, des médicaments simples et composés et des articles officinaux;
- d) La liste complète de tous les produits ayant figuré dans les diverses éditions de la pharmacopée française;
- e) Les renseignements d'ordre général utiles aux pharmaciens dans l'exercice de leur art.

Le Codex indique les caractéristiques des médicaments officinaux, les méthodes d'essais, éventuellement les procédés de préparation, de stérilisation, de conservation, les principales incompatibilités et toutes les connaissances qui peuvent être utiles au pharmacien pour la préparation et l'utilisation de ces médicaments.

Pour les substances vénéneuses, il indique les doses maxima et leur classement aux différents tableaux.

Tous les produits inscrits aux éditions successives de la pharmacopée française sont de vente légale, à l'exception des formules qui seraient expressément interdites par une édition plus récente. Ceux qui y figurent sous une même appellation devront être livrés conformes à la dernière édition du Codex à moins d'indication contraire de l'auteur de la prescription médicale. Dans ce cas, l'enveloppe ou le récipient renfermant le produit devra porter une étiquette mentionnant la date de l'édition du Codex où est fixée la composition du produit.

Les drogues simples, les produits chimiques et les préparations stables que les pharmaciens doivent tenir, dans leur officine, conformément à l'Article 20 de la Loi du 11 septembre 1941, sont indiqués par un astérisque.

Art. 2. — Il est institué auprès du Secrétaire d'Etat à la Santé une commission permanente du Codex, qui sera chargée de préparer, sous la haute autorité du Secrétaire d'Etat à la Santé, la rédaction du Codex et de ses suppléments.

Cette commission se comporte de :

a) Sept membres de droit :

- Le secrétaire général de la santé, président de la commission;
- Le doyen de la faculté de médecine de Paris, vice-président;
- Le doyen de la faculté de pharmacie de Paris, vice-président;
- Le chef du service central de la pharmacie, secrétaire général;
- Le professeur de pharmacie galénique de la faculté de pharmacie de Paris, secrétaire technique;
- Le directeur du laboratoire national de contrôle des médicaments, secrétaire technique adjoint;
- Le chef de la première section technique du service central de la pharmacie, secrétaire technique adjoint;

b) Trente membres nommés par Arrêté du Secrétaire d'Etat à la Santé, dont quinze parmi les techniciens et quinze parmi le personnel enseignant appartenant à l'enseignement supérieur, ces derniers sur la présentation du Secrétaire d'Etat à l'Education Nationale.

La commission est renouvelable tous les trois ans. Elle désigne ses rapporteurs. Elle ne peut valablement délibérer que si douze au moins de ses membres sont présents.

Elle pourra faire appel au concours de personnalités scientifiques étrangères à la commission pour l'étude des questions particulières qui justifient l'intervention de spécialistes.

Ces personnalités prendront la dénomination de membres correspondants de la commission permanente du Codex.

Art. 3. — Toute nouvelle inscription au Codex est prononcée après avis conforme de la commission permanente du Codex par Arrêté du Secrétaire d'Etat à la Santé, publié au *Journal Officiel*.

Le Codex est réédité, en principe, tous les douze ans par les soins du Secrétaire d'Etat à la Santé; il est publié un supplément tous les trois ans.

Art. 4. — En cas de difficulté dans la fabrication des produits définis au Codex, le Secrétaire d'Etat à la Santé pourra, par Arrêté, sur la proposition de la commission du Codex, accorder des dérogations à titre provisoire aux formules et aux caractéristiques imposées par le Codex.

Art. 5. — Les pharmaciens sont tenus de posséder la dernière édition du Codex, ainsi que ses suppléments. Un délai de trois mois à dater de la publication de l'Arrêté rendant ces textes obligatoires est imparti aux pharmaciens pour se procurer ces documents.

Art. 6. — Le Secrétaire d'Etat à la Santé et à la Famille et le Secrétaire d'Etat à l'Education Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Décret.

Fait à Vichy, le 17 avril 1943.

PIERRE LAVAL.

Par le Chef du Gouvernement:

Le Secrétaire d'Etat à la Santé et à la Famille,

RAYMOND GRASSET.

Le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Education Nationale,

ABEL BONNARD.

Les Produits animaux employés dans l'Industrie Pharmaceutique

B

TABLE GÉNÉRALE CHRONOLOGIQUE

des

TEXTES LÉGISLATIFS

TABLE CHRONOLOGIQUE
DES DOCUMENTS LÉGISLATIFS

	<i>Pages</i>
<i>J. O.</i> — 22 juin 1934 (Loi du 14 juin 1934). — Loi sur les sérums thérapeutiques et divers produits d'origine organique	403
<i>J. O.</i> — 2 septembre 1936 (Décret du 26 août 1936). — Règlement d'administration publique pris en application de l'article 5 de la Loi du 14 juin 1934	105
<i>J. O.</i> — 6 février 1937 (Arrêté du 4 février 1937). — Arrêté pris en application de l'article 32 du Décret du 26 août 1936	113
<i>J. O.</i> — 22 juin 1937 (Arrêté du 19 juin 1934). — Arrêté pris en application de l'article 7 du Décret du 26 août 1936	118
<i>J. O.</i> — 3 décembre 1937 (Arrêté du 2 décembre 1937). — Modification de l'Arrêté du 4 février sur les sérums thérapeutiques et divers produits d'origine organique	120
<i>J. O.</i> — N° 205 du 18 août 1940 (Loi du 16 août 1940). — Organisation provisoire de la production industrielle	125
<i>J. O.</i> — N° 230 du 12 septembre 1940 (Loi du 10 août 1940). — Organisation de la répartition des produits industriels	133
<i>J. O.</i> — N° 232 du 14 septembre 1940. — Rectificatif au <i>J. O.</i> du 18 août 1940. Article 9	135
<i>J. O.</i> — N° 237 du 19 septembre 1940 (Loi du 17 septembre 1940). — Ramassage et conservation des foies de poissons	136
Arrêté du 19 septembre 1940. — Contrôle des stocks. — Répartition et distribution des viandes	138
<i>J. O.</i> — N° 271 du 23 octobre 1940 (Loi du 27 septembre 1940). — Organisation de la répartition des produits agricoles et des denrées alimentaires	141
<i>J. O.</i> — N° 279 du 31 octobre 1940 (Arrêté du 29 octobre 1940). — Création du bureau national de la viande et de répartiteurs départementaux pour le bétail, la viande et les produits dérivés	145
<i>J. O.</i> — N° 281 du 2 novembre 1940 (Loi du 8 octobre 1940). — Ramassage des pancréas destinés exclusivement à la préparation de l'insuline	148

LES PRODUITS ANIMAUX EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

	<i>Pages</i>
<i>J. O.</i> — N° 298 du 19 novembre 1940 (Arrêté du 12 novembre 1940). — Modification à l'Arrêté du 29 octobre 1940 portant création du B. N. V. et des répartiteurs départementaux pour le bétail, la viande et les produits dérivés....	151
<i>J. O.</i> — N° 316 du 7 décembre 1940 (Arrêté du 4 décembre 1940). — Création de la section chimie de l'Office central de répartition des produits industriels. — Tableau des substances à la charge de la section chimie.....	153
<i>J. O.</i> — N° 14 du 14 janvier 1941 (Décret du 9 janvier 1941). — Création d'un Comité d'organisation des industries et du commerce des produits pharmaceutiques.....	157
<i>J. O.</i> — N° 70 du 11 mars 1941 (Loi du 9 mars 1941). — Modification à la Loi du 10 septembre 1940 sur l'organisation et la répartition des produits industriels. — Contrôle et répression des infractions.....	161
<i>J. O.</i> — N° 83 du 24 mars 1941. — Rectificatif au <i>J. O.</i> du 14 janvier 1941. — Suppression de la section IV — pharmaciens d'officine	166
<i>J. O.</i> — N° 93 du 3 avril 1941 (Décret N° 858 du 23 février 1941). — Organisation des études pharmaceutiques.....	167
<i>J. O.</i> — N° 98 du 8 avril 1941 (Arrêté du 19 mars 1941). — Liste des abattoirs dans lesquels la collecte des pancréas est imposée	169
<i>J. O.</i> — N° 256 du 14 septembre 1941 (Arrêté du 24 juillet 1941). — Cotisations imposées par les Comités d'organisation aux petites et moyennes entreprises.....	172
Arrêté du 29 août 1941. — Taxes pour couvrir les frais d'administration du C. O. P. P.	174
<i>J. O.</i> — N° 262 du 20 septembre 1941 (Loi N° 3890 du 11 septembre 1941). — Exercice de la pharmacie.....	177
Arrêté du 19 septembre 1941. — Nomination des membres du Conseil supérieur de la pharmacie.....	199
Arrêté du 19 septembre 1941. — Nomination des membres de la Chambre des Fabricants de produits pharmaceutiques	200
Arrêté du 19 septembre 1941. — Nomination des membres de la Chambre des droguistes en pharmacie et répartiteurs de produits pharmaceutiques.....	201
Arrêté du 19 septembre 1941. — Nomination des membres du Comité technique des spécialités.....	202
<i>J. O.</i> — N° 270 des 29-30 septembre 1941 (Loi N° 4180 du 27 septembre 1941). — Création d'un Comité National Interprofessionnel des viandes.....	203

LES PRODUITS ANIMAUX EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

	<i>Pages</i>
Arrêté du 27 septembre 1941. — Nomination d'un président et des membres du C. N. I. V.	212
J. O. — N° 322 du 29 novembre 1941 (Arrêté interministériel du 25 octobre 1941). — Récolte, collecte et répartition des organes destinés à la préparation d'extraits opothérapiques, de produits thérapeutiques, hygiéniques et chirurgicaux	214
Décision Particulière N° 75 de l'O. C. R. P. I. (section de la Chimie) du 7 février 1942.....	219
J. O. — N° 76 du 29 mars 1942 (Décret N° 998 du 28 mars 1942). — Création de bureaux régionaux de répartition de produits industriels.....	221
Décret N° 1003 du 28 mars 1942. — Création de bureaux régionaux d'organisation professionnelle.....	223
J. O. — N° 93 du 18 avril 1942 (Décret N° 1152 du 3 avril 1942). — Rattachement des pharmaciens d'officine au C. O. P. P.	225
J. O. — N° 94 du 19 avril 1942 (Décret N° 1193 du 17 avril 1942). — Organisation du Service central de la pharmacie et de l'Inspection régionale des pharmacies.....	227
J. O. — N° 100 du 26 avril 1942 (Arrêté du 14 avril 1942). — Reconduction pour 1942 des taxes couvrant les dépenses administratives du C. O. P. P.	229
J. O. — N° 119 des 18-19 mai 1942 (Arrêté du 7 mai 1942). — Répartition de l'insuline.....	231
J. O. — N° 146 du 19 juin 1942 (Décision F. 31 du 10 juin 1942). — Modification et codification de la réglementation édictée par le répartiteur, chef de la section de la chimie.....	234
J. O. — N° 153 du 27 juin 1942 (Décret N° 1890 du 24 juin 1942). — Règlement d'administration publique pour application de la Loi du 11 septembre 1941.....	239
J. O. — N° 163 du 9 juillet 1942 (Arrêté du 7 juillet 1942). — Taxes du C. O. P. P.	245
J. O. — N° 231 du 26 septembre 1942 (Arrêté du 17 août 1942). Arrêté du 18 août 1942. — Liste des laboratoires agréés pour procéder à l'examen des spécialités pharmaceutiques — Dévolution des biens du Groupement professionnel des fabricants de produits pharmaceutiques. Passent du Groupement professionnel à la Chambre des fabricants.....	247 250
J. O. — N° 290 du 4 décembre 1942 (Arrêté du 13 novembre 1942 complète l'Arrêté du 19 mars 1941). — Désigne l'abattoir industriel des Salaisons du Blavet (Morbihan) pour être incorporé dans la liste des abattoirs prévus à l'article 1 ^{er} de la Loi du 8 octobre 1940 (Pancréas).....	251

LES PRODUITS ANIMAUX EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

	<i>Pages</i>
<i>J. O.</i> — N° 292 du 6 décembre 1942 (Arrêté du 16 novembre 1942). — Subventions aux laboratoires de contrôle des spécialités pharmaceutiques (visa).....	252
<i>J. O.</i> — N° 14 du 16 janvier 1943 (Loi N° 1120 du 27 novembre 1942). — Contrôle des exploitations frigorifiques de la métropole	259
Décision F. 39 du 4 janvier 1943 du répartiteur chef de la section de la chimie à la production industrielle. Complément à la Décision F. 31 au sujet des organes animaux destinés à la préparation d'extraits opothérapiques, chapitre 19 bis, articles 56 bis, 56 ter, 56 quater, 56 quinquies. Négociants agréés rattachés au C. O. P. P., groupés en Société commerciale pour la vente des organes aux utilisateurs	260
<i>J. O.</i> — N° 18 du 21 janvier 1943 (Loi N° 15 du 19 janvier 1943). — Réorganisation de la répartition des produits industriels	263
<i>J. O.</i> — N° 32 du 6 février 1943 (Arrêté du 18 janvier 1943). — Homologation du règlement du C. N. I. V. relatif à la récupération, la collecte et la répartition du sang.....	272
<i>J. O.</i> — N° 68 du 20 mars 1943 (Arrêté du 15 février 1943). — Modalités d'essai des spécialités pharmaceutiques. — Barème des essais. — Répartition des rémunérations.....	273
<i>J. O.</i> — N° 71 du 24 mars 1943 (Loi N° 104 du 15 février 1943). — Abrogation des articles 9 et 24 de la Loi du 27 septembre 1941	278
<i>J. O.</i> — N° 116 du 15 mai 1943 (Arrêté du 7 avril 1943). — Re-conduction des taxes pour 1943 devant couvrir les frais d'administration du C. O. P. P.	281
<i>J. O.</i> — N° 124 des 24 et 25 mai 1943 (Décret N° 838 du 17 avril 1943). — Création d'une commission permanente du Codex	283

Les Produits animaux employés dans l'Industrie Pharmaceutique

C

RÉPERTOIRE des LOIS, DÉCRETS, ARRÊTÉS et DÉCISIONS

	Pages
Lois	295
Décrets	296
Arrêtés	297
Décisions	299

LOIS

	<i>Pages</i>
Loi du 14 juin 1934 (<i>J. O.</i> — LXXVI — 22 juin 1934). — Sérums thérapeutiques et divers produits d'origine organique....	103
Loi du 16 août 1940 (<i>J. O.</i> — LXXII — 205 — 18 août 1940). — Organisation provisoire de la Production Industrielle....	125
Loi du 10 août 1940 (<i>J. O.</i> — LXXII — 12 septembre 1940). — Organisation de la répartition des produits industriels..	133
Loi du 14 septembre 1940 (<i>J. O.</i> — LXXII — 232 — 14 septembre 1940). — Organisation provisoire de la Production Industrielle. (Rectificatif au <i>J. O.</i> du 18 août 1940).....	135
Loi du 17 septembre 1940 (<i>J. O.</i> — LXXII — 237 — 19 septembre 1940). — Ramassage et conservation des foies de poissons pour l'extraction des vitamines.....	136
Loi du 27 septembre 1940 (<i>J. O.</i> — LXXII — 271 — 23 octobre 1940). — Organisation de la répartition des produits agricoles et des denrées alimentaires.....	141
Loi du 8 octobre 1940 (<i>J. O.</i> — LXXII — 2 novembre 1940). — Ramassage des pancréas des bovins et des porcins.....	148
Loi du 9 mars 1941 (<i>J. O.</i> — LXXIII — 70 — 11 mars 1941). — Modification à la Loi du 10 septembre 1940. — Organisation de la répartition des produits industriels. — Contrôle et répression des infractions.....	161
Loi du 11 septembre 1941 (<i>J. O.</i> — LXXIII — 262 — 20 septembre 1941). — Exercice de la pharmacie.....	177
Loi N° 4180 du 27 septembre 1941 (<i>J. O.</i> — LXXIII — 270 — 29-30 septembre 1941). — Création d'un C. N. I. V.	203
Loi N° 1120 du 27 novembre 1942 (<i>J. O.</i> — LXXV — 14-16 janvier 1943). — Contrôle des exploitations frigorifiques de la métropole traitant ou entreposant des produits destinés à l'alimentation.....	259
Loi N° 15 du 19 janvier 1943 (<i>J. O.</i> — LXXV — 18-21 janvier 1943). — Réorganisation de la répartition des produits industriels	263
Loi N° 104 du 15 février 1943 (<i>J. O.</i> — LXXV — 71 — 24 mars 1943). — Abrogation des articles 9 et 24 de la Loi du 27 septembre 1941. — Création du C. N. I. V.	278

DÉCRETS

	<i>Pages</i>
Décret du 26 août 1936 (<i>J. O.</i> — LXXVIII — 2 septembre 1936). — Règlement d'administration publique pris en applica- tion de l'article 5 de la Loi du 14 juin 1934.....	105
Décret du 10 août 1940 (<i>J. O.</i> — LXXII — 230 — 12 septembre 1940). — Organisation de la répartition des P. I.	133
Décret du 9 janvier 1941 (<i>J. O.</i> — LXXIII — 14 — 14 janvier 1941). — Création d'un Comité d'Organisation des indus- tries et du commerce des produits pharmaceutiques C. O. P. P.)	157
Décret du 9 janvier 1941 (<i>J. O.</i> — LXXIII — 14 — 16 janvier 1941). — Nomination des membres du C. O. P. P. créé par décret du 9 janvier.....	160
Décret N° 858 du 23 février 1941 (<i>J. O.</i> — LXXIII — 93 — 3 avril 1941). — Organisation des études pharmaceutiques	167
Décret N° 2106 du 15 mai 1941 (<i>J. O.</i> — LXXIII — 141 — 22 mai 1941). — Financement des dépenses des comités d'or- ganisation	
Décret N° 998 du 28 mars 1942 (<i>J. O.</i> — LXXIV — 76 — 29 mars 1942). — Création des bureaux régionaux de répar- tition de produits industriels.....	221
Décret N° 1003 du 28 mars 1942 (<i>J. O.</i> — LXXIV — 76 — 29 mai 1942). — Création de bureaux régionaux d'organisa- tion professionnelle	223
Décret N° 1152 du 3 avril 1942 (<i>J. O.</i> — LXXIV — 93 — 18 avril 1942). — Rattachement des pharmaciens d'officine au C. O. P. P.	225
Décret N° 1193 du 17 avril 1942 (<i>J. O.</i> — LXXIV — 94 — 19 avril 1942). — Organisation du service central de la phar- macie et de l'inspection régionale des pharmacies.....	227
Décret N° 1890 du 24 juin 1942 (<i>J. O.</i> — LXXIV — 153 — 27 juin 1942). — Règlement d'administration publique pour l'application de la Loi du 11 septembre 1941 sur l'exer- cice de la pharmacie.....	239
Titre premier. — Conditions d'exercice de la pharmacie.	
— II. — Règlement de la publicité.	
— III. — Visa et contrôle des spécialités phar- maceutiques	
— IV. — Inspecteurs des pharmacies.	
— V. — Inspection des pharmacies.	
Décret N° 838 du 17 avril 1943 (<i>J. O.</i> — LXXV — 124 — 24-25 mai 1943). — Création d'une commission permanente du Codex	283

ARRÊTÉS

	<i>Pages</i>
Arrêté du 19 juin 1937 (<i>J. O.</i> — LXXIX — 22 juin 1937). — Application de l'article 32 du Décret du 26 août 1943.....	113
Arrêté du 4 février 1937 (<i>J. O.</i> — LXXIX — 6 février). — Application de l'article 7 du Décret du 26 août 1936.....	118
Arrêté du 2 décembre 1937 (<i>J. O.</i> — LXXIX — 280 — décembre 1937). — Modification de l'Arrêté du 4 février 1937 sur divers produits d'origine organique.....	120
Arrêté du 19 septembre 1940 (<i>J. O.</i> — LXXII — 237 — 19 septembre 1940). — Contrôle des stocks à la répartition et à la distribution des viandes.....	138
Arrêté du 29 octobre 1940 (<i>J. O.</i> — LXXII — 279 — 31 octobre 1940). — Création du B. N. V. et des répartiteurs départementaux pour le bétail, la viande et les produits dérivés	145
Arrêté du 12 novembre 1940 (<i>J. O.</i> — LXXII — 298 — 19 novembre 1940). — Modification de l'Arrêté du 29 octobre 1940. — Création du B. N. V. et des répartiteurs départementaux pour le bétail, la viande et les produits dérivés....	151
Arrêté du 4 décembre 1940 (<i>J. O.</i> — LXXII — 316 — 7 décembre 1940). — Création de la section de la chimie de l'office de répartition des produits industriels. — Tableau des substances à la charge de la section de la chimie de l'office de répartition des produits industriels (1)	153
Arrêté du 19 mars 1941 (<i>J. O.</i> — LXXIII — 98 — 8 avril 1941). — Ramassage des pancréas. — Liste des abattoirs prévus par l'article premier de la Loi du 8 octobre 1940.....	169
Arrêté du 24 juillet 1941 (<i>J. O.</i> — LXXIII — 256 — 14 septembre 1941). — Cotisations imposées par les comités d'organisation aux petites et moyennes entreprises.....	172
Arrêté du 29 août 1941 (<i>J. O.</i> — LXXIII — 256 — 14 septembre 1940). — Taxes pour couvrir les frais d'administration du C. O. P. P.	174
Arrêté du 27 septembre 1941 (<i>J. O.</i> — LXXIII — 27 — 29-30 septembre 1941). — Nomination du président et des membres du C. N. I. V. créé par la Loi du 27 septembre 1941	203

LES PRODUITS ANIMAUX EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

	<i>Pages</i>
Arrêté interministériel du 25 octobre 1941 (<i>J. O.</i> — LXXIII — 322 — 29 novembre 1941). — Récolte, collecte et répartition des organes destinés à la préparation d'extraits opothérapiques et de produits thérapeutiques, hygiéniques ou chirurgicaux	214
Arrêté du 14 avril 1942 (<i>J. O.</i> — LXXIV — 100 — 26 avril 1942). — Reconduction pour 1942 des taxes couvrant les dépenses administratives du C. O. P. P.	229
Arrêté du 7 mai 1942 (<i>J. O.</i> — LXXIV — 119 — 18-19 mai 1942). — Répartition de l'insuline.....	231
Arrêté du 7 juillet 1942 (<i>J. O.</i> — LXXXV — 163 — 9 juillet 1942). — Modification au <i>J. O.</i> du 14 septembre 1941 des taxes dues au C. O. P. P.	245
Arrêté du 18 août 1942 (<i>J. O.</i> — LXXIV — 231 — 26 septembre 1942). — Liste des laboratoires agréés pour procéder à l'examen des spécialités pharmaceutiques.....	247
Arrêté du 16 novembre 1942 (<i>J. O.</i> — LXXIV — 292 — 6 décembre 1942). — Subventions aux laboratoires chargés du contrôle des spécialités pharmaceutiques aux fins de visa	252
Arrêté du 18 janvier 1943 (<i>J. O.</i> — LXXV — 32 — 6 février 1943). — Homologation du règlement du C. N. I. V. sur le sang. — Règlement du C. N. I. V. relatif à la récupération, la collecte et la répartition du sang.....	272
Arrêté du 15 février 1943 (<i>J. O.</i> — LXXV — 68 — 29 mars 1943). — Modalité d'envoi des spécialités pharmaceutiques. — Barème des essais. — Répartition des rémunérations....	275
Arrêté du 7 avril 1943 (<i>J. O.</i> — LXXV — 116 — 15 mai 1943). — Reconduction et modification des taxes pour 1943 du C. O. P. P.	281

DÉCISIONS

	<i>Pages</i>
Décision particulière N° 75 du 7 février 1942 de l'O. C. R. P. I. (section de la Chimie)	219
Décision F. 31 du 10 juin 1942 du répartiteur chef de la section de la chimie de la production industrielle (<i>J. O.</i> — LXXIV — 146 — 19 juin 1942). — Modification et codification de la réglementation édictée par le répartiteur chef de la section de la chimie.....	234
Décision F. 39 du 4 janvier 1943 du répartiteur chef de la sec- tion de la chimie de la P. I. Complément à la Décision F. 31 (<i>J. O.</i> — LXXV — 14 — 16 janvier 1943). — Créa- tion d'un chapitre 19 bis comprenant les articles 56 bis, 56 ter, 56 quater, 56 quinquies (Négociants agréés).....	260

Les Produits animaux employés dans l'Industrie Pharmaceutique

D

TABLE ANALYTIQUE des TEXTES LÉGISLATIFS se rapportant aux ORGANISMES NATIONAUX

	Pages
I. — Production Industrielle.....	303
II. — B. N. V. et C. N. I. V.	305
III. — C. O. P. P.	306
IV. — Exercice de la Pharmacie.....	308
V. — Pancréas	310
VI. — Divers	311

I. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

	<i>Pages</i>
Organisation provisoire de la P. I. — Rapport du Gouvernement au Chef de l'Etat (Loi du 16 août 1940. — <i>J. O.</i> — LXXII — 205 — 18 août 1940).....	125
Organisation de la répartition des produits industriels (Loi du 10 août 1940. — <i>J. O.</i> — LXXIII — 230 — 12 septembre 1940)	133
Produits industriels (Répartition des...) (Loi du 10 août 1940. — <i>J. O.</i> — LXXIII — 230 — 12 septembre 1940).....	133
Rectificatif au <i>J. O.</i> du 18 août 1940 sur l'organisation provisoire de la production industrielle (<i>J. O.</i> — LXXII — 232 — 14 septembre 1940).....	135
Création de la section de la chimie de l'office de répartition des produits industriels (Arrêté du 4 décembre 1940. — <i>J. O.</i> — LXXII — 7 décembre 1940).....	153
Modification à la Loi du 10 septembre 1940 (Loi du 9 mars 1941. — <i>J. O.</i> — LXXIII — 70 — 11 mars 1941).....	161
Organisation de la répartition des produits industriels (Loi du 9 mars 1941. — <i>J. O.</i> — LXXIII — 70 — 11 mars 1941)..	161
Répartition des produits industriels (Loi du 9 mars 1941. — <i>J. O.</i> — LXXIII — 70 — 11 mars 1941).....	161
Contrôle et répression des infractions (Loi du 9 mars 1941. — <i>J. O.</i> — LXXIII — 70 — 11 mars 1941).....	161
Infractions (Contrôle et répression des...) à la Loi du 9 mars 1941 au sujet de la répartition des produits industriels). (<i>J. O.</i> — LXXIII — 70 — 11 mars 1941).....	161
Création de bureaux régionaux de répartition de produits indus- triels (Décret N° 998 du 28 mars 1942. — <i>J. O.</i> — LXXIV — 76 — 29 mars 1942).....	221
Bureaux régionaux de répartition de produits industriels (Décret N° 998. — <i>J. O.</i> — LXXIV — 76 — 29 mars 1942).....	221
Création des bureaux régionaux d'organisation professionnelle (Décret N° 1003 du 28 mars 1942. — <i>J. O.</i> — LXXIV — 76 — 29 mars 1942).....	223

LES PRODUITS ANIMAUX EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

	<i>Pages</i>
Bureaux régionaux d'organisation professionnelle (Décret N° 1003 du 28 mars 1942. — <i>J. O.</i> — LXXIV — 76 — 29 mars 1942)	223
Modification et codification de la réglementation édictée par le répartiteur chef de la section de la chimie (Décision F. 31 — 10 juin 1942. — <i>J. O.</i> — LXXIV — 146 — 19 juin 1942)	234
Complément à la Décision F. 31 du 10 juin 1942 (Décision F. 39 — 4 janvier 1943. — <i>J. O.</i> — LXXV — 14 — 16 janvier 1943)	260
Création d'un chapitre 19 bis, complément à la Décision F. 31 comprenant les articles 56 bis, 56 ter, 56 quater, 56 quinquies relatifs aux négociants agréés. (Décision F. 39 du 4 janvier 1943 du répartiteur chef de la section de la chimie de la P. I. <i>J. O.</i> — LXXV — 14 — 16 janvier 1943)	260
Réorganisation de la répartition des produits industriels (Loi du 19 janvier 1943. — <i>J. O.</i> — LXXV — 18 — 21 janvier 1943)	263

II. — BUREAU NATIONAL ET COMITÉ NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DE LA VIANDE

	<i>Pages</i>
Création du B. N. V. et de répartiteurs départementaux pour le bétail, la viande et les produits dérivés (Arrêté du 29 octobre 1940. — <i>J. O.</i> — LXXII — 279 — 31 octobre 1940)	145
Modification de l'Arrêté du 29 octobre 1940 (Arrêté du 12 novembre 1940. — <i>J. O.</i> — LXXII — 298 — 19 novembre 1940)	150
Création du B. N. V. et des répartiteurs départementaux pour le bétail, la viande et les produits dérivés (Arrêté du 12 novembre 1940. — <i>J. O.</i> — LXXII — 298 — 19 novembre 1940)	151
Création d'un C. N. I. V. (Loi N° 4180 du 27 septembre 1941. — <i>J. O.</i> — LXXIII — 270 — 29-30 septembre 1941)	203
Nomination du président et des membres du C. N. I. V. créé par la Loi du 27 septembre 1941 (Arrêté du 27 septembre 1941. — <i>J. O.</i> — LXXIII — 270 — 29-30 septembre 1941)	203
Homologation du règlement sur le sang (Arrêté du 18 janvier 1943. — <i>J. O.</i> — LXXV — 32 — 8 février 1943)	272
Règlement du C. N. I. V. relatif à la récupération, la collecte et la répartition du sang (Arrêté du 18 janvier 1943. — <i>J. O.</i> — LXXV — 32 — 8 février 1943)	272
Abrogation et remplacement des articles 9 et 24 de la Loi du 27 septembre 1941 (Loi N° 104 du 15 février 1943. — <i>J. O.</i> — LXXV — 71 — 24 mars 1943)	278
Création d'un C. N. I. V. (Loi N° 104 du 15 février 1943. — <i>J. O.</i> — LXXV — 71 — 24 mars 1943)	278

COMITÉ D'ORGANISATION DES INDUSTRIES ET DU COMMERCE DES PRODUITS PHARMACEUTIQUES

	<i>Pages</i>
Création d'un Comité d'organisation des Industries et du Commerce des produits pharmaceutiques (C. O. P. P.) (Décret du 9 janvier 1941. — <i>J. O.</i> — LXXIII — 14 — 14 janvier 1941)	157
Nomination des membres du C. O. P. P. créé par Décret du 9 janvier 1941 (<i>J. O.</i> — LXXIII — 14 — 14 janvier 1941) ..	157
Suppression de la section IV du C. O. P. P. (Rectificatif au <i>J. O.</i> du 14 janvier 1940. — <i>J. O.</i> — LXXIII — 83 — 24 mars 1941)	166
Financement des dépenses des comités d'organisation (Décret N° 2106 du 15 mai 1941. — <i>J. O.</i> — LXXIII — 141 — 22 mai 1941)	
Cotisations imposées par les comités d'organisation aux petites et moyennes entreprises (Arrêté du 24 juillet 1941. — <i>J. O.</i> — LXXIII — 256 — 14 septembre 1941)	172
Taxes pour couvrir les frais d'administration du C. O. P. P. (Arrêté du 29 août 1941. — <i>J. O.</i> — LXXIII — 256 — 14 septembre 1941)	174
Rattachement des pharmaciens d'officine au C. O. P. P. (section IV) (Décret N° 1152 du 3 avril 1942. — <i>J. O.</i> — LXXIV — 93 — 18 avril 1942)	225
Reconduction pour 1942 des taxes couvrant les dépenses administratives du C. O. P. P. (Arrêté du 14 avril 1942. — <i>J. O.</i> — LXXIV — 100 — 26 avril 1942)	229
Modification au <i>J. O.</i> du 14 septembre 1941 des taxes dues au C. O. P. P. (Arrêté du 7 juillet 1942. — <i>J. O.</i> — LXXIV — 163 — 9 juillet 1942)	245
Complément à la Décision F. 31 du 10 juin 1942 (Décision F. 39 du 4 janvier 1943. — <i>J. O.</i> — LXXV — 14 — 16 janvier 1943)	260

LES PRODUITS ANIMAUX EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

	<i>Pages</i>
Création d'un chapitre 19 bis comprenant les articles 56 bis, 56 ter, 56 quater, 56 quinquies relatifs aux négociants agréés (Décision F. 39 du 4 janvier 1943. — <i>J. O.</i> — LXXV — 14 — 16 janvier 1943).....	260
Reconduction et modification des taxes pour 1943 du C. O. P. P. (Arrêté du 7 avril 1943. — <i>J. O.</i> — LXXV — 116 — 15 mai 1943)	281
Taxes pour couvrir les frais d'administration du C. O. P. P. — Reconduction pour 1942 (Arrêté du 14 avril 1942. — <i>J. O.</i> — LXXIV — 100 — 26 avril 1942).....	229
Taxes dues au C. O. P. P. pour 1943 (Arrêté du 7 avril 1943. — <i>J. O.</i> — LXXV — 116 — 15 mars 1943).....	281

EXERCICE DE LA PHARMACIE

	<i>Pages</i>
Organisation des études pharmaceutiques (Décret N° 858 du 23 février 1941. — <i>J. O.</i> — LXXIII — 93 — 3 avril 1941)...	167
Exercice de la pharmacie (Loi N° 3890 du 11 septembre 1941. — <i>J. O.</i> — LXXIII — 262 — 20 septembre 1941).....	177
Organisation du service central de la pharmacie et de l'inspection régionale des pharmacies (Décret N° 1193 du 17 avril 1942. — <i>J. O.</i> — LXXIV — 94 — 19 avril 1942).....	227
Inspection régionale des pharmacies (Décret N° 1193 du 17 avril 1942. — <i>J. O.</i> — LXXIV — 94 — 19 avril 1942).....	227
Règlement d'administration publique pour l'application de la Loi du 11 septembre 1941 sur l'exercice de la pharmacie	
Titre premier. — Conditions d'exercice de la pharmacie.	
— II. — Réglementation de la publicité.	
— III. — Visa et contrôle des spécialités pharmaceutiques.	
— IV. — Inspecteurs des pharmacies.	
— V. — Inspection des pharmacies.	
(Décret N° 1890 du 24 juin 1942. — <i>J. O.</i> — LXXIV — 153 — 27 juin 1942).....	239
Conditions d'exercice de la pharmacie (Décret N° 1890 du 24 juin 1942. — <i>J. O.</i> — LXXIV — 153 — 27 juin 1942)....	239
Réglementation de la publicité pharmaceutique (Décret N° 1890 du 24 juin 1942. — <i>J. O.</i> — LXXIV — 153 — 27 juin 1942)	239
Contrôle des spécialités pharmaceutiques (Décret N° 1890 du 24 juin 1942. — <i>J. O.</i> — LXXIV — 153 — 27 juin 1943)...	239
Visa des spécialités pharmaceutiques (Décret N° 1890 du 24 juin 1942. — <i>J. O.</i> — LXXIV — 153 — 27 juin 1943).....	239
Inspecteurs des pharmacies (Décret N° 1890 du 24 juin 1942. — <i>J. O.</i> — LXXIV — 153 — 27 juin 1942).....	239
Inspection des pharmacies (Décret N° 1890 du 24 juin 1942. — <i>J. O.</i> — LXXIV — 153 — 27 juin 1942).....	239
Laboratoires agréés pour procéder à l'examen des spécialités pharmaceutiques (Arrêté du 18 août 1942. — <i>J. O.</i> — LXXIV — 231 — 26 septembre 1942).....	247

LES PRODUITS ANIMAUX EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

	<i>Pages</i>
Subventions aux laboratoires chargés du contrôle des spécialités pharmaceutiques aux fins du visa (Arrêté du 16 novembre 1942. — <i>J. O.</i> — LXXIV — 292 — 6 décembre 1942)	252
Modalités d'essai des spécialités pharmaceutiques (Arrêté du 15 février 1943. — <i>J. O.</i> — LXXV — 68 — 20 mars 1943).	275
Barème des essais des spécialités pharmaceutiques (Arrêté du 15 février 1943. — <i>J. O.</i> — LXXV — 68 — 20 mars 1943)	275
Répartition des rémunérations consenties pour l'examen des spécialités pharmaceutiques (Arrêté du 15 février 1943. — <i>J. O.</i> — LXXV — 68 — 20 mars 1943).....	275
Commission permanente du Codex (Création d'une...) (Décret N° 838 du 17 avril 1943. — <i>J. O.</i> — LXXV — 124 — 24-25 mai 1943)	283

PANCRÉAS

	<i>Pages</i>
Ramassage des pancréas des bovins et des porcins (Loi du 8 octobre 1940. — <i>J. O.</i> — LXXII — 2881 — 2 novembre 1940)	148
Pancréas (Ramassage des...) des bovins et des porcins (Loi du 8 octobre 1940. — <i>J. O.</i> — LXXII — 281 — 2 novembre 1940)	148
Abattoirs prévus par l'article premier de la Loi du 8 octobre 1940 pour le ramassage des pancréas destinés à la préparation de l'insuline (Arrêté du 19 mars 1941. — <i>J. O.</i> — LXXIII — 98 — 8 avril 1941)	169
Répartition de l'insuline (Arrêté du 7 mai 1942. — <i>J. O.</i> — LXXIV — 119 — 18-19 mai 1942)	231
Insuline (Répartition de l...) (Arrêté du 7 mai 1942. — <i>J. O.</i> — LXXIV — 119 — 18-19 mai 1942)	231

DIVERS

	<i>Pages</i>
Modification de l'Arrêté du 4 février 1937 sur divers produits d'origine organique (Arrêté du 2 décembre 1937. — <i>J. O.</i> — LXIX — 280 — 3 décembre 1937)	120
Ramassage et conservation des foies de poissons (Loi du 17 septembre 1940. — <i>J. O.</i> — LXXII — 237 — 19 septembre 1940)	136
Foies de poissons (Ramassage des...) (Loi du 17 septembre 1940. — <i>J. O.</i> — LXXII — 237 — 19 septembre 1940)	136
Contrôle des stocks à la répartition et à la distribution des viandes (Arrêté du 19 septembre 1940. — <i>J. O.</i> — LXXII — 237 — 19 septembre 1940)	138
Stocks à la répartition et à la distribution des viandes (Arrêté du 19 septembre 1940. — <i>J. O.</i> — LXXII — 237 — 19 septembre 1940)	138
Répartition des produits agricoles et des denrées alimentaires (Loi du 27 septembre 1940. — <i>J. O.</i> — LXXII — 271 — 23 octobre 1940)	144
Récolte, collecte et répartition des organes destinés à la préparation d'extraits opothérapiques et de produits thérapeutiques, hygiéniques ou chirurgicaux (Arrêté interministériel du 25 octobre 1941. — <i>J. O.</i> — LXXIII — 322 — 29 novembre 1941)	214
Contrôle des exploitations frigorifiques de la métropole traitant ou entreposant des produits destinés à l'alimentation (Loi N° 1120 du 27 novembre 1942. — <i>J. O.</i> — LXXV — 14 — 16 janvier 1943)	259

CHAPITRE V

COMMENTAIRES ET CONCLUSIONS

Pour avoir de bons médicaments organothérapeutiques, il faut avoir une bonne matière première. Or, la matière première fournie par les animaux est très fragile; elle commence à se détériorer dès la minute qui suit l'abatage de l'animal et elle ne se conserve que si les précautions nécessaires sont prises en temps et en puissance utiles.

Pour avoir cette matière première, il faut aller la chercher là où elle se trouve, dans les abattoirs. Il faut donc se mettre d'accord avec celui qui abat les bêtes, avec celui qui ramasse, collecte, conserve, transporte les organes dont l'utilisateur aura besoin. Nombreux sont donc les intermédiaires qui ont à intervenir depuis l'abatage des animaux jusqu'au moment où leurs organes, transformés en médicaments, arrivent au chevet des malades.

C'est justement pour régler légalement les rapports entre les divers organismes à tous échelons que le Gouvernement est intervenu en précisant les devoirs et les droits de chacun.

Ainsi plus particulièrement pour l'insuline, le Gouvernement est intervenu et a imposé des conditions spéciales pour le ramassage des pancréas et leur utilisation exclusive pour la préparation de l'insuline qui est distribuée selon une formule imposée par le Ministère de la Santé Publique.

De même ont été réglées les obligations imposées aux vétérinaires directeurs des services départementaux et aux inspecteurs des viandes.

En ce qui concerne la conservation des glandes nous avons constaté que la plupart des installations frigorifiques en France n'ayant pas prévu de petites chambres destinées à recevoir des glandes, les ramasseurs se heurtent à des oppositions pour stocker dans les

grandes chambres existantes, du fait qu'ils sont contraints d'en ouvrir les portes à différentes reprises chaque jour et qu'il en résulte un abaissement sensible de température, entraînant une dépense disproportionnée avec la valeur des organes entreposés.

Pourquoi la France est-elle aussi pauvre en froid ? En temps normal, notre pays a des moyens de transport ferroviaire rapides et un service routier bien organisé, qui facilitent les échanges, à des prix très bas, entre les diverses régions, ce qui a, comme conséquence, de ne pas inciter les initiatives privées ou collectives à se servir du froid.

Cependant, des efforts intéressants ont été faits dans ce domaine par Biofrigo sous l'impulsion de CHOAY et par des organisations privées. Si on voulait envisager la question aux fins de réalisation, il faudrait avoir un plan d'organisation bien étudié.

Il faut reconnaître, d'autre part, que l'enseignement dans les Facultés de Pharmacie et les Facultés mixtes de Médecine et de Pharmacie est particulièrement dirigé vers l'exercice de la pharmacie d'officine. Les sciences dérivant de la chimie pure y sont plus développées que celles ressortissant à la chimie biologique, et pourtant, les Articles 39 et 43 de la Loi du 11 septembre 1941 spécifient que tous les directeurs techniques de tout établissement fabricant des produits pharmaceutiques doivent être des pharmaciens !

Ce sont là autant de situations nouvelles qui devront être occupées par des confrères possédant, en plus des connaissances qu'ils ont déjà acquises à la Faculté, celles se rapportant à l'organothérapie, aussi bien dans le domaine du choix des animaux, de l'inspection des organes récoltés, que dans celui de leur conservation et de leur transport, ainsi que de tout ce qui gravite autour des fabrications industrielles : machines, pompes, vapeur, vide, etc...

De l'exposé qui précède et qui est le résumé de notre travail, nous pouvons tirer quelques conclusions.

I. — Il est souhaitable que l'abatage des animaux qui doivent fournir les glandes et les abats destinés à la préparation des médicaments organothérapiques soit amélioré, d'abord en appliquant intégralement les obligations légales actuellement en vigueur et ensuite en les complétant par de nouvelles instructions résultant de la pratique professionnelle. Il faudrait en particulier obtenir que la récolte des organes soit faite dans les abattoirs par un personnel éduqué spécialement et placé sous la haute surveillance des services vétérinaires du Ministère de l'Agriculture.

II. — Le ramassage et la collecte des organes se sont améliorés sur le passé. Les services vétérinaires ont coordonné leurs efforts avec ceux des ramasseurs dont ils ont par leur intervention souvent spontanée, grandement facilité la tâche.

Ainsi pour l'insuline nous sommes assurés que leur concours pour augmenter la collecte des pancréas est acquis à la cause des diabétiques, qui souffrent de la pénurie du seul produit qui peut les soulager. Nous les en remercions vivement et leur demandons de veiller à la stricte application des règlements.

La législation qui régit l'organothérapie est abondante. Nous avons la conviction que si elle était appliquée à la lettre, elle suffirait à satisfaire en France l'approvisionnement de l'industrie pharmaceutique organothérapique.

A notre sens, les services vétérinaires, seuls qualifiés en la matière, devraient assurer cette lourde tâche en dirigeant les opérations de collecte et de ramassage.

III. — La conservation des organes ne disposant pas de moyens suffisants, il serait souhaitable que notre équipement frigorifique soit rapidement adapté aux besoins, par l'installation, dans les centres primaires de ramassage, d'appareils types Biofrigo d'une capacité correspondant aux quantités récoltées.

Les organes provenant de ces centres seraient dirigés vers des centres de groupage dans des malles isothermes, type Biofrigo, qui assureraient une réfrigération suffisante pour la faible distance à parcourir.

Enfin, ces centres de groupage au lieu d'être équipés d'importants appareillages frigorifiques fixes, le seraient avec le matériel minimum indispensable pour assurer la première phase du traitement des organes, c'est-à-dire la dessiccation. Ainsi serait résolu le double problème de la longue conservation sous froid et celui du transport des organes à l'usine mère. En effet, la dessiccation dispenserait du transport en wagon frigorifique, et réduirait le poids des organes transportés d'environ quatre-vingts pour cent.

IV. — Il est enfin souhaitable que soit largement développé l'enseignement complémentaire adapté aux besoins nouveaux de l'industrie pharmaceutique (et plus spécialement de l'industrie organothérapique) déjà introduit dans les programmes de quelques Facultés de pharmacie, à Montpellier en particulier, et des Facultés mixtes de médecine et de pharmacie. La visite de certains abattoirs

et usines ainsi que des stages dans ces dernières pourraient utilement compléter cette instruction.

La Chambre des Fabricants de Produits Pharmaceutiques vient de proposer tout récemment, à la Faculté de Paris, avec la création d'une chaire de Législation, Déontologie et Histoire de la Pharmacie, **celle d'un Institut de Pharmacie Industriel**. Il y serait enseigné la technicologie industrielle, la pratique commerciale, la publicité professionnelle et certaines questions sociales.

C'est une initiative, qui vient d'ailleurs confirmer ce que nous avons précédemment exposé.

CHAPITRE VI

BIBLIOGRAPHIE

1. — ASTRUC (A.) et GIROUX (J.). — Les médicaments d'origine biologique. — *Montpellier, Maloine*, édit., 1942.
2. — ASTRUC (A.). — La Médication organothérapique à travers les âges. *Conférence faite le 6 mai 1943 à la salle des fêtes de l'Association générale des Etudiants de Montpellier*.
3. — BAILLY (Octave). — Contribution à l'étude de l'influence de la congélation sur les glandes destinées à l'opothérapie: sur quelques résultats comparatifs obtenus dans la préparation de quatre poudres opothérapiques à partir d'organes frais et d'organes frigorifiés. — *Jnal Ph. Ch.*, 126, 8° s, XX, 2, 1934, p. 61.
4. — B. N. V. — Carte professionnelle. — *J. O.*, LXXII, 298, 19 nov. 1940, p. 5720.
5. — CHAMAGNE. — Le problème de l'opothérapie. — *Rev. Path. comp. et Hyg. gén.*, XXVI, N° 301, 1926, p. 443.
6. — CHOAY (André et Maurice). — La matière première des médicaments opothérapiques. — *Presse méd.*, N° 17, 1943, p. 227.
7. — CHOAY (Maurice). — L'industrie des produits opothérapiques devant les difficultés actuelles. — *Conf. Centre perfect. tech.*, 6 nov. 1941, N° 756, 1941, 42, 1 br., 19 p.
8. — Création du Bureau national de la Viande et de Répartiteurs départementaux pour le Bétail, la Viande et les Produits dérivés. — *J. O.*, LXXII, 279, 31 oct. 1940, p. 5500.
9. — Comité d'organisation (Le) des Industries et du Commerce des Produits pharmaceutiques dans le cadre de la législation relative à l'organisation de la production industrielle et à la répartition. — *Bull. Pharm. Fr.*, N° 1, mars 1942, p. 14.
10. — Création d'un Comité national interprofessionnel des Viandes. — *J. O.*, LXXIII, 193, 13 juill. 1941, p. 2928.
11. — *Id.* — *J. O.*, LXXIII, 270, 29-30 sept. 1941, p. 4186.
12. — *Id.* — *J. O.*, LXXV, 71, 24 mars 1943, p. 842.

13. — Création d'un Comité d'organisation des Industries et du Commerce des Produits pharmaceutiques. — *J. O.*, LXXIII, 14, 14 janv. 1941, p. 201.
14. — Création de la Section de la Chimie de l'Office central de Répartition des produits industriels. — *J. O.*, LXXII, 316, 7 déc. 1940, p. 6009.
15. — Etablissement d'une unité clinique antianémique. — *Jnal Amer. méd. Assoc.*, C. V. 1935, N° 16, p. 1268.
16. — Exercice de la Pharmacie (Loi sur). — *J. O.*, LXXIII, 262, 20 sept. 1941, p. 4018.
17. — FABRE (au nom de la 14^e sous-commission du Codex. J. Ph. ch., 8^e série, t. 1, p. 401).
18. — FINEZ (Jean). — Le rôle du Vétérinaire dans la récolte des produits opothérapiques. — *Thèse Doct. Vét., Paris, Montrouge, imp. de l'Edit. et de l'Indust.*, 1943.
19. — Groupement des Négociants agréés pour la collecte des organes animaux (Décision N° 10 du 15 avril 1943). — *Bull. Pharm. Fr.*, N° 2, 1943, p. 39.
20. — Homologation du Règlement du C. N. I. V. relatif à la récupération, la collecte et la répartition du sang. — *J. O.*, LXXV, 32, 6 février 1943, p. 356.
21. — Modification et codification de la réglementation édictée par le répartiteur, chef de la Section de la Chimie (Produits surveillés bloqués) (Décision F. 31 du 10 juin 1942). — *J. O.*, LXXIV, 146, 19 juin 1942, p. 2137.
22. — Organes d'animaux destinés à la préparation d'extraits opothérapiques, de produits thérapeutiques, hygiéniques et chirurgicaux (Décision F. 39 du 4 janv. 1943).
Id. (Décision part. N° 75, 7 février 1942). — *J. O.*, LXXV, 14, 16 janv. 1943, p. 144.
23. — Organisation provisoire de la Production industrielle. — *J. O.*, LXXII, 205, 18 août 1940, p. 4732.
24. — Organisation de la répartition des produits agricoles et des denrées alimentaires. — *J. O.*, LXXII, 271, 23 oct. 1940, p. 5387.
25. — Organisation de la répartition des produits industriels. — *J. O.*, LXXII, 205, 18 août 1940, p. 4732.
26. — Ramassage et conservation des foies de poissons. — *J. O.*, LXXII, 237, 19 sept. 1940, p. 5067.
27. — Ramassage des pancréas des Bovins et des Porcins. — *J. O.*, LXXII, 281, 2 nov. 1940, p. 5531.
28. — Ramassage des pancréas (Liste des abattoirs dans lesquels la collecte est imposée). — *J. O.*, LXXIII, 98, 8 avril 1941, p. 1516.

29. — Récolte, collecte et répartition des organes destinés à la préparation d'extraits opothérapiques, de produits thérapeutiques, hygiéniques et chirurgicaux. — *J. O.*, LXXIII, 322, 29, 30 nov. 1941, p. 5147.
30. — REGNAULT. — Le prélèvement et le traitement des organes destinés à l'opothérapie. — *Revue Path. comp. et Hyg. gén.*, XXIV, 261, 20 sept. 1924, p. 605.
31. — SECRÉTARIAT D'ETAT A LA SANTÉ. — Les produits injectables d'origine organique non définis chimiquement ne sont plus justiciables de la Loi du 14 juin 1934, mais des art. 18 et 44 de la Loi du 11 sept. 1941. — *Lettre circul.* du 3 mars 1943, 1^{er} Bau.
32. — SCHEFFLER. — Prélèvement et conservation de certaines glandes endocrines (Discussion). — *Bull. Soc. Path. comp.*, XXVI, 306/307, 5-20 août 1926, p. 701.
33. — SCHRADER (G.). — Prélèvement et conservation de certaines glandes endocrines. — *Rev. Path. comp. et Hyg. gén.*, XXVI, 304, 5 juill. 1926, p. 608.
34. — Sérums thérapeutiques et divers produits d'origine organiques (Loi sur). — *J. O.*, LXVI, 22 juin 1934.
35. — Substances injectables d'origine organique non définies chimiquement (Arrêté du 4 fév. 1937). — *J. O.*, LXIX, 6 février 1937.
36. — *Id.* — Modification de l'Arrêté du 4 février 1937 sur les... — *J. O.*, LXIX, 280, 3 déc. 1937, p. 13146.
37. — STADLINGER (H.). — Les glandes endocrines considérées comme sources de matières premières pour l'industrie chimico-pharmaceutique. (*Chem. Zeit.*, LXVI, 1942, p. 449).
38. — TIXIER (G.). — Les organes d'animaux employés dans l'industrie biologique. *Masson et Cie, édit., Paris, 1934.*
39. — WHIPPLE G. H. et ROBSCHUIT-ROBBINS F. S. (*The Journal of Exp. Medicine*, t. 57, an. 1933, p. 638).
40. — VIGNARDOU (P.). — Moyens propres à améliorer le rendement de la collecte des pancréas dans les abattoirs. — *Circul.* du 31 août 1943. (Minist. de l'Agric. et du Ravitaill. Services vétérin.).

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Pages</i>
AVANT-PROPOS	11
INTRODUCTION	15
CHAPITRE I. — La matière première des médicaments organo- thérapeutiques	25
» II. — La collecte des organes animaux.....	51
» III. — La conservation et le transport des organes animaux	77
» IV. — La législation des produits organothérapeutiques	95
A) — Textes législatifs.....	99
B) — Table générale chronologique des docu- ments législatifs	287
C) — Répertoire des Lois, Décrets, Arrêtés et Décisions relatifs à l'organothérapie..	293
D) — Table analytique des documents législa- tifs relatifs aux divers organismes na- tionaux	301
» V. — Commentaires et Conclusions.....	313
» VI. — Bibliographie	317

En ma qualité de censeur de tour,
j'ai lu la thèse ayant pour titre:

« *Les produits animaux employés
dans l'Industrie pharmaceutique* »
par M. Jules GAUTIER

Je pense que la Faculté peut en
permettre l'impression.

Montpellier, le 26 octobre 1943.

Le Professeur,
ASTRUC A.

Vu:

Montpellier, le 26 octobre 1943.

Le Doyen,
ASTRUC A.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER:

Montpellier, le 26 octobre 1943.

Le Recteur,
G. BOUSSAGOL.

